



258



CSP

JOURNAL HISTORIQUE

DE LA RÉVOLUTION OPÉRÉE DANS LA
CONSTITUTION DE LA MONARCHIE
FRANÇOISE , PAR M. DE MAUPEOU ,
CHANCELIER DE FRANCE.

*Quis talia fando
Temperet à lacrymis ?*

TOME QUATRIEME.



A LONDRES.
MDCCLXXV.



425023

ASP

DC

133

. M22 .

1775

V. 4

AVERTISSEMENT.

DEPUIS l'impression du livre intitulé les Efforts du Patriotisme, &c. ou Recueil des Ecrits Patriotiques, &c. on y a joint un Supplément contenant les Réclamations, Remontrances, &c. en deux Volumes, mais qui n'est pas plus satisfaisant relativement à l'historique, suivant l'aveu de l'auteur, dans un endroit de sa Préface où il dit : „ Le Public „ desireroit sans doute une histoire étendue avec des Réflexions qui indiquassent les causes d'un événement „ aussi extraordinaire. Mais outre „ qu'une telle histoire demanderoit beaucoup de Mémoires qui nous manquent, notre but n'est que de présenter à la Nation les pièces d'un Procès, &c. ”

C'est cet aveu qui nous engage à continuer
Tome IV.

AVERTISSEMENT.

tinuer notre Journal, dans lequel notre position nous a mis à portée de suivre & de développer les détails d'une Révolution si extraordinaire & si importante.

La premiere Partie de notre travail embrassoit deux Epoques principales ; l'une, du mois de Novembre 1771 ; lorsque tous les Parlemens supprimés ou reconstruits, la Magistrature entiere abâtardie, a passé sous le joug de M. de Maupeou : l'autre, marquée par le retour des Princes à la Cour, dont on a d'abord tiré un si favorable augure, & que les Patriotes clairvoyans ont, au contraire, regardé comme la consommation du Systéme de M. le Chancelier.

La mort de LOUIS XV. nous en fournit une troisieme, non moins curieuse. Le silence des Loix & des Corps réclamans, la cessation des Ecrits si capables d'entretenir l'esprit de Patriotisme, qui s'anéantit trop facilement en France, nous ont permis à embrasser plus d'événemens dans cette seconde Partie :

AVERTISSEMENT.

quelques-uns peut être paroîtront étrangers à notre objet , mais ils cesseront de l'être lorsqu'on fera attention que tous tendent ou à faire gémir sur l'impéritie des nouveaux Magistrats , sur leur faiblesse , leur avilissement , leur corruptibilité , ou à faire connoître les progrès du Despotisme dans toutes les branches de l'Administration.

Depuis la Proscription du Parlement, on verra le Clergé renouveler ses prétentions , étendre à loisir ses actes de Schisme , & triompher d'avoir rompu une digue contre laquelle il luttoit depuis plusieurs siècles ; les Jésuites , au moment de leur Destruction , espérer renaître de leurs cendres , enhardis par l'impunité , intriguer de nouveau , cabaler plus ouvertement & insulter aux Vengeurs de la Royauté ; le Ministre des Finances multiplier ses extorsions à l'infini , & se dispenser même de les couvrir d'aucune formalité ; enfin le Royaume déchiré par une multitude de Fac-

AVERTISSEMENT.

tions subalternes , tendre dans ses diverses parties à une dissolution visible & prochaine , accélérée encore par la dissipation des Revenus publics & la corruption des Mœurs , lorsque LOUIS XVI. a paru : quatrieme & derniere Epoque , sans doute , de tant de calamités !

AVIS AU LECTEUR.

Pendant que nous faisons imprimer la Continuation de ce *Journal* , nous avons été assez heureux pour recouvrer plusieurs articles assez intéressans , appartenans aux trois premiers Volumes de cet Ouvrage. Le Lecteur curieux les trouvera à la fin de ce Quatrieme Volume.

JOURNAL HISTORIQUE

DE LA RÉVOLUTION OPÉRÉE DANS LA CONS-
TITUTION DE LA MONARCHIE FRANÇOISE ,
PAR M. DE MAUPEOU , CHANCELIER DE
FRANCE.

ANNÉE MDCCLXXIII.

I Janvier.

IL vient d'arriver d'Angleterre en cette Capitale un livre , ayant pour titre : *les Efforts de la Liberté & du Patriotisme , contre le Despotisme du Sr. de Maupeou , Chancelier de France , ou Recueil des Ecrits Patriotiques pour maintenir l'ancien Gouvernement François.*

Ce Recueil paroît sorti des mêmes presses que celui dont on avoit annoncé le premier Volume. Mais les Editeurs se sont réformés , ont pris un plan meilleur , l'ont étendu davantage , & ils ont déjà produit trois Volumes , contenant les morceaux les plus intéressans : ils ont mis à la tête une préface raisonnée sur les différens ouvrages qu'ils ont ra-

massés , sur leur but , & ils annoncent d'avance une Suite qui ne sera pas moins curieuse. Cependant on trouve encore bien des défauts dans cette Compilation , & elle ne peut effrayer quelqu'un qui seroit tenté d'en faire une plus parfaite , & voudroit y donner les soins nécessaires. Au surplus , les Editeurs avertissent que ce n'est pas sans péril qu'ils ont osé se livrer à ce travail épineux , vu les persécutions que pouvoit exciter contr'eux l'homme dangereux que ces ouvrages concernent spécialement.

1 Janvier 1773.

Un nouveau genre d'Espionage établi depuis quelque tems alarme les Citoyens , & jette de l'inquiétude dans tous les lieux publics. Des filoux gagés de la Police , & endoctrinés par elle , se répandent dans toutes les foules , y fouillent dans les poches des gens peu précautionnés , non pour enlever les bourses , mais les papiers qu'ils trouvent sous leurs mains. Ils les portent à un bureau d'adresse , où on les épiluche. On commence par chercher ce qui pourroit s'y trouver de reprehensible , imprimé ou manuscrit ; après quoi on voit si l'on peut découvrir des renseignemens sur le porteur. Il est rare qu'on n'ait pas quelque Lettre , quelqu'adresse dans sa poche ; on en profite pour venir vous interroger , ou l'on vous renvoie vos papiers par la petite poste , s'ils ne sont pas de nature à vous faire suspecter.

I Janvier 1773.

Il paroît décidé aujourd'hui que le retour des Ducs d'Orléans & de Chartres à la Cour est une manœuvre du Duc d'Aiguillon. Ce Ministre sentant foiblir son parti a cru devoir se donner de la prépondérance en mettant les Princes de son côté : il a ourdi en conséquence son intrigue avec Madame Dubarry. Aussi l'ont-ils tous été voir. Le Prince de Condé y a été plusieurs fois : la première il eut la politesse excessive de lui faire demander l'heure à laquelle elle seroit visible ; & la Favorite, pour obéir à son Altesse, la lui donna effectivement : on ajoute qu'une autre fois depuis elle a fait attendre cette Altesse quelque tems avant de paroître devant elle.

I Janvier 1773.

Madame Berthe, grand'mere de Mlle. Dufossé, avec les principaux chefs de la famille, s'étant présentés à l'audience de M. Bertin, Ministre Secrétaire d'Etat, ayant le Département de la Normandie, pour réclamer ses bontés, il leur a dit qu'il avoit reçu une Lettre de Mlle. Dufossé, pleine d'esprit, qu'il l'avoit mise sous les yeux du Roi, que S. M. lui avoit répondu qu'il n'étoit pas encore tems.

Au surplus, M. Bertin a rassuré cette famille désolée ; il a dit qu'il avoit donné les ordres pour que la prisonniere eût tous les secours, tous

les adouciffemens poffibles , même une femme-de-chambre.

1 Janvier 1773.

M. le Chancelier ne défempare point de Versailles. Le jour de l'apparition du Duc d'Orléans à la cour , foit qu'il fût instruit du fait plutôt , foit qu'il ne l'apprit que le jour même , il eut la politique de le faire dire fur le champ au Sr. de Sauvigny , afin qu'il en prévint fon nouveau Tribunal , & leur apprît la nouvelle comme bonne & capable de les mettre en joie.

1 dudit.

M. le Duc de Bourbon fera sûrement reçu Cordon Bleu aujourd'hui. Tout eft difpofé pour la Cérémonie. C'eft M. Bertin , le Miniftre , grand Tréforier de l'Ordre , qui fera les fonctions de Prévôt & Maître des Cérémonies , à la place de M. Daigueffau qui a la goutte. En conféquence cet officier peu ftylé au Cérémonial , en a fait des répétitions tous ces jours-ci.

C'eft à l'occasion de cette Cérémonie , qu'on a dit le joli bon mot en réponfe à la queftion fur le retour du Prince de Condé à Versailles : " qu'y ,, eft-il allé faire ? " *Ses preuves.*

Les cinq Chevaliers déignés à la Pentecôte dernière feront fuccelfivement reçus après le Duc de Bourbon.

2 Janvier 1773.

L'*Avis* dont on a parlé comme un vrai brûlot a été envoyé aux 113 Notaires, ils l'ont reçu par la petite poste : cela a fait une prodigieuse sensation, & M. le Chancelier a donné des ordres pour chercher à découvrir d'où venoit ce billet anonyme, si bête, si mal conçu, si faux dans son exposé, si promptement démenti dans ses suites, que bien des gens prétendent que c'est le parti adverse qui l'a fabriqué pour jeter de l'odieux, du ridicule & de l'avilissement sur l'autre.

Quoi qu'il en soit, on vient d'imprimer aussi la *Lettre du Duc d'Orléans & du Duc de Chartres au Roi*, en date du 28 Décembre. On y a joint un Commentaire, pour contourner les articles louches ou plutôt qui annoncent évidemment leur défection. L'Editeur voudroit faire entendre qu'elle n'est qu'une suite des *Protestations*, bien loin d'y déroger. Voici comme il explique la distinction de l'*opinion* & des *démarches*, en soumettant celle-ci à la volonté du Roi, & prétendant que la véritable obéissance les entraîne nécessairement.

L'Editeur dit que c'est le même sens que celui de l'article 8. des mêmes *Protestations*. Il y est énoncé : " nous protestons pareillement contre *notre* présence, délibération, & assistance, forcée ou volontaire, dans aucune séance que ce soit de ces prétendus Tribunaux, d'aucun Prince du sang, ou Pair de France, contre la *notre même*, s'il étoit possible que nos corps fussent à ce point contraints. L'*obéissance* dicte la démarche de l'as-

„sistance du corps ; mais l'opinion dicte la *Protestation* contre les prétendus *Tribunaux* , &c. contre , &c. ”

On ajoute par un *Post-scriptum* que si M. le Prince de Conty a différé de signer cette Lettre , ce pourroit être qu'il auroit désiré préalablement l'expulsion de celui qui a écarté de la personne du Roi les Princes de son sang : on ajoute que chacun d'eux a choisi le parti qu'il a cru le plus utile aux intérêts du Roi & au salut de ses peuples.

On donne avis aussi qu'il est certain que le Chancelier & ses gens font répandre le bruit que les Magistrats les plus distingués & jusqu'à Mrs. de Lamoignon & de Malesherbes , viennent de faire liquider leurs offices , & qu'il est également certain que cette imposture est du nombre de ses mensonges ordinaires.

On ne peut voir qu'avec douleur les petits moyens , vils , faux & de mauvaise foi , dont on se sert pour entretenir une résistance qui ne doit venir que d'une énergie patriotique , & ne peut produire des effets salutaires , que suggérée par ce grand & noble enthousiasme ; & pour éfuter d'un mot toutes les excuses qu'on veut donner de la conduite des Princes : Qu'est ce qu'une Lettre écrite dans des circonstances aussi critiques , qui a besoin d'un Commentaire ?

2 Janvier 1773.

Le nouveau Tribunal a cru devoir s'ingérer le Parlement dans l'événement fâcheux de l'Hôtel-Dieu ;

il a feuilleté les Registres , & ayant trouvé que lors de l'incendie de 1735 , il avoit rendu un Arrêt qui enjoignoit aux Curés de faire des quêtes & les autorisoit à prendre en pareil cas , tous les moyens que leur pourroit suggérer leur zele pour exciter la charité des fideles : il en a rendu un pareil qui se publie.

3 Janvier 1773.

M. le Contrôleur général , toujours très modéré dans ses peines comminatoires , vient de faire rendre un Arrêt du Conseil du 29 Novembre , qui proroge jusqu'au 1 Juillet prochain le délai pour le paiement des droits de confirmation de Noblesse , ordonné par l'Edit d'Avril 1771 , par les annoblis depuis 1715 , & ordonne que le dit délai expiré , ils n'y seront plus admis & demeureront déchus de la noblesse & des privileges & prérogatives y attachés.

Il paroît que peu de gens se mettent en devoir de satisfaire à cette imposition , par la crainte de devenir des vaches à lait que M. l'Abbé pressurera continuellement , & qu'ils aiment mieux renoncer de bonne grace à une noblesse aussi onéreuse.

3 Janvier 1773.

Le petit *Avis* dont on a parlé , faisant beaucoup de bruit par l'envoi fait aux Notaires , on va le transcrire ici littéralement :

„ MONSIEUR ,

„ On vous fait savoir que M. le Duc d'Orléans part ce matin avec les autres Princes pour Versailles , à l'insçu de M. le Chancelier. Les émissaires de celui ci oseront peut être dans le premier moment répandre que tous les Princes abandonnent le Parlement. Le contraire sera démontré avant trois jours , & pour lors vous serez à portée de juger , si les Liquidans ne seroient pas perdus sans ressource : non-seulement dans leur Compagnie , mais particulièrement auprès des Princes. Si l'on avoit regardé la rentrée de M. le Prince de Condé à la Cour comme devant être d'un heureux présage , que ne doit on pas penser de celle des autres Princes , quand on verra la maniere dont le Roi a permis qu'ils s'expliquassent dans la Lettre qui a procuré leur rappel , où cependant il ne leur étoit pas encore possible d'exprimer tout ce qu'ils pensent... Ce mardi 29. „

4 *dudit.*

On fait assez volontiers à la fin de l'année des Noëls sur la Cour , qui roulent sur les anecdotes galantes ou politiques qui se sont passées durant son cours. Un plaisant vient d'en mettre au jour de cette espece , qui , s'ils ne sont bien piquans par leur tournure , serviront de pieces historiques pour constater quelques faits auxquels ils ont rapport.

4 Janvier 1773.

La Chambre des Comptes ayant reçu les Edits qu'elle redoutoit , se dispose à porter au Roi ses Remontrances , qu'elle digéroit de longue main. Elles roulent principalement sur les Payeurs de Rentes , sur les Tailles & sur le retranchement de leurs Epices. Il en a été fait lecture aux Semestres assemblés : elles ont été approuvées.

5 *dudit.*

On vient de publier des Lettres patentes du Roi , données à Compiègne le 15 Août , & enregistrées au nouveau Tribunal le 22 Décembre , portant que les Officiers titulaires & honoraires , qui composoient le Parlement de Dombes , jouiront des honneurs , exemptions & privileges attribués aux offices dont ils étoient pourvus.

Suit un Etat arrêté au Conseil le même jour , contenant les noms de tous les Officiers de cette Cour , compris dans lesdits honneurs.

5 *dudit.*

L'Arrêt du nouveau Tribunal du 31 Décembre , qui ordonne des quêtes en faveur de l'Hôtel-Dieu de Paris , souffre des difficultés de la part de l'Archevêque & des Curés , qui ont toujours peine à ployer sous l'autorité séculière , quoique celle ci leur soit moins désagréable que toute autre. En

Conséquence il y a une assemblée indiquée à l'Archevêché, où la matière doit se discuter vendredi prochain.

Ces Messieurs prétendent en général que le dégât fait à l'Hôtel-Dieu est trop grand pour que ces quêtes particulières puissent faire quelque effet, & qu'un pareil édifice ne peut se construire ou se rétablir sans le secours immédiat du Gouvernement.

Ils veulent en second lieu, que chacun d'eux en particulier ait un très foible intérêt au rétablissement de cette maison, si elle tend légèrement au soulagement des malades de leurs paroisses respectives. Or sur la plus nombreuse il ne va peut-être pas 200 malades à l'Hôtel-Dieu dans l'année; cet hôpital n'étant presque peuplé que d'étrangers, & regardé comme un séjour qui répugne à tout citoyen domicilié & à même de recevoir d'autres secours.

Les Curés en concluent que ces quêtes, sans procurer des fonds suffisans à beaucoup près pour l'exécution de tout projet quelconque concernant la restauration ou création nouvelle de l'Hôtel-Dieu, où plutôt ne pouvant fournir qu'un infiniment petit à cet égard, ce sera pour ainsi dire autant de diminué en pure perte sur les charités habituelles de chaque Paroisse.

5 Janvier 1773.

Le nouveau Tribunal, les Chambres assemblées, a enregistré le 2 de ce mois l'Edit du Roi, donné à Fontainebleau au mois de Novembre 1772, qu'on

a annoncé portant création des dix Officiers Gardes du Commerce , & Règlement pour les contraintes par Corps pour dettes civiles dans les ville , fauxbourgs & banlieue de Paris.

L'enregistrement porte “à la charge que les poursuites ordonnées par l'article 8 , être faites à la Requête des Procureurs de S. M. pourront l'être aussi à la Requête de la partie civile , & encore à la charge que les Procès verbaux énoncés en l'article 12 , ne seront payés 20 livres que lorsqu'il y aura eu transport d'un Commissaire , & que les frais des autres procès verbaux seront taxés par les Juges , &c. ,”

Cet Edit est trop important , trop sage , & trop utile , pour ne pas entrer dans le détail des principaux articles.

Par l'article 6 , ces Officiers pourront exécuter les arrêts , jugemens & sentences , dans l'intérieur des maisons , & même les fêtes & dimanches , si lesdits arrêts , jugemens & sentences le permettent ; ils pourront encore les exécuter dans la nuit , avec l'assistance d'un Commissaire.

Par l'article 7 , ils auront une marque distinctive en forme de baguette , laquelle ils seront tenus d'exhiber aux débiteurs condamnés , lors de l'exécution de leur contrainte.

Par l'article 8 , les parties condamnées , de quelque qualité & condition qu'elles soient , seront obligées d'obtempérer aux ordres de ces Officiers , à l'instant , à peine d'être poursuivies comme réfractaires aux ordres du Roi & rebellionnaires à justice.

Par l'article 12 ; les Officiers Gardes du Commerce , auront par chaque capture la somme de

90 livres , & dans le cas où ils ne parviendront pas à arrêter le Débiteur , il sera dressé procès verbal pour lequel il leur sera payé seulement la somme de 20 livres. C'est ce dernier article que le nouveau Tribunal a modifié dans son enregistrement.

6 Janvier 1773.

M. le Duc d'Orléans paroît être absolument remis en grace & très bien avec le Roi. On a remarqué que le jour de la première entrevue S. M. lui avoit frappé sur la bedaine, lui avoit fait compliment sur la réputation qu'il avoit généralement de bien jouer la Comédie , en l'avertissant cependant de prendre garde à un certain *Deseffarts*, qui lui damneroit le pion incessamment.

Ce *Deseffarts* est un acteur nouvellement reçu à la Comédie Française, dont l'encolure est à peu près pareille à celle du Duc d'Orléans, qui est gros & ventru comme lui, & qui joue assez naturellement dans les rôles à manteau.

Ce Prince & les autres vont souper ce soir avec le Roi à Bellevue, où ils doivent rester jusques à samedi.

Les Politiques prétendent qu'il va se tramer de grandes choses au milieu des plaisirs qu'ils vont y goûter.

7 Janvier 1773.

L'affaire du Lord Comte de Mafferene occupe beaucoup le nouveau Tribunal : c'est une hydre de Mémoires, tous plus romanesques & plus curieux

les uns que les autres. Dans cette multitude d'écris on distingue la défense d'une prétendue Baronne de Bibrac, par Me. la Croix, où il présente cette aventuriere, comme une Vestale, ou du moins une fille d'honneur indignement outragée par les accusations du Lord. L'Avocat de celui-ci vient de répandre une *Réponse à Marguerite Petit, se disant Baronne de Bibrac*, où il déchire le voile sur la vie scandaleuse de cette femme, dont les détails peints en raccourci sont piquans pour les Lecteurs indifférens. Le Chevalier *Lambert* & le Comte de la *Tour du Pin Gouverney* continuent à y jouer des rôles infames & bien odieux dans des gens de qualité. Il est à souhaiter que les jeunes Etrangers qui se destinent à venir à Paris, prennent dans ces Mémoires une teinture des mœurs de cette Capitale, & deviennent ainsi en garde contre les escrocs de toute espece qu'ils ont à y redouter, & sur-tout contre les charmes de tant de femmes séduisantes & perfides.

7 Janvier 1773.

Les spéculateurs parlent beaucoup d'une Chambre des Pairs qui feroit séparée du Parlement, & l'on en est venu au point de regarder cet événement comme un bien. Ce feroit cependant le coup le plus mortel qu'on pût porter à la Constitution du Gouvernement ; c'est l'objet des efforts multipliés des divers Ministres ennemis de la Magistrature, & ce feroit la consommation & la confirmation des opérations de M. de Maupeou.

8 dudit.

Les Philosophes du jour , vulgairement appelés *Encyclopédistes* , sont fort alarmés de la prépondérance , que semble acquérir constamment le parti des dévots ils ont d'autant plus d'intérêt de redouter leur attaque , que tout annonce la faveur accordée par le Gouvernement à leurs adversaires. Ce ne peut être que par la suggestion de M. le Chancelier , ou du moins sous ses auspices , que l'Université de Paris vient de proposer pour sujet du Prix fondé par J. B. Coignard , qu'elle doit distribuer cette année : *non magis Deo quam Regibus infensa est ista quæ vocatur hodie Philosophia*. Assertion fulminante , accusation cruelle , dont on ne doute pas que ces Messieurs ne se justifient complètement dans une défense publique. Leur attachement connu au parti Patriotique est un grief encore plus grand que leur irréligion prétendue , prétexte seulement à la guerre qu'on leur suscite.

9 dudit.

L'assemblée des Curés indiquée à l'Archevêché au jour d'hier 8 , pour délibérer sur les quêtes de l'Hôtel-Dieu , ordonnées par le nouveau Tribunal , a eu lieu : ils s'y sont trouvés au nombre de 32.

Le Prélat a ouvert la séance par une exposition noble , pathétique & détaillée de l'incendie de l'Hôtel-Dieu , & des suites affreuses qui en résultoient : il a fait voir l'énormité de la dépense qu'alloit occasionner , soit la réparation de l'ancien bâtiment , soit

la construction du nouveau. Il a cherché cependant à calmer les alarmes générales sur la perte des hommes , en affirmant que d'après la liste des malades qui étoient à cet hôpital , au moment de la catastrophe , il n'y en a pas 50 qu'on n'ait retrouvés , & dans ce nombre il faut comprendre plusieurs d'entr'eux qui se sont retirés chez eux & ne reparoîtront pas.

Il a également parlé du compte qu'il avoit rendu au Roi de ce malheur , de l'intérêt tendre & paternel que S. M. y avoit pris , moins encore à l'incendie même , qu'aux détails dans lesquels cette circonstance avoit donné lieu à l'Archevêque d'entrer relativement au traitement des malades & à leur situation dans ce lieu , où ils se trouvent habituellement quatre dans un même lit , quelquefois cinq , six & sept ; dont un est mort , l'autre mourant , un moins malade , un second presque convalescent , & tous atteints de maladies diverses. Il a ajouté que le Roi avoit paru désirer ardemment qu'on remédiât à cet abus.

Il est entré encore dans l'énumération de divers projets à cet égard , en ajoutant que le vœu du Roi seroit pour que l'Hôtel-Dieu fût établi à l'Isle des Cygnes , mais qu'il étoit décidé cependant à suivre à cet égard l'avis de son Conseil.

Enfin le prélat est venu au fait , en faisant valoir la nécessité de profiter de la fermentation que l'accident a occasionnée dans Paris , pour mettre à contribution la charité du public & satisfaire à l'Arrêt du Parlement.

Il n'a pas dissimulé que le ton impératif de cette Cour ne fût & ne dût être très désagréable au Clergé, mais il a tout rejeté sur l'ancien Parlement, dont celui-ci n'avoit fait que suivre les erre-mens ; & il a déclaré au surplus que dans un moment aussi critique & aussi intéressant pour l'humanité, il n'étoit pas question de chicaner sur la forme, & il falloit aller au plus pressé en avisant aux moyens les plus prompts & les plus sûrs d'émouvoir efficacement les âmes pieuses & sensibles, & même de faire tourner au profit des pauvres la vanité & l'ostentation des mondains.

Alors chaque Curé a donné successivement son avis, par ordre d'ancienneté, soit sur le fond, soit sur la forme. Plusieurs ont parlé avec force, & se sont élevés contre les abus de l'administration de l'Hôtel-Dieu, ou du moins contre la prévention générale à cet égard, telle qu'un établissement si fastidieux devenoit presque inutile aux pauvres de Paris par la répugnance que tous ou presque tous avoient à s'y rendre. Le Curé de St. Louis est un de ceux qui se sont le plus distingués par leur éloquence vigoureuse & mordante.

Le Prélat a voulu disculper les administrateurs, par un détail plus circonstancié des revenus & des dépenses de l'Hôtel-Dieu, dont il résultoit une impossibilité de mieux faire. D'après ces calculs, les revenus de cet hôpital ne montent qu'à 1,350,000 livres net, & il a 3,500 bouches à nourrir par jour, l'un portant l'autre ; en sorte qu'en mettant pour chaque individu, toutes dépenses comprises, 20 sous par jour, ce fera 3,500 livres par jour, & 1,260,000

livres par an. Reste 90000 livres pour les extraordinaires , ce qui est peu de chose dans une masse de cette espece.

Après beaucoup de débats sur les différens points traités dans cette assemblée , elle a fini comme toutes celles de cette espece , où les opinans n'ont pas un intérêt bien vif de se concilier & de conclure : chacun est resté à peu près dans son opinion & doit se conduire en conséquence. Certains Curés feront la quête par eux-mêmes , d'autres par leurs vicaires : les plus galans doivent mettre en œuvre les jolies femmes de leurs paroisses : il en est qui se disposent à aller dans les maisons , d'autres veulent qu'elles aient lieu dans les Eglises ; quelques-uns emploient les deux ressources. Le Prélat a laissé ces diverses combinaisons à leur prudence , & l'on est convenu de tout faire pour le mieux.

20 Janvier 1773.

M. Choppin de Gouzangré , Premier Président de la Cour des Monnoies , vient de mourir. C'est M. Choppin d'Arnouville , son neveu , ci-devant Maître des Requêtes , pourvu depuis peu de la survivance de l'oncle , qui entre en fonctions de cette dignité peu importante , mais plus analogue à sa façon de penser , qui l'éloigne du Conseil & des différentes places auxquelles il auroit pu aspirer en se conformant aux vues du système moderne , pour lequel il n'est pas porté.

10 dudit.

Mrs. de la Cour des Aides , vers le milieu du mois dernier , voyant approcher le terme fatal pour les Liquidations, s'assemblerent entr'eux pour se concilier sur ce qu'il y avoit à faire à cet égard & convenir d'une conduite uniforme. Ils se trouverent partagés : les uns opinant pour se conformer à l'Arrêt du Conseil , les autres pour n'y pas obtempérer. On convint alors de s'en rapporter à M. de Malesherbes , le Premier Président de la Compagnie , de lui députer un des membres , qui lui détailleroit verbalement le pour & le contre des avis , & seroit cependant porteur d'une Lettre signée de ses confreres , & qui prouveroit la vérité de sa mission.

M. de Malesherbes, sensible , comme il le devoit , à cette marque de confiance & de respect , discuta d'abord la matiere avec le Député , & le garnit aussi d'une réponse , qui étoit absolument pour la négative. C'est ce qui a empêché aucun membre de cette Cour de se faire liquider.

Depuis M. le Chancelier & ses partisans ayant répandu le bruit que M. de Malesherbes se faisoit liquider , de concert avec lui , Mrs. de la Cour des Aides étoient disposés à faire imprimer cette Lettre, ferme , noble, pathétique , écrite dans les mêmes principes que celle de M. d'Ormesson , mais moins bavarde , plus précise , & d'un style plus vigoureux. Depuis la défection du Duc d'Orléans , on a changé d'avis & suspendu cette publicité.

On

On croit même qu'il ne paroîtra plus d'écrits imprimés sur les affaires publiques , jusqu'à ce qu'on désespere , absolument des négociations heureuses qu'on attend , sans qu'elles soient trop vraisemblables.

II Janvier 1773.

Le Prince de Conti tient bon jusqu'à présent & se refuse à toute démarche de soumission qui le rapprocheroit de la Cour ; il déclare qu'éloigné de la personne du Roi par un ordre qu'il regarde comme injuste & comme surpris à sa religion , il n'y reparoîtra que par un nouvel ordre contraire de S. M. ce qui a fait dire au Roi , en parlant des difficultés de ce Prince : *mon Cousin l'Avocat n'a pas encore assez chicané.*

Du reste , le voyage de Bellevue , sur lequel on comptoit , vient de finir sans aucun des changemens qu'on espéroit : on renvoie actuellement la révolution à celui de Choisi , qui aura lieu vers le 20 , & dont les Princes doivent être. On prétend qu'aujourd'hui , de concert avec Madame Dubarri , ils se proposent d'employer contre le Chancelier & son Système , les mêmes moyens qu'il a fait valoir en sa faveur ; c'est-à-dire de profiter des moyens où le Roi ayant noyé dans le vin les soucis du trône , & se livrant au plaisir de cette liqueur aimable , se trouvera disposé à signer tout ce que l'on suggérera à sa sagesse ; contradiction qui lui répugneroit peut-être dans des momens plus calmes , mais dont on lui développera ensuite la nécessité.

22 Janvier 1773.

La Chambre des Comptes avoit eu jour , hier , pour porter au Roi ses Remontrances. C'est M. de Nicolai , accompagné de deux Présidents de semestre , qui a dû se rendre à Versailles à cet effet. Du reste le Contrôleur-général amuse constamment ces Messieurs , & demande sans cesse de nouvelles explications.

Le 22 dudit.

On vient de publier un Edit du Roi , donné à Versailles , au mois de Décembre 1772 , enregistré au nouveau Tribunal le 30 dudit , portant suppression de trois offices de Procureurs postulans au Bailliage , Châtelet & Siege Présidial de Melun , dont la finance doit être fournie par les titulaires des offices actuellement remplis.

22 dudit.

L'usage du Parlement a toujours été que les Chefs allaient rendre leurs devoirs à la nouvelle année au premier Prince du Sang seulement. Le nouveau Tribunal , depuis que le Duc d'Orléans est rentré en grace , a agité , les Chambres assemblées , si l'on s'acquitteroit de ce devoir ? Le Doyen *Langelé* a prétendu qu'il n'y avoit aucun doute , & que la Cour devoit faire tout ce qu'avoit fait l'ancien Parlement : le bon-homme *Sallier* a opiné que la démarche étoit trop délicate pour la hasarder , que c'étoit compromettre l'hon-

neur de la Cour que de l'exposer à un refus , où à une réception plus humiliante. D'après ces considérations , il s'est formé un partage de voix dans l'assemblée , & il en a résulté un troisième avis , qui l'a emporté ; ç'a été de rater le terrain , & d'envoyer savoir si son Altesse recevroit la visite du Parlement. La réponse a été que M. le Duc d'Orléans ne recevroit pas le nouveau Tribunal.

Les ordres donnés aux Suisses relativement à cette résolution de Son Altesse , ont influé jusque sur la Chambre des Comptes , qui ne s'étant point présentée l'année passée , à cause de la disgrâce du Prince , a repris cette année le cérémonial. Le Premier Président , le Procureur-Général & l'Avocat-Général ont été refusés par le *qui pro quo* de l'ordre général , donné pour les Gens de Robe ; heureusement ces Magistrats ont insisté , & le Duc d'Orléans , instruit que c'étoit la Chambre des Comptes , l'a admise. Madame la Duchesse de Chartres , qui avoit eu le mot de la part de son beau-père , a refusé par la même erreur cette Cour ; mais instruite qu'elle avoit été recue du Duc d'Orléans , elle a fait écrire par Madame de Blot , sa première Dame d'honneur , qu'elle étoit fâchée qu'une incommodité l'eût mise dans le cas de les refuser , qu'elle se portoit mieux , & seroit en état de les voir le lendemain : à laquelle invitation lesdits Magistrats n'ont pas manqué de se rendre , & l'Etiquette a été conservée.

12 Janvier 1773.

Madame la Baronne de Bagge , mariée depuis 20 ans au Baron de ce nom , Courlandois , séparée de

lui depuis quelques années , retirée dans un couvent où elle a abjuré le Luthéranisme , vint d'actionner son mari , pour voir déclarer nul son mariage , comme n'ayant pas reçu la sanction qu'il devoit avoir. Cet étrange procès commence à se plaider , & à attirer la foule au Palais : il est question de 100,000 livres de rentes que la femme a apportées.

23 dudit.

On a parlé d'une Lettre circulaire , envoyée chez tous les Notaires , en forme d'Avis , & l'on en a rapporté la copie. On a dit que M. le Chancelier , mécontent de ce brûlot , avoit pris les moyens d'en découvrir les Auteurs : pour mieux y parvenir les Notaires ont reçu injonction de rapporter à la Police , dimanche dernier 10 de ce mois , ces divers billets , & M. de Sartines les a interrogés successivement sur la manière dont il leur étoit parvenu. Comme il leur est arrivé à tous par la petite poste , les informations n'ont pu être longues. On doute qu'on puisse conduire loin ces éclaircissmens.

23 dudit.

Le Règlement au sujet des dix Gardes du commerce , souffre des difficultés : malgré l'enregistrement au nouveau tribunal , il ne s'exécute point encore. On a fait des observations sur l'Edit , qui ont été communiquées au Ministère ; elles ont paru si graves qu'on y fait la plus grande attention , & que pour prévenir les inconvéniens prévus , on médite une Déclaration interprétative.

Du 14 Janvier 1773.

Le bruit avoit couru que le sieur *le Brun*, Secrétaire intime du Chancelier & son ame damnée, étoit tombé dans sa disgrâce & avoit été renvoyé. Il paroît que c'est un jeu joué entr'eux. Comme il étoit Censeur Royal & qu'en cette qualité il avoit approuvé les *Lettres Provinciales* dont on a rendu compte, & qui ont occasionné à la Cour une sorte de scandale, M. de Maupeou, sous les auspices duquel le livre avoit été fait, voyant l'orage qu'il excitoit, a paru donner les mains à sa suppression. Il a prétendu que sa religion avoit été surprise; en conséquence il a fait rayer le sieur *le Brun* du Catalogue des Censeurs. Cette sévérité affectée a donné lieu de croire aux gens qui ne connoissent pas la politique du personnage, que le Brun étoit absolument perdu. La vérité est qu'il est toujours dans l'intimité de son Maître.

14 dudit.

La Reine mere de Louis XIV. avoit légué pour les pauvres de la ville de Paris, 84,000 livres de rentes, à distribuer aux Curés pour ce charitable emploi. Depuis, les pauvres de la banlieue y ayant été compris, ces contrats ont été augmentés de 20000 livres, en sorte que le total de cette donation est aujourd'hui de 104,000 livres : elle étoit hypothéquée sur les Diamans de cette Princesse.

M. de Silhouette, durant le court intervalle de son Ministère, est le premier qui ait porté atteinte

à cette rente , en en suspendant le payement , sous le prétexte qu'il falloit payer ses dettes avant de faire l'aumône . On démontra à ce Contrôleur-Général que cette rente étoit en même tems une aumône & une dette hypothécaire.

Le fleur de Laverdi donna une seconde atteinte à cette dette si sacrée , en convertissant en nouveaux contrats , six années de cette rente , qu'il avoit d'abord payée en papiers royaux , qui perdoient 6 pour cent , & que les Curés avoient refusé d'agioter ; & ces contrats , exempts de toute imposition , comme la dette originaire , furent six mois après assujettis à toutes les impositions quelconques.

Enfin , sous l'Abbé *Terrai* , cette rente n'a pas été mieux payée ; il en est actuellement dû quatre-ans & demi , ce qui fait un objet de près de 500,000 livres : & sur les réclamations répétées des Curés , le Contrôleur-Général a laissé émouvoir ses entrailles de bronze . & a fait donner un à compte de 7000 liv. On laisse à réfléchir sur une pareille vilenie , qui ne peut se qualifier.

. 15 Janvier 1773.

On ne parle des Etats de Bretagne , non plus que s'ils n'existoient pas : il est à remarquer que ceux-ci qui , dans les circonstances critiques où se trouve cette Province , devoient être les plus orageux , sont les plus pacifiques qui aient été tenus depuis un tems immémorial. La Cour s'est tellement rendue maîtresse des suffrages , que la plus grande partie des Bastonnaires , indignée d'une pareille inaction , s'est re-

tirée ; ils ont laissé le champ de bataille à leurs adversaires. La clôture doit se faire incessamment, le Ministre ayant déclaré que tous les travaux devoient être consommés dans cet intervalle.

Le 25 dudit.

M. le Chancelier a tenu le Sceau à Paris avant-hier , & a reçu les complimens au sujet de la nouvelle année. On a beaucoup observé sa figure , sur laquelle les Politiques varient. Tout doit cependant le rassurer : un coup de parti de sa part lui donne lieu d'espérer que le retour des Princes auprès du Roi ne lui sera nullement funeste ; il a eu l'adresse de les diviser entr'eux, il n'a consenti à laisser adoucir les expressions de la Lettre du Duc d'Orléans , que pour en faire le germe d'une intrigue nouvelle : il a fait entendre au Prince de Condé , que cette différence de style étoit humiliante pour lui , qu'elle n'avoit été imaginée par le Duc d'Aiguillon , fabricant des deux Lettres , que pour faire sa cour à la maison , d'Orléans. Cette pomme de discorde jetée adroitement par un fourbe aussi artificieux , a eut tout le succès désiré , & l'on fait aujourd'hui que M. le Prince de Condé est furieux contre le Ministre des Affaires Étrangères, & boude les autres Princes.

Le 25 Janvier 1773.

Le Roi a répondu dimanche aux Députés de la Chambre des comptes qui lui ont présenté les Remontrances de cette Cour , qu'il les examinerait

dans son Conseil & leur feroit savoir sa réponse. La mansuétude avec laquelle le Monarque a parlé aux Magistrats , a réjoui cette Cour , qui depuis long-tems n'effuyoit que des paroles dures & des rebuffades.

26 dudit.

M. l'Abbé Terrai est si peu accoutumé à faire le bien dans son Ministère , qu'il annonce avec emphase & de longue main les choses les plus simples ; il a déjà fait afficher depuis plusieurs jours le tirage de la Lotterie de remboursement des rescriptions & assignations suspendues , quoi qu'il ne doive avoir lieu qu'au 8 Février. Celui des billets des fermes est indiqué au 1er. dudit mois , & le troisieme des actions des Indes aura lieu quelque tems après.

26 dudit.

Les mémoires dans le procès de M. le Baron de Bagge paroissent. Celui de la femme a pour titre : *Faits de la cause pour Demoiselle Josephine Maudry , contre Messire Charles Ernest , Baron de Bagge* : il est signé de Me. Courtin. On y prétend que la question se réduit à savoir seulement , si le Chapelain de l'Ambassadeur de Hollande a pu sans formalités , marier à Paris un Courlandois avec une Françoisse , sur lesquels il n'avoit constamment ni pouvoir ni juridiction ? & l'on est pour la négative.

Le mémoire à consulter pour le Baron de Bagge , plus volumineux , établit les faits suivans.

, Le Baron de Bagge , étranger & Protestant , à épousé à Paris en 1751 , la Demoiselle Maudry , Protestante & fille d'un étranger Protestant. Le contrat de leur mariage a été fait avec soumission aux loix de Geneve , en présence & du consentement des pere & mere de la Demoiselle Maudry , & de l'autorité des Ambassadeurs de leurs Nations. La bénédiction leur a été donnée dans la chapelle. Après leur mariage , les époux ont habité avec les Sieur & Dame Maudry. Le Sr. Maudry est mort douze années après. La Dame sa veuve lui a survécu cinq ans. Aussitôt après son décès , la Baronne de Bagge a embrassé la religion Catholique , s'est retirée d'avec son mari , & a formé le 28 Mars 1773 la demande en nullité de leur mariage. Elle prétend , qu'étant née en France , elle n'a pu , quoique fille d'étranger & Protestante , être mariée dans une chapelle d'Ambassadeur. Que le droit des chapelles des Ambassadeurs ne s'étend pas à marier les enfans des étrangers , nés en France , & quoiqu'en la puissance d'un pere étranger & Protestant , le Baron de Bagge , étranger & Protestant , & elle Protestante , que son mariage auroit dû être fait à l'église Catholique , Paroisse de la maison où elle logeoit avec le Sr. Maudry son pere.

Dans la consultation , signée d'*Affy* , en date du 27 Octobre dernier , on discute les deux consultations sur lesquelles s'appuie la Baronne de Bagge : l'une des Docteurs de Sorbonne , & l'autre des Avocats consultés par la Dame de Bagge , en date des 22 & 24 Décembre 1771 ; & on les pulvérise.

Cette affaire , qui intéresse beaucoup les étrangers , doit se juger incessamment , & les Plaidoyers attirent la foule des curieux.

27 Janvier 1773.

Le procès que les Chanoines de Notre Dame , Conseillers au nouveau Tribunal , avoient intenté au Chapitre , se trouvant insoutenable , plusieurs s'en sont successivement désistés. L'Abbé de la Fage restoit seul & ne vouloit point en démordre , sur les sollicitations réitérées qui lui en ont été faites , même par M. l'Archevêque de Paris , il a préféré de donner sa démission , & par cette tournure il s'est mis dans le cas de laisser le procès indécis , sans paroître fléchir : elle a été acceptée.

27 dudit.

Il se publie au Palais un mémoire très curieux par la nature de la cause : il roule sur l'appel contre d'abus d'un mariage contracté par un mari pendant la vie d'une première femme , qu'il avoit fait condamner comme adultère , & sur les effets que peut produire cette condamnation rendue par contumace contre la femme , quoique résidente dans le lieu où se tenoit la juridiction. Cette malheureuse , ainsi condamnée en 1727 , fut ensuite enfermée à la Salpêtrière , & y resta 8 ans ; elle en sortit alors : elle passa en Saxe ; elle eut le bonheur de plaire à la feuë Reine de Pologne , qui la conduisit dans ce Royaume. Elle y fut chargée de l'éducation de

la Palatine *Podlachy* & ensuite de celle des Princes & des Princesses *Jablonowsky*. Libre de rester en ce pays-là , la guerre & la peste qui dévastent depuis tant d'années ces malheureuses contrées , l'ont obligée d'en sortir. Revenue en France , elle a appris que son mari qui l'avoit accusée d'adultère , s'en étoit lui-même rendu coupable , & qu'il avoit joint à ce crime celui d'abuser de la bonne foi d'une seconde femme & de la sainteté du sacrement ; qu'il avoit supposé la mort de sa première & s'étoit remarié ; que par le contrat il avoit disposé des biens de la prétendue défunte en faveur de la nouvelle épouse , & étoit mort au mois de Janvier 1762.

Suit une Consultation en faveur de cette veuve , le Danois de Boishamard , en date du 11 Décembre , qui désigne le genre de procédure qu'elle doit tenter.

28 dudit.

Il paroît constant que Madame la Princesse de Conti , en rendant ses devoirs au Roi , au commencement de cette année , lui a témoigné sa douleur de voir son fils dans la disgrâce de S. M. ; elle lui a dit que sur le bord de sa tombe , son désespoir en mourant seroit un tel malheur. Le Roi lui a répondu qu'il ne demandoit pas mieux que de le recevoir en grace , qu'il le reverroit volontiers. Cette mere attendrie est allée sur le champ chez son fils , lui faire part des bonnes dispositions du Monarque. A quoi le Prince de Conti a répliqué que le Roi avilissoit trop les Princes de son sang par la démarche qu'il en exigeoit pour s'y soumettre.

Du reste , la division est entre les autres Princes , comme on l'a dit , & le Chancelier travaille à la maintenir & à l'augmenter. Cependant on fait de bonne part que dans la maison d'Orléans on se flatte que le Sr. de Maupeou n'ira pas loin , & l'on met en avant le Sr. de Boynes pour le supplanter : non qu'on regarde celui-ci comme un Ministre bien intentionné à beaucoup près , mais , une fois débarassé du premier , on est sûr de se défaire de l'autre quand on voudra , s'il ne marche pas droit.

28 Janvier 1773.

Un livre venu de l'Etranger & imprimé ici avec permission , fait un bruit du diable aujourd'hui & excite l'animadversion du Ministère ; il est intitulé : *Réflexions Philosophiques sur le Système de la nature* , par M. Holland. Le Sr. Riballier , syndic de la Faculté , lui a donné une approbation très longue , où , en dégradant beaucoup le livre critiqué , il élève aux nues la Critique.

Cependant en discutant l'ouvrage , on a trouvé deux endroits très reprehensiveux : l'un est un portrait d'un Monarque , Athée dans sa conduite , & Superstitieux dans ses pratiques , qu'on a voulu être susceptible d'une allusion très ressemblante au Roi : l'autre est une assertion très détaillée sur les effets du Despotisme , & sur le droit que les excès donnent dans certains cas aux peuples de s'élever contre & de lui imposer un frein.

On sent que le Gouvernement n'a pu tolérer un ouvrage si dangereux dans ses principes & si crimi-

nel dans ses allusions ; il a été arrêté avec le plus grand soin : les amis du Sr. Riballier craignent qu'on ne sévisse contre ce censeur.

28 Janvier 1773.

Les Observations qu'on vient de répandre pour le Marquis de Brunoi, contre le Sr. Paris de Mezieu, son cousin - germain, qui a fait prononcer son interdiction par le Châtelet, & en poursuit au Parlement la confirmation, jettent un grand jour sur la conduite de ce fou, dont le procès-verbal d'audition sur les faits à lui imputés, mis à la suite, est un monument littéral de sa sagesse, de sa modération & même de sa sagacité. Il est certain que c'est un des êtres les plus contradictoires que l'on connoisse.

Mais ce qui rend ce procès extrêmement grave & curieux, c'est la plainte que le Marquis de Brunoi a rendue, & la dénonciation qu'il a faite au Procureur général, des calomnies sur des faits honteux à lui imputés. On croit que ces faits roulent sur des accusations de pédérastie, avec le nommé Senez, fils d'un paveur, & le nommé Maréchal, fils d'un bourrelier de Brunoi, dont il avoit fait l'un son Intendant & l'autre son Secrétaire.

20 Janvier 1773.

On travaille au Louvre à l'arrangement d'une Salle pour y mettre les archives des Ducs & Pairs de France, ce qui donne lieu à beaucoup de pro-

pos destitués de fondement. Ce n'est pas qu'il ne soit question d'un Lit de Justice , mais il y a apparence que les dispositions des Princes ont arrêté ce projet.

21 Janvier.

On a parlé depuis le retour du Duc d'Orléans à la Cour d'un Lit de Justice , où l'on consommeroît le système de la nouvelle administration : on prétend que les Princes ont jusqu'ici empêché l'exécution de ce dernier acte d'autorité souveraine ; ils ont déclaré que conformément à leurs dispositions annoncées dans leur Lettre , ils s'y trouveroient , ils obéiroient à toutes les volontés du Roi qui y feroient consignées & promulguées , mais qu'en même tems ils ne manqueroient pas de manifester leur opinion , en la développant dans l'assemblée & en la faisant valoir suivant le droit que leur en donneroit le lieu & le sujet de la convocation. On présume qu'on a voulu éviter un éclat de cette espèce , & qu'ayant obtenu d'eux la chose la plus essentielle , qui est l'acquiescement de fait , on n'en viendra pas au Lit de Justice , qu'on ne les ait déterminés à renoncer tout - à - fait au parti patriotique , pour adopter de bonne grace le despotisme , qui ne peut que leur être avantageux dans ses effets.

21 Janvier 1773.

On se rappelle la Profession de foi Politique de M. le Vicomte d'Aubusson , dans laquelle il annon-

coût un projet de sa composition pour la restauration de l'Etat & l'amélioration des finances. Il paroît aujourd'hui dans un gros Volume in-8°, ayant pour titre , *l'Ami des François*. Il y a apparence que toutes les idées de ce spéculateur ne sont pas dans le cas d'être adoptées par le gouvernement , puisque l'ouvrage est très clandestin & très cher. Quand on l'aura lu , on pourra en raisonner plus pertinemment.

22 Janvier 1773.

On s'attend à recevoir incessamment un courrier qui annonce la clôture des Etats de Bretagne , qui s'est dû faire avant hier , au bout du terme des trois mois accordés par la Cour ; & l'on ne doute pas qu'ils ne soient finis avec la même tranquillité qui a régné depuis plus de six semaines.

23 Janvier 1773.

La Dlle. Maudry vient de publier ses moyens de cassation contre le Baron de Bagge : elle est appuyée d'une décision de huit Docteurs de Sorbonne , en date du 22 Décembre 1771 , qui sur la première question répondent que le mariage de cette jeune personne , fait en 1751 , est nul , faute de la présence du propre curé ; & quant à la seconde question , ils disent qu'elle peut avoir recours immédiatement à la protection du Roi , pour empêcher son mari prétendu de la faire sortir du Royaume.

Suit une autre Consultation du 24 Décembre 1771 , signée de 4 Avocats du Parlement & de deux

Avocats ès Conseils, composant le Conseil du Clergé, ainsi que de dix autres Avocats, où il est confirmé que le mariage est nul, sur-tout d'après la Déclaration du mois de Novembre 1680, qui déclare non valablement contracté tout mariage des Catholiques avec les Protestans. Or, quoique la Dlle. Maudry fût alors Protestante, étant sujette du Roi, elle étoit présumée & réputée Catholique.

24 Janvier 1773.

On parle beaucoup d'une Lettre de M. le Duc d'Orléans à M. le Duc de Nivernois, dans laquelle ce Prince, en lui rendant compte de sa Lettre au Roi & des motifs de sa démarche, ajoute, *que S. M. lui a donné sa parole Royale qu'Elle ne l'obligeroit jamais de reconnoître le Parlement actuel & les autres nouveaux Tribunaux.* On veut qu'il lui déclare en outre, qu'il ne trouvera point mauvais qu'il fasse connoître ses dispositions à cet égard & même sa Lettre : cependant M. le Duc de Nivernois, par des raisons de prudence particulière, annonce bien cette Lettre, mais n'en donne point de copies.

Au surplus, le Public ne paroît pas satisfait de la conduite des Princes, & le leur a témoigné d'une façon non équivoque, depuis leur rentrée à la Cour : en vain se sont-ils présentés aux spectacles *in fochi*, comme pour y recevoir les applaudissemens qu'on leur prodiguoit depuis long-tems, ils n'en ont point eu ; & le silence général a dû les instruire éloquemment combien ils avoient perdu dans l'opinion des Patriotes.

25 Janvier 1773.

Il est des politiques qui espèrent encore au rétablissement des choses ; ils s'appuient sur l'état inquiet du Roi , dérouté absolument par le défaut des liquidations : ce qui le confirme dans l'opinion particulière qu'il a toujours eue que la confiscation étoit illégale. Il voit conséquemment que le nouvel édifice est ruineux. Cependant il est enchanté d'être débarrassé de ces robes noires , toujours à ses trousses , pour lui porter des remontrances. La facilité dont tous les impôts coulent , (illégalité à laquelle il ne fait pas attention) lui paroît merveilleuse ; & ces idées consolantes compensent dans son esprit ce qu'il peut avoir d'humeur de ne pas voir réussir le surplus. Mais les Princes de leur côté cherchent à réveiller ses inquiétudes sur le premier point , à les entretenir , à les augmenter. On s' imagine que le Chancelier , pour sortir du cul de sac où il a mis le Roi , s'évertue & médite lui-même un *mezzo termine*, qui concilie l'indolence du Monarque avec les plaintes des sujets, & c'est ainsi qu'on explique les entrevues qu'il a avec les Princes , dont il devoit ne pas oser approcher.

25 Janvier 1773.

L'Arrêt qui supprime le livre des *réflexions Philosophiques sur le Système de la nature* , est du 17 de ce mois : il énonce vaguement les motifs , & ne les fait porter que sur des propositions qui ne sont pas conformes aux principes de notre religion & de notre

Politique. Voici les morceaux qui ont attiré l'attention du gouvernement.

Page 115 & suivantes de la première partie, l'auteur dit : " un homme a droit de faire une chose , lorsqu'en la faisant il n'agit point contre son bonheur réel & durable. La même chose a lieu par rapport à une société , qui est alors envisagée comme une personne morale. . . .

„ Le Despotisme , qui ne connoît d'autre loi que la volonté capricieuse & momentanée du Souverain , est en contradiction avec tous les intérêts du corps Politique. Le Peuple qui se met en devoir de le secouer , ne risque jamais rien , parce que l'esclavage est assurément le dernier degré de la misère : non-seulement il a le droit de ne pas recevoir cette forme de Gouvernement , il a encore celui de la détruire , s'il a eu le malheur d'y tomber.

„ L'autorité des Souverains de l'Europe est plus ou moins limitée par des loix ; l'intérêt des Peuples est sans doute de les maintenir , parce qu'elles sont les garans de la liberté publique. Qui doute qu'une Nation n'ait pas le droit de s'opposer au Despotisme , qui n'est qu'une perpétuelle infraction des loix , même naturelles ?

„ Pour nous rapprocher de la thèse de notre auteur , supposons qu'un Souverain abuse du pouvoir que les loix lui accordent , & qu'au lieu de l'exercer pour le bien de ses sujets , il s'en serve pour les opprimer , la Nation doit-elle se soustraire à une autorité si mal employée ? Je réponds qu'il y a fort peu de cas où , tout bien pesé , il soit du

véritable intérêt du peuple de le faire... Mais si le gouvernement est insupportable , s'il tend évidemment à la ruine de la liberté & du bonheur public , s'il est manifestement dégénéré en tyrannie , alors il est de l'intérêt de la nation de réprimer efficacement les violences du Souverain , non pas en le destituant... mais en lui donnant un conseil , par exemple , ou un tuteur qui gouverne en son nom... Je conviens avec l'auteur que nulle société sur la terre n'a pu ni voulu conférer irrévocablement à ses chefs le droit de lui nuire , je dis plus : nulle société sur la terre n'a jamais donné ce droit contradictoire à personne.

„ Il est incontestable que les Souverains ne tiennent leur autorité que du consentement de la nation... Dans un état où par la Constitution , le Souverain est tenu de conférer avec son Conseil , sur l'administration publique , il est clair qu'outre la Divinité , il y a des hommes sur la terre légitimés à lui demander compte de sa conduite. „

Page 174 de la seconde partie , l'auteur dit :
 „ un Prince esclavé de ses passions & qui plongé
 „ dans un tourbillon de distractions , n'a ni le tems
 „ ni la volonté de se reposer sur lui-même , est
 „ aussi peu Athée que Religieux : il n'est pas même
 „ homme. C'est un être perverti . un frénétique
 „ qui n'a point de système , parce qu'il passe
 „ sa vie dans un délire continuel. Il croit en Dieu
 „ par préjugé & malgré lui , mais il fait tous ses
 „ efforts pour en éloigner l'idée , lorsque dans les
 „ angoisses de sa conscience bourselée , la voix du
 „ cœur & les préjugés de l'enfance reprennent quel-

„ que force , il passe d'une espece de vertige & de
 „ démente à l'autre , il tâche de se reconcilier par
 „ des pratiques futiles , & souvent par des forfaits ,
 „ avec une Divinité qu'il ne connoît pas. Dans le
 „ cours de ses injustices & de ses débauches , il
 „ pense à l'éternité , comme un criminel pense au
 „ gibet & à la roue. Sa dévotion est celle d'un mal-
 „ faiteur qu'on va exécuter.

L'approbation du Docteur *Riballier* , qui fait
 crier contre lui , est conçue en ces termes.

„ J'ai lu par ordre de Monseigneur le Chancelier,
 „ un livre qui a pour titre *Réflexions sur le Système*
 „ *de la Nature*. Quoique plusieurs plumes sava-
 „ ntes se soient déjà appliquées avec succès à mon-
 „ trer la fausseté & l'extravagance de ce monstreux
 „ système , je crois cependant que l'on lira avec
 „ plaisir cette réfutation nouvelle , qui me paroît
 „ devoir tenir un des premiers rangs parmi nos
 „ bons ouvrages. Le style en est vif & ferré , les
 „ raisonnemens clairs & frappans , & les réponses
 „ aux objections solides & lumineuses. L'auteur
 „ paroît sur-tout versé dans la connoissance de la
 „ Physique & des Mathématiques , & en cela ,
 „ comme en bien d'autres points, fort supérieur à
 „ son adversaire , qui n'a emprunté le langage de
 „ ces sciences que pour en imposer aux ignorans.
 „ J'espère que la lecture de cet ouvrage achevera
 „ de dissiper entièrement l'illusion qu'a pu occa-
 „ sionner une malheureuse production , que notre
 „ siècle doit rougir d'avoir enfantée. A Paris , ce 9
 „ Novembre 1772.

Les gens sages estiment qu'on auroit mieux fait de

ne point proscrire avec éclat un livre que cette proscription même va rendre précieux.

26 Janvier 1773.

M. le Contrôleur général désole les Fermiers généraux à l'occasion du Bail prochain , qui doit se renouveler au mois d'Octobre : il a écrit à chacun d'eux une Lettre circulaire, pour qu'il ait à fournir un état exact & détaillé des fonds qu'il a dans la Ferme, de ceux qui appartiennent à d'autres, de la quantité de Croupiers qu'il a, de l'espece d'intérêt qu'il fait à chacun d'eux relativement à sa mise. Ces questions alarment non-seulement ces financiers, mais leurs créanciers, par la crainte effroyable où sont ceux-ci que le Roi ne s'empare des fonds & ne se mette à leur place. On assure cependant que l'unique but est de réduire les Bénéfices des Fermiers, en ne leur en donnant qu'à proportion des fonds réels qu'ils ont, & en ne leur faisant l'intérêt du surplus que relativement à celui qu'ils payent.

26 Janvier.

On est révolté de l'impudence du Sr. Marin, qui ose affurer dans sa Gazette du lundi 25 de ce mois, qu'il n'a péri que 14 personnes dans l'embrasement de l'Hôtel-Dieu ; assertion d'autant plus absurde, qu'elle est démentie par une multitude de témoins oculaires, qui ont vu les trois salles en feu, qui ont distingué les lits, & auroient presque pu compter le nombre des malades à la clarté des flammes,

jetant des hurlemens horribles. Ils ont été présens à l'instant fatal où tout s'est écroulé, & où un silence terrible a succédé aux cris aigus des mourans. Ceux qui sont à même de confronter les divers témoignages rendus à ce sujet, déclarent que l'on varie depuis le nombre de 600 jusques à mille victimes. Tel a été le résultat des premières dépositions rassemblées d'après les interrogations faites aux Sœurs, aux Chirurgiens, aux gens de la Maison, aux Administrateurs en fonction : depuis, par une Politique dont on ne connoît pas trop la cause, on a diminué la quantité des morts d'un jour à l'autre, au point d'en venir au foible calcul énoncé dans la Gazette. On fait d'ailleurs que plusieurs ouvriers interrogés sur cet objet, n'ont osé répondre autre chose, sinon qu'ils avoient la bouche close, & que les Inspecteurs de Police les avoient menacés de les faire mettre à Bicêtre s'ils jasoient.

27 Janvier 1773.

On a dit que M. de Malesherbes s'étoit fait liquider ; il est très certain que ce bruit partoît des Bureaux du Sr. Meslin, premier commis du Contrôleur général, commis aux Liquidations. Des Magistrats dignes de foi attestent l'avoir tenu de sa bouche. Ce suppôt du Ministère, interrogé depuis si le fait étoit vrai, l'a nié, avec des exclamations, des juremens, qui n'ont fait que confirmer sa fourberie. On ne doute pas que cette rumeur semée à la veille de l'expiration du terme fatal, ne fût un dernier effort du Chancelier pour ébranler les Exi-

lès crédules , qui n'auroient plus eu le tems de prendre les éclaircissémens nécessaires. On en conclut combien il doit être dérouteré de n'avoir pas réussi , & le calme apparent qui regne depuis un mois est, au gré des Politiques, l'annonce d'une explosion qui se manifestera plus tôt ou plus tard.

La suspension de toutes les brochures dont plusieurs étoient annoncées , est un autre indice , suivant eux , qu'on espere quelque révolution ; mais on en doit conclure au moins que les Princes n'étoient pas pour peu de chose dans cette distribution. Aussi le nouveau Tribunal s'est il fort ralenti à cet égard depuis la rentrée de ceux ci à la Cour.

28 Janvier 1773.

Le Sr. de Maussion, Conseiller au Châtelet, vient d'être pourvu d'une place de Conseiller au nouveau tribunal , & cela par la faveur de M. le Chancelier , qui a envoyé chercher le Sr. la Courtaugé , pere de ce jeune Magistrat & lui a annoncé la dignité dont il décoroit son fils , en y ajoutant des complimens extraordinaires pour lui , de façon que le bon homme n'a pu avoir le tems ni le courage de s'y refuser.

29 Janvier.

Les Princes sont absolument partagés en deux partis : le Prince de Condé & son fils sont pour le Chancelier , auquel est uni M. de Monteynard ; le reste du Ministère , à la tête duquel est le Duc d'Aiguillon , se donne pour chefs le Duc d'Orléans &

te Duc de Chartres. L'Abbé Terrai cherche à se ménager entre les deux cabales , mais se tient surtout fortement uni à Madame la Comtesse Dubarri , pour laquelle il ouvre tous les cordons de la bourse , & même pour tout ce qui lui appartient.

29 Janvier 1773.

L'Arrêt du Conseil qui supprime l'ouvrage de M. *Holland* , porte que S. M. a reconnu que ce livre introduit d'abord de l'Etranger en France , & pour lequel il a été accordé un Privilège le 17 Novembre 1772 , malgré la solidité avec laquelle l'auteur a entrepris de réfuter un ouvrage impie , contient néanmoins des écarts contraires aux véritables principes de la Religion & du Gouvernement ; en conséquence , de l'avis de M. le Chancelier , &c.

L'Abbé Riballier ne peut apporter pour excuse qu'une très grande faute , c'est d'avoir approuvé l'ouvrage sans l'avoir lu.

30 Janvier 1773.

Par Edit du mois de Juillet dernier , on avoit créé pour le Bailliage de la ville de Guise un office de Lieutenant Criminel & deux offices de Conseiller , par une augmentation jugée nécessaire ; & par un Edit donné à Versailles au mois de Décembre dernier , enregistré au nouveau Tribunal le 20 de ce mois , le Roi supprime lesdits Offices , convaincu de l'inutilité de leur création.

Le 21 du même mois le nouveau Tribunal a enregistré des Lettres patentes, données à Versailles le 12 Décembre, dont les dispositions ordonnent que dans toutes les villes du Royaume, à l'instar de ce qui est réglé pour la ville de Paris, la frisure & l'accommodage des cheveux naturels & artificiels des hommes & des femmes, comme aussi l'exercice de la Barberie, appartiennent, sans aucune exception ni distinction, aux seuls Maîtres Perruquiers, à titre exclusif & privativement à toutes personnes quelconques, sans préjudice toutefois du Droit dont sont en possession les Chirurgiens de Province qui n'ont pas renoncé à la Barberie, d'en continuer l'exercice, à la charge de s'y renfermer, &c. & néanmoins pour procurer aux femmes & filles qui s'occupent de la frisure & coëffure des femmes, les moyens de subsister, leur en permet la continuation sous certaines clauses & charges. Lesdites Lettres patentes contiennent encore d'autres articles de Discipline concernant les Garçons Perruquiers. En un mot, tout atteste dans cette Déclaration, que le Ministère sage s'occupe même des petits objets, & conséquemment qu'il ne néglige pas les grands, comme quelques frondeurs mal intentionnés voudroient le faire entendre.

Le nouveau Tribunal, peu accoutumé aux modifications dans ses enregistrements, annonce le même esprit de détail qui ne dédaigne aucun objet de l'administration publique. Il stipule dans l'enregistrement : " sans que l'effet desdites Lettres patentes
 „ puisse rien innover au préjudice des femmes & fil-
 „ les qui s'occupent de ladite profession dans les
 „ villes de Province, lesquelles femmes & filles

pourront continuer l'exercice de ladite Profession , comme il en a été usé jusqu'à présent , &c.

31 Janvier 1773.

Mercredi dernier M. l'Avocat général Vergès a porté la parole dans la cause de la Baronne de Bagge ; comme elle intéresse les Protestans & les Ministres Etrangers , il y avoit beaucoup de monde & de la plus grande distinction. Les Conclusions du Magistrat étoient pour le mari. Les Juges ont mis l'affaire en délibéré : il a duré trois heures , & y ayant partage de voix , elle a été appointée.

31 Janvier 1773.

Une cause atroce est actuellement pendante au nouveau Tribunal ; il est question d'une femme de condition du Poitou , accusée d'avoir assassiné son mari , du concert avec sa fille. Cette horreur doit se dévoiler incessamment.

31 Janvier.

Les Princes continuent à afficher à la Cour le plus grand mépris pour le nouveau Tribunal , ce qui ne fait presque pas douter qu'il ne soit réformé , c'est-à-dire , qu'on ne rappelle une certaine quantité de Magistrats du Parlement exilé , disposés à reprendre , mais sur le pied actuel & de la même manière que sont rentrés les Magistrats des Parlemens

de Province. En ce cas on rétablirait le Grand Conseil & la Cour des Aides, & l'on repousserait dans ces deux Tribunaux les membres qui en étoient ci-devant, ou les autres dont on voudrait se débarrasser. Mais il y a apparence que tous ces arrangements à diriger de longue main ne se manifesteront pas avant Pâques.

1 Février 1773.

M. Sallier, Sous-Doyen du nouveau Tribunal, auquel il avoit passé avec le Grand Conseil, vient de donner sa démission. En voici la cause.

Dans le courant des interrogatoires concernant la *Correspondance*, un nommé le Sage a déposé avoir vendu des brochures de cette espèce à M. Sallier, fils de celui-ci, & Président de la Cour des Aides : quelques circonstances plus graves apparemment avoient mis le Ministère public dans le cas de conclure à ce que ledit Président Sallier fût décrété pour comparoir devant la Cour. Le pere a été offensé qu'on eût tramé cette manœuvre clandestine sans l'en prévenir, & il a quitté, quoique les conclusions du Procureur général n'aient pas été suivies. Il a demandé à prendre des Lettres d'honneur de Conseiller au Grand Conseil ; on lui a répondu que cela ne se pouvoit pas, puisqu'il n'y avoit plus de Grand Conseil. On lui en a offert d'honneur à ce Parlement, il les a refusées d'une façon méprisante.

2 Février 1773.

On a fait de nouveaux *Noëls* sur le retour des Princes à la Cour , ils ne sont pas meilleurs que les premiers , mais ils paroissent avoir pour objet politique d'entretenir la division entre les deux branches à l'occasion des deux manieres dont la réconciliation s'est faite. Rien des gens présument qu'ils émanent de chez le Chancelier , & que c'est un de ces petits moyens qu'il fait employer avec adresse pour parvenir à ses fins. Quoi qu'il en soit , on en va juger.

Noël , air : Qu'est-il le petit nouveau Né.

Pourquoi faire les méchans ,
Princes tout débonnaires ,
Vous n'êtes que deux enfans
Dont on tient les lisieres :
Allons çà , Monseigneur d'Orléans ,
Redites vos affaires.

Vous irez au Parlement ,
Soit dit sans vous déplaire ,
Vous irez tout bonnement
Comme vous devez faire ,
En sujets soumis , obéissans
N'en faites plus mystere.

Pourquoi rougir à présent
D'avoir vu la Comtesse ?
Un juste remerciement
Se fait avec noblesse :
Iriez-vous donc croire en ce moment
Que c'est une bassesse ?

Vous avez fort noblement
 Combiné la démarche ,
 En refusant constamment
 Le Comte de la Marche ,
 D'Aiguillon vous a bien finement
 Fourni cette autre marche.
 La Marche a le cœur loyal ,
 Condé sut le connoître ,
 Et servi par son égal
 Il va droit à son maître :
 Ce moyen paroît en général
 Le plus digne peut-être.
 Mais au fond l'honneur n'est rien ,
 Il n'en faut tenir compte :
 Eh ! que vous fait le moyen
 Si vous n'en avez la honte ?
 Allez , d'Aiguillon vous dira bien
 Comment on la surmonte.

2 Février 1773.

On écrit de Bretagne que les Etats se sont clos
 au tems où ils devoient l'être & au grand contente-
 ment des Commissaires du Roi , qui ont à peu près
 fait passer tout ce qu'ils ont voulu , par la prépon-
 dérance soutenue des deux Ordres du Clergé & du
 Tiers contre celui de la Noblesse ; que celui-ci a
 cependant voulu constater au moins ses efforts im-
 puissans pour le maintien de ses droits & des privi-
 leges de la Province & consigner dans une Protec-
 tion sa douleur de tout ce qui s'est passé aux pré-
 sens Etats , mais que M. le Duc de Fitz James , sou-
 flé par M. le Duc d'Aiguillon , s'est conduit envers

ce Corps avec la plus grande dureté, qu'il a fait défenses aux Notaires de recevoir la Protestation ; que cependant ladite Protestation ayant été faite , il a mandé le Président de la Noblesse , l'a traité de la manière la plus vexatoire , a fait enlever du dépôt des registres ledit Acte , qu'il a prétendu illégal & séditieux , & n'a pas voulu qu'il en restât le moindre vestige. On ajoute que le succès des entreprises du Despotisme à la présente séance fait présumer qu'elles s'étendront de plus en plus & que les Etats de Bretagne ne deviendront à l'avenir que le simulacre d'un Corps libre , comme ceux qui en conservent encore le nom dans différentes Provinces de la France.

3 Février 1773.

Il paroît un Mémoire à consulter pour Madame de Margeret , Abbesse de St. Paul les Soissons , qui fait beaucoup de bruit. Le scandale qu'il présente d'un Evêque acharné à persécuter cette Abbesse , recommandable par la naissance , l'éducation , les qualités du cœur & de l'esprit , irréprochable dans sa conduite & dans sa vie , sage dans son gouvernement , est un de ces événemens qui , quoique communs dans l'Eglise , affligent toujours les fideles , indignent l'humanité & font rire les impies & les libertins.

Il résulte des faits , qu'après sept années de persécution de la part du Prélat , occupé à lui ravir sa réputation , sa place , ses protecteurs & ses amis , après 34 années de Profession Religieuse , à la 1.^{re}

de son administration , dans le cours d'un procès porté au Parlement , elle a été violemment enlevée de son couvent , avec l'appareil qui suit le crime , sans qu'on puisse lui faire des reproches ni sur sa religion , ni sur ses mœurs , ni sur son gouvernement , & qu'elle gémit depuis lors dans la captivité à l'Abbaye du Pont-aux-Dames.

D'après le détail circonstancié des persécutions de M. de Bourdeille , le Conseil , nommé *Ader* , dans une Délibération du 26 Décembre , estime que l'Abbesse est irréprochable dans son administration & ses procédés , tant envers la Communauté qu'envers M. l'Evêque de Soissons : qu'elle doit se justifier auprès du Ministre , demander la révocation de sa Lettre de cachet , & suivre l'effet de sa plainte au Parlement , pour obtenir la réparation de l'éclat & du scandale auquel elle a été livrée ; qu'elle doit demander des dommages intérêts , contre M. de Bourdeille (l'Evêque de Soissons) , qui a provoqué , sollicité & obtenu l'ordre du Roi pour sa détention ; qu'elle doit faire joindre sa plainte aux deux appels pendans au Parlement , & demander permission d'instimer & informer contre son Evêque.

On voit sur-tout par ce Mémoire à quel abus incroyable on porte de plus en plus les Lettres de cachet , depuis l'intervertissement des Loix.

4 Février 1773.

Un premier commis du Contrôle général , nommé Baurin , vient d'être déplacé par M. l'Abbé Terrai , qui a réuni cette place à celle du Sr. Destouches , le

Secrétaire général des Fermes , dont il a fait depuis quelque tems son ame damnée. Le supprimé étoit un homme de probité , honnête , & que le public regrette d'autant plus que son successeur est regardé comme un roué. On prétend que cette faveur de l'Abbé n'est qu'un nouveau lien pour s'attacher de plus en plus la femme de cet homme , jeune , & jolie , & qu'on dit grosse des œuvres du Ministre.

5 Février.

Le tirage des Billets des Fermes s'est fait lundi dernier , jour indiqué à cet effet , en la maniere accoutumée. On fait que le fonds de ce remboursement est de 3 , 600 , 000 Livres.

Les Fermiers généraux continuent à être très intrigués des renseignemens que le Contrôleur général leur demande sur leur fortune ; ceux sur tout qui sont créatures de M. le Duc de Choiseul , soit en nom , soit en croupe , ne doutent pas qu'on ne leur en veuille , & qu'il ne soit question de les expulser.

D'autres spéculateurs étendent les vues du Ministre & assurent que son projet est de ne conserver dans ces places que ceux qui auront leurs fonds à eux , afin d'assurer de plus en plus le crédit de cette Compagnie , & faire attribuer à juste titre à ses membres la dénomination de *Colonnes de l'Etat* , qu'on leur a donnée jusqu'à présent par dérision.

6 Février 1773.

M. le Duc d'Aiguillon travaille fortement à mettre la dernière main à la réunion des Princes , en déterminant le Prince de Conti à se conformer aux démarches des Princes de Condé & Duc d'Orléans : il a eu à cet effet une longue Conférence avec S. A. où il a voulu lui faire sentir l'impossibilité que le Roi revînt sur ses pas , du moins aussi tôt. Le Prince en paroissant acquiescer à cette assertion , a répondu au Ministre qu'au moins étoit-il non-seulement de la bonté du Roi , mais de sa justice , de ne plus laisser gémir si long-temps dans un exil rigoureux quantité de Magistrats vertueux qui périssent successivement ; il a appuyé encore sur les Confiscations prononcées , & s'est élevé avec force contre cette illégalité , en prétendant toujours qu'il étoit également & de la bonté & de la justice du Roi d'assurer aux Officiers supprimés la propriété de leurs offices.

7 Février.

Les accusés dont on a parlé , sont une Dame Marguerite Desfources , veuve du feu Sieur de Fernel , Ecuyer , & Delle. Aymée de Fernel , leur fille : 84 témoins ont déposé que cette femme & cette fille ont assassiné leur époux & pere le 18 Février 1770. Le Procureur Fiscal de la Rochefoucault a requis par ses conclusions que la Dame Desfources fût pendue & brûlée ; que la Delle. Fernel eût la tête tranchée , que son corps fût ensuite jeté dans un bûcher ; & que

toutes deux fussent appliquées préalablement à la question. Les juges se sont contenté de prononcer contre les deux accusées qu'elles seroient mises à la question. Le nouveau Tribunal a infirmé la sentence , il a absolument déchargé de l'accusation ces deux déplorables victimes de la calomnie. Trois Mémoires répandus dans cette affaire éclaircissent leur innocence & font une peinture éloquente de leur situation ; ils font honneur à la plume du Sr. Richer , Avocat , qui en est l'auteur.

7 Février.

L'Université de Paris a proposé , comme on a dit , pour sujet du discours latin qui doit remporter le Prix de cette année : *Non magis Deo quàm Regibus infensa est ista quæ vocatur hodiè Philosophia*. Cette assertion effrayante pour les Philosophes modernes a excité l'éloquence de leur coryphée. M. de Voltaire a pris le contrepied dans un discours de 19 pages d'impression , qu'il publie sous le nom de Me. Belleguier , ancien Avocat. On y trouve la plus profonde érudition & un art étonnant pour rapprocher tout ce que l'antiquité reculée peut lui offrir de favorable à la justification qu'il entreprend.

7 Février.

M. Sallier , le Sous-Doyen du nouveau Tribunal , qui instruit par le Président de Nicolai de ce qui se ramoit contre son fils , a donné sa démission , comme on a dit , est enfin tranquille sur

son fort. M. le Chancelier sentant quel coup pouvoit porter à son ouvrage la défection d'un pareil membre, a fait députer vers lui l'Abbé Mignot, un de ses confreres, pour le haranguer, & le ramener. Cet orateur n'ayant pas réussi par son éloquence, le Chef de la Magistrature a fait insinuer au transfuge qu'il pourroit bien être exilé. Il fait combien M. Sallier redoute cette punition, qui l'a déjà intimidé une premiere fois : il a été plus ferme celle-ci, & avec le secours de M. le Duc d'Aiguillon, auquel il a l'honneur d'appartenir par une alliance, il a paré le coup, & M. le Chancelier a été forcé de lui écrire purement & simplement que le Roi acceptoit sa démission. Il paroît que ce qui pique sur-tout M. le Chancelier, c'est d'être la dupe du bon homme, qui après s'être fait rembourser de ses charges, profite du premier sujet de mécontentement pour tout abandonner.

8 Février 1773.

Preuves Démonstratives en fait de justice dans l'affaire des héritiers de la Dame Veron contre le Comte de Morangiès, avec les pieces justificatives, au nom du Sr. Liegard Dujonquoy, petit-fils de la Dame Veron, Docteur ès loix, pour servir de réponse aux Probabilités de M. de Voltaire. Tel est le titre d'un nouveau Mémoire qui réveille l'attention du Public sur une affaire assoupie & non finie. A la suite de ce Mémoire est une consultation du 28 Janvier, signée *Falconnet*. Ce qui désigne le nom de l'auteur de l'ouvrage. On ne peut faire une réfutation plus solide & plus amusante des paralogismes continuels.

du Philosophe de Ferney. Ce jeune orateur l'écrase absolument.

8 Février.

Mrs. du nouveau Tribunal continuent à s'assembler au sujet de *l'affaire de la Correspondance*. Par le mystère qu'ils observent aujourd'hui, ils voudroient faire entendre que c'est très sérieux : cependant on fait qu'ils ne sont pas plus avancés qu'auparavant, qu'il y a même scission entr'eux : Messieurs du Grand Conseil blâment l'acharnement des nouveaux venus & voudroient qu'on cessât toute procédure. On assure même que dans une dernière assemblée, il s'est élevé plusieurs voix qui ont voté unanimement pour abandonner le procès, en le qualifiant d'horreur & d'infamie.

8 Février.

Sur les représentations faites au Roi que M. de Montblin périssoit à petit feu dans son exil, & qu'à cette cruauté on joignoit celle de lui laisser sans cesse le spectacle du tombeau de sa femme morte & enterrée sous ses yeux, qu'aucune prière n'avoit encore pu fléchir la rigueur de M. le Chancelier, S. M. a déclaré qu'Elle vouloit qu'il fût transféré de lieu ; & cet exilé a eu une autre destination.

9 Février 1773.

On a dit que M. le Comte de Genlis se dispoit à retirer le Marquisat de ce nom, terre vendue par

son frere ; que cette mise dehors , les frais compris , étoit un objet de deux millions. Le retrayant n'est pas à beaucoup près en état d'y subvenir , & l'on ne doute pas que cette opération ne se fasse par Madame de Montesson , tante de la Comtesse de Genlis. Mais Madame de Montesson elle-même n'est gueres plus en faculté de le faire , & M. le Duc d'Orléans , dont on connoît l'intimité avec cette Dame , est dans une crise à ne pouvoir pas lui fournir un capital aussi considérable. Ce qui donne lieu aux conjectures des politiques. On présume que cette Dame en qui le Prince a toute confiance , n'a pas peu contribué à sa défection ; qu'outre la promesse de favoriser son mariage avec cette Altesse , qu'elle a fort à cœur , on lui aura donné pour pot de vin du marché les deux millions en question. En effet cette solution explique assez naturellement la cascade de ce retrait , qui sans cela seroit incompréhensible.

9 Février.

M. le Chancelier , continuellement attentif à saisir toutes les occasions d'illustrer son nouveau Tribunal , vient d'y faire entrer un Abbé de Bertrand , qu'il annonce pour issu d'un Chancelier de ce nom. En effet on trouve un Etienne Bertrand , qui étoit revêtu de cette dignité en 1483. C'est par cette politique qu'il laisse toujours quelque place vacante pour saisir l'occasion de s'emparer de quelque sujet qui lui convienne , & se laver du reproche qu'on lui a fait de n'avoir mis aucun choix dans les premiers membres qu'il a acceptés.

10 *Février.*

Mrs. de la Chambre des Comptes ont reçu depuis peu une réponse du Roi concernant des Remontrances qu'ils lui avoient adressées , il y a environ deux ans , relativement aux Tontines & à leur réduction & suppression. Dans cette réponse le Roi convient qu'il y a de très bonnes choses , que les vues de la Chambre sur cet objet auroient pu être exécutées avec succès mais que n'ayant pas eu lieu dans le tems , il faut que les choses restent dans l'état où elles sont , & la machine de l'Administration actuelle l'exige.

Du reste , cette Cour est toujours dans la crise : personne n'ose y acheter de charges , jusqu'à ce qu'elle en soit sortie. M. le Premier Président a fréquemment des conférences avec le Contrôleur général , il en revient toujours très content : mais à peine a-t-il le dos tourné , que les dispositions de ce Ministre changent. Suivant le compte qu'il en a rendu à sa Compagnie , il présume que ce sont les premiers commis de l'Abbé Terrai qui desservent la Chambre auprès de lui ; en vain lui demande-t-il de le mettre en tête de ceux qui calomnient sa Compagnie , il n'en convient pas , & lorsque ce chef s'adresse aux premiers commis , ils répondent que cela ne les regarde point. Ainsi il s'apperçoit visiblement qu'il est joué. Cependant à force d'adresse , de constance & d'éclaircissemens , il compte l'emporter & se faire rendre la justice qu'il lui est due. Le Ministre l'a flatté que la réponse du Roi ne tarderoit pas.

11 Février. 1773.

Le tirage de la Lotterie des Rescriptions & Assignations suspendues a eu lieu lundi dernier 8, ainsi qu'il avoit été annoncé : il a été du Capital de 3, 600, 000 Livres , comme celui des Billets des Fermes.

Le tirage annuel des Actions de la Compagnie des Indes paroît décidé pour le 4 Mars prochain, & sera annoncé incessamment.

On en est réduit au point de regarder comme un bonheur l'accomplissement de ces engagements , & de savoir gré au Ministre des Finances de n'y pas manquer.

12 Février 1773.

On prétend que les négociations continuent pour réformer le nouveau Tribunal , dont la restauration paroît nécessaire & décidée : que le choix roule entre deux projets , l'un de M. le Duc d'Aiguillon, soutenu des autres Ministres , de Madame la Comtesse Dubarry , & des Princes , qui tendroit au retour absolu de tout le Parlement ; le second , de M. le Chancelier , qui préférant de se relâcher de quelque chose , plutôt que de se voir absolument sacrifié , consent à rappeler 75 membres seulement , qu'il fait travailler sous main par M. Joli de Fleury , le Président à mortier liquidé , & qu'il destine à être le chef de la nouvelle Compagnie qu'il veut former. C'est sur cette double intrigue que les Politiques ont actuellement les yeux ouverts : quelques-uns vont jusques à dire que M. le Duc d'Aigui-

On avoit déclaré avoir une botte secrète pour cultiver M. de Maupeou quand il voudroit , mais qu'il n'en vouloit faire usage que quand toute la besogne qui doit suivre seroit prête.

12 Février.

Un jeune Avocat , nommé *Coqueroau* , de grande espérance , s'est fait un point d'honneur de ne point reparoître au nouveau Tribunal. Il a cherché un emploi , & M. Foulon l'avoit pris auprès de lui. Ce dernier a exigé qu'il fît les Extraits pour son fils , alors Avocat du Roi au Châtelet. Cette occupation qui rentroit dans un genre douloureux pour le cœur patriotique du jeune homme lui a coûté beaucoup : il s'en est acquitté cependant , mais il en a contracté une mélancolie qui l'a fait tomber en consomption ; enfin ne pouvant résister à son chagrin , il s'est brûlé la cervelle , ces jours derniers , & laisse par là au désespoir ses pere & mere qui subsistoient de son travail.

On prétend qu'il travailloit à des *Mémoires sur l'administration de M. l'abbé Terrai* , & qu'avant d'exécuter le parti violent qu'il vouloit prendre , il avoit fait passer le manuscrit chez l'Etranger. Ceux qui ont connoissance de cette anecdote , assurent que c'est un morceau historique très bien fait , qu'il est écrit avec un nerf prodigieux , avec cette haine chaude & vigoureuse , qu'inspire sur-tout dans la jeunesse un ardent patriotisme.

12 Février 1773.

Le bruit se répand que M. de la Chalotais est mort à Xaintes , lieu de son exil.

Le comte de Morangiès a été arrêté hier, & conduit à la Conciergerie, comme suborneur de témoins.

13 Février.

La sentence du Châtelet qui déboute Madame la Marquise de Gouy de sa demande en séparation , a été confirmée au nouveau Tribunal , & ce jugement est très applaudi : triomphe dont jouissent rarement Messieurs.

14 Février 1773.

M. le Chancelier ne va jamais qu'à six chevaux : on rapporte un Distique que des méchans lui appliquent , & dont la composition est sans doute très condamnable dans le sens qu'on lui donne dans le monde ; le voici :

*Sex trahitur Maupæus equis , quot murmura vulgi !
Nulla forent , quatuor si traheretur equis.*

14 Février.

M. le Comte de Morangiès n'est que trop véritablement décrié de prise de corps , & ses plus ardens défenseurs commencent aujourd'hui à garder le silence ; il paroît que l'aveu d'une femme au lit de la mort, qui est convenue avoir reçu de l'argent de ce Maréchal de camp pour déposer contre les Ver ons

& qui a nommé d'autres témoins dans le même cas, est le principe de ce Décret.

14 Février.

On annonçoit depuis quelque tems une Fête que M. le Duc d'Aiguillon devoit donner à Madame la Comtesse Dubarri, & dont on prônoit la magnificence ; elle a eu lieu cette nuit à Versailles, & s'est passée à l'hôtel des Affaires Etrangères.

14 Février 1773.

L'affaire de l'interdiction de M. de Montmartel commence à se plaider & à attirer beaucoup de monde au Palais ; c'est le sieur Caillard qui plaide pour ce fou : le Sr. Gerbier doit parler pour les parens, qui demandent l'interdiction. Comme il devoit de l'argent à M. de Brunoy, il s'est mis en règle & a payé ; mais ce procédé n'en est pas plus approuvé des honnêtes gens.

14 Février.

Depuis la retraite de M. Sallier, plusieurs membres du Grand Conseil sollicitent leur démission ; ils disent qu'ils n'ont accepté leurs places au nouveau Tribunal que par zèle pour le bien public, & par soumission aux ordres du Roi ; qu'aujourd'hui que leurs services ne sont plus essentiels à S. M., ils demandent à se retirer. On assure que M. le Chancelier n'a pu se refuser à leurs instances ; mais qu'il

les a remis à Pâques , & qu'il a exigé la continuation de leurs services jusqu'alors.

15 Février.

La réponse de Me. Falconnet à M. de Voltaire dans l'affaire du Comte de Morangiès , fait encore plus de bruit depuis que ce dernier est arrêté.

Ce jeune orateur commence par détruire toutes les prétendues Probabilités , établies en faveur du Maréchal de camp par le Philosophe de Ferney ; elles sont au nombre de sept.

Il déduit ensuite des principes généraux sur les Probabilités , plus évidens que ceux de son adversaire , savoir , que de deux accusés , celui-là est le plus susceptible d'être cru coupable du crime qui a le plus d'intérêt à le commettre , celui qui a pu l'être avec le plus d'avantages & le moins de risques , celui à qui le crime est déjà familier , celui qui se contredit , s'égare & ne se défend que par des calomnies , des faussetés & des sophismes , celui enfin qui fuit les tribunaux réguliers & que leurs sentences font trembler.

Enfin il déploie de véritables preuves consistant dans des faits , appuyés sur la vraisemblance , les témoins & les titres.

Du reste , on fait voir à M. de Voltaire , que n'ayant aucune qualité pour parler dans l'affaire en question , & pour injurier les parties adverses , il pourroit être pris à partie , & attaqué en réparation d'honneur. Cependant la consultation consiste à dire que le conseil estime , que M. de Voltaire ci-

„ tant le Sr. Dujonquay au tribunal de l'honneur , &
 „ que des ouvrages aussi généralement lus que ceux
 „ de cet auteur pouvant influencer sur l'opinion publi-
 „ que , & même être regardés comme des Mémoires
 „ en la cause . le sr. Dujonquay peut & doit y ré-
 „ pondre. Il s'agit pour lui des biens les plus néces-
 „ saires & les plus estimés dans la société , l'hon-
 „ neur & la fortune : les loix naturelles & les loix
 „ civiles se réunissent , non-seulement pour lui per-
 „ mettre , mais pour lui ordonner de les défendre.

15 Février 1773.

Madame la Duchesse d'Aiguillon est aujourd'hui
 une des amies les plus intimes de Madame la Com-
 tesse du Barry. On rapporte que la première se trou-
 vant un jour chez celle-ci dans un moment où l'on
 venoit de lui apporter une robe , en fit le plus grand
 éloge , suivant l'usage entre femmes , & plus encore
 entre femmes de cour ; qu'alors Madame du Barry
 lui ayant fait répéter son goût plusieurs fois , lui
 avoit dit qu'elle exigeoit de son amitié de la pren-
 dre , qu'elle ne la porteroit pas , & l'enverroit chez
 elle . on ajoute que ce cadeau ayant fort embarrassé
 la Duchesse , elle s'étoit défendue de l'accepter ; que
 le Roi étoit survenu en ce moment , & que la favo-
 rite ayant pris S. M. pour juge de ce différent de
 politesse , il avoit décidé en faveur de Madame du
 Barry : niche du Roi , qui a beaucoup fait rire les
 courtisans.

16 Février 1773.

On écrit de Vienne que M. l'abbé de Langeac , un des fils de Madame la Comtesse de Langeac-Sabbatio , ne doutant de rien , comme les petits-maîtres François , un jour qu'il rouloît dans cette Capitale , & conduisoit lui-même son cabriolet , avoit voulu forcer une voiture qui le gênoit dans sa route ; que le cocher n'ayant tenu aucun compte de ses requisitions , lui ayant même observé d'avoir plus d'égards pour lui , relativement au maître auquel il avoit l'honneur d'appartenir , ce jeune homme n'en étoit devenu que plus impérieux & avoit mal mené ce cocher ; mais qu'ayant bientôt reconnu que c'étoit celui de l'Empereur qui , comme on fait , aime beaucoup l'incognito , & même ne va qu'à deux chevaux ordinairement & en simple partiulier , il avoit été trouver le Prince Louis , notre Ambassadeur en cette cour , auquel il avoit conté son étourderie : que ce Ministre s'étoit sur le champ transporté auprès de S. M. I. pour lui faire des excuses ; mais que ce Souverain le recevant avec la dignité d'un grand Prince , avoit paru ignorer même cette aventure , & regarder la querelle comme une rixe de cocher à cocher , dont il ne se mêloit pas. Le Prince Louis a senti toute l'amertume de la réponse , & a cru convenable de renvoyer M. de Langeac & de le faire passer ailleurs.

16 Février.

La fête de M. le Duc d'Aiguillon , en l'honneur de Madame la Comtesse Dubarri , a fait une grande

fenfation à la cour , où elle a été très applaudie par un certain parti , & fort jaloufée par l'autre. Tout ce qu'il y a de mieux à l'Opéra & aux deux Comédies , y a été appelé , pour exécuter les divertiffemens , qui confiftoient tour à tour en danfes & en fcenes dans une fête villageoife , pour célébrer l'héroïne du jour. Il a été queftion d'un *serpent noir* , fous lequel les malins ont voulu que M. le Chancelier fût défigné ; ce qui a occasionné de la part de ce Chef de la magiftrature des reproches à l'Abbé de Voifenon , qu'on fait être l'auteur des couplets & des paroles , fous le nom de Favart. Il s'en eft défendu avec la plus grande force , & M. de Maupeou l'a pouffé à bout en lui difant qu'il tenoit la chofe du Roi même. On affure qu'il eft allé fur le champ fe plaindre à Madame Dubarri , qui a fait des reproches à S. M. de fon indifcrétion , & que par l'explication il a été reconnu que le Chancelier avoit très fauffement mis le nom du Roi en jeu ; ce qui a donné lieu d'observer que cela lui arrivoit fous-vent & dans des chofes plus importantes. Cette anecdote fait triompher les adverfaires du Chef de la juftice , qui en concluent qu'il eft fur le point d'être fupplanté.

16 dudit.

M. le Comte de Morangiès a préfenté Requête au nouveau Tribunal pour demander la Caffation du Décret de prife de Corps décerné contre lui comme rendu contre toutes les formes & abfolument injufte.

17 Février 1773.

Une cause d'adultere , plaidée au Châtelet , y a attiré beaucoup de monde , plus par le fond du procès même que relativement aux personnages , qui sont de peu de conséquence. On a déjà parlé d'un Mémoire de la femme , fort singulier par une carte des lieux , qu'elle a tracée elle-même , & d'où elle prétendoit conclure l'impossibilité du fait : cependant , quoiqu'en général il soit difficile à prouver , cette femme a été déclarée par les premiers juges atteinte & convaincue d'adultere , en conséquence condamnée à une retraite infamante , & son séducteur à un bannissement & à une amende. On espere que ce procès ira par appel au nouveau Tribunal & leur donnera matiere d'égayer le public.

19 *dudit.*

Le tirage des Actions de la Compagnie des Indes est indiqué par affiche pour le mercredi 3 Mars , ce qui augmente l'espoir que la tranquillité de la France ne sera point altérée par les mouvemens dont sont agités plusieurs autres Royaumes , & ce dont se prévalent les prôneurs du Contrôleur général.

19 *dudit.*

Mlle. Dufossé est sortie de la Bastille le 15 au soir : elle est dans l'état de santé le plus déplorable ; elle a reçu une nouvelle atteinte dans sa visite à M. Bertin , Secrétaire d'Etat ayant le Département de

la Normandie. Ce Ministre lui a défendu de la part du Roi de lui jamais parler de son pere, pour lequel il n'y avoit aucune grace à espérer. Un tel coup de poignard rend cette jeune personne absolument insensible à la joie de jouir de sa liberté : elle n'a que 17 ans & est extrêmement intéressante par sa figure, sa jeunesse, ses graces & ses qualités estimables.

Mlle. Dufossé se loue infiniment de M. de Sartines, qui, après avoir eu pour elle tous les égards que comportoit sa place de Commissaire en cette partie, l'a accueillie depuis sa sortie de la façon la plus honnête & la plus affectueuse. En général, il n'est aucun des prisonniers échappés de ce terrible lieu, qui ne parle sur ce ton de ce Magistrat.

20 Février 1773.

Par des Lettres patentes du 31 Août 1764, le Roi avoit voulu pourvoir à tout ce qui concernoit l'administration municipale de la Ville de Lyon, dont les affaires étoient en mauvais ordre, ainsi qu'au règlement de ses dépenses, de la maniere la plus économique.

Par celles du 5 Mars 1767, ayant établi la véritable proportion entre les besoins & les ressources de cette Capitale, S. M. avoit voulu la mettre à portée d'éteindre successivement les Capitaux de ses dettes les plus onéreuses, en réduisant les charges d'un côté, & de l'autre en concédant un nouvel octroi, de façon qu'il en pût résulter une caisse d'amortissement pour l'extinction desdits Capitaux.

De-

Depuis les Prévôt des Marchands & Echevins ont représenté que des événemens imprévus , des dépenses forcées & une diminution considérable occasionnée dans les Revenus de cette ville , depuis 1767 , l'ont empêchée d'améliorer sa situation ; que la disette des grains qui s'est fait ressentir dans tout le Royaume pendant les dernières années l'avoit constituée dans des pertes considérables , par la nécessité où elle avoit été de tirer de l'étranger , & de donner à un prix fort au dessous de celui de l'achat & des frais , les bleds nécessaires pour la subsistance des citoyens & principalement des ouvriers ; que les mauvaises récoltes en vin pendant cinq années & le défaut des autres consommations , sui e nécessaire de la cherté des denrées de premier besoin , avoient tellement diminué le produit des Octrois , qui forment les principaux revenus de ladite ville , que le Fermier desdits Octrois avoit été contraint de cesser le paiement du prix de son bail & d'en demander la réiliation avec indemnité : les affaires de la ville se trouvoient dans un état dont elle ne pouvoit sortir que par des secours aussi étendus qu'efficaces ; que cependant l'avantage & la sûreté des citoyens paroîtroient exiger en outre , & même dans ce moment-ci , quelques nouvelles dépenses indispensables , auxquelles lesdits Prévôt des Marchands & Echevins supplioient S. M. de pourvoir , en même tems qu'il e voudroit bien rétablir dans les finances de ladite ville un ordre invariable & permanent.

Sur quoi S. M. a donné à Versailles , au mois de Novembre 1772 , des Lettres patentes, pour le rétablissement plus efficace des affaires de cette ville ,

soit par des réductions de dépenses , soit par des augmentations de recette.

Ces Lettres patentes contiennent 40 articles , trop longs & trop minutieux à détailler ; dont le principal est la permission d'un emprunt de 5 millions de livres.

Le 10 Février le nouveau Tribunal , les Chambres assemblées , a enregistré lesdites Lettres patentes , sans approbation d'aucuns Arrêts du Conseil énoncés esdites Lettres , qui ne seroient revêtus de Lettres patentes duement registrées en la Cour , à la charge que les Prévôt des Marchands & Echevins de la ville de Lyon , justifieront à la Cour de l'emploi des cinq millions empruntés , conformément aux dispositions desdites Lettres patentes , & qu'en outre les états de recette & de dépense de leur administration seront envoyés chaque année en la Cour , conformément à l'Arrêt d'enregistrement des Lettres patentes de 1767 ; dans lesquels états sera fait mention du montant des deniers existans dans la caisse d'amortissement : auxquelles dispositions lesdits Prévôt des Marchands & Echevins seront tenus en leur propre & privé nom de se conformer , &c.

20 Février 1773.

Il paroît un recueil de différentes pieces , soit en vers , soit en prose , contre les opérations du jour , où il y en a de très condamnables par leur ton séditieux & insultant envers les personnages les plus graves. Elles consistent , en une *Annonce aux Parisiens* ; les huit péchés capitaux ; l'*Arrêt du Divan François* ,

le Roi y étant ; une *Epigramme* contre le nouvel *Enguerrand* ; une *Epigramme* d'un *Gascon* ; un *Dialogue* de *Poissardes* sur la mort inopinée du *Chancelier* ; *Epître* à *Freron* contre *Voltaire* , au sujet de la *Lettre* de ce dernier en faveur des opérations du *Chancelier* ; *Charade* sur le mot de *Maupeou* ; le *Duc de Richelieu* à un mauvais plaisant , qui l'avoit appelé *cul pourri* , &c. Les autres sont très connues ; celles-ci , quoique aussi anciennes , l'étoient moins. On jugera de la méchanceté de ces *Satyres* sanglantes , par l'*Epigramme* sur le nouvel *Enguerrand*.

Comme autrefois le fameux *Enguerrand*
 Tout le premier se vit conduire
 Au Gibet qu'avec zèle il avoit fait construire,
 Où traîtres & voleurs sont mis au même rang:
 Par une oraison très dévote
 Prions le Ciel que notre *Chancelier*
 Aux dépens de sa tête éprouve le premier
 Tout ce que peut un Roi qu'il érige en *Despote* :

20 Février 1773.

Madame la Comtesse du Barry donnera demain à Versailles une fête , en réponse à celle de M. le Duc d'Aiguillon ; le lieu de la scène doit être le Pavillon du Sr. Binet , dans l'avenue , que cette Dame a achetée & qu'elle a fait approprier pour elle. On ne doute pas qu'elle ne soit magnifique : on dit pourtant qu'il n'y aura que 17 femmes.

Il court sur le compte de cette Dame une anecdote si extraordinaire, qu'on a peine à la croire ; comme certains courtisans l'assurent cependant très vraie

& qu'elle fait l'entretien de la ville & de la cour ,
on va la rapporter ici.

Madame la Marquise de Rozen , Dame pour accompagner Madame la Comtesse de Provence , faisoit depuis quelque temps assidument sa cour à Madame la Comtesse du Barry ; celle-ci l'aimoit beaucoup & l'avoit prise dans son intimité. Elle est extrêmement jeune , mignonne & a l'air d'un enfant : ce qu'il faut savoir. Madame de Rozen a rompu tout à coup avec elle , ou du moins s'est refroidie considérablement ; on veut que ce soit relativement à Madame la Comtesse de Provence , qui lui a fait des reproches de ses assiduités auprès de Madame du Barry. Quoi qu'il en soit , celle-ci a été sensible à un tel changement , elle en a témoigné son humeur au Roi , qui en plaisantant a dit : *bon ! c'est un enfant propre à recevoir le fouet.* Madame du Barry a pris le propos à la rigueur , & un jour que Madame de Rozen l'étoit venue voir dans la matinée , après avoir déjeuné amicalement avec elle , elle lui propose de passer dans son boudoir pour causer plus particulièrement : là se trouvent quatre femmes de chambre , qui s'emparent de la coupable & la flagellent d'importance. La fouettée , furieuse , en porte ses plaintes au Roi , qui n'a rien à repliquer à la favorite , lorsqu'elle lui rappelle qu'elle n'a fait qu'exécuter son jugement. S. M. a fini par en rire , & Madame de Rozen , par le conseil de M. le Duc d'Aiguillon , s'étant remontrée chez Madame du Barry , après quelque plaisanterie sur le cul fouetté , ce qui a fait connoître & confirmé l'anecdote , l'a embrassée & lui a dit que tout étoit oublié.

21 Février 1773.

Les Mémoires recommencent dans l'affaire du Comte de Morangiès . on en annonce un de Linguet en faveur de ce dernier. En attendant on voit celui pour Sieur Jean François de Bruguieres, ancien Officier d'Infanterie , impliqué dans l'affaire du Comte de Morangiès , contre M. le Procureur du Roi au Bailliage du Palais. Cet ancien officier d'Infanterie est le suppôt de police , contre lequel s'est soulevé l'indignation générale au récit des vexations qu'il avoit fait éprouver aux accusés dans leur interrogatoire chez le Procureur le Chauve . On se doute qu'il nie ces faits-là ; mais cependant les présomptions ont paru si fortes , qu'il a été arrêté en plein jour & avec le plus grand éclat , qu'on l'a fait voir chargé de fers devant une foule ameutée & qui crioit vengeance , & qu'enfin il est ainsi détenu depuis six mois.

Me. Didier son Avocat , a beau se mettre en quatre pour défendre un semblable client. Celui-ci n'intéresse point , & reste chargé de la haine publique.

21 dudit.

L'espoir du changement dans l'administration qu'avoient conçu bien des gens , s'altère considérablement par la lenteur de la crise. Le Roi semble s'amuser des diverses factions qu'il voit à sa cour , & chaque matin à son lever il demande : „ eh bien ! „ quel est le parti qui l'emporte aujourd'hui ? „ C'a toujours été la politique de S.M. d'entretenir ses Mi-

nistres divisés entr'eux, de n'en laisser dominer aucun ; & dès que l'un paroît trop prépondérant , de donner plus de consistance à l'autre , pour rétablir l'équilibre. Ceux qui ont suivi les diverses révolutions du Ministère , attribuent à ce système tout ce qui est arrivé en ce genre.

21 *Février* 1773.

Le Roi avoit arrêté de donner jour à la Chambre des comptes au dimanche gras , 21 *Février* , pour avoir la réponse à leurs dernières Remontrances. En conséquence le Premier Président de cette compagnie & deux Présidents à mortier ont dû aller hier à Versailles pour l'avoir. Il n'en transpire rien encore.

22 *dudit.*

M. le Duc de Chartres a permission du Roi d'aller cette semaine à Chanteloup voir M. le Duc de Choiseul. Cette visite intrigue de nouveau les courtisans & offre un vaste champ à leurs conjectures. On présume à plus juste titre que ce n'est qu'une simple grace , accordée à l'amitié du Prince pour le Ministre disgracié.

22 *dudit.*

On mande de Rouen que le Conseil supérieur de cette ville n'y est pas plus respecté qu'auparavant , mais qu'on rend cependant justice à ses Arrêts.

qui sont bons en général & judicieux : ce qui pourra insensiblement lui amener plus de considération.

23 *dudit.*

La Chambre des Comptes est dans l'attente jusqu'à vendredi prochain , jour où la réponse du Roi sera manifestée à toute la Compagnie. Elle a été remise dimanche dernier , cachetée à M. le Premier Président , & ce n'est que ce jour-là qu'on doit l'ouvrir. Il n'en transpire absolument rien ; ce qui fait présumer qu'elle n'est pas favorable. D'autres assurent cependant qu'elle ne sera pas aussi mauvaise qu'on le craint.

23 *Février 1773.*

On fait courir une Epigramme sur le Duc de Richelieu , qu'on dit être sa réponse à un mauvais railleur qui l'avoit appelé *Cul pourri* : on fait que ce Seigneur a le sang très impur , a été couvert de dartres , qu'il a été long tems revêtu de *ruelles de veau* : ce qui faisoit dire plaisamment au Duc de Fronsac , son fils , que son pere étoit *un Bouquin relié en veau* ; & qu'enfin il ne subsiste qu'à force de bains & de purifiants. On suppose donc qu'il répond ainsi.

Appeller Cul pourri , le Cul de Richelieu ,
Le Cul qui fut jadis honoré comme un Dieu , (a)
Le Cul le plus beau Cul , qui fût en aucun lieu.

(a) On peut se rappeler l'apothéose du Cardinal de ce nom.

As-tu flairé , Gredin , mon haut de chauffe ?
 Eh bien ! pour te punir , tu périras , morbleu !
 Dedans un Cul de basse fosse.

Un lecteur qui n'est pas plaissant , a ajouté la note suivante :

En ce cas il aura la même destinée que le Cardinal de Richelieu, ce cruel Despote , qui supprima les Etats, ce traître à sa partie , aujourd'hui si odieux que son nom est devenu une infamie ; ce tyran perfide qui par un juste châtement du ciel pourrit en Sorbonne , dans un caveau creusé précisément dans le Cul des lieux du College de Boncour.

24 dudit.

M. le Comte de Morangiès ayant , comme on a dit , présenté sa Requête à la Grand'Chambre pour faire annuler le Décret de prise de corps , décerné contre lui par le Bailliage ; le nouveau Tribunal a voulu se saisir de l'affaire une seconde fois & a ordonné qu'elle fût évoquée à la Tournelle. Cet accusé est toujours en prison , il est même au secret , & il n'y a que son pere qui ait la liberté de le voir.

24 Février 1773.

Quoique le tems fût déplorable ces jours gras, les masques mis sur pied par ordre de la police , & qu'elle foudoye pour amuser le public & le satisfaire , ont été obligés de se rendre à la porte St. Antoine :

ce qui n'a pas laissé que d'attirer beaucoup de curieux.

25 Février 1773.

On annonce un procès très plaisant , qui amuse aujourd'hui le Conseil supérieur de Blois , & bien propre en effet à prêter un vaste champ à l'imagination romanesque des Avocats & à leurs sarcasmes. On assure qu'un Curé de cette ville, se consolant du célibat , selon l'usage de ses confreres , avec une jeune & jolie Gouvernante , par une imprudence trop ordinaire en pareil cas l'avoit rendue grosse. S'étant apperçu de cet inconvénient , il a cherché à y remédier ; il a imaginé de fouler un valet d'écurie qu'il avoit , & l'ayant réduit à l'état d'ivresse le plus absolu , de concert avec la Gouvernante , il l'a transporté dans le lit de celle-ci ; & des témoins apostés se sont trouvés là , qui ont déclaré les avoir vu couchés : en sorte qu'il a voulu contraindre ce gars d'épouser sa servante. Celui-ci s'en est défendu , a prétendu qu'il étoit physiquement impossible qu'il fût l'auteur de la grossesse & de l'enfant , il a demandé à en faire preuve , & il a été reconnu que c'étoit une fille. Interrogée pourquoi elle avoit eu recours au travestissement , elle a répondu que comme les domestiques femelles gagnoient moins que les hommes , qu'elle se sentoit assez de force pour faire les travaux de ces derniers , l'amour du lucre l'avoit engagée à en prendre l'habit.

26 Février 1773.

Le nommé Cauffman , interprète des langues près le Parlement , arrêté depuis plusieurs mois , & détenu à la Conciergerie , vient d'y mourir , d'une façon à faire penser que sa mort n'a pas été naturelle. On étoit fort partagé sur son compte : les uns le soupçonnant comme une victime de son zèle patriotique , les autres comme un *Mouton* , en terme de l'argot des prisons , c'est-à-dire un traître , qu'on lâchoit aux autres pour les faire jaser , & par des confidences supposées leur tirer leur secret. Cet événement a causé beaucoup de rumeur au Palais ; il y a eu assemblée de Chambres , &c. Il est d'autant plus fâcheux qu'il devoit être relâché incessamment : ce qui augmente les soupçons des politiques.

26 Février 1773.

Malgré les inconvéniens qu'on avoit cru trouver à l'exécution de l'Edit concernant les *Gardes du Commerce* , créés depuis peu , il paroît que ces nouveaux Officiers sont en pleine activité. Il en est qui ont fait jusqu'à 20 captures par jour , ce qui , à 60 Livres par homme , fait un très grand revenu. Les lieux privilégiés sont fort alarmés , & quantité de gens qui s'y étoient réfugiés en ont déguerpi.

27 Février 1773.

L'affaire de Madame Margeret , Abbessé de St. Paul , contre M. l'Evêque de Soissons , continue à

causer un grand scandale dans le monde religieux, & à indigner les honnêtes gens. On ne peut lire, sans frémir, le détail des persécutions auxquelles s'est livré ce Prélat envers une Supérieure, dont tout le grief est d'avoir vivement blessé son amour-propre, pour n'avoir pas paru convaincue des lumières & du génie de Monseigneur. Comme cependant tout le Corps Episcopal semble prendre fait & cause pour ce confrere tourné en ridicule, Me. Ader, auteur du Mémoire à consulter & de la Consultation dont on a rendu compte, a cru devoir se prémunir d'une nouvelle Consultation, en date du 10 Février, signée de six autres Avocats, dont plusieurs très fameux, qui tous estiment que les décisions qu'il a portées sont fondées en principes de jurisprudence; qu'elles ne contiennent rien de contraire à ceux de la Législation; que la Consultation est respectueuse pour le Souverain, ses Ministres, & les ordres émanés de l'autorité (les Lettres de cachet;) qu'elles ne renferment rien de contraire aux égards dus à l'Ordre de Messieurs du Clergé de France, ne portant que sur le détail & la discussion des faits relatifs aux procédés, objet de la plainte de Madame l'Abbesse de St. Paul contre M. l'Evêque de Soissons.

27 *Février* 1773.

M. le Chancelier a déclaré au Sceau que l'affluence des postulans pour obtenir place dans son nouveau Tribunal étoit telle qu'il ne savoit auquel entendre, mais que désormais il apporteroit encore plus de soin pour choisir ses sujets.

27 Février 1773.

Extrait d'une Lettre de Châlons sur Marne , du 22 Février 1773. Le Conseil supérieur est dans une grande fermentation à l'occasion d'un schisme qui le travaille. Le Premier Président avoit ordonné que des fonds provenus de la destruction d'une Paroisse voisine fussent appliqués à l'embellissement de *Notre Dame*. Des habitants s'y sont opposés , & de ce nombre ont été quelques membres même du Conseil ; sous prétexte que si l'on commençoit à faire les réparations convenues , on les surchargerait pour subvenir à la courteresse de ces premiers fonds. Cette pique a augmenté ; il a paru un écrit imprimé sur cet objet , qui a été dénoncé par le Procureur général. On en a référé à M. le Chancelier : celui-ci sentant l'inconvénient de laisser ainsi le Tribunal , déjà peu respecté , se donner en spectacle ; & se déchirer lui-même , a fait évoquer la contestation au Parlement de Paris ; mais la division que cette querelle a occasionnée , dure encore , & ne finira pas si tôt.

27 Février 1773.

On a jugé aujourd'hui à la Tournelle & Grand^e Chambre assemblées , l'interlocutoire concernant M. de Morangiès. Le Sr. Linguet a plaidé pour lui pendant cinq quarts d'heure , avec sa violence ordinaire : il a poussé l'indécence au point de maltraiter violemment le Sr. Pigeon , Lieutenant général du Bailliage , comme s'il eût abusé des dépositions, s'il

les avoit altérées , s'il avoit contourné les témoins pour leur faire dire ce qu'ils ne vouloient pas dire. Il a conclu à ce que le Décret de prise de corps fût annullé , la procédure cassée , & aux dommages , intérêts , &c. ou au moins que subsidiairement l'accusé eût le préau , c'est-à-dire la liberté de voir ses Conseils , ses Médecins , & d'être servi par ses domestiques. M. l'Avocat général de Vaucreffon est convenu qu'il n'avoit pas assez étudié l'affaire pour en parler pertinemment , mais qu'il ne voyoit aucun inconvénient à ce que la Cour usât d'indulgence. Ces conclusions ont été suivies. Le public s'étoit porté avec son empressement ordinaire à cette audience , & a hué le Sr. Linguet.

Comme les Veron se sont rendus parties intervenantes au procès, c'est-à-dire à l'accusation intentée de subornation de témoins , par le Ministère public , contre le Comte de Morangiès , le Sr. Vermeil , leur Avocat , doit reparoître incessamment dans cette cause , & parler pour eux ; ce que les curieux attendent avec impatience.

28 Février 1773.

Vendredi dernier , les semestres assemblés , on a fait lecture à la Chambre des Comptes de la réponse du Roi ; elle est fort longue : elle porte en substance que sa S. M. ne peut rien changer dans ce qu'elle a ordonné à l'égard des payeurs des rentes & des Receveurs des tailles. Elle fait cependant espérer que les recettes générales recevront un accroissement d'épices, par forme de dédommagement,

ainsi que le Compte des Fermes , dont il y a apparence que le Bail sera augmenté incessamment.

L'assemblée , pour délibérer sur cette réponse du Roi , est renvoyée au lundi 1^{er}. Mars. On croit que pour accélérer on fera des Représentations , au lieu d'itératives Remontrances , sans que la Chambre se flatte d'aucun succès.

Il résulte de ces retranchemens une diminution d'environ 10,000 Livres de Rentes pour les Présidens , 5,000 Livres pour les Maîtres , 2,400 Livres pour les Correcteurs , & 2,000 Livres pour les Auditeurs. On compte peu sur les promesses d'amélioration : le mal devient certain par là , & le bien très incertain.

28 Février 1773.

Il paroît un nouveau Mémoire des Veron , par l'Avocat la Croix , sur la demande en liberté provisoire du Comte de Morangiès , renvoyée à la Tournelle & jointe au fond. Il argue en leur nom du Décret de prise de Corps pour soutenir leur plainte & s'en prévaloir. Au demeurant , les deux parties se plaignent du Bailli du Palais , que les Veron accusent de faveur envers la partie adverse , pour n'avoir pas fait mettre le scellé chez le Comte au moment du Décret , dans l'espoir qu'on auroit pu trouver alors des éclaircissemens , ou peut-être des pieces de conviction.

On connoît l'éloquence de cet Orateur , qui a peu de jeu dans cet écrit nouveau.

28 Février 1773.

M. de Monclar , Procureur général du Parlement de Provence , Magistrat d'un mérite rare , très renommé par un fameux Réquisitoire dans l'affaire de la destruction des Jésuites , exilé à la terre , lors de la suppression de sa Compagnie , vient d'y mourir de la pierre. C'est une très grande perte , d'autant qu'il étoit très en état de travailler & d'aller aux plus hautes dignités de la Robe.

28 Février 1773.

La cause du Marquis de Brunoï continue à attirer beaucoup de monde au Palais , & va en amener davantage. C'est le Sr. Caillard qui a défendu pour lui jusqu'à présent , pendant 4 Audiences. Le Sr. Gerbier va porter la parole & plaider pour la famille.

1 Mars 1773.

On parle beaucoup de la Fête donnée par Madame la Comtesse du Barry , à son Pavillon , dans l'avenue de Versailles. Il y a eu 4 Spectacles , & environ cent comédiens , chanteurs & danseurs , des trois Théâtres. On a imaginé toutes sortes de surprises agréables pour exprimer les charmes puissans de cette Dame. On parle entr'autres choses d'un œuf qui s'est trouvé au milieu du salon ; on a affecté d'appeler la Comtesse , pour lui faire voir ce phénomène , éclos subitement. A peine s'en est-elle approchée, qu'il s'est ouvert : un Cupi-

don tout armé en est sorti ; & l'on a dit qu'un seul de ses regards faisoit éclore l'Amour. Dans un autre intermede , c'est l'Amour qui perd son bandeau , & désigne la passion éclairée du Monarque envers la Favorite.

1 Mars 1773.

On vient d'imprimer un état des Pensions viagères à acquitter par le Receveur de la ville de Lyon , conformément aux nouveaux arrangemens dont on a parlé , & à l'Arrêté fait au Conseil d'Etat , le 2 Novembre 1772. Il se monte à 33, 390 livres.

Un autre état concernant les exemptions de Droits & d'entrées , dont la compensation doit être payée aux Officiers composant l'Etat - Major de ladite Ville , arrêté au Conseil *Idem* & montant environ à 10,000 livres.

Enfin un troisième état pour gages & appointemens des Gouverneur , Lieutenant général , Pré-vôt des Marchands , Echevins & autres Officiers de la ville de Lyon , ainsi que pour subvenir aux différentes dépenses d'administration de Police & autres , à la charge de leur Ville , arrêté ledit jour , au Conseil , à la somme de 275,950 livres.

1 Mars 1773.

L'affaire de Mylord Comte de Mafféréenne, Pair d'Irlande est une hydre à cent têtes , qui enfante chaque jour de nouvelles contestations. Il s'en élève une aujourd'hui entre cet étranger & M. de Fontanieu , Garde-meuble de la Couronne , qui

ne fait point honneur à ce dernier. Il est accusé d'avoir pour 27,400 Livres de Lettres de change à lui, passées par le Comte de la Tour du Pin Gouverneur & provenant d'escroqueries faites au Pair d'Irlande, d'où il résulte un violent soupçon de collusion entre eux : ce qui a engagé M. de Fontanieu à rendre plainte, tant contre le Comte de Massieréenne que contre M. le Blanc, son Avocat ; il s'est prévalu de sa Charge de *Garde meuble*, pour les traduire en la Prévôté de l'Hôtel, comme si l'on eût maltraité sa personne, ou volé quelques meubles de la Couronne, ou commis quelque autre délit à la suite de la Cour. Le juge de cette juridiction a ordonné que Me. le Blanc comparoîtroit devant lui pour être ouï par sa bouche sur les fonctions qu'il a exercées au Châtelet ; il a porté la licence jusqu'à enlever de chez l'Imprimeur l'épreuve servant de minute au Mémoire du Comte.

En conséquence il paroît une Consultation du 15 Février, & souscrite de 12 Avocats, qui veut que la procédure du Lieutenant de M. le Prévôt de l'hôtel soit déclarée nulle, incompétente, attentatoire à l'autorité des Juges ordinaires & à celle de la Cour ; vexatoire & injurieuse à l'Ordre des Avocats : & sa personne condamnée en des dommages-intérêts envers l'Avocat offensé, & à rétablir chez l'Imprimeur l'épreuve du Mémoire enlevée, &c.

2 Mars 1773.

Il paroît encore un Mémoire dans l'affaire de Mylord Clotsworthy-Skeffington, Comte de Mas-

feréenne , signé de Me. le Blanc , & suivi d'une Consultation du 18 Janvier , à l'occasion de procédures vexatoires exercées envers ce Seigneur par les freres Panchaud , Banquiers , & de la contrainte par corps employée contre lui , &c. attendu que sa dette n'emportoit pas cette contrainte par corps , parce qu'e le est purement civile , & que les étrangers , même Regnicoles , n'ont pas le droit de traiter leurs concitoyens en France avec plus de rigueur qu'un François ne traite un autre François ; que d'ailleurs Milord Massieréenne par sa longue habitation dans Paris y avoit acquis autant de faveur que les Sieurs Panchaud , qui ne sont pas naturalisés : que l'emprisonnement se trouvant argué de nullité dans la forme , ils n'ont pu se désaisir de leurs procédures avant qu'il eût été statué , soit au Châtelet , soit en la Cour , sur la demande du Lord , & que ce jeune Seigneur , ne doit pas être victime d'une collusion téméraire entre de tierces personnes , quand même elle auroit été conçue à dessein de le servir ; qu'ainsi il ne sauroit y avoir aucune difficulté à ordonner son élargissement.

2 Mars 1773.

Messieurs de la Chambre des Comptes ont renvoyé à aujourd'hui pour statuer sur la réponse du Roi , sur laquelle ils sont fort embarrassés : elle est ambiguë , captieuse , & construite avec beaucoup d'adresse. Ils y démêlent deux objets qui les alarment de plus en plus. D'une part , on leur fait entendre que les impôts sont extrêmes , les peuples absolument surchargés , qu'il faut que chacun se retranche , pour

contribuer aux besoins de l'Etat , d'où il est naturel de conclure, qu'ils doivent s'attendre à n'avoir pas à beaucoup près tous les dédommagemens qu'ils réclament. D'une autre part , on leur dit qu'il faut que chacun rende compte de son travail & soit récompensé à proportion. Tournure qu'on prend pour les diviser & pouvoir faire les suppressions qu'on minute depuis long-tems. En effet au moyen de cet exposé qu'on demande à chacun des Bureaux de cette Compagnie , de l'utilité dont il y est , on veut les exciter à la récrimination & les obliger à s'accuser réciproquement d'inutilité. C'est surtout sur ce dernier point qu'ils sont en garde.

Au reste , l'incertitude du sort de ces Messieurs est telle , qu'il y a déjà quatre charges de Maître vacantes & une de Correcteur : ce qui est sans exemple ; ces sortes de charges ont jusqu'à présent été courues avec beaucoup de fureur , & n'en avoit pas qui vouloit. Indépendamment de cette vacance réelle , beaucoup seroient disposés à vendre , même à perte , si l'occasion s'en présentoit.

2 Mars 1773.

On a fait un quolibet sur la fête de Madame la Comtesse du Barry , pour l'intelligence duquel il faut savoir qu'il n'y avoit que quinze Seigneurs d'une distinction marquée , quatorze femmes de la Cour , & que le Roi n'y a point été du tout , ni en cérémonie , ni incognito ; ce qui a mortifié la favorite , qui comptoit sur S. M. , & a fait dire qu'elle avoit eu quinte au Valet , quatorze de Dames ;

mais qu'ayant son Roi à l'écart, elle avoit été Capot. On voit que cette allégorie soutenue est tirée du jeu de piquet.

3 Mars 1773.

La mort de M. de Montclar a fait une grande sensation à la Cour, parce qu'on fait que c'est faute de secours qu'il a péri; M. le Chancelier ayant refusé constamment de lui procurer des adoucissmens & la liberté de voir les gens de l'art nécessaires, en revenant à Aix, ou même en se transportant à Paris.

Les Jésuites se prévalent de l'espèce d'obscurité dans laquelle ce Magistrat est mort, pour répandre sur son compte une fable bien contraire à sa façon de penser & à sa conduite précédente. Ils disent que ce Procureur général, frappé de ses injustices envers leur ordre, avoit rétracté tout ce qu'il avoit avancé dans ses Réquisitoires, avoit témoigné son regret sincère d'avoir contribué en rien à l'extinction de la Compagnie, s'étoit rendu parfaitement soumis à la Bulle *Unigenitus*, & qu'il avoit sa tête très saine & très libre lorsqu'il a manifesté son repentir. Mais comme on ne fait cela que par un confesseur aposté, qui vraisemblablement n'en a pas tiré grand'chose, qu'il n'y a aucune preuve par écrit de ce retour singulier, que le fait n'est raconté que par des auteurs très suspects, quoiqu'on cite M. le Duc d'Aiguillon, on peut le révoquer en doute.

4 *dudît.*

L'Affaire de l'Evêque de Rennes contre l'Evêque de Verdun , qu'on croyoit assoupie , se réveille. Il paroît un quatrième Mémoire ou Requête du premier au Roi , contenant ses Réclamations contre l'Arrêt du Conseil du 23 Novembre dernier : ce qui donne lieu de résumer les faits principaux.

Le 7 Juillet 1772 on présenta au Parlement de Bretagne une Requête sous le nom de l'Evêque de Verdun à l'insu du suppliant ; elle semble n'avoir d'autre objet que la demande d'une décharge. Cependant le Parlement , suivant la voie qui lui est tracée dans cette Requête , fait au suppliant un procès criminel. A l'instant où il en est informé , il se présente , il demande d'être entendu contradictoirement ; le Parlement le déboute de sa Requête , quant à présent , refuse de l'entendre , & le décrète pour être oui , comme prévenu d'abus d'autorité & de violation de dépôt.

Le suppliant se rend incontinent à l'assemblée du Clergé , dont les séances avoient été prolongées , lui rend compte de cette affaire. L'assemblée se hâte de porter ses plaintes au Roi.

Peu de jours après il paroît un *Mémoire de l'Evêque de Verdun pour servir de réponse au Rapport de l'Evêque de Rennes à l'assemblée du Clergé.*

Le suppliant met sous les yeux du Roi un Mémoire , deux Consultations & toutes les pièces de la procédure , avant de les publier pour sa justification.

Il y est prouvé jusqu'à la démonstration , qu'il n'existe ni donation , ni testament , ni dis-

positions d'aucune espece , signées du Comte de la Garlaye : qu'ainsi il n'existoit pas de dépôt : le Sr. Comte de Montluc , l'héritier , étant le véritable propriétaire de l'argenterie en question & pouvant lui donner la destination qu'il voudroit.

Sur les plaintes du Clergé de France , le Roi avoit demandé au Parlement de Bretagne l'envoi des procédures , en lui défendant de donner suite à aucunes des dispositions de l'Arrêt du 18 Juillet.

Malgré ces défenses l'instruction du procès criminel avoit été continuée. Le Grand Vicaire de l'Evêque de Rennes , & les Supérieurs de ses Séminaires , décrétés , ainsi que lui , avoient invoqué en vain l'exécution des ordres de S. M. & conclu à être renvoyés à l'Official. Le Parlement ordonna qu'ils subiroient interrogatoire. Pour éviter des Décrets plus rigoureux dont ils étoient menacés , ils se sont présentés.

Cette procédure a été cassée du propre mouvement de S. M. & par l'Arrêt du Conseil du 7 Août , sans égard à la Requête du Clergé de France qui concluoit au renvoi du Civil de cette affaire devant un autre Tribunal , en annullant la procédure criminelle , on renvoie à la Grand'Chambre du même Parlement la procédure civile.

L'Evêque de Rennes représenta au Roi l'inconséquence de ce prononcé , puisque les impressions qui avoient déterminé le Parlement , les Chambres assemblées , à faire d'une procédure ordinaire une procédure criminelle , revivroient à la Grand'Chambre , lorsqu'elle statuerait sur le Civil. Le Roi avant de faire droit sur cette Requête par un Arrêt du 15 Août , en a ordonné

la communication au Procureur général , pour fournir les réponses. Le Parlement a pris fait & cause pour celui - ci & a dressé un Mémoire au Conseil.

Sur quoi est intervenu Arrêt du Conseil du 28 Novembre , qui évoque au Roi l'appel comme d'abus pendant en la Grand'Chambre du Parlement de Rennes , entre l'Evêque de Rennes & le Procureur général , & le renvoie à celle du Parlement de Bordeaux ; ordonne néanmoins qu'il soit surcis jusqu'après ledit jugement à statuer sur la Requête présentée par l'Evêque de Verdun , tendant à être déchargé du dépôt d'argenterie & vases sacrés , fait par lui au grand Séminaire de Rennes.

C'est sur quoi l'Evêque de Rennes demande 1°. que le Mémoire du Parlement de Bretagne soit supprimé avec les qualifications qu'il pourra mériter , & retirer du Greffe du Parlement , ou communiqué au suppliant pour y répondre , &c.

2°. Que l'appel comme d'abus reçu par le Parlement de Bretagne sera instruit & jugé , s'il y a lieu , en la forme ordinaire , en la Grand'Chambre du Parlement de Bordeaux.

3°. Que la Requête de l'Evêque de Verdun , ensemble celle du suppliant , &c. seront renvoyées aussi à la Grand'Chambre du Parlement de Bordeaux.

5 Mars 1773.

Le tirage des Actions de la Compagnie des Indes par forme de loterie a eu lieu avant-hier 3 Mars & jour indiqué. Il y en a eu suivant le

taux fixé 215 sorties en remboursement. M. le Contrôleur général se prévaut beaucoup de l'exactitude de ces tirages, déjà au nombre de trois.

6 Mars.

L'Affaire de M. de Brunoy n'attire pas moins de monde au Palais que celle de M. de Morangiès : elle est plus amusante dans ses détails, si elle est moins intéressante au fond. Le Sr. Caillard parle pour lui ; c'est aujourd'hui le Sr. Gerbier qui plaide en faveur de l'interdiction. On a fait accompagner ses Plaidoyers d'un Avis imprimé, donné en 1769 par les conseils particuliers des trois familles du Sr. Marquis de Brunoy, conjointement avec ses conseils de tutelle, sur le parti à prendre d'après la cruelle situation où il se trouvoit. Ils y conviennent unanimement que la famille ne peut différer de porter remède à la situation affligeante dans laquelle se trouve M. de Brunoy, & qu'il n'y a que la voie de l'interdiction qui puisse remplir efficacement cet objet. On y prouve par le délai des faits, qu'il est frappé d'une sorte de démence presque habituelle, & qu'il est coupable d'une vraie prodigalité.

Suit une Lettre du Sr. Paris Duverney, en date du 8 Octobre 1766, au Sr. Marquis de Brunoy, son neveu, qui dans son contenu très sensé & très pathétique vient à l'appui de tout ce qui est dit dans la Consultation, & prouve que dès-lors cet indigne neveu méritoit les corrections les plus sérieuses.

6 Mars

6 Mars 1773.

Une plaisanterie grave arrivée au Bal le lundi gras , intrigue la Maison d'Orléans , qui fait des perquisitions pour en découvrir l'auteur.

Cette nuit-là entra seul dans la Salle un Masque déguisé en *Mannequin*. On sait qu'un Mannequin en terme de Peinture est une figure d'osier , dont les membres sont mobiles & souples à tous les mouvemens que l'artiste veut leur donner. Il avoit la tête surmontée d'un Moulin à vent , sur lequel étoit une petite Lanterne. Ce Masque fut se placer sous la Loge des Princes , & au moyen d'une ficelle qu'il avoit en dedans de son étui , il faisoit aller les ailes de son Moulin , tantôt à droite & tantôt à gauche ; il éteignoit & rallumoit tour à tour sa lumière. Ce manège excita l'attention de quantité de spectateurs ; & le Duc d'Orléans sentant l'Epigramme sanglante que renfermoit cette pantomime , sortit de sa Loge & vint dans la salle pour reconnoître le plaisant , & voir si c'étoit bien à lui qu'il en vouloit. Le Masque aborde en effet son Altesse , & lui fait les reproches les plus vifs sur sa défection , & sur les efforts qu'elle avoit faits pour entraîner le Prince de Conti. Il parloit assez haut , & les spectateurs qui s'éloignoient par respect , sans entendre toute la conversation , en ont entendu une partie , comme celle-ci. Le Duc d'Orléans encore plus intrigué & voulant absolument savoir qui a pris la liberté de l'attaquer ainsi , donne ordre à quelqu'un de suivre le Masque & de ne le pas quitter. Celui-ci plus fin que le Prince s'approche de l'Orchestre des Musiciens , & se couche auprès d'eux il reste ainsi toute la nuit. Le Bal finit.

ni , le Monde se retire , & le Mannequin y étoit encore ; on l'approche , on veut l'avertir de se retirer , mais on ne trouve que le panier , le plaisant s'étoit échappé.

7 Mars 1773.

On a tiré au clair les bruits injurieux à la mémoire de M. de Monclar ; on fait aujourd'hui à quoi s'en tenir. D'abord ce Procureur général étoit exilé à sa terre dans l'Evêché d'Apt , dont le Prélat est dévoué à la Société. Celui-ci ayant été instruit de son état , donna ordre au Curé de ne point administrer le moribond qu'il ne se fût rétracté de tout ce qu'il avoit écrit , & n'eût donné son adhésion à la Bulle *Unigenitus*. Le Curé n'osant prendre la commission sur lui , y envoie son Vicaire ; celui-ci n'a garde de proposer rien de pareil à M. de Monclar , qu'il ne veut pas molester & avec lequel d'ailleurs il craint de se faire des affaires ; mais , le Magistrat étant mort , de concert avec le Curé , il va chez un Notaire faire une Déclaration des sentimens dans lesquels est mort le Procureur général , qu'il suppose conformes à tout ce qu'exigeoit le Prélat fanatique. Celui-ci s'en prévaut , le fait voir à tout le monde. Cela revient aux oreilles de la famille , qui , témoin de ce qui s'étoit passé , & sachant la fausseté des faits , attaque le Vicaire , le déclare faussaire , le presse sur cette Déclaration , & l'intimide si fort que le Vicaire & le Curé conviennent de tout.

Au surplus , on fait encore que M. de Monclar est mort pour s'être fait sonder par un chirurgien ignorant , faute d'en avoir pu avoir d'autre dans ce

moment , & se transporter à Aix ou à Marseille ;
comme il l'avoit demandé au Chancelier.

7 Mars 1773.

Me. Vermeil & Me. Courtin ont parlé vendredi pour la famille des Verons. On a été enchanté du ton d'honnêteté & de modération qu'ils ont mis dans leur plaidoyer ; ce qui a formé le contraste le plus frappant avec l'éloquence forcenée du Sr. Linguet : elle est telle que la Chambre avoit fait un Arrêté pour lui enjoindre d'être plus circonspect , qui ne lui a pourtant pas été notifié ce jour-là , comme il devoit l'être. Il a la réplique pour mardi , & vendredi l'Avocat général portera la parole. M. de Vergès, dégoûté des tracasseries que lui a suscitées son Plaidoyer , s'est débarrassé du procès , & a confié le soin de le remplacer à M. de Vaucreffon, le second Avocat général.

8 Mars 1773.

Mrs. de la Chambre des Comptes , extrêmement embarrassés de la réponse du Roi , & craignant de donner prise sur eux par quelque réplique , ont voulu apporter la plus mûre Délibération dans des conjonctures aussi critiques. En conséquence ils ont d'abord nommé des Commissaires pour l'examiner , la discuter , & aviser à ce qu'il y auroit à faire. Ils ont en outre arrêté qu'elle seroit communiquée aux différens Bureaux de Correcteurs & Auditeurs , pour que chacun pût y réfléchir : & tout le monde est invité à donner séparément son avis , s'il en a un par-

E 2



riculier. On voit que cette tournure est celle que la Cour pouvoit desirer le plus par les longueurs qu'elle entraîne. Le tems coule cependant , les changemens se consolident , & l'on répond qu'il est trop tard pour rien innover.

8 Mars 1773

On annonce une amnistie générale pour tous ceux qui ont lu , colporté ou composé la *Correspondance*. On prétend que cette tournure est une ruse nouvelle que veut employer M. le Chancelier ; il aime mieux se prévaloir de l'impossibilité où il se trouve de punir personne , par le défaut de révélation , & s'en faire un mérite de clémence, ainsi qu'à son nouveau Tribunal , qu'il rendra par là moins odieux. Sous cette amnistie seront compris les emprisonnés , les expatriés , les exilés des diverses Cours & Jurisdictions du Royaume , & cela terminera enfin les divisions qui regnent depuis plus de deux ans , en consolidant d'ailleurs leur besogne , qui sera désormais regardée comme inébranlable. Il ne doute pas qu'une telle pacification n'entraîne les Liquidations & démissions tant desirées , chacun étant bien aise de revenir au gîte après lequel il aspire.

8 Mars.

La Commission concernant les Réguiers a fait rédiger un édit de Règlement pour les Moines , qui doit être porté incessamment au nouveau Tribunal. On ne doute pas qu'il ne soit enregistré , & ne reçoive la sanction légale. Les Gens d'Eglise y pour-

ront trouver d'autant moins à redire qu'il n'y en a pas un article qui n'ait été communiqué au Pape & approuvé par Sa Sainteté.

8 Mars 1773.

On écrit de Châlons que le Sr. Girault, ci-devant Notaire à Paris & depuis Troisième Président du Conseil supérieur de cette Ville, a été forcé de donner sa démission ; & que le fait est notoire en cette Capitale depuis le samedi 27 Février.

9 Mars 1773.

Un plaisant s'est amusé à faire un thermometre en portraits, c'est-à-dire, par une allégorie soutenue à caractériser le degré de faveur où est chaque Ministre, ainsi que leur situation & leur façon de penser. Le voici :

Madame la Comtesse du Barry.	. . .	au beau fixe.
Le Roi.	au variable.
Le Duc d'Aiguillon.	monte depuis quelque tems	au beau.
Le Marquis de Monteynard.	. . . ,	au tempéré.
L'Abbé Terrai.	au très sec.
Le Duc de la Vrilliere.	au dégel.
M. le Chancelier.	à la tempête.

10 Mars 1773.

Le Président de Tournelle a notifié hier au Sr. Linguet, avant qu'il plaidât, un Arrêté de la Cham-

bre , dont on a parlé ; par lequel il lui est enjoint d'être plus circonspect & de se contenir dans les bornes de l'honnêteté prescrites à un Avocat. Cette injonction a démonté l'orateur au point que dénué des injures dont il a coutume de fortifier son éloquence , il a paru froid & sec. Il y avoit un monde prodigieux.

10 Mars.

M. le Comte de Beaumont & Madame la Comtesse du même nom , ayant eu entr'eux un procès pour une question de Biens *Paraphernaux* , le mari a perdu au nouveau Tribunal ; il a voulu en appeler au Conseil , & en conséquence a fait dresser un Mémoire à consulter & Consultation, pour savoir s'il y a lieu à la demande en cassation. Me. *Léon*, Avocat appelé *Protestant*, parce qu'il ne reconnoît point hautement le nouveau Tribunal , a rédigé ledit Mémoire, suivi d'une Consultation soussignée par plusieurs Avocats du premier mérite & par quelques Avocats au Conseil , qui sont pour l'affirmative.

Dans ce Mémoire , il y a une phrase où Me. *Léon* qualifie de la manière la plus dure l'Arrêt du nouveau Tribunal , comme s'il étoit contre les mœurs , l'honnêteté , les loix , le bon sens , &c. & il a affecté de faire imprimer ces qualifications en lettres plus grosses que le corps du Mémoire. Ces imputations ont fort scandalisé le Tribunal lésé , qui a député déjà deux fois au Chancelier pour avoir raison de cet attentat contre la Majesté de la Cour. D'un autre côté , le Mémoire ayant été communiqué à Madame la Comtesse de Beaumont , Dame

pour accompagner Madame la Comtesse de Provence , elle a profité d'un moment où le Roi est venu voir la Princesse , pour donner le Mémoire à S. M. & lui faire voir de quelle façon outrageante on parloit des Arrêts de la nouvelle Cour. Le Monarque en a été indigné , il a remis le Mémoire au Chancelier , en lui recommandant d'en faire justice : ce qui cause un bruit terrible.

10 Mars 1773.

La famille de M. de Monclar , indignée des bruits injurieux que les Jésuites & leurs partisans répandent contre la mémoire de ce grand Magistrat , a fait dresser un procès-verbal , par lequel il conste que sa prétendue rétractation au lit de la mort , n'est qu'une imposture inventée par la superstition & le fanatisme , & l'on y dévoile toutes les manœuvres mises en usage pour faire réussir une calomnie aussi atroce.

11 Mars.

Un *Supplément nouveau à la Gazette de France du 1er. Janvier* de cette Année , se donne clandestinement , & s'annonce comme rendant compte du Conseil tenu à Versailles au sujet de la Requête de la Noblesse de Normandie & des divers avis des opinans. On y voit pour interlocuteurs le Chef de la justice & les Secrétaires d'Etat ; M. l'Abbé Terrai , & les Conseillers d'Etat y discourent dans leur costume , ce qui rend la brochure très piquante. On y a joint quelques particularités , avec quelques annon-

ces de livres qui ne caractérisent pas cet ouvrage pour partir d'un tête froide. La Lettre de M. le Camus de Neville, Conseiller au Grand Conseil, à M. le Chancelier, y est tout au long, telle que ce Magistrat l'a fait insérer dans les Gazettes étrangères. Ce Pamphlet, qu'on peut regarder comme formant le 11^e. Numéro des *Supplémens à la Gazette*, n'est point imprimé en France : ce qui annonce que les facilités que les Auteurs avoient ci devant à cet égard leur manquent ; d'où il est aisé de conclure que les Princes favorisoient sourdement leur besogne, & qu'ils ont retiré leur protection aux zélés.

11 Mars 1773.

M. de Voltaire a fait une réplique au Sr. Falconnet, qui a répondu aux *Probabilités* avec tant de succès. Aussi le Philosophe de Ferney baisse-t-il beaucoup le ton ; il est très modeste dans cet écrit, il rend compte des motifs qui l'ont déterminé à défendre M. de Monrangiès, & s'en rapporte sur le tout à la sagesse du nouveau Tribunal. On voit qu'il a peur des menaces de la Consultation, & qu'il craint d'être pris à partie.

12 Mars.

En supprimant la Cour de Justice des Monnoies de Lyon, on avoit conservé sur pied les Officiers Militaires, comme le Grand Prévôt & toute sa suite. Depuis 1771 qu'a été faite cette réforme, on a Jugé que le surplus étoit inutile : en conséquence par un Edit du mois de Janvier, enregistré à la Cour

des Monnoies le 7 Février , tous ces officiers sont supprimés en la forme ordinaire, c'est-à-dire sans que l'Etat débourse aucune finance.

12 Mars 1773.

M. le Chancelier a mandé avant-hier en Députation à son hôtel les Syndics des Avocats aux Conseils , pour les réprimander sur ce que certains de leurs membres avoient souscrit la Consultation dont on a parlé. Ils se sont rejetés sur Me. Léon , l'Auteur du Mémoire , l'usage étant de signer presque sans lire ces sortes d'ouvrages. D'ailleurs ils ont répliqué que cela concernoit spécialement les Avocats au Parlement , qui avoient souscrit les premiers , en plus grand nombre , & tous éminens par leur savoir & leur réputation. Sur quoi le Chancelier leur a dit que le Roi ne connoissoit plus qu'une sorte d'Avocats.

Du reste, M. le Chancelier veut faire faire un Tableau , & l'on craint fort que Me. Léon ne soit interdit.

12 Mars.

Les plaintes des Plaideurs contre le nouveau Tribunal s'augmentent tous les jours : le Conseil ne peut suffire aux Requêtes en Cassation qu'on lui présente , & l'on ne peut se faire illusion désormais sur l'ineptie de ces Magistrats intrus. Il paroît que le Conseil ne les ménage pas infiniment , puisqu'il renvoie aussi la connoissance des affaires dans lesquelles

les il casse ses Arrêts au Conseil supérieur de Rouen; qu'il lui assimile , quoiqu'il se regarde comme ayant la grand'main sur lui , puisqu'il lui adresse les Edits , Déclarations , &c. & que le Procureur général ne considère ceux de ces Tribunaux que comme ses Substitués.

13 Mars 1773.

La *Déclaration de M. de Voltaire sur le procès entre M. le Comte de Morangiès & les Verons*, n'est qu'une répétition de diverses *Probabilités* pour & contre qu'il a déjà établies dans ses écrits précédens, & qu'il retourne différemment ici. La grande pièce de conviction pour lui , c'est un certificat du 16 Février 1773 , par devant Notaire , d'un nommé Montrueil , Domestique de M. de Florian , un de ses neveux , qui déclare avoir connu Dujonquay , dont la mere prêtoit de petites sommes sur gages , à deux sous par mois pour vingt sous . . . que ledit Sr. Dujonquay avoit deux sœurs , qui travailloient fort bien en linge & en broderie , & qu'elles avoient permission de leur grand'mere de vendre leurs ouvrages à leur profit , &c. Mais ce qui n'est point à tort de la part de M. de Voltaire , c'est de convenir que M. de Morangiès lui a écrit souvent , lui a fait le détail de sa malheureuse aventure ; d'où l'on conclut aisément qu'il l'a sollicité d'employer son éloquence pour en imposer aux gens qui adoptent aveuglément tout ce qui sort de cette plume artificieuse.

A la suite est *Réponse d'un Avocat à l'Ecrit intitulé Preuves démonstratives en fait de justice* , où M.

de Voltaire attaque plus particulièrement Me. Falconnet , qui lui a demandé de quel droit il écrivoit en faveur du Comte de Morangiès ?

Il répond du droit qu'a tout citoyen de défendre un citoyen , du droit que lui donne l'étude qu'il a faite des Ordonnances de nos Rois & des Loix de sa Patrie , du droit que lui donnent des prières auxquelles il a cédé , (aveu plus formel des sollicitations de l'accusé) de la conviction intime où il a été & où il est jusqu'à ce moment de l'innocence de M. de Morangiès , & de son indignation contre les artifices de la chicanne qui accablent si souvent l'innocence ; en un mot , du droit qu'il a d'exercer , comme Me. Falconnet , la profession d'Avocat , même d'être son Juge , ainsi que le font les parens de M. de Voltaire.

13 Mars.

M. l'Abbé Terrai , qu'on nomme plaisamment à la cour *le Grand Houffoir* , quand il ne met pas de nouveaux impôts , s'occupe sans relâche à améliorer les anciens. C'est dans cet esprit qu'il a fait rendre le 24 Février dernier un Arrêt du Conseil formidable , portant règlement pour le recouvrement de la capitation sur les bourgeois & habitans de la ville de Paris. Dans cet Arrêt , qui est très long , on cherche à éventer toutes les ruses dont se servent certaines gens pour éluder l'impôt ou l'atténuer. Du reste , il n'est point enregistré , mais n'en a pas moins force de loi ; quoique le nouveau Tribunal fasse profession dans ses différens enregistremens , de ne pas reconnoître les Arrêts du Conseil , plus que le Parlement : profession à laquelle il déroge

ans la pratique , puisqu'il a payé sans réclamation les nouveaux sous pour livre mis sur son franc salé par simple Arrêt du Conseil.

Il paroît un autre Arrêt du Conseil du même jour, qui confirme les Communautés Religieuses de la ville & fauxbourgs de Paris , dans la jouissance des sommes à elle attribuées par Arrêt du 16 Novembre 1766 , pour leur tenir lieu de toute exemptions de droits aux entrées de Paris , sur les vins de leur consommation : ordonne en conséquence qu'elles paieront la totalité desdits droits , tant en principaux que sous pour livre , comme les autres habitans de la ville de Paris.

13 Mars 1773.

L'affaire du Mémoire pour le Comte de Beaumont dont on a parlé , devient de plus en plus grave : le Chancelier a exigé des Avocats aux Conseils une Délibération sur cet objet , & à l'occasion de leurs confreres qui ont signé cet écrit ; il leur a enjoint de la lui faire parvenir au plus tard dimanche matin , jour où S. M. vouloit décider la chose dans son Conseil. Les Avocats au Parlement sont aussi dans les tranfes , & Me. Léon , le rédacteur , est , dit-on , en fuite.

14 Mars.

Depuis plus de deux mois il ne couroit plus de brochures : il en paroît aujourd'hui une de 24 pages , sans titre , & qui commence par ce mot *Ego*.

C'est le premier du texte tiré des Epîtres de Ciceron & traduit ainsi :

“ Si je voyois la République gouvernée par des hommes perdus & méchans , comme cela est arrivé quelquefois & même de nos jours ; ni la vue des récompenses , qui ne peut rien sur moi , ni la crainte des dangers , qui ébranle néanmoins les plus grands courages , ne pourroit jamais m'engager dans leur parti , quelque service que j'eusse reçu de leur part. , ,

C'est de ce point que l'auteur part pour entrer en matière : il rend d'abord compte du silence qui regne depuis la fin de l'année , & il l'attribue aux espérances qu'avoit fait naître le retour des Princes à la cour. Il ne dissimule pas qu'elles sont aujourd'hui fort ralenties , & quoiqu'il n'attaque pas personnellement ces personnages augustes , il leur reproche indirectement leur pusillanimité , même l'indécence avec laquelle ils ont donné des fêtes dans un tems où la patrie étoit en deuil. Il trouve qu'il faut enfin élever la voix ; que ce silence qui partoît d'abord du respect & de la confiance , seroit aujourd'hui l'indice de la foiblesse & de la lâcheté. Il faut inquiéter de nouveau dans sa sécurité apparente l'auteur du projet destructeur & trop bien exécuté , ainsi que son Tribunal déshonoré , étonné lui-même de la longueur de sa durée.

Cet Orateur exhorte ensuite les Magistrats à la persévérance ; il prouve en premier lieu que toutes les Liquidations faites actuellement , les démissions données , seroient nulles au fond , parce qu'elles porteroient le caractère d'une violence trop connue.

n'en seroit pas moins vrai que cette défection seroit un opprobre pour le lâche Magistrat qui céderoit , par la raison qu'il se doit tout entier à l'honneur & à la vertu ; qu'il tromperoit le Roi , qu'il l'affermiroit dans la résolution la plus pernicieuse au bien de son service ; car au fond les choses sont encore entières & dans la façon de penser équitable du Roi & du Gouvernement , le Parlement peut seul s'annéantir , & forcer son Prince de remplir les offices de juges ordinaires , au lieu de commissaires passagers ; le Roi & la cour n'estiment que le Parlement exilé. Tels sont en bref les motifs de résistance nécessaire qu'on inculque aux Magistrats aux approches du 1 Avril , terme fatal , où doit se prononcer la confiscation absolue & sans retour. Ce pamphlet est lumineux & très propre à raffermir les cœurs & les esprits chancelans.

14 Mars 1773.

M. l'Avocat général n'étant pas prêt à porter la parole vendredi dans l'affaire du Comte de Morangiès , elle est renvoyée à lundi.

On parle d'une femme condamnée à être fouettée , marquée , &c. pour crime étranger , qui a demandé à parler , & a déclaré avoir reçu de l'argent d'un homme de qualité pour déposer en faveur des Verons.

15 Mars 1773.

L'Abbé Nigon , Chanoine de Notre Dame , & Conseiller Clerc du Parlement , attaqué dans son

exil d'une maladie grave , a profité de l'exemple de plusieurs de ses confreres revenus sans permission , & est arrivé dans cette Capitale depuis quelque tems : il compte retourner à sa destination ; mais instruit de la bonté du cœur du Roi , qui à l'occasion de quelques exilés revenus ainsi & retournés , demandoit avec empressement s'ils étoient bien rétablis ? & déclaroit qu'ils feroient mal de partir autrement ; il se tranquillise & attend une convalescence complete, ou plutôt un rétablissement parfait.

16 Mars 1773.

M. l'Abbé de Beauvais est un jeune orateur , qui a déjà prêché devant le Roi un sermon de la Cene , & S. M. en fut si contente qu'elle lui fit donner sur le champ une pension de 800 Livres. Il s'est exercé depuis , s'est encore perfectionné dans son talent , & il reparoit aujourd'hui à Versailles avec un nouveau succès. Il y prêche le Carême ; deux de ses sermons y ont déjà fait grand bruit Dans le premier , sur la Mort , il a osé relever l'adulation mensongere de certains auteurs de papiers publics (le Sr. Marin , rédacteur de la Gazette de France ,) qui , par une affectation puérile , présentoient une longue énumération de Centénaires ; comme si la vie des hommes de ce siècle étoit plus longue qu'à l'ordinaire. Il s'est élevé avec force contre la fausse & dangereuse sécurité que pouvoit donner cette idée ; il en a fait voir toute l'illusion , & il a déclaré que l'affertion du Prophete Roi , annonçant que la vie de l'homme au-delà de soixante & dix ans , n'est que misere & calamité ,

étoit tout aussi vraie de nos jours que de son tems.

Dans un second sermon, il a rappelé au Roi le détail des pertes successives qu'il avoit faites; M. le Duc de Bourgogne, M. le Dauphin, Madame la Dauphine, la Reine, dans les objets les plus chers, (a-t-il ajouté) périés successivement à la fleur de l'âge (& ses Maitresses). Il s'est étendu sur la retraite de Madame Louise, & a exalté la pénitence de cette Princesse avec un zèle apostolique, mais avec une satire amère contre la vie de la cour. Il a parlé aussi des malheurs de l'Etat & de la déprédation des finances, ainsi que de l'abus de l'autorité.

Des courtisans ont trouvé ces endroits si forts qu'ils ont voulu en faire un crime au prédicateur auprès du Roi; mais S. M. a déclaré qu'il faisoit son métier.

C'est cet aveu du Roi qui a favorisé un bruit qui se répand depuis quelques jours de la disgrâce de Madame la Comtesse Dubarri, & de la dévotion dans laquelle le Monarque veut donner. Des gens de cour bien instruits assurent qu'il n'en est rien.

Du reste, l'Abbé de Beauvais est d'une naissance obscure, neveu du Garde des Archives du Clergé; mais il a percé par son mérite, & figure aujourd'hui dans le monde religieux & littéraire.

16 Mars 1773.

Hier M. l'Avocat général de Vaucreffon a parlé dans l'affaire de M. de Morangis, & a sévèrement réprimandé Me. Linget sur la licence satyri-

que avec laquelle il avoit plaidé cette Cause. Les conclusions ont été rigoureuses contre la partie de cet Avocat. On a mis sur le champ la cause en délibéré : les Juges se sont retirés dans la Chambre , & deux heures après , environ , le Président a prononcé l'Arrêt , par lequel le Sr. de Morangiès est débouté de sa Requête en élargissement , condamné à garder prison jusqu'au jugement définitif , renvoyé pour le fond au Bailliage du Palais , condamné en outre à l'amende , aux dépens , &c.

La femme dont on a parlé précédemment , est une Madame Tempête , qui après avoir déposé en faveur des Verons , avoir été résolée , controntée , & subi toutes les formes usitées , sembleroit vouloir se dédire ; ce à quoi elle ne peut plus être admise.

Le même jour , Me. Caillard plaidant à la Grand'-Chambre pour M. de Brunoi , n'a pu se faire entendre , à cause du tumulte ; la cause a été continuée à aujourd'hui , & cet Orateur a parlé deux heures de suite , avec tant de netteté & d'une façon si lumineuse , que tout le Public paroît revenir du côté de M. de Brunoi , & a témoigné sa satisfaction de l'orateur par les applaudissemens les plus réitérés. Le Sr. Gerbier avoit eu la douleur de se voir huer précédemment.

M. de Brunoi étoit à l'Audience dans une lanterne , & tout le monde l'a suivi au sortir de la Grand'-Chambre , & s'empressoit de le voir , comme un personnage curieux & auquel il s'intéressoit.

17 Mars 1773.

Dimanche dernier le Roi a rendu dans son Conseil un Arrêt foudroyant contre le Mémoire & la Consultation dont on a parlé. M. le Chancelier l'a envoyé à M. de Sauvigny, le Premier Président du nouveau Tribunal, en lui apprenant combien on s'étoit empressé de le satisfaire. Il lui marque en même tems qu'il a fait justice de l'Avocat aux Conseils, qui a travaillé à la Consultation, en l'interdisant pour six mois. C'est le Sr. *Bocquet de Tilliere*. Quant au Sr. Léon, Avocat au Parlement, comme il n'est pas sous la férule immédiate du Chancelier, & qu'on vouloit éviter d'engager une querelle avec l'Ordre des Avocats, on a pris une tournure extrajudiciaire. M. le Lieutenant général de Police a été chargé de l'envoyer chercher, & de lui enjoindre verbalement de s'éloigner de Paris à une distance convenue.

Ce Léon a une tête méridionale, fort aisée à s'exalter. Il est très versé dans certaines matieres de son état, mais chaud & ardent. Il s'est déjà fait des affaires au Parlement de Provence; il a passé ensuite à celui de Grenoble, où il s'est également signalé, & voici la troisieme querelle qu'il se suscite.

L'Ordre des Avocats ne paroît point disposé à prendre fait & cause pour lui, il se contente de la tournure, qui cependant est très despotique & tout-à-fait vexatoire.

18 Mars 1773.

Depuis le *primus Mensis*, le sein de la Faculté de Théologie est déchiré par diverses factions. Les Docteurs ont été très mécontents de la contrainte imposée dans l'assemblée de ce jour, au moyen des ordres du Roi, qu'a fait valoir le Syndic Riballier ; mais ils l'ont été beaucoup plus depuis, en apprenant que des deux membres qui s'étoient proposés de dénoncer la Thèse en question, l'un avoit ordre de ne plus se trouver aux assemblées, & l'autre, Chanoine du St. Sépulchre, étoit exilé. On présume que l'assemblée prochaine pourroit être très orageuse, si la fermentation qui regne aujourd'hui ne se ralentit pas, d'autant qu'ils n'ont aucun espoir dans le nouveau Tribunal.

19 Mars 1773.

La Magistrature est dans l'attente de ce qui doit arriver au mois d'Avril, époque fatale où doit se décider finalement le sort du Parlement de Paris, ou recommencer sa régénération. Si le Roi persiste dans ses premières volontés, M. le Chancelier cherche fortement à l'y maintenir, & pour consolider sa besogne d'une manière irrévocable, il insinue à S. M. qu'il faut tenir un Lit de Justice dans tout l'appareil de sa gloire, où, en présence des Princes & des Pairs, librement convoqués, Elle prononcera la confiscation. Ce moyen violent répugne au cœur paternel du Roi, & d'ailleurs les Princes & les Pairs font des difficultés, non pour s'y trouver, si leur

maître l'ordonne, mais pour y acquiescer d'opinion, c'est à-dire pour ne pas réclamer en donnant leur voix.

20 Mars 1773.

La Consultation pour le Comte de Beaumont, Brigardier des Armées du Roi, dont on a parlé, & qui a fait & fait encore tant de bruit, est ancienne; elle est du 18 Octobre. Elle est précédée de l'état des pièces produites dans le procès, & de tout ce qui peut tendre à éclaircir la question, si les biens apportés en mariage par Madame la Comtesse de Beaumont sont Paraphernaux ou Dotaux, c'est-à-dire, à la disposition du mari, ou hors de sa disposition. Une multitude de Consultations jointes au Mémoire, & données par différens Avocats de Bordeaux & par le Barreau entier de ce Parlement, sont en faveur du mari. Cependant le nouveau Tribunal a jugé contre: c'est ce qui a donné lieu à la Consultation, où il est dit en gros caractères: *Arrêt Ephémère, qui doit être cassé sur Requête, comme étant manifestement contraire à tous les principes de justice, d'équité, d'ordre, de décence, d'honnêteté; en un mot, comme ayant formellement jugé contre les premières règles du droit naturel, du droit des gens, & du droit civil, public & privé.* Elle est souscrite de six Avocats au Parlement; Gillet, Bazin, Boudet, Marquet, Didier & Leon; & de huit Avocats des Conseils, Bocquet de Tilliere, Moriceau, Hordret, Despaulx, Rigault, Huart du Parc, Mariette, Barré de Chabans: & la Requête en cassation est signée de Despaulx, Dancours & Godescart de la Place.

20 Mars 1773.

Le Sr. Caron de Beaumarchais , toujours détenu au Fort l'Evêque par Lettre de cachet , se plaint amèrement de cette injustice , d'autant plus grande dans ce moment-ci qu'il a un procès très grave à poursuivre. C'est celui qu'il a gagné , il y a un an , contre le Comte de la Bache aux Requêtes de l'Hôtel. Ce dernier en a appelé à la Grand'Chambre du nouveau Tribunal. Il est question d'une somme souscrite par M. Duverney : créance dont la légitimité est contestée par le Légataire universel , qui profite de la détention de son adversaire pour pousser l'affaire avec vigueur , & le faire accabler par son Avocat des reproches les plus outrageans.

21 Mars 1773.

M. de la Condamine n'est pas le seul de nos Poètes qui , conjointement avec M. de Voltaire , ait turlupiné le *Grand Houffoir* : un certain Marquis de Carraccioli , connu par une multitude d'ouvrages de Morale & de Politique assez tristes & ennuyeux , a changé de ton à l'occasion du Contrôleur général , & a voulu s'égayer aussi sur son compte. Il répand sur la réduction des rentes une Epître assez plaisante, qui court à Tours, où il est réfugié. La voici :

Monseigneur ! vous , dont le génie
S'étend sur la Postérité ,
Vous , par qui la France enrichie
Chantera sa prospérité !
Daignez écouter , je vous prie ,
Le cri de la nécessité.

Toujours soumis aux loix du Prince ;
 Mon cœur avec docilité
 Reçoit un Arrêt qu'en Province
 La Renommée a débité :
 C'est l'Arrêt qui rogne nos Rentes ,
 Et qui supprime mon souper.
 Mais que peuvent des Loix urgentes
 Sur la faim qu'on ne peut tromper ?
 Mon estomac déraisonnable
 Ne veut nullement obéir ,
 Et me contraint d'aller à table
 Quand la nuit commence à venir.
 Que ferai-je en ces circonstances ?
 Ne point manger. . . . Votre dessein
 N'est pas , pour grossir les finances
 Que les auteurs meurent de faim.
 D'ailleurs si l'Eglise elle-même
 Ne veut qu'un jeûne limité ,
 Nous prescrirez-vous un Carême
 Qui dure à perpétuité ?
 Rendez-moi donc , je vous supplie ,
 Par votre générosité ,
 Ce qu'on retranche sur ma vie ;
 Tout est facile à la bonté.
 Ou , pour que la loi s'accomplisse ,
 Faites , par un trait inconnu ,
 Que l'estomac se rétrécisse ,
 Conformément au revenu.

21 Mars 1773.

La procédure dans l'affaire du Comte de Moran-
 giès avec les Vérons , continue à s'instruire au Bail-
 liage du Palais ; elle s'y suit même avec vigueur ,
 & l'on compte qu'il y aura avant Pâques un juge-

ment définitif; ensuite elle reviendra par Appel au nouveau Tribunal Des Politiques doutant qu'on laisse rendre ce jugement que tout annonce devoir être très funeste au Maréchal de Camp.

22 Mars 1773.

Il paroît constant que S. M. avoit fait expédier la Lettre de cachet pour le renvoi de M. le Marquis de Monteynard, laquelle lui devoit être signifiée le lendemain, mais que dans la nuit le Roi a été agité, n'a point dormi & a arrêté son exécution. C'étoit Madame Dubarri qui avoit porté le coup à ce Ministre de la guerre, qui avoit refusé à quelqu'un, pour lequel elle sollicitoit, le Régiment de Bauffremont, Dragons, accordé au Prince de Lambesc. Ce M. de Monteynard, isolé à la Cour, s'est égaré du Chancelier, nouveau sujet pour le rendre désagréable à l'autre parti.

22 Mars 1773.

Madame de Caradeuc, femme de M. de la Chatais le fils, vient de mourir; elle est tombée malade à Rennes. Son mari, toujours exilé à Xaintes avec son pere, instruit de l'état dangereux où elle étoit, ayant en vain sollicité la liberté d'aller recevoir ses derniers soupirs, est parti sans permission, en mandant à M. le Chancelier les motifs de son voyage, qui ne dureroit qu'autant que sa présence seroit nécessaire auprès de cette personne chérie. Arrivé à Rennes, il y a fait une telle sen-

sation , que le Parlement , soit de son propre mouvement , soit à l'instigation du Chancelier , s'est assemblé , & a mis en délibération de décréter ce Magistrat , comme rebelle aux ordres du Roi ; & peut être cet avis , si contraire aux principes de la saine Magistrature , à la justice , à l'humanité , auroit pris faveur , si le Premier Président , animé d'une vigueur nouvelle , ne s'étoit opposé fortement à cette Délibération , & n'en avoit fait sentir toute l'horreur & toute l'infamie.

22 Mars 1773.

Vendredi dernier , le Palais a été de nouveau agité , à l'occasion de l'affaire de M. de Brunoi. Me. Caillard a continué à mettre les spectateurs du côté de son Client ; & Me Gerbier , ayant voulu repliquer , a été hué presque à chaque phrase. La faveur du public est si grande pour le Marquis de Brunoi , qu'on regarde aujourd'hui son interdiction comme impossible.

M. Micault d'Herveley , un des héritiers qui poursuivent l'interdiction , ayant été accusé indirectement dans le plaidoyer de Caillard , d'avoir exproprié la succession de M. de Montmartel pere , s'est rendu intervenant par un autre Avocat , & a rendu plainte de la calomnie inventée contre lui. Le maître d'hôtel accusé aussi d'être un fripon , a mis un Avocat en cause encore pour le défendre. C'est au mardi 30 qu'est renvoyé le jugement de cette affaire.

23 Mars

23 Mars 1773.

Il paroît un Mémoire pour le Marquis de Brunoï, signé *Carré*, Avocat, mais qui n'est autre chose que le plaidoyer de Caillard. On y agite la question de savoir si, parce que ce jeune homme aura eu deux ou trois traits de vivacité à vingt ans; qu'avec une fortune immense dont il se sera trouvé trop tôt maître, il n'aura pas renfermé dans de justes bornes certaines dépenses; enfin si, parce que quelques-unes de ses actions tiendront de cette singularité de caractère qu'on lui prête, sur laquelle l'opinion publique, non le Magistrat, a des droits, qui ne blesse & n'offense personne, il doit être interdit? Son défenseur établit assez judicieusement le contraire, & l'on ne peut nier que la justification ne soit complète, & sur l'article de la prodigalité & sur celui de la démence, en supposant les preuves articulées contre les faits avancés par les parties exactes & véridiques.

24 Mars 1773.

On publie l'Arrêt du Conseil dont on a parlé, en date du 14 Mars, qui supprime l'imprimé ayant pour titre : *Etat des pieces produites dans le procès de M. le Comte de Beaumont, Brigadier des Armées du Roi, comme contraire aux Réglements, & contenant des expressions & qualifications injurieuses & condamnables contre l'Arrêt du Parlement de Paris du 10 Juillet 1772, & ce dont il s'agit.*

On a rapporté précédemment la teneur de ces expressions, qu'on n'a pas cru pouvoir déce-

rappeller dans cet Arrêt. On y prononce également la peine d'interdiction pour six mois des fonctions d'Avocat aux Conseils, de la part du Sr. Bocquet de Tillieres , dont il a été aussi rendu compte.

Tous les Avocats qui ont signé ce Mémoire, ont désavoué devant le nouveau Tribunal lesdites expressions , auxquelles ils ont déclaré n'avoir eu aucune part. Quant au Sr. Léon , il est retiré à Chartres , où il a choisi le lieu de son exil.

24 Mars 1773.

M. le Contrôleur général a fait écrire aux Notaires une Lettre circulaire imprimée , en date du 21 , dans laquelle il leur déclare qu'ils aient à prévenir leurs clients , qu'aucun Magistrat, ou Officier de Judicature , ne sera admis , passé le 31-Mars , à se faire liquider & à toucher le prix de son office , qu'il n'ait entièrement consommé sa liquidation audit jour : déchu en conséquence de sa propriété, & il ne sera plus fait fonds au Trésor Royal pour lesdits remboursemens. Ces menaces puériles ne semblent intimider personne : on les regarde même comme une nouvelle preuve de l'illégalité de tout ce qui a précédé , & du désir sincère qu'on auroit que les Magistrats accédassent à leur destruction.

25 Mars 1773.

Le Sr. Paris de Meyzieu , au nom des parens paternels qui poursuivent l'interdiction du Marquis de Brunoi, répand aujourd'hui un Mémoire signé de

Me. Ader de Loizerolle , qui n'est autre que le Plaidoyer de Me. Gerbier : mais l'usage de ces grands orateurs est aujourd'hui d'avoir sous eux de jeunes Avocats qui écrivent pour eux. On veut prouver ici que ce n'est ni la passion , ni la haine, ni l'esprit de parti , qui ont donné naissance à l'action que les parens paternels ont intentée : que la loi , la nature & la religion les ont obligés à rompre un silence dont les suites ne pouvoient être que dangereuses ; que leur dette est acquittée ; qu'ils se sont adressés aux Magistrats , aux gardiens des mœurs ; que c'est à eux de juger s'ils peuvent laisser sans péril au Marquis de Brunoï une liberté dont il ne fait usage que pour troubler l'ordre public , outrager la religion , offenser la nature , & vivre de la manière la plus vive & la plus scandaleuse.

26 Mars 1773.

Le Sr. de Sainci , Receveur des Economats , en 1767, étoit redevable , par ses comptes de 150,000 Livres. Aujourd'hui il est en avance de plus de 150,000. Ce qui prouve le désordre sensible de cette partie depuis que personne n'est à la tête , & même du temps où l'Evêque d'Orléans y présidoit. C'est devenu un Trésor où tout le monde fouille à la Cour , & pour mieux le faire , on a rendu un Arrêt du Conseil qui sous prétexte de réparer le vuide de cette Caisse , ordonne que les revenus de tous les bénéfices vacans , outre les droits ordinaires, seront attribués aux Economats pendant six mois. Ce règlement a fort affecté M. le Grand Aumônier ,

qu'on a cherché à appaîser , en lui accordant qu'il n'auroit lieu qu'à commencer de l'Abbaye vacante par la mort de l'Abbé Quesnel , & qu'une petite promotion qu'il avoit projetée en seroit exempté. On assure que Madame du Barry tire sur tout beaucoup de cette caisse.

26 Mars 1773.

Il paroît constant que sur une nouvelle Requête, présentée par les Normands au Roi, pour redemander leur Echiquier , cette petition a eu plus de faveur au Conseil , & n'a trouvé de contradiction que de la part de M. le Chancelier & du Marquis de Monteynard ; en sorte qu'on espere beaucoup dans cette province. Plusieurs de ses habitans qui étoient détenus à la Bastille ont été élargis , & M. d'Amfreville , le Maire de Caen , est revenu de son exil ; il est à Paris. Reste à savoir si l'on rétablira le Parlement ancien , ou si l'on érigera au Parlement le Conseil supérieur de Rouen. La division qu'il y a entre les membres de ce Conseil & l'Intendant , & entre ce Conseil & celui de Bayeux , autorise fort les instances des Réclamans,

27 dudit.

M. le Duc de S. Aignan, depuis la malheureuse affaire de son gendre , le Comte de Morangiès , a de tems en tems des audiences particulieres du Roi, Les courtisans ont remarqué que dimanche dernier, S. M. lui en a donné une de dix minutes , & qu'au sortir de-là il est allé trouver M^{rs}. de Morangiès ,

le pere & le fils, fucceffivement , qu'il a la liberté de voir à la Conciergerie , & qu'il leur a déclaré que la premiere chofe à faire , c'étoit de payer les cent millé écus ; qu'il les avoit & leur offroit : mais que tous deux avoient rejeté bien loin cette propofition , comme trop contraire à leur honneur. Quoiqu'on ignore ce que le Roi dit à ce vieux Seigneur dans ces converfations particulieres , on présume que S. M. lui avoit fuggéré cette idée.

27 Mars 1773.

Les Epigrammatiftes font intariffables fur les événemens actuels. Voici une méchanceté éclosée d'un tel cerveau :

Un bon Gaulois , éperdu , confterné
De fon pays déplorait la ruine :
Il en cherchoit vainement l'origine ,
Elle échappoit à fon efprit borné.
De fa bêtife un plaifant étonné
Lui dit : „ viens-ça , benêt , je veux t'inſtruire :
„ Ecoute-moi : dans ce ſiecle tortu ,
„ Lorsqu'une Nymphé au comble du délire ,
„ Tient dans ſes mains les rênes d'un Empire ;
„ Comme elle , ami , cet Empire eſt f...u. „

27 dudit.

Le Supplément à la Gazette de France , du 1 Janvier 1773 , de Paris , étant rare extrêmement , & d'ailleurs le plus intéreſſant qui ait encore paru , mérite qu'on entre à ſon égard dans quelques détails.

On a déjà dit qu'il rouloit principalement sur un Conseil censé tenu le 15 Novembre 1772 , au sujet de la Requête de la Noblesse de Normandie , soussignée par 221 Membres , & mise sur le tapis par M. le Chancelier. Le Roi ayant demandé que chacun motivât son suffrage , M. le Chancelier parle le premier , ensuite l'Abbé Terrai , puis M. de la Vrillière. M. Bertin , M. de Boynes , M. de Monteynard , M. le Duc d'Aiguillon , M. d'Aguesseau , Doyen des Conseillers d'Etat , &c. M. de la Galazière termine le discours. M. Bertin , M. de Monteynard & le Duc d'Aiguillon sont les trois seuls auxquels on fasse parler raison & humanité ; ils ne trouvent point la Requête reprochable , & cherchent à la mettre dans son vrai point de vue.

Le Roi se leve & continue la Délibération.

On lit après un prétendu Arrêt du Conseil , rendu dans l'esprit de ceux qui ont opiné contre la Requête , dont le prononcé dérisoire semble établir sérieusement les principes atroces dont le Despotisme s'étaye aujourd'hui dans le fait.

A la Lettre de M. le Camus de Neville on lit l'anecdote suivante.

« M. le Chancelier , connoissant les talens de
 » M. de Neville , avoit jeté les yeux sur lui pour
 » en faire un Avocat général : il le mande , lui fait
 » part de son dessein. Le Magistrat refuse & mo-
 » tive son refus. Le Chancelier insiste , & menace
 » de lui fermer la porte à toutes les charges :
 » Monseigneur , reprend le jeune homme , j'ai
 » fait mon calcul ; vous avez 55 ans , j'en ai 22 ,
 » j'attendrai.

Monseigneur , piqué de la réponse , lui dit d'un ton menaçant : » *Monsieur , le Roi pourroit bien se*
» fâcher , & alors je ne répondrois pas de votre tête.
» Ma tête ! Monseigneur , reprend le jeune Magis-
» trat , je la crois plus en sûreté que la vôtre.

Le Pamphlet finit par l'annonce suivante : on débite depuis quelques semaines une *Vie de M. de Perchel* , Procureur général au grand Conseil de Rouen , en deux volumes. C'est une invitation pour faire aussi celle de l'honnête *Fleury* , Procureur général du Tripot , & qui formera vraisemblablement un plus grand nombre de volumes. En ajoutant celle du *Sr. Moreau* , Procureur du Roi au Châtelet , cela fera un Code complet pour former dans la suite tous ceux qui se destineront à remplir les fonctions de Gens du Roi.

On conviendra après cette lecture que la cause du Roi & celle de la Nation sont en d'excellentes mains.

Nous invitons aussi à faire celle de l'*Abbé Terrai* , pour l'instruction des Contrôleurs Généraux , & des Intendans des finances , qui viendront après lui.

Incessamment on mettra en vente la *Vie privée & publique de Monseigneur de Maupeou* , Chancelier de France , par l'Editeur de la *Correspondance*.

Elle renferme trois planches. La première représente le Chef de la Magistrature , ayant son visage accolé au derrière de Madame du Barry , pour obtenir l'exil du Parlement de Paris. Au pied du lit est une boîte remplie de papiers , sur lesquels on voit : *Et plus bas* PHELIPEAUX.

Dans la deuxième , les cinq Princes du Sang , & un grand nombre de Ducs & Pairs , présentent au

Roi une Requête , sur laquelle on lit : » *Sire, seroit-il possible que V. M. préférât le conseil d'un homme qu'Elle regarde comme un FRIPON , à celui de toute la Magistrature de son Royaume, des Princes de son Sang , qui ne lui ont jamais donné que des preuves du plus respectueux dévouement , & de ceux qu'Elle a honorés des premières Charges de la Couronne , à qui Elle a confié la garde de sa personne , & qu'elle comble tous les jours de tant de marques de bonté & de confiance !*

La troisième est l'accomplissement du fameux *Rêve de la Correspondance* , non point par la justice des Princes , mais par celle de toute la Nation.

28 Mars 1773.

Le chaud défenseur du Comte de Morangiès publie un écrit nouveau , sous le titre d'*Observations*. Il a préféré ce titre vague à celui de *Mémoire* , parce qu'en effet cet imprimé est sans plan caractérisé , absolument informe , & porte sur différens objets. On voit que le but de l'orateur , est d'embrouiller de plus en plus la matière , & ne pouvant justifier son client , d'empêcher à force d'incidens que l'innocence des adversaires ne perce.

Il traite d'abord de l'objet de la cause, ensuite des procédures faites au Bailliage du Palais , jusqu'à la détention du Comte de Morangiès. De-là il passe aux faits , depuis l'appel du Comte de Morangiès , jusques au 15 Mars 1773. Il rapporte les Plaidoies & Arrêt du 15 Mars. Il finit par des réflexions

sur le Plaidoyer de M. l'Avocat général , partie du Comte de Morangiès , le 15 Mars 1773.

Ce dernier paragraphe est le plus neuf & le plus curieux. On assure qu'il est sans exemple de voir un Avocat prendre en quelque sorte un Avocat général à partie , lui reprocher publiquement des prévarications dans son Ministère.

Le Sr. Linguet article 9 griefs contre M. de Vaucreffon ; mais les deux qui prêtent le plus à l'éloquence abondante & rapide de l'orateur , c'est *la dénonciation faite au Ministère public des Libelles contre le Comte de Morangiès* , dont l'Avocat général a prétendu qu'il ne devoit point s'occuper , *parce que c'étoit des brochures , des productions littéraires , faites en réponse à d'autres ouvrages du même genre ; -- & le Défenseur du Comte de Morangiès a-t-il mérité les imputations qui lui ont été faites à l'audience ?*

Il faut lire ces articles mêmes dans l'ouvrage : comme ils exigent plus de sentiment que de logique , le Sr. Linguet est excellent pour de pareils morceaux. Il finit par déclarer que si sa manière de présenter la vérité dans le cercle étroit où il est renfermé , mais fonction indispensable dans son ministère , a eu le malheur de déplaire , il brisera sa plume , il fermera la bouche. Cet égoïsme , qui n'est qu'une impudence véritable , est traité de façon à plaire beaucoup , & à en imposer au gros des lecteurs.

Quant au fonds de l'affaire , il n'en résulte rien d'avantageux pour le Maréchal de Camp , & son défenseur n'ayant pu obtenir son élargissement , cherche à affoiblir l'impression fâcheuse que cette déten-

tion donne de son client , en voulant persuader que c'est une suite inévitable de la forme.

29 Mars 1773.

On avoit voulu imprimer ici les *Capitulaires de Baluze* , c'est-à-dire un Recueil des Capitulaires de nos Rois , rassemblés & commentés par ce Savant : ouvrage fort essentiel dans ces circonstances , puisqu'il est la base de la Constitution Françoisse , & peut servir beaucoup à l'éclaircissement des points contestés. M. le Chancelier a jugé qu'il étoit dangereux de laisser connoître un pareil livre , trop contraire aux principes qu'il vouloit établir ; il s'est opposé à cette entreprise. Des Editeurs courageux ont imaginé d'aller à Lausanne , y travailler ; & l'on s'attend à voir incessamment paroître ce Recueil très-précieux , & non moins ennuyeux.

30 Mars 1773.

Il paroît deux nouveaux écrits dans la singulière affaire de M. de Brunoi , qui doit se juger aujourd'hui. L'un est un Mémoire de Me. de la Croix , Avocat : c'est un de ces hors d'œuvre , que de jeunes orateurs s'amusent à travailler dans les causes intéressantes , moins pour les éclaircir ou les défendre que pour s'exercer , & que les parties aiment à distribuer pour alimenter l'intérêt du public & se le rendre favorable. Celui-ci , sans rien présenter de neuf au fond , est agréable & léger dans sa tournure , il couvre à merveille le Marquis de ce ridi-

cule si terrible en France , & si propre à discréditer la meilleure cause.

L'autre est un précis , où Me. Gerbier parle en personne. Il est moins fait pour fortifier la justification des collatéraux , demandant l'interdiction, que pour justifier l'orateur même sur des traits injurieux à sa réputation.

On lui reproche de s'être chargé de la cause de la famille paternelle : on a prétendu qu'il devoit renoncer à la défendre , parce qu'il a été anciennement le Conseil du Sr. Brunoi , & que celui-ci lui a rendu le service de lui prêter 130,000 Livres.

1°. Ce service n'est autre chose qu'une somme placée par le tuteur du Marquis de Brunoi , sur une terre & une maison considérables que cet Avocat venoit d'acheter ; c'est-à-dire, un emploi excellent de fonds , avec un privilège de *bailleur de fonds*.

2°. Il a été le Conseil du Sr. de Brunoi ; mais jamais il n'a eu sa confiance personnelle ; il avoit été nommé par la famille du jeune homme , & c'est cette même famille qu'il défend aujourd'hui : il n'a jamais d'ailleurs changé d'opinion : en peut le voir par l'avis déjà cité & imprimé ; enfin , cet avis donné en 1769 , valut à Me. Gerbier une signification par huissier , dans laquelle on faisoit dire au Marquis de Brunoi qu'il ne vouloit pas que cet Avocat assistât à son Conseil ; quoique celui-ci eût pu continuer , étant nommé par une autorité supérieure , il a renoncé prudemment à ces douloureuses fonctions.

31 *Mars* 1775.

L'affluence des spectateurs a été prodigieuse hier au Palais , pour entendre l'Avocat général Vergès, qui devoit porter la parole dans l'affaire du Marquis de Brunoï, & apprendre le jugement. La salle étoit remplie en grande partie de tous les vassaux de ce Seigneur qu'on avoit intéressé pour lui , en leur annonçant des fêtes & une remise de Tailles considérable , ou plutôt que le Marquis la payeroit pour eux pendant un certain temps. Les Conclusions du Ministère public ont été absolument pour M. de Brunoï , & il s'en est suivi Arrêt qui le relève de son interdiction.

On a vu avec étonnement le nouveau Tribunal ordonner l'exécution de l'Arrêt du Conseil , qui séquestre les revenus & suspend les poursuites des créanciers de ce prodigue : ce qui est contradictoire aux errements du Parlement , que ce Tribunal sembloit vouloir suivre , en se défendant constamment d'approuver aucun Arrêt du Conseil non revêtu de Lettres-patentes.

En général , le Public a paru très satisfait du jugement ; il a comblé d'applaudissemens l'Avocat général & les Magistrats. Cependant les gens sensés s'attendoient à voir ordonner une enquête , qui sembloit indispensable , après la multitude de faits graves de démence & de fureur , rapportés à l'appui de la demande en interdiction.

31 Mars 1773.

La nommée Gabrielle Genevieve Fargès , femme de Louis Jacques Boudin , peintre-doreur , accusée d'adultère par son mari , & qui a été condamnée au Châtelet , a interjeté appel , & l'affaire est aujourd'hui pendante à la Tournelle , où elle se poursuit avec beaucoup de vivacité. L'époux malheureux vient d'exposer la honte de sa situation dans un Mémoire de plus de cent pages , in 4°. Il entre dans les plus grands détails de sa turpitude , & combat la défense de l'accusée , ainsi que le plan qu'elle a établi du local , pour prouver l'impossibilité physique qu'on l'ait vue commettre le crime. Cette cause offre des situations bien propres à piquer la curiosité des lecteurs , & fait rechercher les Mémoires , où pour la décence on a été obligé de mettre quantité de passages en latin. On dit que Me. Linguet va s'égayer en prenant la défense de la femme , qui prête aux sarcasmes & à la plaisanterie.

31 Mars 1773.

Voici la dernière époque terminée à l'occasion des Liquidés & Liquidables , & toute la Magistrature attend avec impatience le résultat des Conseils tenus sur cette matière. On continue à assurer que le Roi ne veut pas reconnoître la légitimité de la confiscation , qu'il a déclaré qu'il s'y oppo-
soit , mais en même temps a témoigné le plus grand mécontentement contre les mutins , qu'il ne veut pas revoir près de lui.

1 Avril 1773.

Voici un détail circonstancié de la querelle du Président Girault , & des motifs de son renvoi. De Châlon sur Marne le 4 Mars 1773.

On a reçu ici, samedi dernier 27 Février , la nouvelle que le Sr. Girault , ci-devant Notaire à Paris , & depuis troisieme Président au Conseil Supérieur de cette ville , qui revenoit de Paris , où l'on conjecture qu'il avoit été mandé , avoit été forcé de donner sa démission. En voici l'occasion & les motifs , suivant l'opinion commune.

Les paroissiens de l'Eglise Collégiale de Notre-Dame , principale paroisse de cette ville , étant divisés au sujet des réparations & embellissements à faire à leur Eglise , ceux qui s'opposoient à ces réparations ont tenu le 9 Janvier dernier une assemblée régulière , à la suite de laquelle ils ont formé une Délibération motivée.

Le Procès-verbal , ainsi que la Délibération , ayant été imprimés , pour servir de Mémoire dans la contestation portée par la voie de l'appel au Conseil Supérieur , il en a été distribué dans la ville nombre d'exemplaires.

Une feuille de papier blanc couvroit cet imprimé , & sur cette feuille , une personne très notable de la ville , qui avoit part à la distribution , avoit écrit , ou fait écrire , ces mots :

LIT DE JUSTICE.

On prétend généralement que cette inscription n'avoit eu d'autre motif que celui de faire allusion

au propos d'une personne, qui avoit dit, en parlant de l'assemblée du 9 Janvier, tenue par les paroissiens opposans, que c'étoit *un Lis de Justice*.

Quoi qu'il en soit, le vendredi 22 Janvier, M. Brayer, Procureur du Roi au Conseil supérieur, a rendu sa plainte, à l'occasion de cette inscription manuscrite, & requis permission d'informer.

Plusieurs des membres du Conseil supérieur, notamment M. Charpentier, Président, étant de la paroisse de Notre-Dame se sont retirés après le réquisitoire; en sorte qu'il n'est resté de Président que M. Girault, avec 9 ou 10 Conseillers.

Tous, à l'exception du Sr. Girault, paroissent avoir été unanimement d'avis qu'il n'y avoit lieu de déférer à la plainte; & il en a été dressé un Arrêté en conséquence.

Le lendemain 23 le Sr. Girault a fait signifier au Greffe, la protestation dont copie est ci-jointe (*) & qui a donné lieu, ainsi que le plan & l'objet du réquisitoire, à une grande rumeur dans la ville & dans la Province.

La Compagnie peu satisfaite de cette protestation en a marqué le mercredi ou vendredi suivant son mécontentement au Sr. Girault, qui s'en est désisté, & a signé en conséquence l'Arrêté du 22 qui avoit rejeté la plainte.

Plusieurs membres du Conseil supérieur avoient en même tems écrit à Paris pour rendre compte de tout ceci, & le Sr. Girault y ayant été mandé, n'en est revenu la semaine dernière qu'*après avoir donné sa démission*. Le fait est notoire, & devient une nouvelle preuve de l'animosité de ces Mes-

P. S. Quelque tems auparavant tout ceci , le Sr. Girault avoit donné une autre preuve publique de son indiscretion & de sa légèreté , en faisant , de son autorité privée , ouvrir dans un mur du rempart de la ville , une porte à sa disposition & à sa portée , pour communiquer à un jardin situé de l'autre côté du rempart , dont la ville lui avoit passé bail pour trois ans.

Les Officiers municipaux , étonnés de cette voie de fait , prirent le parti d'envoyer le 19 Décembre dernier , à 6 heures du matin , les Serurier & Maçon de la ville , à l'effet d'enfoncer la porte & de la murer : ce qui fut fait & exécuté le jour même , nonobstant les réclamations , procès-verbaux & protestations du Sr. Girault , qui fut réveillé par le bruit des ouvriers.

La ville écrivit en même tems à M. le Duc de Bourbon , Gouverneur de la Province , au Ministre & à M. l'Intendant.

Ci-jointe est la copie de la réponse du Ministre à M. l'Intendant , qui en a dressé copie à la ville samedi dernier , jour auquel on a appris en même tems la nouvelle de la démission du Sr. Girault.

(*) “ L'an 1773 , le 23me jour de Janvier , après midi , à la requête de Messire Antoine-Louis Girault , Président au Conseil supérieur de Châlons , y demeurant , Cours d'Ormesson , Paroisse St. Alpin , où il a élu son domicile ; Je , Jean-Baptiste Pichotel , Huissier Audiencier au Bailliage & Siege Présidial de Châlons , & au Conseil supérieur de ladite ville , y demeurant , soussigné , certifie avoir signifié & déclaré à Nos-

seigneurs , composans le Conseil supérieur de Châlons , en la personne de Me. de la Paix , Greffier en Chef dudit Conseil supérieur de Châlons , y demeurant , rue de Marne , Paroisse de la Ste. Trinité , parlant à la personne dudit Me. de la Paix.

Que le jour d'hier , le Conseil supérieur étant assemblé , les Gens du Roi sont entrés , & ont laissé sur le Bureau le réquisitoire de Mr. le Procureur-général , ayant trois objets , dont le troisieme tendant à recevoir la plainte qu'il rendoit contre les auteurs de l'Inscription apposée à la main sur l'enveloppe de vingt exemplaires imprimés de la délibération dont est question au réquisitoire , & qu'il lui fût permis de faire informer contre lesdits auteurs de cette apostille *séditieuse , dérisoire & attentatoire à l'autorité Royale* , ainsi que contre *leurs fauteurs & adhérens*. Que lecture faite de ce réquisitoire , & de la délibération , plusieurs Magistrats ayant déclaré qu'ils étoient dans le cas de s'abstenir de la connoissance de cette affaire ; & leur abstention ayant été jugée fondée , eux retirés , la Compagnie s'est trouvée réduite au nombre strict pour former Arrêt. Mondit Sr Girault , comme Président , après avoir fait dresser Procès-verbal détaillé de ce qui s'étoit passé , est allé aux opinions , suivant lesquelles , à la pluralité des voix , il a été jugé que le Réquisitoire ne devoit point être admis , & il été en conséquence mis *Néant* au bas d'icelui : que mondit Sr. Girault n'a pu voir *sans émotion* le refus fait au Procureur-général de recevoir au moins sa plainte , & de lui permettre d'informer ; que sans chercher à

capter les suffrages , il a observé que cette plainte avoit pour objet les auteurs d'un crime de Leze-Majesté , aux second , troisieme & sixieme Chefs , & qu'on ne pouvoit , SANS ENCOURIR LES PEINES DE PARTICIPATION A CE CRIME , se refuser aux recherches qu'il convenoit de faire pour découvrir ceux qui s'en étoient rendus coupables ; que malgré les représentations & l'avis de mondit Sr. Girault , l'Arrêt portant *Néant* ayant passé , il il a annoncé que c'étoit le cas d'y déduire les raisons de ceux qui avoient voté , ajoutant que la rigueur du serment qui l'attache à la Compagnie , ne peut s'étendre à un secret *indu & criminel* dans une affaire qui paroît compromettre les droits & attributs de la personne sacrée de S. M. Que la Compagnie s'étant séparée , mondit Sr. Girault s'est réservé à protester particulièrement , comme en effet il proteste , qu'il n'a aucune part audit Arrêt , & qu'on ne pourra , dans aucune circonstance , ni dans aucun tems , lui imputer d'y avoir coopéré ; & ai , à Nostdits Seigneurs du Conseil Supérieur de Châlons ; en parlant comme dit est à ce qu'ils n'en ignorent , laissé copie du présent Acte. Signé , en fin , *Girault & Pichotel.*

Contrôlé à Châlons le 26 Janvier 1773. Reçu
II sous 3 den. Signé *Bosquillon.*

Copie de la Lettre écrite par M. Bertin , Ministre & Secrétaire d'Etat , à M. Rouille d'Orfeuil , Intendant de la Province & frontieres de Champagne.

A Versailles le 14 Février 1773.

“ J'ai rendu compte au Roi , étant en son Con-

seil , Monsieur , du Mémoire que les officiers municipaux de la ville de Châlons m'ont adressé au sujet de l'ouverture que le Sr. Girault , Président au Conseil Supérieur de cette ville , avoit faite dans le mur de la ville , & que les officiers municipaux ont fait boucher. J'ai mis aussi sous les yeux de S. M. les différents Procès verbaux que le Sr. Girault a fait dresser à cette occasion , la Lettre qu'il m'a écrite , & les éclaircissements que vous m'avez envoyés.

SA MAJESTE' m'a chargé d'écrire au Sr. Girault , qu'elle désapprouvoit la conduite qu'il avoit tenue , tant en faisant de son autorité privée une ouverture au mur de la ville , qu'en portant devant les juges ordinaires une question qui n'étoit pas de leur compétence. ELIE m'a chargé aussi de lui marquer son mécontentement de la manière peu convenable dont il vous a répondu. Si , contre toute apparence , le Sr. Girault donnoit quelque suite à l'Instance qu'il a formée devant le Bailliage de Châlons , je vous prie de m'en informer.

Je suis , &c.

1er. Avril 1773.

M. le Chancelier a déclaré que toutes les Liquidations ordonnées par divers Edits , depuis celui de Décembre 1770 , se montoient en totalité à 120 millions ; que les Liquidations faites jusqu'au terme fatal du 1er. Avril , n'alloient qu'à 39 millions : qu'en conséquence , le Roi gagneroit à ce marché 81 millions.

1er Avril 1773.

L'inculpation de Me. Linguet contre M. l'Avocat général de Vaucreffon , insérée dans ses *Observations* pour le Comte de Morangiès , intrigue beaucoup aujourd'hui le Palais & l'Ordre des Avocats. Celui-ci étant un troupeau sans pasteur , puisqu'il n'y a plus de Bâtonnier , ne peut faire justice de son membre , ou du moins discuter la matiere. D'autre part , le Parquet ne peut tolérer qu'un simple Avocat attaque ainsi un Magistrat.

Au surplus , la péroration de l'orateur excite une grande sensation. Il y déclare qu'il a 36 ans & demi ; qu'il n'y a pas encore 8 ans qu'il est au Palais ; que dans ce court intervalle il a composé cent dix , tant Mémoires que Plaidoyers , manuscrits ou imprimés , dans différentes affaires ; qu'on ne peut disconvenir qu'il n'y en ait eu d'importantes ; que sur toutes , il n'y en a que sept qui n'aient pas été jugées , & qu'il n'y en a que neuf où la décision des Tribunaux ait contredit le premier jugement que lui-même en avoit porté : que l'année dernière , il a traité , à l'Audience , ou par écrit , au Châtelet ou au Parlement , 17 Causes , qu'il en a gagné 13 , qu'une a été perdue (celle de Madame de Bombelles) au grand regret du Public , qu'une est restée indécise , (celle de M. de Morangiès). Qu'ainsi si les succès peuvent servir de preuves de la probité & de la sagacité qu'il apporte dans le choix des défenses qu'il entreprend , on ne peut le soupçonner de devenir facilement l'organe des plaideurs de mauvaise foi.

2 *Avril* 1773.

Plus les tems sont durs , plus les vexations s'étendent & continuent pour l'accroissement des impôts , plus on recherche la cause de ces levées extraordinaires , & plus le Public se peme et d'éplucher les dépenses. Celles de Madame Dubarri excitent son indignation , & l'on assure que cette Dame a déjà coûté dix-huit millions , argent sec , tiré en acquit du comptant du Trésor Royal , sans discuter les Mandats particuliers & dépenses indirectes.

3 *Avril* 1773.

Me. Linguet a exercé sa plume dans la cause d'adultère dont on a parlé : il a fait un précis en faveur de la femme , où il s'égaye aux dépens du mari. Il faut avouer cependant qu'il n'a pas tiré de la cause tout le parti possible , & qu'il n'est pas aussi propre à la plaisanterie légère , qu'exigeoit un pareil sujet , qu'à verser l'amertume de son fiel , à percer de traits sanglans & vigoureux , dans les causes majeures , où il peut donner carrière à toute sa méchanceté.

3 *Avril* 1773.

On a vu avec le plus grand étonnement , non seulement qu'il ne s'est présenté aucun Magistrat pour se faire liquider , mais même que ceux qui étoient en train n'ont point consommé , tels que les Présidens à mortier & plusieurs Conseillers, qui

étoient entrés en pour-parlers , afin d'avoir leur liberté. Cette unanimité très édifiante désole M. le Chancelier , & l'on espere qu'elle sauvera la Magistrature , c'est-à-dire qu'il n'osera faire prononcer au Roi une confiscation aussi générale & aussi révoltante. On attend avec impatience à voir comment cela tournera.

4 Avril 1773.

La femme adultere a gagné en plein son procès avant-hier. La sentence du Châtelet a été infirmée , & la prisonniere est sortie de la Conciergerie par le grand escalier : ce qui est la marque du triomphe. La galanterie françoise ne s'est jamais mieux manifestée. On s'est porté en foule vers elle ; on l'a félicitée ; on vouloit l'embrasser ; on demandoit où étoit le mari , & ce nom seul exaltoit la fureur. Il eût été écharpé , s'il eût paru. Les juges ont motivé le gain de la cause sur ce que le Sr. Boudin avoit couché avec la femme depuis son crime.

5 Avril 1773.

Le *Grand Houffoir* vient de faire encore des fiennes à la Cour. Il a fait rendre un Arrêt du Conseil , par lequel il est ordonné qu'il ne sera plus fait fonds que des quatre cinquiemes pour les gages & appointemens de tous les Officiers de la maison du Roi ; ce qui fait crier *haro* sur lui , par ces nouveaux Ecorchés.

5 Avril 1773.

Le *franc salé* est un droit qu'ont les Magistrats d'avoir une certaine quantité de sel gratis , ou du moins à beaucoup meilleur compte que le public. On vient de retreindre à cet égard , par un Arrêt du Conseil , les privilèges de la Chambre des Comptes ; & cette Compagnie , déjà maltraitée en plusieurs points , jete de nouveau les hauts cris. Elle a suspendu ses Remontrances itératives dans l'espoir de quelque changement ; mais rien ne change , le tems coule , & ses plaintes perdent de plus en plus de leurs forces , & l'on présume plus que jamais qu'on la laissera dans l'état déplorable où on l'a mise.

6 Avril 1773.

Jamais les Tribunaux n'ont retenti d'autant de causes singulieres & scandaleuses. Un certain Avocat de Thouars en Poitou , nommé *de la Godiniere* , accuse aujourd'hui un Pere *Louis Rouve*, Champine Régulier , Prêtre , Profès de la Congrégation de France , d'avoir fait un enfant à sa femme. *Abstinui & tamen concepit* , dit-il dans sa Lettre du 4 Mars 1768 à l'Abbé de Ste. Genevieve , pour lui demander justice de ce Religieux. Ce procès qui a traîné en longueur depuis lors , est pendant à la Tournelle , & réveille la curiosité du Public , qui prend plaisir à voir des moines inculpés de galanterie. A en croire cependant Me. Bruys , défenseur de celui-ci , il est très-innocent ; mais il ne soutient pas sa partie avec une éloquence bien propre à en imposer.

ser : & les rieurs , qui ont admiré au Palais les larges épaules de ce Génovésain , trouvent qu'elles sont un furieux indice contre lui.

7 Avril 1773.

Le nouveau Tribunal a enregistré le 3 du mois dernier deux Edits différens.

Le premier , donné à Versailles au mois de Novembre , porte création de la charge de Premier Ecuyer en la grande Ecurie. L'état d'office d'Ecuyer commandant la grande Ecurie , vacante par le décès du Comte de Ste. Maure , avoit été supprimé par Lettres patentes du mois de Janvier 1761 ; mais le Prince de Lambesc , grand Ecuyer de France , ayant fait des représentations à cet égard , on a satisfait à sa demande. On règle les droits & fonctions de cette nouvelle charge , ainsi que ses prérogatives , de maniere qu'il ne puisse s'élever de contestations , pareilles à celles que faisoit le Comte de Ste. Maure , attendu , est-il dit , que ce n'est pas la même charge , mais une autre.

7 Avril 1773.

Par le second Edit donné à Versailles , au mois de Mars , on supprime l'office de *Roi & Maître des Menestriers* , joueurs d'instruments , tant haut que bas , dans le Royaume , sur la démission pure & simple que le susdit a supplié S. M. d'agréer.

La suppression est motivée sur ce que l'exercice des pouvoirs & privileges généralement attribués à
cette

cette charge que le Sr. Guignon s'est abstenu de mettre en usage , paroît nuire à l'émulation si nécessaire au progrès de l'art de la musique , que l'intention du Roi est de protéger de plus en plus.

7 Avril 1773.

Outre le Mémoire pour le pere Rouve , dans la nouvelle cause d'adultere pendante au Palais , il y en a un pour la Dame Trouin de la Godiniere , accusée par son mari d'avoir commis ce crime avec le Religieux ; il est d'un jeune Avocat , nommé *Marmotam* , qui annonçoit déjà un talent prématuré. Il a déployé dans cet écrit une éloquence tendre , douce , insinuante , bien propre à lui concilier les juges & le public. Après avoir parcouru les nullités de la procédure tenue jusqu'à présent , il établit ensuite que la plainte en adultere n'est ni admissible ni fondée. La grande raison est la même que celle de la femme Fargès , c'est que son mari a couché avec elle depuis le prétendu crime d'adultere.

8 Avril 1773.

L'Edit du Roi concernant les Réguliers , qu'on a annoncé comme rédigé par la Commission & sur le point de recevoir la sanction légale , a été enregistré au nouveau Tribunal , toutes les Chambres assemblées , le 1. Avril , avec la seule modification suivante : “ sans que l'avertissement qui sera donné par les Archevêques & Evêques , porté en l'article 32 , puisse préjudicier aux droits des Juges ordinaires ”

„ de poursuivre les délits commis hors du Cloître ,
 „ conformément aux Loix Canoniques & aux Or-
 „ donnances du Royaume. „

Par l'Edit du mois de Mars 1768 , le Roi a voulu procurer aux différens Monasteres du Royaume , conformément au vœu de l'Eglise , & en suivant les formes canoniques , des Statuts & Réglemens , qui joignant à la clarté & à la précision l'autorisation nécessaire , puissent tarir dans les Cloîtres la source des discussions , y affermir l'obéissance qui est le nerf de la discipline ; & conserver aux Religieux la juste protection qui leur est due par les deux puissances. Par celui-ci il est question de prêter secours aux loix générales qui intéressent la substance des vœux & la pratique des devoirs les plus indispensables , suppléent à ce qui peut avoir été omis dans les Statuts particuliers , & donnent une nouvelle force à ce qu'ils contiennent de plus essentiel. On veut sur-tout assurer aux Evêques & aux Supérieurs réguliers l'exercice des droits qui leur appartiennent , & resserrer les liens nécessaires de la confiance & de la subordination. Sans nuire aux exemptions , elles arrêteront l'abus qu'on en pourroit faire ; elles feront pour le St. Siège un monument de la déférence & de la piété filiale du Roi ; pour les Evêques , un témoignage de son attention à les faire jouir des pouvoirs qu'ils ont reçu de Jesus Christ pour la conduite des ames ; & aux Religieux un gage certain de sa protection & de sa bienveillance. Enfin , elles mettront le complément à tout ce que l'amour de la Religion & des Regles a inspiré à ses prédécesseurs & à lui même , pour donner aux Ordres Religieux une nouvelle consistance , & les

rendre plus que jamais aussi respectables aux yeux des peuples qu'utiles à l'Eglise & à l'Etat.

9 Avril 1773.

Si l'on se rappelle le procès de M. Caron de Beaumarchais contre M. le Comte de la Blache, comme Légataire universel de M. Paris Duverney, on saura que ce dernier contesloit à M. Caron la demande qu'il avoit formée d'une somme de 15,000 Livres, avec le prêt de 75,000 Livres, pendant huit ans, sans intérêt, d'après un compte signé de M. Duverney; compte débattu depuis le décès de ce dernier aux Requêtes de l'Hôtel: cependant sur le Délibéré, ordonné à la Grand'Chambre le samedi 3, on a prononcé lundi 5, non-seulement M. Caron non-recevable, dans sa demande, mais encore on l'a déclaré debiteur envers le Légataire universel de M. Duverney d'une somme de 25,000 Livres & d'une rente de 2000 Livres.

Ce procès qui n'est qu'une contestation ordinaire, a fait beaucoup de bruit relativement au personnage, très connu du public par ses aventures & par ses pieces de théâtre, mais sur tout par sa querelle avec M. le Duc de Chaulnes, & l'étrange résultat qui lui procure, après avoir été battu & mutilé horriblement par ce Seigneur, une détention d'un an au Fort-l'Evêque, par l'autorité de M. le Duc de la Vrilliere, qui se plaint d'en avoir reçu une Lettre insolente.

9 Avril 1773.

M. le Contrôleur Général s'occupe sans relâche de la passation du nouveau Bail des Fermes , qu'il n'avoit d'abord été question d'augmenter que jusqu'à la concurrence de 160 Millions mais qu'il veut élever aujourd'hui jusqu'à 170 & 180 Millions, s'il est possible. Les commis de ce Ministre travaillent en sous-ordre à séconder ses intentions ; & les Fermiers Généraux se débattent au contraire pour donner le moins qu'ils pourront. Il paroît que la consommation de ce grand ouvrage de finance sera finie au plus tard au voyage de Compiègne.

10 *dudit.*

On mande de Troyes que le Sr. Cazin, Lieutenant général du Bailliage de cette ville , malgré son zèle à séconder M. le Chancelier lors de la résistance de ce tribunal qui refusoit constamment de reconnoître le Conseil Supérieur de Châlons , n'a pas joui long-tems du fruit de sa trahison, & que le nombre des plaintes portées contre lui au Chef de la Magistrature , s'est accru à un tel point , que n'ayant plus besoin de ce membre perfide , il l'a forcé de donner sa démission : bel exemple pour les traîtres , qui devroit bien les corriger , s'ils savoient entendre leurs intérêts véritables.

10 Avril 1773.

Suivant les nouvelles reçues de Bordeaux , le Parlement de cette ville rétabli sur le pied actuel , a expédié en Grand'Chambre beaucoup plus d'affaires que par le passé , depuis sa restauration ; & les Enquêtes ont expédié un procès de plus : ce qui démontre avec quelle précision M.le Chancelier a fait calculer le tout. Il n'en est pas de même de Toulouse , où les magistrats , n'ayant plus d'Epices à gagner , s'endorment sur les procès de rapport , & restent dans une inaction très nuisible aux parties : ce qui pourroit bien déterminer , aujourd'hui que le projet est consommé , à rétablir ces commissions en charges.

11 dudit.

Le schisme est prêt à renaître sur la paroisse de St. Severin , par le fanatisme du Curé , Jésuite très renommé dans le parti , & fameux à raison des châtimens que lui avoit infligés le Parlement , qui l'avoient obligé de s'exiler & qui ne lui ont permis de revenir qu'en faveur de l'amnistie publiée en 1771. Ces corrections ne l'ont pas rendu plus modéré : il a fait déclarer à un saint Prêtre , nommé Gardanne , habitué sur la paroisse depuis plus de cinquante ans qu'il exerce le Ministère apostolique , & réduit à ne point sortir de chez lui à cause de son grand âge , qu'il demanderoit inutilement à faire ses Pâques chez lui , qu'il n'y avoit point de Sacremens pour un Janséniste aussi connu , à moins d'une rétractation authentique. Ce qui embarrasse ce vieillard , qui desir

reroit ardemment la Communion Paschale. Les Marguilliers n'osent prendre fait & cause dans cette affaire, étant déjà mal notés au nouveau Tribunal pour le procès qu'ils y ont pendant encore, & qu'on peut se rappeler.

12 Avril 1773.

Il paroît éclairci dans l'affaire du malheureux *Léon*, & du pauvre *Boquet de Tillieres* encore plus malheureux, que c'est à M. le Comte de Beaumont seul qu'il faut s'en prendre de la phrase indiscrete & insultante pour le nouveau Tribunal, inférée dans le Mémoire dont on a rendu compte. D'abord l'impression ne pouvoit rouler sur le premier, & le second n'a donné son autorisation que sur la surprise à lui faite par le Seigneur, qui a gratuitement supposé l'absence de son confrere Despeaux, qui devoit signer. M. de Beaumont, furieux contre le tribunal ignorant qui lui a fait perdre son procès, ne s'est pas fait scrupule d'employer la supercherie pour se venger, ne croyant pas qu'il pût en résulter des suites aussi funestes. On croit donc que l'exil de Me. Léon ne fera pas long, & que l'interdiction de M. de Tillieres sera bientôt levée.

M. Le Chancelier a une affectation singuliere pour le College des Avocats aux Conseils : lors du Mémoire en question, il a déposé ses peines (ce sont ses termes) au sein de cette Compagnie, il lui a remis le jugement de l'accusé, & ce n'a été qu'après la délibération de cette Compagnie qui a jugé le Sr. de Tillieres coupable, & qui a requis son interdiction.

tion , qu'elle a été prononcée par le Conseil. Il n'y a donc plus de doute que , d'après les informations acquises de son innocence , & les sollicitations de la Compagnie , le Chef suprême de la justice ne se porte à la miséricorde.

12 Avril 1773.

On ne sauroit rendre la quantité de Cassations d'Arrêts du nouveau Tribunal & des Conseils supérieurs , auxquelles le Conseil vaque sans relâche. M. le Chancelier , qui sent l'inconvénient qui en peut résulter , par le préjugé défavorable que cela doit donner sur les lumières & l'intégrité de ces juges , voudroit bien arrêter ces disgrâces ; il s'y oppose tant qu'il peut , mais il est presque toujours seul de son avis.

Pour obvier à cela , il traite favorablement les Avocats aux Conseils , & il a invité les Syndics à engager les divers Consultants de ce Collège à être très sobres sur les moyens de Cassation d'Arrêt.

13 dudit.

Pour obvier à la fraude qui se commettoit en faisant sortir du Royaume des laines neuves en matelats , & éludant ainsi les droits mis sur la sortie de celle-ci , il a été rendu Arrêt du Conseil qui ordonne que désormais toutes laines sortant du Royaume , en nature ou autrement , payeront un droit de 25 sous par quintal. L'objet est de prévenir la sortie de ces matières , si essentielles pour alimenter nos Manufactures de draps & autres étoffes de laine.

24 dudit.

Il paroît un Edit donné au mois d'Août dernier à Compiègne, & enregistré le 30 Mars à la Cour des Monnoies avec quelque modification. Il est fort long & embrasse avec étendue les divers objets de la comptabilité des Directeurs généraux & Trésorier de la Monnoie. Il est une suite des suppressions faites dans cette partie, & tend à l'amélioration de cette manutention, car il y a quelquefois du bien dans les plus mauvaises opérations.

24 Avril 1773.

Le nouveau Tribunal, malgré son mécontentement de Me. Linguet, n'a pas osé sévir encore contre lui; il a craint que les partisans de M. de Morangiès ne l'accusassent de lui enlever son défenseur, & de manifester ainsi une partialité condamnable. Mais on compte qu'il n'échappera pas à la vengeance des Magistrats offensés, & que son moindre châtiment sera d'être obligé de renoncer à ses fonctions. L'impudence de celui-ci n'en est point diminuée, & comme le bruit de son évasion s'étoit répandu, il a affecté de se montrer au Palais & au Parquet dans une magnificence d'habits peu commune.

25 dudit.

Les exilés sont toujours dans l'attente qu'on ne tardera pas à prononcer sur leur sort. La réponse faite par M. le Duc de la Vrillière à Madame de

Chavannes le fait présumer. Cette Dame sollicitoit le retour de son mari pour cause d'affaires, il lui demanda si elles périliteroient d'attendre jusqu'au mois d'Avril? Elle fut obligée de répondre que non; il lui fit entendre alors que cette époque éclaircirait le sort de ce magistrat.

On prétend d'un autre côté, que le Roi a déclaré qu'il ne vouloit point de confiscation de charges, qu'il la regardoit comme injuste; mais en même tems qu'il ne vouloit pas entendre parler de ces exilés, qu'on les laissât aller où ils voudroient, pourvu qu'ils ne revinssent point à Paris, & sur-tout n'approchassent point des lieux où il seroit.

16 dudit.

Il y a eu quelque fermentation nouvelle à Caen au sujet d'une Lettre ou Requête nouvelle qu'on vouloit faire adresser au Roi. En conséquence M. Bourguignon de Lille, Avocat du Roi au Bailliage de cette ville, accusé d'en être auteur ou promoteur, est mandé à la suite de la Cour. Ce jeune magistrat est déjà fameux dans le parti patriotique, à cause du courage qu'il a eu de résister à toutes les séductions de M. le Chancelier, qui vouloit absolument le faire entrer dans son Conseil supérieur de Rouen, ou dans celui de Bayeux.

16 Avril 1773.

La Chambre des Comptes, qui dans l'espérance de quelque changement avoit traîné en longueur ses

Remontrances , les a terminées enfin ; elle y a fait mention du nouveau coup qu'on vient de lui porter en attaquant son privilège concernant le *franc sùlé*. Les Gens du Roi iront incessamment à Versailles savoir quand S. M. voudra les recevoir.

17 dudit.

Il n'est aucune tournure que les Frondeurs ne prennent pour entretenir la fermentation , & décrier le Ministère actuel ainsi que les mœurs du siècle corrompu où nous vivons. Après en avoir fait des peintures directes & personnelles , ils varient aujourd'hui : l'un d'eux a imaginé d'emprunter l'allégorie , & sous des noms romains de caractériser les auteurs de nos calamités. Voici le titre de cette Satyre nouvelle : *Traduction Littérale par le R. P. Léonard , Minime , d'un fragment trouvé dans la Bibliothèque du Vatican , d'une satyre de Caius Lucilus.*

Quel siècle ! quels excès ! quelle aveugle licence !
 Nos Chevaliers vendus à l'or du Plébéien !
 L'art glacé du sophiste étouffant l'éloquence
 Des raisonneurs en foule & pas un citoyen !
 L'un de Thémis en pleurs a brisé la balance ,
 L'autre au blâme endurci , bravant tout , n'aimant rien ,
 Etale effrontément sa coupable opulence.
 Le faste a de l'Etat séché les réservoirs.
 Le Palais de Poppée insulte à nos misères :
 L'Amour a son trafic , & Vénus ses comptoirs.
 La Toilette d'Alcine est un bureau d'affaires.
 L'égoïsme a gagné , tout est vil ou méchant ;
 Et le Guerrier lui-même a les mœurs d'un traitant ;
 Peindrai-je nos besoins & nos plaisirs factices ,
 Les crimes enfantés par l'abus du pouvoir ,

Un Consulat timide & souillé d'injustices ;
 L'audacieuse intrigue assiégeant les Comices ;
 Des Prêtres imprudens , profanant l'encensoir ,
 D'imbécilles tyrans dont nos Dieux sont complices ;
 Et de jeunes Romains , notre dernier espoir ,
 De mollesse hébétés & vieillis par les vices.
 Ah ! pourquoi suis-je né dans ces jours malheureux !
 Pleurons , amis , pleurons nos maux & nos injures ,
 De nos Proscriptions le tableau douloureux ,
 Rome , hélas ! enfonçant le fer dans ses blessures ,
 Et la hache à la main , le Despotisme affreux
 A ce Peuple abattu défendant les murmures !
 Pleurons l'oubli des Loix & le mépris des Mœurs ,
 Les progrès menaçans d'une fausse sagesse ,
 Le rapide déclin des arts consolateurs ,
 L'indigence qui naît du fonds de la richesse ,
 Et tous les sentimens éteints dans tous les cœurs !
 J'ai vu nos Légions , parjures à la gloire ,
 Se laisser , sans combattre , arracher la victoire.
 J'ai vu nos Ports déserts languir dans l'abandon ;
 J'ai vu le Laboureur accablé de subsides ,
 Sacrifiant sa vie à des Maîtres avides ,
 Consumé par la faim , mourir sur la moisson ;
 J'ai vu de nos Tyrans la débauche esfrénée
 Dévorer dans un jour les trésors d'une année ,
 Et tandis qu'auprès d'eux leurs lâches complaisans
 De la bassesse active épuisant l'industrie ,
 Ranimoient la langueur de leur ame flétrie ;
 Tandis qu'à leurs festins brûlant un vil encens ,
 Ils leur versaient dans l'or le sang de la Patrie ,
 J'ai vu de vieux guerriers à vivre condamnés
 Traîner dans le besoin des jours infortunés ,
 Je les ai vu fuyant une plainte frivole
 Ne confier leurs maux qu'aux murs du Capitole ,
 Baïser en soupirant l'urne de nos Héros
 Et chercher Rome encore autour de leurs tombeaux !

On voit qu'il y a d'assez beaux vers dans cette
 Satyre , de la force , de l'énergie ; mais qu'elle est

trop vague ; & ne caractérise pas assez les principaux auteurs des calamités publiques.

18 Avril 1773.

Les Moines sont fort mécontents du dernier Edit de Règlement dont on a parlé , à cause de l'inspection plus directe , plus étendue , plus soutenue , qu'on donne aux Evêques sur eux ; quelques-uns disent plaisamment que c'est *de la Muraille*.

21 *dudit*.

Les *Lyonnois*, en qualité de Syndics des créanciers des Jésuites , ayant présenté Requête au nouveau Tribunal pour avoir permission de faire vendre un de leurs biens, l'Abbé *Mignot*, Rapporteur de cette affaire, les Chambres assemblées, a péroré fortement pour faire entendre à la Compagnie qu'elle avoit une belle occasion de mettre le nez dans toute cette affaire, de remonter à son origine, & de fonder peut être un mystère d'iniquités digne de toute sa sagacité ; qu'il estimoit donc qu'avant de faire droit sur ladite Requête, on ordonnât que lesdits Syndics rendissent compte de la Recette, de la Dépense, en un mot de toute la Manutention d'une gestion aussi vaste & aussi compliquée. Quelques membres ont voulu combattre l'avis du Rapporteur, mais il a passé à la pluralité. M. de Sauvigny, le Premier Président, a seulement reproché, en termes très doux à l'abbé *Mignot* de ne l'avoir pas prévenu sur l'avis qu'il vouloit ouvrir, & sur une sorte de

dénonciation qui s'en suivoit , & qui , suivant le Règlement de discipline , ne devoit avoir lieu qu'après en avoir conféré avec lui. On croit que ce reproche benin étoit concerté : & les Jésuites & leurs partisans triomphent de cette tournure , qu'ils se flattent devoir avoir les plus grandes suites en leur faveur.

22 *Avril* 1773.

C'est au 13 Mai qu'est indiqué le jour pour le service qui doit avoir lieu à Notre Dame pour le Roi de Sardaigne. L'ordre du cérémonial est déjà fixé. Beaucoup de curieux se proposent de se rendre à ce spectacle assez ennuyeux , mais qui mérite d'être vu aujourd'hui , pour savoir quelle conduite y tiendront les Princes , à cause du nouveau Tribunal , dont leur présence en ce lieu est une reconnoissance authentique. L'usage est qu'ils y représentent le deuil , aillent à l'offrande , fassent les révérences aux Cours , & les reçoivent. On prétend que M. le Comte de provence , M. le Comte d'Artois & M. le Duc d'Orléans sont nommés. Si ce dernier a accepté , comme on n'en doute pas , il n'est plus à craindre dès-lors qu'il refuse de communiquer avec le nouveau Tribunal lorsque le Roi voudra tenir un Lit de justice , & même les autres , puisque cette démarche , par laquelle il les représente , ne peut être faite que de concert avec eux.

23 *Avril* 1773.

Il paroît un Arrêt du Conseil du 17 Mars, qui fixe les différens droits que payeront à leur entrée du Royaume tous les chanvres & lins apprêtés, peignés & non filés, filés & teints. Son objet est d'établir une plus grande uniformité dans cette partie, par les inconvéniens qui résultoient de la gêne de la circulation de ces matières premières, qui se faisoit plus librement dans certaines Provinces que dans d'autres.

24 *Avril* 1773.

L'Abbé Général de l'Ordre de Grandmont se plaint dans une Requête au Roi, de ce que sous le prétexte de l'Edit de 1768, qui n'ordonne que la réforme des Ordres Réguliers, on a formé le projet d'anéantir le sien & d'en supprimer l'Abbaye : il ne peut se persuader que S. M. soit instruite de tout ce qu'il souffre depuis ce tems. Cependant cet Ordre, fondé en 1076, plus ancien que Cîteaux institué seulement en 1098, & que les Chartreux en 1086, étoit plus propre qu'un autre par ses constitutions à être utile à l'Etat. Le séjour de son Général en France, la nécessité de le prendre parmi les sujets de ce Royaume, la fondation des maisons de cet Ordre par la plupart des augustes prédécesseurs du Roi, ou par les plus illustres familles du Royaume, tout sembloit concourir à lui attirer une faveur & une préférence de la part des personnes que S. M. avoit chargées de l'exécution de son Edit.

Par quelle fatalité cet Ordre, le plus aisé à réformer, puisque la réforme s'y étoit déjà elle-même introduite, a-t-il été condamné à une extinction si peu méritée ?

Par quelle contradiction a-t-on voulu lui laisser l'apparence d'être le maître de se conserver, en attendant sa réforme, tandis qu'on employoit l'autorité du Roi pour lui en ôter les moyens ?

En effet après différens Arrêts du Conseil & Lettres patentes, qui tendent à miner sourdement l'Ordre, l'Evêque de Limoges a obtenu un Brevet du Roi pour l'extinction du titre de l'Abbaye, & son union au Siege Episcopal de cette Capitale. En vertu de ce Brevet il a obtenu de la Cour de Rome, le 8 des Ides d'Août 1772, une Bulle, par laquelle l'extinction & suppression de l'Abbaye de Grandmont & de ses Menses Abbatiales & Conventuelles, Offices Claustraux, ainsi que les Bénéfices en dépendans situés dans le Diocèse de Limoges, est ordonnée, avec union de leurs fruits au Siege de Limoges.

L'abbé de Grandmont a appelé comme d'abus au nouveau Tribunal de cette Bulle, comme contrevenant essentiellement aux libertés de l'Eglise Gallicane & aux dispositions des Saints Canons ; & le 7 Février dernier a été rendu Arrêt qui le reçoit appelant, fait défenses de mettre à exécution ladite Bulle, &c. Il n'est pas le seul, au surplus, qui réclame contre cette Bulle : un grand nombre de ses Religieux, de l'une & l'autre Observance, s'est joint à lui ; & l'on attribue à la crainte seule le silence des autres. Enfin un grand nombre de paroisses & communautés d'habitans, témoins & objets des charités

de l'Ordre , ainsi que les représentans des anciens fondateurs , unissent leur vœu à cet effet.

Cette Requête fait grand bruit , par les inculpations qui sont formées contre la Commission : ce dont l'Archevêque de Toulouse se plaint amèrement.

23 Avril 1773.

Extrait d'une Lettre de Rouen du 19 Avril 1773... Pour vous faire connoître à quel point d'avilissement a d'abord été réduit ici le Conseil supérieur , je vous envoie ci joint une *Parade* , qu'on assure avoir été jouée dans quelques maisons , & qui couvre du plus abjet ridicule deux Présidens de ce Tribunal. Voici cette facétie , qui n'est pas sans sel :

Le Brave Thiroux , ou les Marrons. Parodie de quelques endroits d'*Athalie* , tragédie de Racine.

Auteurs.

THIROUX , (*a*) Intendant & Premier Président du Conseil Supérieur.

FIQUET , (*b*) Président dudit Conseil.

UN Valet.

T H I R O U X.

Un fauteuil au Président Fiquet.

(*a*) Petit-fils d'un Barbier.

(*b*) Fils d'un Valet d'Ecurie.

F I Q U E T.

C'est bien assez pour moi , Seigneur , d'un tabouret.
Je fais ce que je dois à votre Seigneurie.

T H I R O U X , *en s'asseyant.*

Heureux , qui satisfait d'une tranquille vie ,
Libre du joug superbe où je suis attaché ,
Rase dans la boutique où le sort l'a placé !

F I Q U E T.

Quel malheur imprévu vous trouble & vous altere ?

T H I R O U X.

De mes cruels ennuis soyez dépositaire ;
Ecoutez-moi. Parmi ces ténébreux Rimeurs
Qui nous ont fatigués de leurs vaines clameurs ,
Il en est un sur-tout , ami , je le confesse ,
Qui m'a trop fait sentir par où le bât me blesse.
Je rougis d'y penser : mais le jour & la nuit ,
Malgré moi , d'un Baudet l'image me poursuit :
Toujours devant les yeux j'apperçois une étable :
Je crois manger du foin lorsque je suis à table.
Alors qu'à tes côtés je préside au palais ,
Je m'imagine braire en dictant mes Arrêts ;
Et je crois te sentir d'une main caressante
Etriller doucement ma croupe obéissante.
Tels sont les noirs soucis qui viennent m'accabler ?
Punissons l'insolent qui m'osa persifler.

F I Q U E T.

Vous , qui n'avez pas craint de braver l'infamie ,
 Quoi ! vous vous alarmez au seul mot d'Ecurie ?
 Seigneur , occupez-vous de soins plus importants :
 Vos jours sont en danger , craignez les mécontents.
 Faites jusqu'à l'aurore allumer les lanternes,
 Et de soldats armés remplissez les casernes.

T H I R O U X.

D'où vous vient aujourd'hui ce noir pressentiment ?

F I Q U E T.

Pensez-vous être infâme & fourbe impunément ?
 Depuis long tems on hait cette lâcheté rare
 Qui rehausse en Thiroux l'éclat de la fimarre.
 Hier , j'observois le peuple & je voyois ses yeux
 Lancer sur votre Hôtel des regards furieux ,
 Comme si dans le fond de ce vaste édifice
 Habitoit un tyran armé pour son supplice.
 Croyez-moi , plus j'y pense , & moins je puis douter
 Que sur vous son courroux ne soit prêt d'éclater ;
 Et que des révoltés la troupe sanguinaire
 N'aille venger Thémis jusqu'en son Sanctuaire.

T H I R O U X.

Celui qui triompha de douze Parlemens
 Saura bien arrêter les complots des Normands.
 Soumis avec respect à sa volonté sainte ,
 Je crains le Chancelier , mais n'ai point d'autre crainte.

(On entend tout-à-coup un petit bruit dans l'antichambre.)

Qu'entends-je , juste ciel ! le bruit d'un pistolet !

F I Q U E T.

De mes pressentimens , Seigneur , voilà l'effet !

T H I R O U X.

Oseroit-on commettre un *Présidentrocide* ?

F I Q U E T.

Mon étoile en tout cas vous servira d'Egide.

T H I R O U X.

Où me cachèr ? où fuir ? Au secours ! au secours !

(On ouvre la porte. Un valet entre.)

Voici les assassins !... Quel bruit s'est fait entendre ?

L E V A L E T.

Seigneur , quelques Marrons ont peté sous la cendre.

26 dudit.

Les Pensions sur le Trésor Royal se payent aujourd'hui avec une exactitude extraordinaire , & les Militaires assurent que depuis long-tems ils n'avoient touché aussi facilement. Il est question seulement de la forme ; car du reste elles sont encore fort arriérées , & l'on n'expédie actuellement que les Or-

donnances de pensions de l'année 1768, échues en 1769.

27 *dudit.*

Le Sr. Marin , le Rédacteur de la Gazette de France , dont la cupidité sans bornes cherche tous les moyens de grossir sa fortune , a imaginé un moyen d'étendre & de s'approprier plus personnellement le fruit de ses fonctions : il a fait entendre au Ministre des Affaires Etrangères , à M. le Chancelier & aux autres Ministres , que pour mieux disposer la Nation à prendre l'esprit du nouveau Gouvernement , il seroit bon de répandre une Gazette Manuscrite , où sans affectation on discréditeroit tous les faits contraires , & on exalteroit tous ceux tendant à l'accroissement & à la justification du système. D'après cet exposé , il a eu permission tacite de travailler à ces Bulletins , dont il infecte la Province avide de tout ce qui vient & parle de Paris : on dit qu'il en glisse également dans les pays étrangers.

28 *dudit.*

Les Receveurs des Domaines & Bois , dont l'existence a été fort attaquée depuis quelque tems & que vouloit anéantir le Ministre des Finances actuel , sont aujourd'hui rassurés sur ce point : il paroît même qu'on veut étendre leurs fonctions à l'occasion du Bail des Fermes qu'on va renouveler. Mais ces Messieurs ne sont pas également contents de la finance qu'on leur donne ; ils réclament toujours des honoraires qui leur ont été enlevés , & se plaignent

qu'en augmentant leurs travaux on diminue leurs rétributions : c'est sur quoi ils ne se flattent pas également d'obtenir justice.

29 *Avril* 1773.

On a publié aujourd'hui un Arrêt du Conseil du 12 *Avril*, qui ordonne le remboursement des Quitances de Finances, provenant de la Liquidation faite dans les délais fixés par les Arrêts du Conseil des 21 *Avril* 1771, 13 *Avril* & 22 *Novembre* 1772, des offices supprimés du Parlement, du Grand Conseil & Cour des Aides de Paris, pendant chacune des années 1774 & suivantes, jusques & compris 1783.

Il consiste par cette Liste, que dans le Parlement les seuls Présidens à mortier de Gourgues, Pelletier de Rosambo & Fleuri, ont consommé & recevront le montant de leurs Liquidations, ainsi que 25 Conseillers, presque tous Clercs ou enfans non majeurs; qu'à la Cour des Aides quatre Présidens & six Conseillers seulement ont aussi liquidé.

Du reste, l'Arrêt du Conseil ne parle en rien de ceux qui ne se sont pas présentés à la Liquidation; il ne prononce pas la Confiscation définitive, & par ce silence confirme le bruit que le Roi s'y opposoit & la regardoit comme injuste.

30 *dudit*.

M. Harvouin, Receveur général des Finances d'Angeon, a l'agrément de la première place de Fer-

mier général, qui viendra à vaquer. Il est particulièrement connu pour avoir été chargé de différens travaux relatifs aux Droits du Roi, & sur-tout du fameux Cadastre imaginé par le Contrôleur général Laverdi. C'est d'ailleurs un homme à Sytême, qui a l'oreille du Ministre, & a beaucoup de part aux différens projets qui lui ont été suggérés.

30 *Avril* 1773.

M. l'Abbé Terrai s'occupe non-seulement de l'augmentation du Bail des Fermes par accroissement, c'est-à-dire par la réunion de quantité de petits droits nouveaux, mais encore par réduction, c'est-à-dire, en améliorant l'administration de cette manutention compliquée, en diminuant les frais, en supprimant les doubles emplois, les sujets inutiles, &c.

30 *dudit*.

Les Gens du Roi de la Chambre des Comptes ont été chargés d'aller à Versailles savoir le jour, le lieu & l'heure où il plairoit à S. M. recevoir leurs itératives Remontrances. Ils ont rapporté que S. M. les recevrait à Versailles le dimanche 2 Mai. Cette Gour espere qu'elle sera plus heureuse dans cette seconde tentative, que la réponse ne tardera pas, & sera rendue favorablement.

Il se répand un bruit que dans lesdites Remontrances les Rédacteurs ont laissé glisser une phrase très indécente & très lâche, si elle étoit vraie, par une comparaison révoltante avec le Parlement; ils insi-

nuent qu'il est affreux qu'eux , sujets toujours très fideles & très soumis du Roi , se trouvent presqu'aussi maltraités que ceux qui ont eu le malheur d'encourir sa disgrâce par une obstination qui ne partoît sans doute que d'un zele aveugle & trop outré. Ce bruit malheureusement trop accredité rend odieuse cette Cour , qui jusqu'à présent n'étoit que la risée de Paris.

1er. Mai 1773.

On ne doute pas que les vertus héroïques de Madame Louise , en ranimant la ferveur de ses compagnes dans le couvent des Carmélites où cette Princesse s'est retirée , n'attirent sur cette maison les bénédictions célestes : mais les effets de la Grace, lents & imperceptibles , ne se manifestent pas souvent avec évidence. En attendant cette Auguste Religieuse excite les bienfaits du Monarque, dont la piété répand sur ce monastere les biens de la terre. On vient de grever de 1450 septiers du plus beau froment la menſe abbatiale de S Germain des Prez, en faveur desdites Carmélites; ce qui fait à bon compte 36,000 Livres de Rentes bien claires , & consolide merveilleusement l'existence précaire de ce couvent.

1er. Mai 1773.

Les Magistrats exilés comptoient trouver dans l'Arrêt du Conseil, publié récemment , quelques paroles de consolation en leur faveur , ou du moins des éclairciſſemens sur leur sort futur. Une anecdote récente les alarme plus que jamais , & leur fait pré-

Sumier que leurs maux ne sont pas encore prêts à finir. Madame Ajourant , femme d'un Membre du Parlement, est allée au Sceau dernier à l'audience de M. le Chancelier , suivant la réponse de ce Chef de la justice : elle lui a exposé les motifs de sa venue , qui consistoient à le supplier d'engager le Roi à permettre que son mari se rapprochât de Paris , pour traiter du mariage de sa fille , & terminer plus promptement, en se voyant, une négociation plus difficile & plus longue par écrit , sauf à retourner ensuite à son premier exil. M. de Maupeou lui a demandé si M. Ajourant s'étoit fait liquider ? Elle a répondu qu'elle avoit fait tout ce qu'elle avoit pu pour l'y déterminer , mais inutilement. *Tant pis , Madame , le Roi punit l'obstination. Il ne reviendra pas* , a répliqué le sévère Chancelier , en lui tournant le dos. Non contente de cette réponse , la Dame a attendu qu'il eut fait le tour de son audience , & voyant qu'il affectoit de l'éviter , elle s'est présentée à lui , comme il vouloit rentrer dans son cabinet , & lui a barré le passage : alors elle a insisté , en lui observant que son mari ayant l'honneur de lui appartenir , ainsi que son gendre futur , elle espéroit que ces considérations l'auroient rendu plus favorable à sa demande. *C'est une raison de plus , Madame , pour que je supplie , au contraire , S. M. d'être plus inflexible ;* & il est rentré , en proférant ces dures paroles.

Le 2 Mai 1773.

M. le Comte de Beaumont, le moteur de la cruelle affaire qui a occasionné l'évasion d'un Avocat, & l'in-

l'interdiction d'un Avocat aux Conseils , vient de perdre son procès au Conseil , c'est-à-dire, il a été débouté de sa requête en cassation : il y a eu partage de voix , & M. le Chancelier a fait l'arrêt , en se rangeant du côté de Madame de Beaumont ; il a ainsi évité à son prétendu Parlement la mortification de voir confirmer par le Conseil les qualifications humiliantes dont ce seigneur avoit fait qualifier l'arrêt par les consultants.

2 dudit.

Me. Falconnet vient de faire paroître une Replique aux *Observations* de Me. Linguet en faveur du Comte de Morangiès , où il articule des faits très importants, & qui tendroient à la conviction du coupable , & même à inculper son défenseur dans la subornation de témoins. Il y a beaucoup de force & de logique dans cette première partie.

Dans la seconde, le jeune orateur se permet plus de sarcasmes , tant contre son confrere que contre M. de Voltaire ; il témoigne sur tout son indignation contre la rage avec laquelle le premier a dénoncé le Mémoire dudit Falconnet au Ministère public, comme un libelle. Sa fureur s'exhale à cette occasion , & il rappelle à son rival les diverses anecdotes scandaleuses de sa vie , & principalement celles qui ont empêché si long-tems l'ordre des Avocats d'inscrire le Candidat sur le Tableau. Il étoit question de cent louis , que M. Dorat accusoit Me. Linguet de lui avoir escroqués dans le tems où ils vivoient , demeuroident ensemble, & avoient un secrétaire com-

mun. Au moyen de quoi Me. Falconnet ne trouve pas étonnant que Me. Linguet prenne en main la cause d'un autre escroc. M. Dorat , au surplus , eut la charité de donner à l'accusé un certificat dans lequel il nioit le fait. Indépendamment de ces faits graves & connus de tout le monde , le jeune Avocat mêle quelquefois de très bonnes plaisanteries , parmi quantité d'autres qui ne valent rien.

Quant à M. de Morangiès , on a commencé , au Bailliage du Palais , la visite de son procès , c'est-à-dire , à examiner toutes les pieces , pour voir si la procédure est en regle : on en viendra ensuite au rapport , au récolement & confrontation , puis au jugement ; ce qui pourra conduire jusques à la fin du mois.

3 Mai 1773.

On est surpris que M. de Boynes ne soit point encore revêtu du caractère de Ministre. On prétend que ses partisans dans le Conseil n'avoient opiné pour l'armement extraordinaire de Toulon , qu'afin d'y favoriser indirectement l'entrée de ce Secrétaire d'Etat de la Marine ; mais les circonstances ayant changé , cette finesse n'a pu avoir lieu. D'ailleurs , M. le Chancelier , qui a intérêt de l'en exclure , faisoit entendre au Roi qu'il seroit injuste d'y admettre celui-ci , M. de Monteynard , son ancien , n'en étant pas encore. Ces deux personnages sont aujourd'hui l'objet particulier des intrigues de chaque parti , qui cherche à s'étayer d'un nouvel appui.

3 Mai 1773.

On renouvelle le bruit du mariage futur de Madame la Comtesse de Montesson avec M. le Duc d'Orléans : il paroît constant que la défection de ce Prince ne doit s'attribuer qu'à sa soumission aveugle aux volontés de cette Dame , que M. le Chancelier a séduite par la promesse du succès. Depuis on s'est moqué de l'un & de l'autre , du moins le Roi a refusé formellement son consentement, même à l'Archevêque de Paris , qui a eu , à cet égard , une audience de S. M. de trois quarts d'heure. Elle a répondu au Prélat qu'Elle ne s'opposoit point au mariage de conscience ; & l'on veut que la favorite du Prince , ne pouvant gagner davantage actuellement , y ait enfin consenti , dans l'espoir où on l'entretient toujours qu'il viendra un moment favorable où l'on déterminera le Roi à la reconnoître Duchesse d'Orléans. Quant au Duc , il est dans un transport amoureux qui ne peut se peindre , & dont toute la maison s'apperçoit aisément ; il trouve que Madame de Montesson est absolument nécessaire à son existence.

3 dudit.

Un Avocat, nommé *Desessarts*, attaché à M. l'Avocat général Vergès , profitant de l'époque du renouvellement de la Magistrature dans tout le Royaume , vient de commencer un *Journal des causes célèbres , amusantes & intéressantes*, des diverses Cours souveraines du Royaume. Le premier volume paroît , & n'est point mal écrit. Cet ouvrage,

qui doit avoir environ huit volumes par an , peut être fort instructif pour les jeunes Magistrats, car il doit contenir non-seulement l'historique des faits , mais le résumé des plaidoyers des Avocats généraux , les Arrêts , & les motifs qui ont pu les déterminer. On pourra faire un parallele avec la jurisprudence de l'ancienne Magistrature.

4 Mai 1773.

Les Lettres de Toulouse & de Bordeaux annoncent une disette de bleds très-urgente dans ces provinces méridionales. Il paroît qu'on y a abusé de l'exportation au-delà de la permission du Gouvernement ; ce qui annonce qu'on n'a pas encore prévu tous les inconvéniens de la loi , ou du moins paré totalement aux inconvéniens qu'elle peut entraîner. Le Ministère est occupé des moyens de réparer la disette , & d'apporter de prompts secours à ces pays affamés.

6 dudit.

Dans la liste des quatre Présidens à Mortier , nommés comme liquidés, il faut rayer M. le Président de Gourgues , qui ne l'est que relativement à la finance , qui appartient à sa femme ; ce à quoi elle a été autorisée par ordre supérieur. Quant au Magistrat , il n'a point remis ses Provisions , & il a même fait des protestations contre tout ce que sa femme avoit fait. Restent M. le Pelletier de Rozambo, jeune homme , qui est entré dans le militaire ; M. de Maupeou , fils du Chancelier , jeune

homme , entré aussi dans le militaire ; & M. de Fleury , qu'on connoît pour un homme vendu à la Cour : c'est d'ailleurs le seul des quatre qui puisse être cité comme une tête.

6 dudit.

On a fait ici une édition très furtive, sans doute, du *supplément à la Gazette de France* du 1^{er}. Janvier : ce qui le rend moins rare , & prouve que malgré le secours des Princes, qui manque, on trouve encore des moyens pour imprimer & faire percer ces pamphlets.

7 Mai 1773.

Le parti Janséniste se réveille de tems en tems ici , par l'espoir de l'extinction prochaine des Jésuites ; il est en grande fermentation en ce moment , & des lettres récentes de Rome le font tressaillir de joie. Il paroît cependant difficile que la destruction ait lieu, si l'Empereur & la plus grande partie des Princes d'Allemagne le soutiennent, comme on l'affure.

7 Mai 1773.

Le Ministre a envoyé des Négocians en Hollande chargés d'acheter des bleds , & de les faire passer promptement à Bordeaux , d'où on les reverfera avec intelligence dans les Provinces qui souffrent le plus , & de proche en proche dans les autres.

7 *dudit.*

Le Mémoire nouveau de M. Falconner, qu'on a annoncé, a tellement irrité les partisans du Comte de Morangiès, & surtout sa famille, qu'ils ont interposé l'autorité de la Police pour en arrêter la distribution. Ce jeune orateur réclame contre la défense, & voudroit amener l'Ordre des Avocats, dont c'est violer les privilèges dans la personne d'un de ses membres.

8 *Mai* 1773.

Un sieur *Poillot de Marolles*, Président des Enquêtes du nouveau Tribunal, homme d'esprit, ardent, ambitieux & riche, se trouvant veuf, a épousé une fille de condition de Bretagne, pauvre, & qui étoit ici au couvent, où M. le Duc d'Aiguillon payoit sa pension, à raison de l'attachement que la famille de la jeune personne lui a montré pendant qu'il a été commandant dans cette Province. Madame la Duchesse l'aime beaucoup aussi, on la dit même sa parente : quoi qu'il en soit, ce Robin, profitant de la faveur que lui procure le mariage en question, cherche à avoir quelque caractère en politique. On assure qu'il va être envoyé auprès d'un Electeur Ecclésiastique. M. le Chancelier, Madame Dubarri, tous les partisans de la nouvelle Magistrature, le portent à son avancement, d'autant que cela jettera du lustre sur un de ces hommes nouveaux, jusqu'à présent l'opprobre & la risée du public.

8 Mai 1773.

Ce qui a principalement occasioné la suspension du Mémoire nouveau de Me. Falconnet, c'est une phrase où il rappelle une anecdote injurieuse à la mémoire du pere de M. de Morangiès : *êtes-vous fils (dit-il à ce dernier) des Bayards, des Duguesclin? Non, vous êtes le fils du défenseur de Minden. . . .* Or, cette défense de Minden, dont étoit chargé le Marquis de Morangiès, Lieutenant Général, est l'opprobre de sa vie, puisque la reddition honteuse de cette place pensa lui faire perdre la tête, s'il eût été mis au Conseil de guerre, comme le cas le requéroit. On exige un carton à cet endroit, & à quelques autres encore, pour en permettre la distribution; ce qui en rend fort cher les exemplaires, répandus, peut-être, au nombre de 40 : on en a vendu jusques à un louis.

9 *dudit.*

Les Conseillers Clercs au nouveau Tribunal, tirés du chapitre de Notre Dame, s'en retirent successivement. Il paroît décidé que l'Abbé *Lucker*, grand chantre de cette cathédrale, doit donner incessamment sa démission; en sorte qu'il ne restera plus que l'abbé *Desplasse*. Celui-ci attend un bénéfice avec impatience, pour en faire autant; il presse le Cardinal, avec d'autant plus de raison, qu'il est démontré qu'au moyen des droits de présence qu'il perd pour remplir sa place de Magistrat, il ne lui reste plus sur celle ci qu'environ 1600 livres de

bénéfice par an. S. E. est disposée à le bien récompenser.

Du 10 Mai 1773.

Une question singulière occupe aujourd'hui le nouveau Tribunal, & fournit une importante matière à la sagesse de ses oracles : une Dlle. Rotisset, connue sous le nom de *Romainville*, qu'elle avoit pris à l'Opéra, où elle jouoit les premiers rôles dans le chant, avoit captivé le fleur Masson de Maison Rouge, homme borné, mais puissamment riche : elle l'avoit rendu si souple à ses volontés, qu'étant devenu veuf, elle l'avoit déterminé à l'épouser, peu de temps après la mort de sa première femme. Elle étoit grosse alors, & comme cet enfant, ayant été conçu du vivant de la défunte, ne pouvoit jamais être qu'un bâtard adultérin, les parens firent constater la naissance, de sorte qu'il fut établi qu'il n'étoit pas né au terme prescrit par la Faculté, pour qu'il pût être légitime, c'est-à-dire, censé conçu postérieurement à la mort de la première femme. Les choses sont restées dans cet état : la Dlle. Romainville est morte en couches, & l'enfant ou ses tuteurs n'ont jamais rien réclamé à cet égard. Mais aujourd'hui, on fait demander par cet enfant au fleur Rotisset, Secrétaire de M. le Marquis de Paulmy & frere de la défunte, le bien de la mere, dont il s'est emparé, comme le seul héritier habile à succéder. Ce qui fait l'objet de la contestation actuelle. Le défenseur du jeune homme veut qu'il soit déclaré légitime, étant né *Constante Matrimonio*. Mais il déclare en même tems, au nom de sa partie, qu'il renonce

à tous droits sur la succession de M. de Maison-Rouge , son pere , & n'en veut qu'aux biens de la mere. L'Avocat adverse soutient que cet enfant , par les époques déterminées & par la notoriété publique , ayant été conçu la premiere femme vivante encore , ne peut être que bâtard , & doit conséquemment être déchu de sa demande.

Ce procès qui , suivant la Jurisprudence , est regardé comme perdu pour l'enfant , ne peut que déshonorer l'oncle indigne , qui veut ainsi le dépouiller de la succession de sa mere. C'est M. l'Avocat Général Vergès qui portera la parole incessamment dans cette affaire , & pourra y déployer toute l'éloquence & la sagacité dont elle est susceptible.

11 Mai 1773.

Il paroît que les petits accidens survenus dernièrement au Roi , lui ont donné quelques inquiétudes sur sa santé , mais que ne voulant pas en laisser rien percer aux yeux des Courtisans , il a toujours été gai , & s'en est simplement ouvert au sieur la Martiniere , son premier Chirurgien , auquel il a grande confiance. Il l'a fait coucher dans sa chambre , & a suivi ses conseils. On prétend que S. M. en lui témoignant ses craintes sur le délabrement de ses facultés , dit à cet Esculape : *je vois bien que je ne suis plus jeune ; qu'il faut bien que j'en raye.* — SIRE , lui a-t-il répondu , *vous seriez encore mieux de détêter,*

II *dudit.*

C'est M. l'Avocat Général de Vaucreffon qui a porté, hier, la parole dans l'affaire du bâtard de M. de Maison Rouge, & qui a saisi la circonstance pour s'égayer sur le compte des actrices & filles entretenues, & sur la maniere dont elles font les fortunes immenses qui révoltent la capitale. Il a conclu à ce que le fils de Mlle. de Romainville ne pût sortir de l'état de bâtard adulterin dans lequel il étoit né, mais à faire donner une provision au jeune homme. L'Arrêt qui a suivi a ordonné, qu'outre 3000 l. de provisions qu'avoit déjà eues cet enfant, il lui en seroit adjugé encore 3000; & que le sieur Rotisset, frere de la mere, seroit tenu de lui faire 3000 liv. de rentes viagères par an. Foible dédommagement de plus de 500,000 livres de bien que laisse la Dame de Maison-Rouge à ce Rotisset.

12 *Mai* 1773.

Maupeou, Tyran sous le Regne de Louis le Bien-Aimé : tel est le titre d'une brochure nouvelle, datée du 13 Avril 1773, deuxieme anniversaire de l'installation du monstrueux Parlement. Elle commence ainsi :

“ Je parle pour mon Roi, contre Maupeou, son
 „ Ministre, qui est un tyran. Je parle pour une
 „ Cour ancienne qui tient à l'essence de la monar-
 „ chie, & que le tyran a chassé du sanctuaire de la
 „ Justice; je parle pour ma Nation, qu'il écrase, &
 „ j'espere! Puisse le Roi entendre ma voix! „

11 Mai 1773.

Il est question d'un carrosse magnifique que se fait faire Madame la Comtesse Dubarri, & qui doit paroître pour la première fois à la Revue. On prétend que cette cérémonie n'a été différée que parce qu'il n'étoit pas prêt, & que le rhume du Roi a servi de prétexte. En effet, ce jour même le Roi est allé à St. Hubert. On est rassuré sur l'état de ce Monarque, quant à présent.

14 dudit.

M. Caron de Beaumarchais est sorti du Fort-l'Évêque, il y a déjà quelques jours : il se pourvoit en cassation contre l'Arrêt rendu en faveur de M. le Comte de la Blache ; il a présenté requête à cet effet.

15 Mai 1773.

L'Auteur du *Maupeou Tyran*, pour mieux faire passer les injures qu'il dit au Chancelier, prodigue au Roi les plus grands éloges ; il le trouve doué de toutes les qualités qui font le bonheur des peuples : il dit que tous les malheurs de l'Etat lui sont étrangers, & affligent son ame, naturellement bienfaisante. Il appuie tout cela de citations tirées des *Mémoires de Pompadour*, & il présume que cette femme devoit bien le connoître.

Dans le second paragraphe, l'Ecrivain développe *Maupeou*, le tyran & petit génie. Il détaille ses étourderies, ses faux points de vue, ses inepties, ses impostures, ses forfanteries, comment il a in-

sulté les Princes du sang, le Conseil, les Loix & les Magistrats, exposé le Royaume aux plus grands dangers, corrompu les mœurs, perdu les finances, ses insolences, sa vengeance, ses violences, sa cruauté. Il ne demande pas sa mort, mais qu'il devienne l'exécration de l'Europe entière.

Dans le troisieme, on reconnoît aisément un homme de robe, entiché de son état, au point de prétendre que le Parlement est préférable aux Etats de la nation : il s'échauffe dans son liarnois pour prouver cette étrange assertion, & il porte le délire jusqu'à vouloir que le Parlement d'Angleterre n'ait qu'une ombre de liberté ; & il conclut que la demande des Etats est un beau rêve.

Dans le quatrieme, enfin, on trouve comment le tyran écrase la Nation, dont le Roi ne peut pas entendre les gémissemens, s'il ferme la bouche des Magistrats, si la moindre résistance est punie par des exils, si un simple porteur d'ordres fait admettre des impôts & leur donne force de loi, si un Ministre *Tyran* fait périr les membres du seul corps qui réclame les intérêts des Peuples, la Noblesse & le Clergé restant en silence ; si la flatterie offre au Prince de le délivrer des avertissemens aussi désagréables que nécessaires, qui seuls peuvent lui apprendre le danger des impôts & la nécessité de l'économie.

C'est d'après cet exposé même que l'auteur espere, & espérera, jusqu'à ce qu'il voie le Tyran culbuté.

Il termine par une priere au Roi.

Cet ouvrage est fort vraisemblablement de la même plume que le *Maire du Palais* : il est plein de bon sens , mais d'un coloris foible , d'un style lâche , & sentant dans tout son contenu l'homme de Loix , trop prévenu pour sa robe. Il respire d'ailleurs un respect profond pour le Monarque , un amour sincere pour sa personne sacrée , & porte à la fois tous les caracteres d'un bon citoyen , & d'un fanatique enragé contre le Chancelier.

15 Mai 1773.

Attendu que la justice gratuite est réputée un bénéfice pour les villes où elle est établie , il est dit , dans un Arrêt du Conseil qu'on publie , que désormais les édifices Royaux , servant de Palais & de lieux pour la rendre , ne seront plus entretenus à la charge du Domaine de S. . M. , mais aux dépens des provinces qui jouissent d'un tel bonheur.

15 dudit.

M. le Comte Dubarri , le Grand Dubarri par excellence , ayant , suivant son usage , envoyé un *Mandat* à l'Abbé Terrai pour se faire payer de la grosse perte qu'il a faite récemment au jeu , dont on a rendu compte , a trouvé ce Ministre récalcitrant : il a jeté feu & flamme contre l'Abbé. Celui-ci est allé trouver le Duc d'Aiguillon , & l'a engagé à prévenir Madame la Comtesse Dubarri , pour parer le coup que le beau-frere de la favorite vouloit lui porter. Le Comte , instruit de toute cette manœuvre ,

s'en est expliqué ouvertement dans un souper ; & a déclaré que si le Duc d'Aiguillon oubloit les obligations qu'il lui avoit , il sauroit bien le faire sauter encore plus facilement qu'il ne l'avoit mis en place ; il a ajouté qu'il ne craignoit point de le dire tout haut , & qu'il désiroit que cela lui fût répété. Il paroît que le Duc a eu peur , & l'on s'accorde à dire que tout est raccommodé , c'est-à-dire , que le réclamant a touché l'argent qu'il désiroit.

16 Mai 1773.

Les Politiques qui croient au rétablissement du Parlement , & sur-tout les membres exilés de cette Compagnie , interrogés sur les motifs d'espoir qui leur restent , se fondent uniquement , à ce qu'il semble , sur l'ineptie de la nouvelle Magistrature , qu'on cherche à déguiser au Roi , mais qu'on croit ne pouvoir lui échapper : elle se manifeste ouvertement par 40 Requêtes admises en cassation contre ses Arrêts dans le cours d'un an , tandis qu'à peine , dans le même espace , en cassoit-on trois ou quatre du Parlement ancien.

16 dudit.

Le Sr. Le Sueur , premier commis des Parties Casuelles , le grand faiseur aujourd'hui d'Edits bur-
faux & de projets destructeurs , vient d'en présenter un à M. l'Abbé Terrai , qui lui plaît infiniment , parce qu'il est question de lui faire toucher de l'argent *sec.* pour le Roi , ce que ce Contrôleur aime

beaucoup , sans examiner aux dépens de qui. Il propose de supprimer toutes les charges d'Huissiers exploitans dans le Royaume , de les rembourser d'une façon peu onéreuse , c'est-à-dire , en papier , & d'y substituer une Compagnie , qui se chargera de fournir à la Justice les suppôts nécessaires aux opérations , dont elle répondra ; & de prévenir ainsi les abus & malversations que commettoient ces officiers subalternes Il est question de faire passer au Conseil le nouveau plan , calqué cependant sur celui dont la Compagnie des hypothèques régit aujourd'hui la manutention des Huissiers priseurs.

18 Mai 1773.

Extrait d'une lettre de Bordeaux , du 10 Mai 1773. Avant-hier M. de Guase , le Premier Président du Parlement actuel , à son retour de Paris , fit son entrée , & reçut le salut de toute la Rade , qu'il avoit fort sollicité pendant son séjour dans la Capitale En arrivant dans la ville il fut assailli par la populace , qui vint lui crier *du Pain !* Il leur demanda quelques jours pour y mettre ordre : mais ventre affamé n'a point d'oreilles ; on le menaça de le déchirer en pièces , s'il n'en faisoit fournir. Les Boulangers n'en vouloient pas donner , attendu qu'il devoit renchérir le lendemain. La peur fit perdre la tête au Premier Président , qui eut la bêtise de leur dire d'en prendre ou ils en trouver ient. On peut juger du tumulte qui suivit cette étrange concession. A l'instant la populace se répandit dans toute la ville , les boutiques de tous les Boulangers furent

enfoncées , on pilla le pain & la farine ; des voleurs même profitèrent du désordre pour faire d'autres coups ; on dit qu'il y a eu de l'argent pris aussi. Nos Jurats se sont assemblés sur le champ , pour remédier au mal occasioné par le propos inconsideré du Chef du Parlement. Ils ont resté sur pied toute la nuit du samedi au dimanche , gardés par la Maréchaussée & par le Guet , & ils ont terminé par rendre une Ordonnance , qui laisse le pain commun au prix où il étoit : l'augmentation ne porte que sur le pain des riches , sur le blanc.

19 Mai 1773.

Les partisans des Jésuites continuent à répandre sourdement des bruits injurieux à la mémoire de M. de Monclar , dont on a parlé plusieurs fois. La famille , à force de sollicitations , a obtenu vraisemblablement qu'on tolérât l'impression d'un écrit qui contient le détail historique de ce qui s'est passé à S. Saturnin , à une lieue d'Apt , à l'occasion de la mort de ce Magistrat. On y lit les moyens que l'on a voulu employer pour donner créance à un fait faux , à une rétractation supposée par les personnes intéressées à l'accréditer. On a cru ne pas devoir laisser le moindre doute sur cette affaire , en manifestant la vérité par des actes authentiques , qui déposent le contraire de ce qui a été débité.

19 dudit.

Le Roi a fait dire par les deux Prélats Commissaires de S. M. au Chapitre de l'Oratoire , assemblé

pour l'élection du Général , qu'elle étoit très contente du choix fait en la personne de M. de Muley, qu'elle l'agréoit fort , & lui en vouloit témoigner sa satisfaction , en lui conférant la première abbaye vacante en ce moment ; qu'elle étoit fâchée qu'elle ne fût pas plus considérable , qu'elle la lui auroit donnée également. (Elle vaut 4000 livres de rente.)

S. M. a en outre déclaré cette nomination aux Courtisans, & en faisant l'éloge de ce Général nouveau , a ajouté : *c'est un ami de M. Fermé, le Doyen de l'ancien Parlement.* Expression remarquable, qui n'a point échappé aux partisans de cette Cour , en ce qu'elle sembloit annoncer que ce fût un titre pour mériter auprès du Roi.

19 Mai 1773.

MM. de la Chambre des Comptes n'ont point eu à leurs itératives remontrances la réponse qu'ils espéroient : elle est encore à venir, & le P. P. continue à avoir des conférences avec l'Abbé Terrai , qui lui manque souvent de parole ; ce qui ne décourage pas M. de Nicolaï. Du reste , on a envoyé, il y a quelques jours , à cette Cour des Lettres de jussion , pour enrégistrer tous les Edits, Déclarations , Arrêts du Conseil & Lettres patentes, qu'elle semble méconnoître depuis l'édification du nouveau Tribunal. Les zélés annoncent n'être pas disposés à obtempérer, & l'on croit qu'on sera obligé d'en venir à un Lit de Justice.

20 Mai 1773.

Extrait d'une lettre de Bordeaux , du 12 Mai. . .
 La sédition n'est point encore apaisée, elle s'étend
 au dehors. Toute la Province est en rumeur : les
 différentes paroisses s'attroupent & vont piller les
 greniers à bled qu'ils connoissent. L'épouvante est
 dans la ville : les habitans ont ordre de s'assembler :
 on craint que les mécontents de la campagne ne
 viennent ici & ne se réunissent aux nôtres. On
 avoit arrêté deux mutins, mais il a fallu les relâ-
 cher pour prévenir de plus grands désordres. La
 Noblesse de cette Capitale s'est aussi assemblée : on
 lui a demandé du secours en cas d'événement. M.
 de Segur s'est beaucoup récrié contre la cherté des
 grains , il a exigé que le pain fût diminué, & a dé-
 claré que la Noblesse ne se prêteroit qu'alors avec
 plaisir aux circonstances critiques où l'on se trou-
 voit. Il a été choisi pour présider aux délibéra-
 tions. On ne sait quel parti prendront nos
 illustres Magistrats ; ils ont reçu provisoirement un
 Arrêt qui défend l'augmentation du bled & de la
 farine ; on veut, en outre, une diminution , & l'on
 se plaint qu'on vend des bleds gâtés.

20 dudit.

M. Fermé, Doyen du Parlement, est très mal,
 & l'on a peu d'espérance qu'il en puisse reve-
 nir. Il est toujours à Montmorency, lieu de son
 exil.

20 *Maii* 1775.

M. l'Abbé Terraiavoit une contestation avec les Fermiers généraux au sujet de son abbaye de Morlesme, dont il ne vouloit pas payer un certain droit d'amortissement. Le procès a été porté au Conseil, & le Contrôleur-général a perdu. Il se dispose à payer, & supplie seulement les Fermiers de le traiter favorablement.

Au surplus, M. l'Abbé Terrai en agit très généreusement envers eux à l'occasion du renouvellement du Bail, auquel il travaille constamment; il leur a déclaré que l'état de Fermier général étant un état de représentation, il entendoit que, tous frais faits, ils eussent chacun 200,000 liv. de rentes net. Ce qui a merveilleusement réjoui ces Messieurs : ils en concluent qu'il leur rend enfin justice, & que bien loin de vouloir ébranler en eux les *Colonnes de l'Etat*, il veut les consolider. Ce qui détruit tous les bruits qu'on faisoit courir à cet égard.

21 *dudit.*

On écrit d'Albi que les mêmes motifs qui ont occasionné à Bordeaux & aux environs l'émeute dont on a parlé, ont excité le peuple contre ceux qu'il a soupçonnés être les auteurs de la cherté du Bled : on ajoute que le Maire de cette ville avoit été tué dans la mêlée, & qu'on craignoit pour les suites.

Il se répand un bruit que le nouveau Tribunal, mécontent des déportemens du Procureur général, veut absolument l'obliger de quitter & de donner sa démission. On nomme pour le remplacer M. Terrai Desroziers, frere du Contrôleur-général, & ci-devant Procureur-général de la Cour des Aides : on ajoute que pour déterminer celui-ci, on lui donneroit pour Avocats-généraux Mrs. d'Aguesseau & de Brou, tous deux Avocats du Roi au Châtelet, & qui décoreroient merveilleusement par leurs noms connus dans la Magistrature, le Parquet, ainsi purgé des deux hommes nouveaux qui l'occupent, Me. Vergès & *Martin de Vaucreffon*.

Le Catafalque érigé à Notre Dame en l'honneur du Roi de Sardaigne sera achevé pour le 25, jour auquel la cérémonie doit décidément avoir lieu. Il y a une dispute entre les officiers des Gardes du Corps de S. M. & ceux de M. le Comte de Provence, à qui feroit les honneurs ; les derniers y aspiroient, parce que c'est le Prince qui mene le deuil : il paroît que la contestation a été décidée en faveur des premiers. On continue toujours à affurer que M. le Duc d'Orléans s'y trouvera, & fera les révérences à toutes les Cours.

Les émeutes de Bordeaux qui sont aussi arrivées à Toulouse & dans d'autres endroits, ont occa-

sionné différens Conseils. M. l'Abbé Terrai , qui est à la tête de la Commission des Bleds, à ce qu'on assure , a reçu de vifs reproches à cet égard. Le Contrôleur-général a paru moins occupé de procurer du pain aux mécontents que d'y faire marcher des Troupes , qu'il a requises de M. de Monteynard. On se loue en général du zele que le Maréchal Duc de Richelieu , Gouverneur de Guyenne , a mis dans cette affaire. Il défend chaudement cette malheureuse Province , & est continuellement sur les bras de l'Abbé Terrai pour solliciter des secours.

Du reste , on apprend de Bordeaux que le^s attroupemens continuent aux environs & que dan^s la ville , faute de Troupes , on a invité la Bourgeoisie à se garder elle-même , de concert avec la Noblesse , qui s'est portée à la sûreté publique. Il paroît qu'au moyen de ces précautions on contient les mutins jusqu'à ce que les Troupes qu'on y fait marcher soient arrivées , & apparemment aussi des bleds , plus nécessaires encore.

24 Mai 1773.

M. le Duc d'Orléans étoit effectivement nommé pour représenter au Catafalque du Roi de Sardaigne. Ce Prince avoit accepté , mais on répand depuis deux jours le bruit qu'il est incommodé : ce qu'on croit être feint pour se dispenser de la cérémonie sans désobéir au Roi ; M. le Duc de Chartres est allé en Normandie pour y faire un voyage de curiosité & visiter les Haras. On ne fait si le Prince de Condé les suppléera : c'est ce qui en ce moment excite la curiosité publique.

On n'est pas moins curieux d'entendre le discours de M. de la Luzerne , Evêque de Langres , Duc & Pair Ecclésiastique , non reçu , il est vrai , mais qui sembloit d'autant plus devoir répugner à jouer un rôle dans la cérémonie , qu'il est petit fils d'un Lamoignon , nom si redoutable aux partisans du nouveau Système.

24 *dudit.*

Plusieurs assemblées tenues à huis clos au Palais, après en avoir fait sortir les greffiers ainsi que les huissiers , ont confirmé les bruits qu'il s'y traitoit d'affaires graves & très secretes. On en a conclu qu'il étoit question de l'expulsion du Procureur général , dont on veut que l'Abbé Mignot ait dénoncé au nouveau Tribunal les faits & gestes. On ajoute que plusieurs autres Conseillers , auteurs de prévarication dans leur Ministère , doivent aussi être forcés à se démettre sans scandale , pour éviter les clameurs du public , si attentif à révéler toutes les turpitudes de ces Messieurs généralement méprisés.

24 *dudit.*

M. Fermé , Doyen du Parlement , a succombé à son grand âge & à sa douleur amere de voir tout ce qui se passoit. C'est de lui qu'étoit émané dans le tems une certaine expression de *périr avec les Loix* , insérée dans un Arrêté de Décembre 1770 , lors de la fermentation : expression qu'on trouvoit trop énergique , mais qui passa , & dont il a rempli le sens dans toute son étendue. C'étoit d'ailleurs

un homme très modéré qui ne parloit jamais de M. le Chancelier qu'avec les expressions les plus respectueuses pour sa dignité.

24 Mai 1773.

Le droit du marc d'or , affecté aux pensions de l'Ordre du St. Esprit , & qui ne montoit autrefois qu'à 400,000 liv. est aujourd'hui à plus de trois millions , & par les augmentations de toute espèce & l'extension qu'on lui donne , doit monter jusques à douze millions. Il est aujourd'hui question d'y assujettir tout le Militaire , depuis le plus haut grade jusques au Sous-Lieutenant. M. le Marquis de Monteynard se débat beaucoup là dessus avec le Contrôleur-général & le Chancelier Garde des Sceaux qui scelle : cela fait une grande contestation non encore décidée.

25 Mai 1773.

M. le Comte de Provence ne s'est point rendu au Catafalque ; il a écrit au Roi qu'il étoit incommodé. Bien des gens assurent que ce n'est qu'un prétexte , que la vraie raison est , qu'il a été piqué que S. M. dans la contestation élevée entre les officiers de ses Gardes du corps & ceux du Prince , a qui feroit les honneurs , ait décidé en faveur des premiers. Quoi qu'il en soit , c'est le Comte d'Artois qui a représenté pour lui. M. le Duc d'Orléans ayant aussi prétexté la goutte , & M. le Duc de Chartres ayant affecté de s'absenter , ont été suppléés par le Prince de Condé & par le Duc de Bourbon , qui ont fait au nouveau Tribunal les

révérence de la meilleure grace du monde : spectacle qui avoit excité la plus grande curiosité. Quant à Messieurs du nouveau Tribunal, ils se sont rendus de très bonne heure à la cérémonie, la première de cette espece à laquelle ils assistassent ; ils y étoient aussi en grand nombre. La Chambre des Comptes étoit convenue avec le grand maître des cérémonies de ne point s'étendre dans les salles qu'occupoit ordinairement la Cour des Aides après elle, mais de se reposer parallelement, & de laisser un vuide qui caractériseroit l'absence de cette Cour.

26 Mai 1773.

Des Lettres de Montauban portent qu'il y a eu dans cette ville une émeute très vive de la part du peuple au sujet du pain, que le Bataillon de *Medoc*, qui y est en garnison, ayant pris les armes pour la réprimer, s'étoit vu forcé de tirer sur les mutins ; qu'il y en avoit eu 8 tués & environ une vingtaine de blessés. On n'a point d'autres détails à cause du courier qui partoît en ce moment. Le Commandant du Bataillon a été blessé d'un coup de pierre.

Il se tient Conseils sur Conseils à l'occasion de ces émeutes en diverses parties du Royaume : le refrain de l'Abbé Terrai est toujours qu'il faut sévir & envoyer des Troupes, & celui des autres Ministres qu'il faut user de douceur & envoyer des Bleds.

27 dudit.

Il paroît sûr que l'affaire de M. le Comte de Morangiès sera décidée demain : on a travaillé ces
jours-ci

jours-ci au récolement & à la confrontation des témoins , ce qui annonce le jugement immédiat.

27 *dudit.*

La disette de Bleds qui s'éprouve en plusieurs provinces , malgré l'année abondante que nous avons eue , rend , s'il est possible , plus odieux M. l'Abbé Terrai , à qui l'on impute ces calamités , d'autant plus qu'il est à la tête d'une Commission de quatre Conseillers d'Etat nommés à cet effet , & que , sans la consulter en sa qualité de Contrôleur général , il fait tout ce qui concerne cette partie avec le Sr. Brochet de St. Prest , Maître des Requêtes. On a remarqué que ce dernier , très gueux depuis peu de temps , affiche aujourd'hui une opulence affectée & scandaleuse , à raison des manœuvres dont on le soupçonne.

28 *Mai 1773.*

M. le Chancelier est fort attentif à récupérer tous les droits de sa dignité , qu'ignoroient ses prédécesseurs ou dont ils s'étoient laissé frustrer. Il est occupé à en faire revivre un aujourd'hui , sur lequel on n'est pas d'accord , & dont la Pentecôte doit être l'époque de son succès ou de sa déchéance. Il prétend que ce jour-là les quatre plus distingués habitans de la paroisse doivent venir le prendre pour aller à l'église , & le reconduire de la même manière ; il voudroit en conséquence que M. le Duc de Noailles , M. le Maréchal Duc de Richelieu , &c. se présentassent à cette cérémonie.

Il paroît qu'on lui conteste fortement une prétention aussi extravagante.

28 Mai 1773.

On ne voit pas sans indignation une magnifique inscription , élevée cette année à la mémoire du Sr. *Mesnard* dans l'Eglise de St. Eustache , où il a été enterré l'an passé. Cet honneur consacré , ce semble , pour les Rois, les Princes, les grands Seigneurs & les hommes illustres , ne devoit pas se déférer aussi fastueusement à un premier commis : qualité qu'on a encore l'insolence de supprimer , comme ne rimaient pas bien avec les autres qu'on lui confère. Cette inscription est d'autant plus remarquable qu'il y en a peu dans cette paroisse. C'étoit un des bras droits du Duc de la Vrillière , un grand fabricant de Lettres de Cachet.

28 dudit.

M. de la Guillaumie , Conseiller au Parlement exilé près de Mont St. Perc , y épouse Mlle. Marquet , fille du Receveur général des finances de Bordeaux , auquel cette terre appartient. Les gens sévères n'approuvent point les fêtes d'un hymen pendant les calamités de la Magistrature.

28 dudit.

On manœuvre secrètement pour empêcher la réussite du projet de la salle de Comédie du Sr. Lie-

geon. Quoique les Lettres patentes soient entre les mains du Procureur Général depuis long tems , on prétend que le nouveau Tribunal se fait un scrupule de les enregistrer , avant celles qui concernent l'Hôtel-Dieu , monument plus important & plus essentiel à la Capitale.

En outre , M. le Prince de Condé intervient & à présenté Requête au Conseil , pour demander que la ville fût tenue de tenir le marché fait anciennement avec lui pour son ancien hôtel près le Luxembourg.

29 *dudit.*

Le jugement de M. de Morangiès a effectivement eu lieu hier. Le Bailli du Palais a appelé six Légistes ou Avocats pour signer avec lui, l'Ordonnance exigeant 7 Juges au moins pour prononcer en matière criminelle. Il a duré depuis six heures du matin, jusqu'à deux heures après minuit : la grand'salle n'a point désempli de curieux pendant tout ce temps-là. On ne fait point encore le détail du jugement, qui n'est point favorable au Comte : on s'accorde à convenir qu'il a été mis sur la sellette : ce qui annonce que les conclusions du Procureur du Roi tenoient à des peines afflictives : elles étoient, dit-on, à ce qu'il fût dégradé de noblesse , mis au carcan & banni à perpétuité. Le Comte n'a point voulu ôter sa Croix de St. Louis pour être mis sur la sellette, & comme le Bailliage ne pouvoit la lui faire arracher sans un jugement préalable, qu'il y en auroit eu appel, & que cela auroit suspendu le point prin-

cipal , on s'est contenté de faire mention de son refus & protestation , &c.

Une des sœurs de ce Comte , qui étoit allé le voir dans la prison , est morte subitement comme elle en sortoit : ce qu'on regarde comme un effet du désespoir.

29 Mai 1773

Les dernières nouvelles de Bordeaux portoient qu'au moyen de plusieurs magasins , qu'on avoit fait ouvrir , les attroupemens avoient cessé , & les malheureux avoient eu le secours de pain qu'ils demandoient.

30 dudit.

Le Sr. Gerbier s'est relevé au Châtelet des huées qu'il avoit éprouvées au Palais dans le procès de M. de Brunoi. Ses divers plaidoyers pour M. le Duc de Bouillon d'aujourd'hui ont été fort applaudis , & il a eu la satisfaction de voir les juges casser le testament du feu Duc de Bouillon , comme fait *ab irato*. Les paroles de ce pere irrité, recueillies par des témoins dignes de foi , ont provoqué cette cassation. Les voici : “ mon fils (a-t-il dit ,) a troublé le repos de ma vie , je veux qu'il n'en puisse jamais goûter dans la sienne. Il m'a disputé la jouissance du prix des futayes d'Evreux , je l'en punirai en ne lui laissant pas une seule jouissance tranquille. Pour un Procès qu'il a osé me faire , je lui en succiterai mille. Je ferai un Légataire universel qui

plaidera toute sa vie avec lui , pour faire juger ce qui est substitué , ce qui ne l'est pas , ce qui est disponible ou indisponible. Je suis vengé s'il peut ne trouver après moi que des peines , des tourmens & des persécutions. „

M. le Comte de la Tour d'Auvergne , institué Légataire Universel , a appelé sur le champ de ce jugement.

30 dudit.

Le prononcé de la sentence rendue par le Bailliage dans l'affaire des Verons contre le Comte de Morangiès porte ce qui suit : “ déclare les faits justificatifs du Comte de Morangiès non pertinens & inadmissibles , le déclare atteint & convaincu d'avoir nié le prêt contenu aux Billets , & d'avoir fait exercer des violences pour extorquer des déclarations , annule lescdites déclarations comme une suite de violence , &c. condamne le Comte de Morangiès à être admonesté ; le condamne par corps à payer la somme de 299 , 400 Livres , Principaux desdits Billets , avec intérêt à compter du 30 Septembre 1771 : le condamne par corps en 1000 Livres de dommages & intérêts par forme de réparation civile envers les héritiers Verons : décharge Gilbert de l'accusation en subornation , condamne le Comte de Morangiès envers lui en 3000 Livres de dommages & intérêts , par forme de réparation civile : condamne Dupuy à être admonesté , Desbruguières à être blâmé & condamné solidairement & par corps , en 1500 Livres de dommages & intérêts par forme de réparation civile envers les héritiers Verons : décharge le Comte de Morangiès

de l'accusation de subornation de témoins ; ordonne que son écrou sera rayé & biffé : permet aux héritiers Verons de le faire écrouer pour les condamnations prononcées contre lui : supprime les Mémoires du Comte de Morangiès & le condamne aux dépens envers les héritiers Verons , & Gilbert ; décharge Menager , Durand & tous les témoins de l'accusation de subornation , à l'exception du pere & de la fille Heriffé , condamnés à un bannissement de trois ans , le pere pour avoir provoqué la rétractation , & la fille pour s'être rétractée ; à l'égard de la mere , l'a met hors de cour. ,,

N. B Le Comte de Morangiès est condamné en 10 Livres d'aumône envers les pauvres , ainsi que l'Exempt Dupuy ; ce qui n'est point infamant en matiere criminelle , non plus qu'être admonesté.

L'Arrêt rédigé , le Comte de Morangiès est entré : *la Cour (lui a-t-on dit) vous admoneste & vous fait grace. Retirez-vous , vous entendrez le reste de votre Arrêt.*

30 Mai 1773.

M. de Gourgues , Intendant de Montauban , ayant en vain sollicité des secours pour cette malheureuse province, n'a point voulu être témoin des catastrophes sanglantes qui se préparoient ; il est venu en Cour pour réitérer ses instances , & voyant leur inutilité , ainsi que les dispositions du Ministre , c'est-à-dire du Contrôleur général , à traiter cette affaire à la rigueur , on assure qu'il a donné la démission de sa place.

30 Mai 1773.

M. le Chancelier , qui depuis qu'il est logé à la Chancellerie n'avoit pas encore fait son entrée à St. Roch , sa paroisse , a désiré de la faire aujourd'hui , & d'exiger toutes les prérogatives que comporte sa dignité. En conséquence ce matin il s'est rendu à la Grand'Messe *in flocchi* , dans son carrosse d'Ebene , & avec plusieurs autres de suite : le Curé est venu avec la croix & tout son Clergé le recevoir à la descente de sa voiture , le complimenter , lui offrir l'eau bénite. Nombre de Conseillers d'Etat, & de Maîtres des Requêtes invités de se trouver-là & de l'accompagner , lui ont servi de cortège. Ce Chef de la justice avoit l'air extrêmement radieux : quant à sa prétention sur les notables de la paroisse , il paroît qu'elle n'a pas eu de succès.

31 dudit.

Madame la Comtesse Dubarry a reçu ces jours ci du Poitou par la poste une petite caisse. A l'ouverture il s'est trouvé dedans une Requête de malheureux payfans , qui se plaignoient du pain qu'on leur faisoit manger , & qui en envoyoient un morceau. Cette Dame, touchée de cette supplique lamentable, l'a montrée au Roi avec l'échantillon du pain. S. M. l'a rompu , l'a examiné & en a goûté. On ne fait encore ce qui résultera de cette liberté.

M. le Dauphin déploie des qualités bien précieuses dans un jeune Prince , le successeur désigné d'un trône , le plus beau de l'univers. Il a dernièrement fait inscrire pour mille écus de pension un pauvre Ecuyer de sa maison qui a eu l'honneur de lui donner les premières leçons & de le mettre à cheval. Cet officier non prévenu en a été dans le plus grand étonnement, il est venu remercier M. le Dauphin, en lui témoignant qu'il ne méritoit pas tant de bontés. *Eh bien ! vous les mériterez*, a répondu le Prince assez brusquement, mais avec cette franchise ; qui caractérise l'amour du bien inné dans son cœur.

1er. Juin 1773.

Quoique le projet de M. du Laurent, Maire de Rochefort, pour établir un port marchand dans cette ville, fut en bon train, que par un courage à toute épreuve il eût levé les obstacles sans nombre, qu'on lui suscitoit, qu'il eût dévoré toutes les difficultés renaissantes des premières entreprises, il est aujourd'hui la victime de l'intrigue des habitans de la Rochelle & de l'oppression de l'Intendant de cette province, qui, par une politique mal entendue, s'est toujours opposée à l'érection du port de la première ville en port marchand. Il a reçu ordre de retourner à ses fonctions. Il paroît que le principal motif qu'on a fait valoir pour éluder ses Mémoires sans réplique, c'est que la position des choses alloit changer, puisque M. de Boynes se pro-

posoit de nouveau de rétablir à Rochefort une Marine Royale , d'y renvoyer des vaisseaux , d'y faire faire de grands armemens , &c. Cependant l'auteur du projet avoit pévenu cet inconvénient, en démontrant que l'union des deux Marines, bien loin de se nuire, étoit très compatible , & pouvoit se servir réciproquement. Cette vexation prouve de plus en plus à quel point l'arbitraire s'étend. M. du Laurent s'étoit mis sous la protection du Procureur général : foible secours dans ce moment-ci !

2 Juin 1773.

Le procès entre M. l'Abbé Terrai & M. le Marquis de Monteynard , à l'occasion du droit de Marc d'or , que le premier veut étendre sur toutes les Commissions & Brevets Militaires indistinctement, subsiste toujours. Il paroît que S. M. reste neutre ; ce qui rend la question interminable. Il y a depuis ce tems une multitude de ces parchemins en suspens au Bureau de la guerre. On assure aujourd'hui que ce Ministre , profitant du silence du Roi , va éluder la difficulté , en donnant ordre aux Corps respectifs où il y a de nouveaux promus , de les recevoir sans que lesdites Commissions ou Brevets soient scellés , le Sceau étant en effet une formalité vaine, qui ne donne pas plus de valeur au grade dont l'officier est décoré. Le Contrôleur général deviendrait ainsi la dupe de la difficulté , si le Roi ne le soutient en ordonnant l'exécution du nouveau Règlement.

2 Juin 1773.

Il paroît un nouveau *Supplément à la gazette de France*, daté de Paris du 22 Mai 1773, sous le titre de N°. 13. C'est sans doute par erreur, car le N°. 12 n'a pas paru, ni même à proprement parler le N°. 11, à moins qu'on ne veuille réputer pour tel le pamphlet dont on a parlé sous le titre de *Supplément à la gazette de France du 1er. Janvier*. Quoi qu'il en soit, celui-ci, qui malheureusement ne sort pas de la même plume, est écrit avec un ton qui n'est pas à coup sûr celui de la bonne compagnie : il contient des anecdotes assez piquantes pour le fond, mais qui exigeoient la broderie d'une main plus légère. Au surplus, l'auteur atteint son but, qui est de déoler les inquisiteurs, toujours au défaut sur l'origine & la distribution de ces ouvrages.

4 *auduit.*

Les gens de la maison de M. le Dauphin & sur tout ceux qui ont l'honneur de l'approcher, se louent de plus en plus des changemens qu'ils remarquent dans son caractère, toujours brusque, mais auquel il se mêle aujourd'hui de la bonté. Il commence à le dire quand il trouve les choses bien, & à donner cette approbation, vrai salaire d'officiers qui le servent plus par sentiment que par tout autre motif. On croit que Madame la Dauphine ne contribue pas peu à polir la rudesse des mœurs de son Epoux, par cette aménité dont elles prennent insensiblement une teinte.

4 Juin 1773.

Ce qui désole les exilés & leur fait perdre l'espoir du prochain retour dont ils se flattoient , c'est que plusieurs revenus pour maladie ou pour affaires sont repartis , soit volontairement , soit par l'expiration des délais.

5 *dudit.*

M. le Procureur du Roi du Bailliage du Palais a tout de suite appelé à *minimâ* de la sentence rendue dans l'affaire du Comte de Morangiès : quoique ce jugement , tout foible qu'il soit , ne laisse aucun lieu aux gens sensés de douter du crime du Maréchal de Camp , il se trouve encore des crânes qui le défendent & accusent les juges de prévarication. Le Sr. Linguet annonce un nouveau Mémoire formidable dans cette cause, il prétend qu'il y démontrera jusqu'à l'évidence l'innocence du Comte de Morangiès , & l'impossibilité qu'il ait reçu la somme en question. On connoît trop l'impudence de cet orateur , pour s'en rapporter à une telle assertion. Les Avocats généraux continuent à ne pas vouloir parler dans les affaires où il plaidera , en sorte qu'il n'a pas paru au barreau depuis long tems.

6 *dudit.*

Il est arrivé plusieurs vaisseaux de l'Inde , tant à l'Orient qu'à Brest. M. Poivre qui est allé relever à l'Isle de France M. Maillart , en qualité de Com-

missaire général de la Marine Ordonnateur , est repassé sur le vaisseau l'*Indien* , arrivé dans la rade de Brest le 25 Mai. Les nouvelles de ce pays-là sont en général mauvaises. Depuis la dissolution de la Compagnie , les approvisionnemens de cette métropole ne se font ni exactement ni en abondance. M. Maillart marque qu'il est obligé d'user de toute son industrie pour empêcher que la famine ne fasse des ravages dans la Colonie. Le discrédit des papiers ou lettres de change, dont on avoit suspendu le payement en France , a rendu l'Etranger fort peu confiant dans ces effets , & les Hollandois du Cap refusent de fournir des Bleds sans argent comptant.

6 Juin 1773.

Si l'on en croit deux *Mémoires à Consulter & Consultation en faveur de Dame Marie-Marguerite Eléonore Trouillet de l'Echasserie* , Epouse du Sr. Robert : Ecuyer , Seigneur des Marchais , souscrits par des Avocats au Parlement & des Avocats aux Conseils , les Juges du Tribunal de la ville d'Angers se seroient rendus coupable d'une horrible prévarication, par une partialité décidée en faveur du mari de cette Dame dont ils sont presque tous alliés ; & il est question de les dépouiller de la connoissance du fond de l'affaire portée devant eux. Cette affaire est des plus affreuses , & d'autant plus intéressante que la femme accusée d'adultere n'a pas 25 ans , est fille de condition , riche , & que c'est contre les réclamations de toute sa famille qu'elle a épousé l'homme qui est bientôt devenu son tyran. Elle a demandé sa séparation à raison de sévices très grave. C'est par récrimination que le Sr. Robert reproche aujour-

d'hui à sa femme d'avoir eu un commerce illicite avec son jardinier. On ne peut lire, sans en être attendri jusques aux larmes, l'histoire de cette infortunée, dont l'époux est peint comme un monstre de fourberie, de méchanceté, de jalousie & de cruauté.

6 dudit.

Les bruits sur le mariage futur de Madame de Montesson avec M. le Duc d'Orléans sont tout-à-fait suspendus par l'absence de cette Dame, qui est allée à Spa prendre les eaux. On croit qu'il y a un peu d'humeur de la part de celle-ci, qui aime autant rester Comtesse de Montesson que d'être Marquise du Rainci, nom qu'elle prendroit après son hymen. Elle est désolée d'avoir été la dupe de sa facilité à se prêter aux vues du Ministère en ramenant à la cour le premier Prince du sang, & de voir manquer la récompense qu'on lui en avoit fait espérer. On assure que M. le Duc d'Orléans, dont le foible pour sa maîtresse est incompréhensible, a fait des démarches auprès de Madame du Barri, que celle-ci lui a répondu : *gros pere, (c'est le terme d'amitié dont elle se sert envers le Prince, qui est fort gros) épousez la toujours ; nous verrons à vous contenter mieux ensuite : vous sentez que je suis fortement intéressée à vous seconder : comptez sur moi.* On ne fait si aux retours des eaux M. le Duc d'Orléans suivra ce conseil ; mais en général il paroît fort dégoûté de la Cour, & l'on ne seroit pas surpris de le voir s'en retirer comme feu son pere, non pour vivre dans la dévotion, mais pour se livrer aux douceurs du repos avec sa bonne amie, dans quelque-une de ses terres.

6 Juin 1773.

Les nouveaux Gardes du Commerce prennent à merveille, & exercent leurs fonctions avec beaucoup de régularité, de décence & de tranquillité.

7 *dudit.*

On ne parloit plus depuis quelque tems de Mrs. de la Chalotais, & les malheurs particuliers de ces Magistrats étoient absorbés dans la calamité générale répandue sur toute la Magistrature, un petit écrit particulier qui a percé, donne lieu de s'en entretenir de nouveau; on avoit dit vaguement que feu Duclos, ami du pere, avoit été envoyé à Xaintes pour y faire des propositions aux deux Exilés. Bien des gens doutoient encore du fait; il est constaté aujourd'hui, & l'on a les conditions qui étoient signées de M. le Comte de St. Florentin, aujourd'hui Duc de la Vrilliere. L'académicien qui avoit défense de confier l'original, en a donné à M. de la Chalotais une copie certifiée de lui; & comme tout transpire à la longue, c'est sur cette copie qu'on en a fait plusieurs autres.

On offroit 1°. de faire M. de la Chalotais, pere, Conseiller d'Etat, en lui donnant des Lettres de Procureur général honoraire au Parlement de Bretagne; de donner également au fils M. de Caredeuc, des Lettres de Procureur général honoraire, idem, & en outre de l'investir d'une charge de Président à mortier audit parlement, dont le Roi lui auroit fait présent.

2°. De payer toutes les dettes du pere & du fils sur leur simple mémoire , à quelques sommes qu'elles se montassent.

3°. De donner en outre à ces Magistrats une somme en indemnité des pertes qu'ils avoient souffertes , mauvais traitemens , &c.

C'est cet article qui est le plus singulier , & qui prouve bien quel mystere d'iniquité régnoit dans son étrange procès.

Mrs. de la Chalotais ont eu le courage de résister à des propositions qui auroient pu séduire des Magistrats moins fermes.

7 Juin 1773.

Il n'y a point eu de nomination de Cordons bleus à la Pentecôte , ce qui a désorienté plusieurs courtisans qui aspiraient à cet honneur , & sur-tout le Duc de Coëffé. On croit que c'est à cause du Duc de Bourbon.

8 *dudit*.

M. le Dauphin & Madame la Dauphine ont fait aujourd'hui leur entrée dans la capitale avec des acclamations universelles ; on n'avoit vu depuis long-tems une pareille allégresse : le François naturellement expansif , avoit eu le cœur reserré jus-

ques alors , ne voyant plus son maître que dans un appareil de rigueur , c'est-à-dire , pour tenir son Lit de justice , il attendoit le moment de manifester ses sentimens d'amour ; il a saisi avec ardeur cette occasion. Le couple auguste a été pénétré d'attendrissement. Pour répondre à l'empressement du public , il s'est promené long-tems dans le jardin des Tuilleries. La foule étoit telle , que ce jardin , quelque immense qu'il soit , sembloit inondé de spectateurs. La joie rayonnoit sur le visage de la Princesse , & M. le Dauphin , peut-être pour la première fois de sa vie , a paru content & serein : il demandoit souvent , s'il n'arrivoit point d'accident ? si les gardes empressés à contenir la multitude ne faisoient de mal à personne ? L'un & l'autre s'écrioient avec reconnoissance : *ah ! le bon Peuple !* Ils ont remonté au château , & comme malgré leurs différentes courtes , beaucoup de gens ne sembloient pas avoir encore satisfait leur curiosité , M. le Dauphin & Madame la Dauphine se sont montrés sur une galerie qui domine sur la terrasse du château , bienôt inondée de flots de spectateurs : il s'est alors établi entre le peuple & ce couple auguste une espece de dialogue tendre & entrecoupé , marqué par le sourire , les regards de bienveillance , l'affection paternelle d'une part , & les acclamations tumultueuse & sans suite de l'autre.

Ce jour sera mémorable à jamais pour les Parisiens , qui ont eu le bonheur de voir pleurer de joie le couple auguste : & M. le Dauphin & Madame la Dauphine ne l'oublieront sans doute pas. On rapporte que cette Prince a déclaré à son auguste

époux , qu'elle regardoit cet instant comme plus heureux pour elle encore que celui de son hymen.

9 Juin 1773.

On a parlé des concussions qu'exerçoit sous Madame de Langeac M. le Chevalier d'Arcq , relativement aux différentes faveurs qu'il vendoit par le canal de cette maîtresse de M. le Duc de la Vrillière ; enfin , les plaintes en sont venues au Roi . & hier M. le Duc de la Vrillière a été obligé de signifier une Lettre d'exil à ce favori : tout ce qu'il a pu obtenir pour ce dernier , c'a été qu'il ait vingt-quatre heures pour mettre ordre à ses affaires.

10 *dudit*

Il paroît que la disgrâce de M. le Chevalier d'Arcq est dûe à Madame la Comtesse Dubarri , qui a trouvé très mauvais que cet intrigant n'eût pas rendu l'argent à un sollicitateur qui avoit payé d'avance pour avoir une place dans la maison du Comte ou de la Comtesse d'Artois ; & n'ayant pu réussir de ce côté-là , a eu recours à Madame Dubarri , qui l'a fait réussir. Elle s'est plainte si vivement au Roi , que M. le Duc de la Vrillière n'a pu parer le coup. On veut même que S. M. lui ait dit d'enjoindre à Madame de Langeac de n'être point si âpre , & que si elle continuoit ses vexations , lui Duc de la Vrillière seroit peut être forcé avec douleur de signer une Lettre pour elle même.

11 dudit.

M. le Duc de Choiseul s'occupe dans le loisir de son exil à faire fleurir diverses manufactures qu'il a établies dans son voisinage, entr'autres une de petites étoffes de soie dont on fait des habits d'été, & que le public semble avoir beaucoup adoptées cette année; on les nomme des *Amboisiennes*, de la ville d'Amboise où elles se fabriquent. Quelques partisans du Ministre ont voulu les appeller des *Choiseuls*, mais ce nom n'a pas encore pris.

11 Juin 1713.

Il paroît un Règlement de la Cour des Monnoies en date du 5 Mai, concernant le service de ses sup-pôts dans les différentes parties nouvelles de sa jurisdiction.

12 dudit.

Madame la Présidente de Gourgues, sœur du Président de Lamoignon, étant à toute extrémité, son frere a écrit pour avoir la liberté de la voir, & sur le refus qu'il en a reçu il est toujours venu à Paris, en faisant prévenir le Roi par M. le Duc d'Orléans, qui a bien voulu s'en charger. Madame de Montesson, qui étoit partie pour Spa, ayant appris en route l'état de cette Dame, avec laquelle elle étoit très intime, est revenue exprès pour satisfaire aux devoirs de l'amitié,

12 dudit.

Il paroît que la fermentation n'est pas passée dans les divers endroits où il y a eu des émeutes ; on écrit de Bordeaux qu'un officier commandé avec un détachement de vingt hommes , pour arrêter les mutins , étant sorti du Château Trompette , & ayant ordonné à ses soldats de faire feu sur ces malheureux qui crioient *famine* ! ceux-là s'étoient retournés vers lui & l'avoient couché en joue , au point qu'il avoit été obligé de prendre le ton de suppliant & de se mettre à leur merci : qu'ils lui avoient fait grace , en exigeant sa parole d'honneur de ne point parler de l'événement , & de ne jamais donner à l'avenir de pareils ordres. On ajoute que l'officier ayant indignement porté des plaintes contre cette troupe, trois avoient été arrêtés & pendus ; que les 17 autres , se doutant bien de la déloyauté de ce commandant , avoient déserté.

12 dudit.

M. Terrai, neveu du Contrôleur général , Maître des Requêtes depuis 1771 , est nommé Intendant de Montauban , à la place de M. de Gourgues dont on a annoncé la démission. Il a 22 ans.

12 Juin 1773.

Le fils de M. Fermé , Doyen du Parlement , depuis la mort de son pere s'est présenté à M. le Chancelier pour lui annoncer que celui ci extrêmement âgé dans une espece d'enfance , entouré de

mauvais conseils , n'avoit pu se mettre en regle & se faire liquider ; qu'en conséquence lui son héritier , dès qu'il lui étoit permis de le faire , se présentoit & le supplioit de l'admettre à se conformer aux ordres du Roi. Sur quoi l'on assure que le chef suprême de la justice lui a déclaré qu'il étoit trop tard , que le terme fatal étoit expiré & que la confiscation auroit lieu.

13 *dudit.*

L'exil du Chevalier d'Arcq fait une sensation considérable dans Paris : c'est à Tulles en Limousin qu'il est envoyé. Il pleure , il gémit , il fait le malade pour ne point quitter Paris ; mais on croit qu'il faudra qu'il s'arrache aux bras de Madame de Langeac. Celle-ci en a fait les reproches les plus amers au Duc de la Vrilliere , qui a pleuré aussi , s'est mis à genoux devant sa belle maîtresse , mais a protesté n'avoir pu parer le coup. Il s'est même refusé à signer la lettre de cachet : c'est M. Bertin qui l'a expédiée. Un M. de Maupassan est l'auteur de la disgrâce , par les plaintes d'excroquerie qu'il a portées à Madame la Comtesse Dubarri , & dont on a rendu compte : Cela a donné lieu à quantité de particuliers qui n'osoient crier , d'en faire autant ; & l'on prétend que M. le Duc de la Vrilliere a déjà payé pour plus de cent mille francs de ces sortes de compromis , que le Chevalier avoit mangés. Les amis de Madame de Langeac craignent que l'orage ne l'enveloppe , & les Courtisans remarquent que le Roi boude le Duc de la Vrilliere même.

M. le Chevalier d'Arcq étoit premier fauconnier & chef des oiseaux du Cabinet de M. le Comte de Provence.

13 Juin 1773.

On voit par le Mémoire des Entrepreneurs du Colysée, que non-seulement ils s'y plaignent des artistes, ainsi que des ouvriers employés à cette folle entreprise, mais encore qu'ils attaquent les propriétaires des terrains, comme les ayant usurés dans la vente de leurs fonds : en conséquence ils ont pris des Lettres de récision contre ces actes. M. le Roi de Senneville, Fermier général, l'un des vendeurs, s'oppose à leur enrégistrement, & vient à ce sujet de publier un Mémoire contre ces Entrepreneurs; qui démontre l'absurdité de leurs prétentions & l'injustice qu'il y auroit à les admettre. L'affaire est à la décision d'une commission du Conseil nommée, à la tête de laquelle est M. de Sartines, le Lieutenant général de police de Paris.

13 dudit.

On écrit des Provinces méridionales où ladisette est extrême, que les Corps Municipaux des villes principales se sont prêtés à venir au secours des peuples, & ont assigné des fonds pour leur acheter du pain.

13 dudit.

Depuis plusieurs années M. le Prince de Conti, voisin des Boulevards, s'y promenoit à pied, sans

suite , & caufoit familièrement avec beaucoup de gens. D'abord cette popularité n'a point paru fufpecte à la Cour , parce que cette année- là (en 1770 S. A. avoit été opérée de la fistule & ne pouvoit aller en caroffe : mais M. le Prince de Conti ayant continué depuis , fans avoir ce prétexte , on affure que dans la pofition critique où il fe trouve , exilé de la Cour , & renommé pour fon Patriotifme , M. le Chancelier & fes adhérens ont infinué au Roi que cette conduite étoit peu convenable & dangereufe , qu'une telle familiarité tendoit à réunir les cœurs en faveur de S. A. , à exciter une fermentation dangereufe , à former un parti , &c. On veut qu'il ait reçu une infinuation d'être plus circonfpect & de ne pas fe produire avec tant d'affabilité : d'autres prétendent que ce font fes propres courtifans qui lui ont fuggéré les fauffes interprétations qu'on pourroit donner à ces promenades publiques & habituelles.

14 Juin 1773.

On a fcellé au Sceau du mercredi 9 des Lettres patentes portant attribution à M. le Lieutenant général de police de Paris pour juger un Libraire imprimeur de Strasbourg & fes adhérens , fur la faifie faite fur lui de différens ouvrages profcrits , clandestins & libelleux , qu'il eft véhémentement foupçonné d'avoir imprimés furtivement chez lui , pour la plupart. Ces délinquans font détenus à la Bastille. Il faut que lefdits ouvrages foient pourtant d'un genre différent de ceux dont on fait la recherche au nouveau Tribunal , auquel fans doute on auroit joint les connoiffances de ce nouvel incident.

14 *dudit.*

Le Prince de Condé a en effet réclamé l'exécution du traité fait avec lui pour l'achat de son hôtel, & les circonstances étant devenues favorables, on a jugé convenable de tenir le marché : en conséquence la ville est chargée de payer ce bâtiment, & cela donne lieu à renouveler le projet d'y établir la nouvelle Salle de Comédie.

16 *dudit.*

Les Gens du roi de la Chambre des Comptes se sont rendus dimanche à Versailles, pour recevoir la réponse du roi aux itératives Remontrances de cette Cour. Elle a été lue aux Semestres assemblés & n'est nullement favorable à leurs prétentions: le Roi veut être obéi & qu'on enregistre. On a nommé des Commissaires pour aviser aux moyens de se bien conduire dans ces circonstances critiques.

17 *dudit*

C'est la charge de Chancelier de M. le Comte d'Artois que devoit avoir le Sr. de Maupassan, & pour laquelle il avoit déposé 112,000 Livres es mains du Chevalier d'Arcq: le Sr. Bastard y ayant été nommé, le premier a réclamé son argent, que le Chevalier a nié avoir touché. Le Sr. de Maupassan est allé trouver un Avocat, & ayant produit les crocheteurs qui avoient porté l'argent, cet Avocat a écrit au Chevalier d'Arcq pour lui faire sentir

le danger de laisser éclater une pareille affaire. Celui ci a eu recours à Madame de Langeac , & pour se débarrasser de cet importun créancier vouloit faire expédier une Lettre de cachet pour l'expulser. Il en a eu vent heureusement , il s'est diligenté , & par le canal de Madame Dubarri a fait parvenir ses plaintes au Roi. S. M. furieuse a fait expédier sur le champ par M. Bertin l'ordre d'exil pour le Chevalier d'Arcq ; mais par une contradiction assez ordinaire dans la conduite du Roi , dont le cœur excellent suspend trop souvent la justice , le Duc de la Vrilliere & la favorite ont été soustraits à la disgrâce qu'ils méritoient. On croit pourtant que des courtisans officieux ne manqueront pas d'appuyer , & qu'incessamment ce tripot sera détruit.

17 Juin 1773.

Il paroît que le Procureur général s'est soustrait à la recherche qu'on vouloit faire de sa conduite : il passe pour constant qu'il s'est absolument refusé à donner sa démission , & les charges contre lui ne se trouvant pas peut-être assez juridiques pour entreprendre avec succès de lui faire son procès , ou le nouveau Tribunal n'osant se livrer à un pareil état , & sans doute aussi empêché par une autorité supérieure , les choses en sont restées là & l'on ne parle plus de cela.

17 dudit.

On a transporté ces jours derniers au Greffe de la Tournelle les procédures instruites au Bailliage du

du palais contre le Comte de Morangiès : elles sont énormes , il y a de quoi remplir une chambre. On en présume au surplus qu'on va travailler incessamment à ce procès.

18 dudit.

M. le Chevalier d'Arcq , qui s'étoit fait mettre les vésicatoires pour éluder son départ , est enfin parti mardi 15 , & est allé coucher à la Croix de Berni , à deux lieues de Paris. Le mercredi 16 il s'étoit rendu à Estampes , à 14 lieues de Paris , & a écrit de là à M. le Duc de la Vrillière qu'il ne pouvoit aller plus loin.

Au surplus , la fermentation à la cour contre le tripot augmente , & l'on partage déjà les dépouilles du *petit Saint* (c'est ainsi que les Courtisans appellent toujours le Duc de la Vrillière , ci-devant Comte de St. Florentin , & qui est très petit). On dit que M. le Duc d'Aiguillon aura le Département de Paris , & M. Bertin le détail de la maison du Roi.

18 Juin 1773.

M. de Gourgues est fort regretté à Montauban : il paroît que sa démission a été forcée cependant , c'est-à-dire, qu'ayant eu une discussion avec M. d'Esparbès qui commande dans ce pays-là , la faveur de ce dernier l'avoit emporté, comme il arrive presque toujours dans les querelles entre les militaires & les gens de Robe. Mais cette discussion étant née vraisemblablement des circonstances , on peut toujours

faire honneur de cette disgrâce au patriotisme de M. Gourgues.

18 *dudit.*

Le Conseil est fort alarmé de voir le jeune Terrai passer sur le corps à tous les anciens pour monter à l'Intendance : on trouve extraordinaire en effet qu'on confie l'administration d'une Province à un Magistrat qui n'a pas voix dans le moindre procès , à moins qu'il n'en soit nommé le rapporteur.

19 *dudit.*

M. le Chevalier d'Arcq , qui s'étoit arrêté à Esrampes & avoit poussé jusques à Orléans & y étoit resté définitivement , a reçu ordre de continuer sa route. On a nommé une commission pour liquider les affaires de cet exilé très dérangées , & traiter les choses à l'amiable , de façon que les frais n'absorbent pas tout le bien. M. le Duc de la Vrillière a fait face à l'objet de M. de Maupassan , qui a déjà touché une partie de la somme ; le Ministre a pris des délais pour le surplus.

On croit que Madame de Langeac , pour faire diversion à sa douleur & prévenir les vapeurs funestes que lui pourroit occasionner une si cruelle séparation , va voyager & ira aux Eaux.

21 *dudit.*

On parle d'une Lettre du Chevalier d'Arcq , où ce Gentilhomme commence par avouer ses torts &

ses déportemens , puis il révèle les turpitudes du tripot & dévoile des choses très scandaleuses. Si l'Épître existe , on présume que c'est un mauvais plaisant qui aura emprunté le nom du Chevalier pour décharger sa bile.

22 *dudit.*

Le Sr. Goezman est un membre du nouveau Tribunal très accrédité , & un des grands travailleurs d'entre ces Messieurs ; il est rapporteur de la fameuse affaire de *la Correspondance* , & a singulièrement l'oreille du M. le Chancelier. Depuis quelque tems le bruit s'est répandu que son intégrité n'étoit point à l'épreuve des tentations qu'on pourroit lui offrir , & que tout récemment il avoit reçu dans la même affaire des présens des deux parties , ou , ce qui rend la manœuvre plus adroite , qu'il recevoit de l'une tandis que sa femme recevoit de l'autre. Ce Magistrat a été vivement affecté de bruits aussi injurieux , il a demandé vendredi dernier l'assemblée des Chambres , & a témoigné à MM. toute sa douleur. Cependant comme il n'a pu articuler aucun fait , ni désigner aucun auteur de semblables calomnies , il a été dit qu'il n'y avoit lieu à délibérer. Hier , ayant apparemment acquis des preuves ou des indices plus graves , il a fait remettre sur le tapis la même plainte , & il a été arrêté que le Procureur général seroit chargé de faire informer contre les auteurs , fauteurs & adhérens desdits propos diffamans , &c.

22 *dudit.*

Depuis plusieurs années il y a une Commission nommée pour connoître de l'affaire des bleds & veiller à la distribution de cette denrée , de façon que les provinces mieux fournies reversent dans celles qui sont affamées : à la tête de cette Commission , composée de quatre Conseillers d'Etat, est le Contrôleur général ; le Sr. Brochet de St. Prest , Maître des requêtes & Intendant du commerce , en est rapporteur. Elle a sous elle deux directeurs ou agens généraux , soit pour les achats , les transports , &c. en sorte qu'il sembleroit que tous les abus en cette partie devroient être incessamment réprimés. Mais les Conseillers d'Etat se plaignent qu'on ne leur communique rien , qu'on ne les consulte pas , & que l'Abbé Terrai leur apporte la besogne toute mâchée. Ce qui rend cette conduite plus suspecte , c'est que le Sr. Brochet de St. Prest , son ame damnée , qui étoit extrêmement gueux il y a quelques années , affiche aujourd'hui une opulence & un luxe qui étonnent : ce qui fait présumer que ces Messieurs , bien loin de remédier au monopole , le favorisent & l'exercent par leurs suppôts , puissamment riches aussi.

23 *Juin 1773.*

On a donné aujourd'hui à la Comédie Françoise *le Siege de Calais* , tragédie demandée par Madame la Dauphine : dès qu'elle est arrivée avec son auguste Epoux ; ils ont été accueillis avec des transports de joie indicibles. Dès le commencement de la pie-

ce , le Duc de Duras , Gentilhomme de la chambre de service , a pris l'ordre du Prince & de la Princesse ; & ceux-ci , pour ne point gêner le public qui par respect n'auroit osé applaudir , ont donné par un battement de mains , qu'a répété le Duc de Duras , le signal au Parterre , qu'il feroit maître de le faire , en sorte que chacun s'est livré à son enthousiasme.

Au 3eme acte , dans une scene où *Aliénor* disserte sur la loi salique , qui exclut les Etrangers du trône , & n'y admet que les héritiers de la famille régnante , suivant l'ordre de la succession , & le droit d'aînesse , Madame Vestris , qui faisoit ce rôle , aux derniers Vers

Le François dans son Prince aime à trouver un frere
Qui né fils d'état , en devienne le pere ,

a regardé M. le Dauphin , en les prononçant : ce qui a été suivi de longs & unanimes applaudissemens.

Dans un autre endroit il se trouve ces mauvais vers , mais vrais & sententieux :

Quelle leçon pour vous , superbes Potentats !
Veillez sur vos sujets dans le rang le plus bas ,
Tel , loin de vos regards dans la misere expire ,
Qui quelque jour peut être eût sauvé votre empire.

M. le Dauphin & Madame la Dauphine ont pris leur revanche en cette occasion , & ont applaudi les premiers à la tirade ; & cette marque de sensibilité de leur part a été reçue avec des transports nouveaux de tendresse & de reconnoissance du public.

23 Juin 1773.

On a récolé tous ces jours derniers les malheureux détenus à la Bastille pour l'affaire de la *Correspondance* , qui traîne depuis un an & plus. Quoiqu'on n'ait vraisemblablement acquis aucune preuve positive sur les auteurs & les distributeurs de ces ouvrages clandestins, on croit qu'il est question de terminer & de statuer sur le sort de quantité de prisonniers, qui gémissent depuis trop longtemps dans les fers.

24 Juin 1773.

La contestation pour le marc d'or entre le Contrôleur général & M. de Monteynard , n'est pas encore finie. Le Roi continue à rester neutre , & prend plaisir , suivant sa coutume , à voir ses Ministres se chamailler sur ce point. Celui de la guerre prétend avoir trouvé le moyen de donner un pied de Nez à l'Abbé Terrai , en éludant le Sceau des Brevets & Commissions , -& en suppléant par de simples Lettres. Celui-ci prétend que *rira bien qui rira le dernier* ; il empêchera qu'on ne passe en compte aux Trésoriers les appointemens des Officiers qui n'auront pas fourni des copies authentiques de leurs titres , pour les recevoir en tout , ou suivant les augmentations graduelles de leurs emplois.

25 dudit.

M. l'Abbé Terrai , instruit des clameurs qu'excite le passe-droit qu'il a fait à tous les Maîtres

dés Requêtes en faveur de son neveu , & craignant d'ailleurs qu'il ne fût mal reçu à Montauban où M. de Gourges est fort regretté , a imaginé de ne point envoyer sitôt son neveu à son Intendance , & de prendre sur son compte l'administration de cette Province. On croit que son objet est d'attendre qu'il en vaille une autre pour y faire passer ce neveu ; & de nommer alors à celle-ci , celui des maîtres des Requêtes à qui c'est à monter à cette place dans l'ordre du tableau.

25 Juin 1773.

M. le Duc de la Vrillière a une contestation avec M. le Chancelier , qui occasionne de l'aigreur entre ces deux Ministres & fait rire les Courtisans , toujours bien aises de ces divisions , parce qu'ils espèrent en tirer parti. Des trois places d'Intendants de M. le Comte d'Artois, le premier en avoit déjà nommé deux , lorsque le Chef suprême de la Justice en a demandé une pour le Sr. Tury , son Secrétaire , & a prétendu devoir l'obtenir. On n'a pu le refuser. Or ce Tury est un parvenu, ci-devant Laquais de M. de Maupeou , puis son valet-de-chambre , ensuite son Secrétaire , & enfin pourvu d'une charge de Contrôleur-général du Sceau. Il a senti qu'il ne pourroit décemment faire les fonctions de sa charge auprès du Prince , ou qu'il s'exposoit à bien des rebuffades & des avanies. Il en a parlé à son maître , qui lui a conseillé de vendre son agrément , comme beaucoup d'autres gens qui sont dans ce cas. Alors le *petit Saint* est revenu sur le coup ; & a prétendu rentrer dans son

droit de nomination : il a dit avoir bien voulu , par égard à un homme attaché à M. le Chancelier , lui donner l'agrément que celui-ci requéroit , mais non pour le transférer à un autre. Or il est décidé que le Sr. Turcy ne peut exercer , de son propre aveu. En conséquence le Ministre veut y nommer un nouveau sujet , le Chancelier soutient son homme , & il en résulte une espece de schisme entre ces deux grands personnages.

26 Juin 1773.

M. l'Abbé Terrai vient d'obtenir l'Abbaye de Troarn , qui étoit en Economat depuis plusieurs années , & qui vaut plus de 50,000 livres de rentes. Tout le Clergé gémit de voir ce beau morceau entre les mains d'un ministre déjà puissamment riche.

27 Juin 1773.

On prétend que le Prince de Condé capitule beaucoup pour consentir au mariage de Mlle. de Tournon avec le Comte Adolphe. On croit que le Prince de Soubise n'osant pas se mettre en avant excite son gendre à faire le difficile. Les conditions du Prince sont qu'on lui donnera entrée au Conseil, qu'on lui paiera environ 1,500.000 livres de dettes qui le tourmentent , & que le Roi lui achètera son hôtel. Aucune de ces conditions n'effraie , sauf celle de l'entrée au Conseil , à laquelle le Roi a cependant consenti , mais à condition que ce ne seroit qu'après le mariage ; & le Prince, déjà leurré

plusieurs fois de fausses espérances , veut y entrer avant. Peut être S. M. agréeroit-elle qu'il y fût , mais les Ministres qui ont intérêt d'écarter un Conseiller aussi puissant , disent que S. A. doit s'en rapporter à la parole du Roi. On sait que le caractère de Ministre d'Etat est indélébile , & que le Prince une fois entré au Conseil ne pourroit plus en être exclus que par l'exil. Voilà à quoi tient ce mariage , qui fait fermenter toute la Cour pour ou contre.

27 Juin 1773.

On écrit de Toulouse que le mari de la Comtesse Dubarri , appelé le *Comte Guillaume* , résidant , comme on a dit , dans cette ville , pour raison de la vie crapuleuse qu'il menoit dans ce pays-ci , a voulu jouer un rôle dans les diverses émeutes qu'il y a eu : entr'autres choses un jour il a harangué le peuple , il s'est ingéré de donner des paroles , de capituler avec les mutins. Le Parlement a trouvé cela mauvais , & il y a eu des voix pour le décréter. En général , il y est peu estimé , peu même accueilli ; il ne s'y comporte pas avec plus de décence , & y vit publiquement avec une fille . scandale encore plus grand dans la Province qu'à Paris.

27 Juin 1773.

Il est décidé que l'affaire de Finances, appelée la Régie des cuirs & droits rétablis , sera réunie à la Ferme générale pour le bail prochain , & qu'à fin de

ne point rembourser les fonds confiés au Roi par les Régisseurs de cette entreprise , on va leur donner les Greffes en commission ; ce qu'on espere devoir procurer encore de l'argent au Roi , au moyen de ce que la liquidation à faire de toutes ces finances d'offices qui seront supprimés , traînera nécessairement en longueur , & qu'on ne donnera que des Contrats en remboursement à ces officiers.

Quant aux Huissiers, qu'il étoit question aussi de supprimer , il paroît que ceci souffre plus de difficultés , & que les inconvéniens à craindre dans l'exécution , effraient les auteurs du projet.

28 Juin 1773.

De fins politiques cherchent à déterminer le Prince de Condé au mariage en question , par l'espoir d'acquérir une très grande faveur. Ils font entrevoir à S. A. que Mlle. de Tournon , belle comme elle est , donnera sûrement dans les yeux du Roi , qu'elle supplantera la favorite , & qu'ayant acquis sur cette nouvelle maîtresse l'ascendant que doit lui donner son alliance & son rang , il la gouvernera , & peut se trouver à la tête de l'administration du Royaume. Les gens sincèrement attachés à la comtesse , lui font faire les mêmes réflexions du moins lui insinuent adroitement des craintes , la refroidissent à cet égard ; en sorte qu'il ne seroit pas étonnant que le mariage annoncé ne s'accomplît pas.

28 Juin 1773.

Les ouvrages de la Commission , concernant les Réguliers , ne s'avancent pas , au moyen des contradictions qu'elle éprouve , du défaut d'unanimité dans les Evêques , & de l'indécision du Roi à cet égard. Il avoit été décidé de réunir aux *Mathurins* les *Mercitains* , ou *Peres de la Merci* ; & ce projet étoit sur le point de s'effectuer dans les Provinces reculées : mais des Religieux de ces maisons étant venus à Paris , & apprenant que ceux de la Capitale ne souffriroient pas cette incorporation , soutenus par l'Archevêque , qui ne veut entendre à rien à cet égard , reviennent par Requête au Conseil , & cet arrangement est à la veille de s'annuller , comme beaucoup d'autres.

Deux autres inconvéniens , très grands , arrêtent dans l'exécution les opérations de cette Commission.

1°. Les Evêques , qu'on espéroit gagner par des réunions à leur siege , qui en auroient augmenté le revenu , ne peuvent être leurrés par un pareil espoir , les hériers des fondateurs revenant en foule , & demandant à rentrer en possession des biens dont la destination ne se remplit plus suivant les intentions des Légataires.

2°. Comme , dans le plan de la Commission , il faudroit faire des réunions de Province à Province , ce qui ne pourroit avoir lieu dans l'ordre de la discipline Ecclésiastique , que par le concours des Evêques diocésains ceux-ci . qui n'y ont aucun intérêt , ou plutôt contre les intérêts desquels cela s'effectueroit , bien loin de donner leur acquiesce-

ment , s'y opposent aussi ; ce qui rend la besogne très dégoûtante & très épineuse. D'ailleurs p'us de Parlement pour consolider tout cela.

29 Juin 1773.

Le Mémoire de Me. Linguet , annoncé depuis long-tems , se distribue. Il a pour titre : *Supplément aux Observations pour le Comte de Morangiès*. Cet Orateur , d'une fécondité sans exemple , ne donne son nouvel ouvrage que comme une première partie du travail qu'il se propose. Dans celle-ci , il discute la Sentence du Bailliage , du 28 Mai , & la présente sous 13 chefs différens , qu'il commente , qu'il contredit , qu'il réfute , & dont il prétend enfin démontrer l'injustice & l'absurdité en totalité. Il annonce qu'il parlera incessamment de la procédure , en traitant de la prise à partie , qui sera demandée certainement , & que l'équité de la Cour ne lui permettra certainement pas de refuser.

Quelqu'aride que parût devoir être cette discussion , le brillant Orateur a su y répandre les figures de son art. Les morceaux les plus intéressans sont l'exorde , quelques nouveaux détails sur la Police , une dissertation sur les Libelles & la justification des siens ; enfin , la péroraison vigoureuse contre les conclusions du Procureur du Roi , d'après lesquelles le Comte de Morangiès a été mis sur la sellette. On ne peut nier qu'il n'y ait beaucoup de chaleur dans la plupart de ces endroits , qu'on ne les lise avec plaisir : on n'en peut pas dire autant de la logique de l'Ecrivain , qui n'est pas la partie dominante. D'ail-

leurs l'impudence avec laquelle il est convaincu d'avancer les faits les plus palpablement faux, discrédite tous ceux qu'il pourroit articuler en faveur de son client; c'est ce qui ôte beaucoup de force à une piece qu'il cite comme victorieuse. C'est une espece d'apologie du Comte de Morangiès, faite par la Noblesse du Diocèse où ses terres sont situées, en date du 29 Avril de cette année, & qui, à la rigueur, ne concluroit rien. Elle est soussignée de 19 signatures. D'ailleurs, est-ce le plus grand nombre? Comment ont-elles été données? Existont-elles même? Le peu de bonne foi du sieur Linguet autorise à élever de semblables doutes.

19 Juin 1773.

Les Semestres de la Chambre des Comptes ont été assemblés hier pour délibérer sur la réponse du Roi. Dix voix seulement, à la tête desquelles étoit M. de Nicolai, le Premier Président, ont été pour l'enregistrement, avec toutes les protestations, restrictions, modifications qu'il plairoit à la Cour d'y opposer; mais MM. d'Aubigny & Clément se sont élevés avec force contre une démarche si évidemment contraire à tout ce que la Cour avoit fait jusques là. Ils ont donc voté pour de nouvelles remontrances, & l'avis a passé.

On est convenu assez généralement qu'on ne pouvoit se dispenser d'enregistrer, mais en Lit de Justice, ou au moins en vertu de troisièmes & dernières Lettres de Jussion, qui caractérisent légalement la volonté décidée du Souverain. Il est aisé

de juger par là que les rigoristes ne bataillent plus que pour la forme, & que le Ministère finira cette contestation quand il voudra s'en donner la peine. On présume que M. de Nicolai, pour éviter au Roi la fatigue de troisiemes remontrances, fera entendre au Chancelier & au Contrôleur général, qu'il ne tient qu'à eux d'avoir recours à cet expédient péremptoire.

1 Juillet 1773.

Il y a une fermentation étonnante au Palais, à l'occasion du sieur Linguet. Le samedi 26 Juin, il s'est présenté à la Tournelle pour y plaider. Dès qu'il a paru, M. de Vaucresson, Avocat Général, qui doit porter la parole dans l'affaire, a déclaré aux Juges qu'il ne pouvoit se dispenser de s'élever contre l'impudence d'un Avocat, qui, après avoir manqué essentiellement à lui, au Parquet, au Tribunal, à la Magistrature entière; après avoir eu la mortification de voir renvoyer une cause dans laquelle il vouloit plaider, osoit reparoître encore, & provoquer l'indignation de la Cour: il a requis à ce que la cause fût renvoyée à un mois, afin que les parties eussent le tems de choisir un autre défenseur: sur quoi les Juges ont été aux opinions, & l'affaire a été remise à la huitaine.

L'Ordre des Avocats est furieux de cette difficulté, & prétend qu'un Avocat Général n'a pas le droit de refuser, de parler ainsi, & de faire expulser du Barreau un de ses membres: qu'il doit le dénoncer comme coupable, & lui faire faire son procès. On ne sait comment finira cette étrange &

nouvelle contestation. Le sieur Linguet , de son côté , se donne de grands mouvemens. Il est allé à Versailles , solliciter les Ministres & M. le Chancelier.

2 *Juillet* 1773.

C'est le sieur Gondin qui est Rapporteur dans l'affaire du Comte de Morangiès , & non le sieur Debonnaire , comme on l'avoit annoncé ; peut-être celui-ci a-t-il éludé une telle corvée. Quant au premier , c'est un original qui a une sorte d'esprit , mais peu au fait de la Jurisprudence ; il étoit ci-devant de la Cour des Aides , & s'est toujours plus mêlé d'astronomie que de son métier.

2 *dudit.*

L'affaire du sieur Goëzman continue à faire bruit dans Paris : c'est dans le procès du sieur Caron de Beaumarchais contre le Comte de la Blache , que le premier a répandu le bruit des présens faits à la Dame Goëzman. Le sieur d'Arnaud , Poëte , & le sieur le Jay , Libraire du Conseiller en question , & qui a imprimé quelques-unes de ces brochures répandues par M. le Chancelier , & qu'avoit composé ce Magistrat , sont fortement compris dans l'histoire.

3 *dudit.*

Le 19 du mois dernier le nouveau Tribunal a enregistré des Lettres Patentes , données à Versailles le 3 Avril , dans lesquelles le Roi dit : " Les

„ Célestins de notre Royaume ne s'étant pas
 „ rendus aux exhortations réitérées qui leur ont
 „ été faites de notre part , de s'affujettir aux
 „ pratiques de leur institut , conformément à leur
 „ Regle & aux mitigations approuvées par le
 „ Saint Siege ; nous avons cru , après avoir pris
 „ les mesures pour la conservation des biens ,
 „ devoir faire mettre sous les yeux de notre
 „ Saint Pere le Pape l'état dudit Ordre dans notre
 „ Royaume , pour qu'il pût y employer les re-
 „ medes que sa sagesse lui inspireroit : nous avons
 „ eu la satisfaction de reconnoître , par le Bref
 „ qu'il nous a adressé , combien il est entré dans
 „ nos vues , puisqu'il a jugé nécessaire que les
 „ Archevêques & Evêques , dans les Diocèses
 „ desquels sont situés les monasteres dudit Ordre
 „ dans notre Royaume , les visitassent , soit par
 „ eux-mêmes , soit par telles personnes qu'ils
 „ jugeroient à propos de déléguer , & employas-
 „ sent tous les moyens qui seroient en leur
 „ pouvoir , pour y rétablir une réforme salutaire
 „ & durable ; & que , où ils reconnoîtroient
 „ que ladite réforme ne pourroit avoir lieu , ils
 „ proposassent ce qu'ils jugeroient le plus utile ,
 „ soit par rapport aux Religieux desdits monas-
 „ teres , soit par rapport aux biens & revenus ;
 „ & comme des dispositions si sages & si con-
 „ formes à nos intentions , ne peuvent être trop
 „ promptement exécutées , nous avons cru de-
 „ voir les revêtir du sceau de notre autorité :
 „ A ces causes , &c. de l'avis de notre Conseil ,
 „ qui a vu ledit Bref , en date du premier Mars ,
 „ &c. nous avons loué , approuvé , confirmé ,
 „ autorisé , &c. ledit Bref ; voulons qu'il soit
 „ exécuté selon sa forme & teneur , pourvu

„ toutefois qu'en icelui il n'y ait rien de con-
 „ traire aux Saints Décrets & Constitutions Cano-
 „ niques, ni de dérogeant à nos droits ; & aux
 „ privilèges, franchises & libertés de l'Eglise
 „ Gallicane, & Ordonnances de notre Royaume :
 „ exhortons en conséquence les Archevêques
 „ & Evêques, &c. „ Suit le dispositif, exac-
 tement conforme au préambule.

4 *Juillet* 1773.

Le nouveau Tribunal a été fort embarrassé sur la levée de bouclier qu'a faite l'Avocat Général, Martin de Vaucresson, à l'occasion du S. Linguet. Celui-ci s'est étayé de quelques partisans qu'il a dans le tripot, comme les Présidens de Châteaugiron & de Nicolai. On avoit voulu prendre la tournure d'exciter sous main l'Ordre des Avocats à sévir contre ce confrère indigne, & à le rayer du tableau ; mais l'Ordre est actuellement un troupeau sans pasteur : il n'y a point de Bâtonnier, & les membres, dispersés par pelotons, sont convenus n'avoir droit de rien faire à cet égard : enfin, la huitaine sur le point d'expirer, le vendredi deux de ce mois, les Grand'Chambre & Tournelle se sont assemblées pour délibérer sur cette importante matière, les Gens du Roi ont fait un Réquisitoire, par lequel ils ont demandé qu'il pût à la Cour ordonner que Me. Linguet fût rayé du Tableau, comme ayant insulté, outragé de la manière la plus notoire, comme la plus gratuite, le Ministère public, & cela sciemment, par une conduite incouie, scandaleuse, inexcusable, que tout annonce être

incorrigible, & que l'Arrêt contenant sa radiation sera signifié, à la Requête du Procureur général, aux Syndic & Adjoints de la Librairie.

Sur quoi, vu l'imprimé intitulé *Observations pour le Comte de Morangiès*, signé *Linguet*, contre les Conclusions de l'Avocat Général Vaucreffon, il a été ordonné que les termes injurieux, insérés audit écrit, seront rayés & supprimés, comme contraires au respect dû aux Gens du Roi; que ledit *Linguet* sera tenu d'être plus circonspect à l'avenir, & de leur porter honneur & respect, à peine de radiation du tableau: ordonné pareillement que le présent Arrêt sera imprimé & signifié dans le jour audit *Linguet*, &c.

4 Juillet 1773.

Il paroît une brochure clandestine & curieuse, intitulée : *Raisons invincibles qui doivent empêcher le Pape d'accorder, & les Souverains de poursuivre l'abolition de la Compagnie de Jesus*, tant que cette cause sera dans l'état où elle est. On voit, par ce titre, combien la piece doit être originale & recherchée; elle est principalement dirigée contre le Duc de Choiseul, à l'inimitié duquel on attribue la dissolution de l'Ordre dans une partie de l'Europe, & mérite une discussion très ample, cette matiere étant aujourd'hui l'objet de l'attention des différens Royaumes, partagés pour ou contre un Ordre fameux, qui semble tenir tête à une multitude de Potentats réunis contre lui.

Le Parlement ancien n'y est pas épargné, & le

nouveau Tribunal y est demandé comme juge impartial de la querelle.

5 Juillet 1773.

Depuis l'histoire scandaleuse de M. le Chevalier d'Arcq , il couroit des bruits défavorables à M. le Duc de la Vrilliere : beaucoup de courtisans attestoient qu'il avoit donné sa démission dans la crainte d'y être forcé. Ce Ministre indigné de pareils bruits , a pris le parti de déclarer chez lui authentiquement & devant beaucoup de témoins , qu'il ignoroit les auteurs & les motifs de semblables bruits : que S. M. continuoit à lui témoigner les mêmes bontés , & trouver ses services agréables , & que lui étoit disposé à les rendre à son Souverain tant qu'il lui resteroit un souffle de vie.

5 Juillet 1773.

On a enfin tiré au clair l'histoire de la déclaration de M. de Monclar , Procureur général au Parlement d'Aix , qu'on avoit répandue comme soucrite par lui au lit de la mort , & qu'entr'autres le Gazetier de Cologne , tout Jésuite , avoit adoptée comme authentique. C'est dans une *Lettre d'un Gentilhomme du diocèse d'Apt à M. . . .* que cette intrigue est développée dans toutes ses parties. Il en résulte que cette piece est absolument fautive : il faut lire dans l'ouvrage même le détail incroyable des menées de l'Evêque d'Apt pour obtenir d'abord un pareil acte du moribond ,

& ne l'ayant pu obtenir par ses émissaires , pour faire accroire au public qu'il l'avoit obtenu. On ne peut gueres révoquer en doute l'historique de cette intrigue , soutenue des lettres & pieces qui peuvent le certifier. Cette brochure au surplus est écrite avec une sagesse & une modération qui disposent aisément à ajouter foi à l'auteur.

5 *dudit.*

Mr. & Madame la Dauphine continuent à venir journellement dans cette Capitale , au moment où l'on les y attend le moins : on rapporte la réponse très adroite de Madame la Dauphine au Roi pour rendre de plus en plus S. M. favorable à ses allées & venues ; comme il lui demandoit si elle étoit bien contente des Parisiens ? *Ah ! Sire , il faut qu'ils vous aiment bien , car on nous a fêté en conséquence.* Malgré cela les Politiques doutent que cette communication familiere continue : on sait comment tout cela se conduit , & quel génie invisible dirige de loin la Princesse , & par elle le Dauphin : on n'ignore pas que l'Abbé de Vermont , ci-devant instituteur de la premiere , qui lui a extrêmement plu & qu'elle s'est attaché comme son lecteur , est une créature de l'Archevêque de Toulouse , Prélat très ambitieux & très intrigant. On connoît encore la liaison intime de celui-ci avec le Duc de Choiseul & l'on veut que la Princesse ne fasse aucune démarche qui ne soit combinée à Chanteloup.

5 *Juillet* 1773.

Les Célestins sont extrêmement mortifiés de la Déclaration dont on a parlé , où ils sont inculpés de mauvaise conduite & d'écarts scandaleux. M. l'Archevêque de Paris , sous l'Egide duquel ils se sont rangés , n'est pas moins furieux, d'autant qu'il sent que tout cela tend au projet de la destruction de l'Ordre, qu'il s'efforce de conserver.

5 *dudit.*

On parle encore de faire une Cour de Pairs , séparée du nouveau Tribunal , dans laquelle on feroit entrer quarante membres du Parlement exilé ; ce qui seroit fort agréable aux Princes & aux Pairs , & termineroit toutes les querelles. On prétend que c'est à Compiègne que se dirigera & commencera un projet si propre à tout concilier, & qui dans le fait consommeroit celui du Chancelier.

6 *dudit.*

L'abbaye de Troarn dont est pourvu l'Abbé Terrai , est supérieure à ce qu'on en avoit dit , puisqu'il a refusé de l'affermir à 50,000 livres de rentes qu'on lui en offroit. Au surplus , il déclare modestement qu'il n'a point demandé ce beau morceau , qu'il en a assez , qu'il ne fait pas pourquoi on lui a conféré ce bénéfice , qu'il regarde cette faveur comme une bonté du Roi, qui a bien voulu témoigner authentiquement, par là , combien ses

services lui étoient agréables , & démentir tous les bruits injurieux qui couroient sur son compte ; que c'est cette extrême attention de son maître qui le touche , & qui l'a empêché de refuser.

6 dudit.

Dans la séance de la Tournelle le samedi 3 Juin, où Me. Linguet a plaidé , les Gens du Roi se sont trouvé présents, c'est-à-dire M. de Vaucreffon ; ce qui est déroger au serment qu'il avoit fait de ne point communiquer avec cet Avocat. Me. Caillard, qui devoit plaider contre lui, s'est absenté , au contraire , suivant une délibération de l'Ordre prise chez Me. Gerbier , par laquelle on est convenu de l'exclure tacitement , ne pouvant le faire par une radiation, en refusant de se trouver en présence contre lui. Cette tournure a déplu au Président de Châteaugiron , qui a sommé l'Avocat Du , (ci-devant le Procureur) de plaider samedi prochain ; mais la partie ne veut point opposer un si foible adversaire en tête de Me. Linguet. Cette partie est M. de Portelance, connu dans la Littérature par une tragédie donnée dans sa jeunesse , & qui , sans avoir eu de succès , fait présumer au moins qu'il est en état de pouvoir se défendre lui-même & parler en public. Il sollicite la permission de le faire , car il faut Arrêt pour qu'un particulier ait le droit de plaider , lorsqu'il n'est point Avocat , dans sa propre cause.

Après sa plaidoirie Me. Linguet fut entouré de plus de 60 Militaires , Chevaliers de St. Louis ou gens de qualité, tous attachés à la cause du Comte.

de Morangiès ; ils escorterent cet Avocat & passerent à la Conciergerie avec lui pour visiter le prisonnier.

6 Juillet 1773.

Il nous est arrivé d'Angleterre un 4eme. volume des *Efforts du Patriotisme* , qui contient de nouvelles pieces , & promet la suite jusqu'à ce que la Collection soit complétée.

6 dudit.

On cite un propos de M. le Chancelier à Me. Linguet , qui caractérise bien le ton leste dont ce Chef de la Magistrature traite ses propres opérations. Cet Avocat , comme on a dit , est allé à Versailles voir le Duc d'Aiguillon , son protecteur , & s'est ensuite transporté vers M. de Maupeou , auquel il s'est plaint de vexations qu'il éprouvoit au nouveau Tribunal : *que veux-tu que j'y fasse ?* (lui a dit le Chancelier) *crois-tu que j'irai créer un autre Parlement , exprès pour toi ?*

7 Juillet 1773.

On n'a pas tardé à répliquer à la suite des *Observations* de Me. Linguet , & Me. la Croix fait paroître un nouveau Mémoire pour le Sr. Dujonquay & la Dame Romain contre le Comte de Morangiès. On y lit dans une note : *cette affaire eût été étouffée par la famille du Comte de Morangiès , si son défenseur ne se fût pas vané de la gagner. Voici la cause de ses emportemens.* On y résume de nouveau le

fond de l'affaire, & on répond sur-tout aux critiques diverses que Me. Linguet fait de la sentence ; on lui prouve que ses objections les plus spécieuses ne devoient pas être faites par un Avocat au fait des formes & de l'ordre du style judiciaire ; enfin, après une Consultation du 2 Juillet, Me. la Croix rend compte des motifs qui l'ont déterminé à écrire dans cette affaire, où l'on a prétendu qu'il n'avoit ni mission ni caractère, & il déclare que c'est à la sollicitation seule d'Aubourg & de Dujonquay qu'il est entré en lice.

Au surplus, cette affaire qui s'embrouille de plus en plus, tient le public en suspens, plus que jamais, par les étranges mensonges que les Avocats se reprochent réciproquement de s'être permis. Le Sr. Gondin, rapporteur, est parti pour six semaines pour la campagne, & a emporté avec lui tous les papiers : il ne doit revenir qu'en état de faire son rapport.

7 *dudit.*

Il y a un grand schisme dans le nouveau Tribunal à l'occasion de Me. Linguet, ce boute-feu, qui semble porter l'incendie par-tout. Les Gens du Roi intriguent fortement pour le faire expulser tout à fait : les Présidens de Châteaugiron & de Nicolai le soutiennent avec éclat, ce premier même voyant le déchaînement général de l'Ordre des Avocats contre lui, a imaginé d'en séduire quelqu'un qui voulût bien plaider vis-à-vis de ce confrère : il a trouvé un jeune homme, M. de Piolens, fils d'un Président du

du parlement de Grenoble , qui se prête à attacher le grelot & à paroître dans l'arene ; en conséquence M. de Châteaugiron a fait les plus grandes avances auprès de M. de Portelance pour l'engager à prendre ce jeune homme pour défenseur & à se désister de plaider lui même ; il a mis tant de chaleur dans cette invitation , que le dernier a été obligé d'y consentir.

8 Juillet 1773.

L'auteur des *Raisons invincibles* , &c. en a de générales & de particulières : les générales sont 1^o. que pour détruire un Ordre ancien , approuvé , protégé , loué constamment , par les plus anciens personnages de l'Eglise , il faudroit des délits clairs , atroces , qui fussent ceux du Corps entier , & qu'il se fût montré incorrigible. On n'objecte , au contraire , que des imputations vraies ou fausses contre quelques particuliers ; on critique un Institut brûlé en France comme *Impie* , & canonisé en Portugal comme *Saint* ; que tous les Sages , tous les Saints & sur-tout les Papes , les Evêques & un Concile Universel , ont regardé comme un chef d'œuvre , & dont on n'a fait qu'un extrait frauduleux sous le titre d'*Affertions*.

2. Comme le crime ne se présume pas contre 20,000 Religieux , & qu'il ne peut être constitué légitimement que le prévenu n'ait fourni toutes ses défenses , il étoit également nécessaire & indispensable d'entendre les Jésuites , aussi juridiquement , aussi pleinement , aussi solennellement que l'exigeoit l'importance de la Cause.

3. Les Jésuites n'ont point été entendus de la manière qu'on vient de voir qu'il falloit les entendre : on ne voit pas qu'en aucun tems , en aucun lieu , une audience libre , pleine , publique , ait été donnée à la Société , à son Régime , à ses Représentans. L'auteur prétend , au contraire , pouvoir nommer les tems & les lieux où l'on a rejeté chez nous , impitoyablement & sans pudeur , des requêtes en forme que présentoient ; des Jésuites , aux fins d'être ouïs.

A ces vues générales il croit pouvoir joindre des préjugés tirés des opérations dont on a été témoin , & c'est ce qu'il appelle ses *Raisons particulières*.

1. Les Jésuites ont été pros crits uniquement sur deux pieces , savoir , sur les *Extraits de l'Institut* , faits ou débités par le feu Abbé Chauvelin , & sur le *Recueil des Affertions* , fabriqué aux *Blancs Manteaux* ; c'est-à-dire , sur deux pieces qui contiennent au moins huit à neuf cens falsifications palpables. Ceux des tribunaux qui témoignèrent long-tems une juste horreur pour cette manière de procéder , furent vaincus par les ordres , par les menaces & par d'autres menées encore plus indignes du Ministre (le Duc de Choiseul), qui étoit alors à la tête de la persécution *Anti-jésuitique*.

2. Cette persécution est l'ouvrage des Jansénistes , des Philosophes Encyclopédistes , d'un essain de Magistrats Républicains , ennemis du Catholicisme , de la Religion , de l'autorité monarchique. Les Jésuites n'ont donc été pros crits que parce qu'ils tenoient invinciblement à l'Eglise Romaine , à Dieu , au Roi.

3. Il est également avéré & indubitable , que les conjurés de Paris ont donné le branle à tout ce qui a été fait ou tenté en Portugal , en Espagne , à Rome & ailleurs ; on n'ignore ni la députation , ni le nom des émissaires , ni l'envoi des libelles , ni les sommes offertes ou données , le tout sous la protection du grand chef (le Duc de Choiseul) , dont la protection étoit si étendue.

Ici l'auteur entre dans une grande discussion de ce qui s'est passé en Espagne , & dans une prosopopée touchante au Roi de ce Royaume , qu'il cherche à capter par un tour oratoire ; il établit que tout prouve qu'il a été séduit , que tout respire dans le complot en question les noirceurs de la calomnie , le caractère des chefs de la bande , les moyens qu'ils ont employés , les pièces pour & contre qu'on a sur ce grand procès. Il discute ensuite les procédures Portugaises , qu'il regarde comme un monstrueux assemblage d'iniquités palpables. On ne peut le suivre dans le développement verbeux de cette partie de l'ouvrage.

Après il propose un *cas de conscience* , savoir , si des Princes Chrétiens & Catholiques peuvent en conscience demander au souverain Pontife la destruction d'un Ordre , sans avoir vu ni entendu les accusés , sur des accusations dont une partie n'est pas articulée , dont l'autre est fautive , calomnieuse , absurde , &c. Il soumet cette décision au college des Cardinaux , & à tous les Consultants Romains , au Clergé de France , à la Sorbonne , aux Universités d'Italie & d'Espagne , même aux Universités

Protestantes d'Oxford , de Wittemberg & d'Upsal, enfin au Mufti & à ses Imans.

Du reste , quand , où , en quelle forme fera-t-on la revision du procès qui est l'objet de cette Requête ?

Ce ne sauroit être trop tôt (répond-il) ; à Rome , à Madrid , à Paris , ou à Versailles ; on ne refuseroit pas aujourd'hui le Parlement de Paris.

Suivent des objections & solutions , terminées par une observation décisive. Il prend acte contre les ennemis de la Société en présence de l'univers , qu'ils sont non-seulement atteints , mais encore convaincus , de tout ce qu'on leur impute d'atrocités.

Dans cet ouvrage , où il y a de très-bonnes choses , des anecdotes précieuses , il regne sous une apparence d'ordre & de méthode , un désordre & une confusion qui en rendent la lecture pénible , par une répétition fastidieuse des mêmes raisons & par une multitude de mots accumulés dans lesquels se noie la chaleur de l'orateur.

9 Juillet 1773.

On parle fort de la prochaine arrivée de M. le Comte d'Aranda , Ministre du Roi d'Espagne : on dit qu'il y viendrait avec la qualité d'Ambassadeur Extraordinaire. On ignore au surplus quel seroit l'objet de cette mission , qui intrigue beaucoup les Politiques. Les Jésuites ont la vanité de croire que c'est à leur occasion , & afin de prendre des mesures solides & infaillibles pour leur destruction : tant ils mettent d'importance à cet objet.

9 Juillet 1773.

L'Assemblée de la Faculté de Théologie , au *prima mensis* de ce mois , a été très tumultueuse. Un Arrêt du Conseil du 1er. intervenu à l'occasion de la Thèse dont on a parlé il y a déjà du tems , & qui depuis lors agite ce Corps , a jeté la consternation dans son sein , en consommant le despotisme du Syndic Riballier même dans les matieres théologiques , dont la Cour , suivant eux , ne devroit pas se mêler.

10 dudit.

On a dit que le Sr. *Poillot de Marolles* se flattoit d'entrer dans le Corps Diplomatique en vertu de son mariage avec Mlle. *de Tremareck* , fait sous les auspices du Duc d'Aiguillon , Ministre des Affaires Etrangères ; que M. le Chancelier auroit été fort aise de cette nouvelle qui auroit donné de la considération à un membre de son nouveau Tribunal: on nommoit en conséquence ce Président pour Envoyé auprès de l'Electeur de Mayence. On assure aujourd'hui que cela n'aura pas lieu , parce que l'agrément de cette Altesse étoit nécessaire , & que deux insinuations fâcheuses qu'on lui avoit données , avoient éloigné l'Electeur de ce futur Ministre de S. M. Très Chrétienne.

10 Juillet 1773.

Extrait d'une Lettre de Rouen du 6 Juillet 1773.
... Vous êtes curieux de savoir où en est notre

Parlement, de ses Liquidations, & s'il y en a eu beaucoup ? Cette liste consiste en 10 Morts, 3 Chassés du Parlement, 3 Vacantes, 2 Courtisans, 3 Foibles, 3 Traîtres, 1 Pensionnaire de la Cour, 1 Maîtres des Requêtes, 1 Liquidé malgré lui ; & afin que vous n'en doutiez pas, en voici la Liste :

10 Morts.

Mrs. Guedier de St. Aubin, de Viroille, de Ste. Genevieve, de Scardanville, Dangerval, Bimaudiere de Boirfille, Pipray de Marolles, Bontico, Carré de St. Gervais, l'Abbé Augo de Lezo.

3 Chassés.

Du Tilleul de Marbeuf, de Planterose, l'Abbé le Barbico.

3 Charges Vacantes.

Bacquet de Caumont, honoraire, le Couteux, Tourtin de Viré.

2 Courtisans.

Bigot de Ste. Croix, passé au service de M. le Comte de Provence ; l'Abbé Alleaume, Secrétaire de M. le Comte de Provence.

3 Foibles.

Louveil Dumoncel, Président ; de Torcy, fils du Président Dumoncel ; Arnois de Captot.

3 *Traitres, très volontairement.*

Ficquet de Normanville (passé au Conseil Supérieur), l'Abbé *Perchel* (passé au Conseil Supérieur), *Bordier*, ancien Substitut (passé au Conseil Supérieur.)

De Neuville . . un Pensionnaire de la Cour.

De Chastenay . . un Maître des Requêtes.

Paviot de la Villette . . un Liquidé malgré lui.

Ce qui fait en tout seulement 27 Liquidés.

L'histoire de *M. Paviot de la Villette* est singulière : son frere , *Paviot de St. Aubin* , autrefois Président de la Chambre des Comptes de Normandie , & depuis Maître des Requêtes , pour faire sa cour au Chancelier a fait un voyage à Rouen , a subtilisé les provisions de son frere , les a emportées & s'est enfui avec elles.

M. Paviot de la Villette a sur le champ dressé une Protestation , datée du 30 Novembre 1772 , qu'aucun Notaire n'a voulu recevoir , mais qu'il a envoyée à M. le Chancelier , à M. Bertin , Ministre & Secrétaire d'Etat de la Province de Normandie , & à M. de Miromesnil , Premier Président du Parlement de Rouen.

Depuis lors *M. de la Villette* est exilé à St. Vrin , au fond du Nivernois , & le Chancelier boude son frere , le Sr. *Paviot de St. Aubin* , & ne lui distribue plus d'affaires au Conseil.

11 Juillet 1773.

Il paroît un N^o. 13. des *Supplémens à la Gazette de France*, où l'on restitue les erreurs des précédens, en déclarant que le Supplément sans numéro est le 11; celui déjà désigné sous le 13 est le 12 seulement, & celui ci le 13 véritable. Ce dernier contient un peu plus de faits, mais n'est pas mieux écrit & n'est encore qu'une vraie rapsodie très informe.

11 dudit.

M. de Piolens a plaidé hier à la Tournelle en présence de Me. Linguet, ce qui a fort indisposé tout l'Ordre. Ce jeune orateur a été fort mal reçu, & s'est très mal tiré de cette levée de bouclier.

12 dudit.

On fait ici des spéculations à perte de vue sur la prochaine arrivée du Comte d'Aranda, ce Ministre altier, le *Choiseul* de l'Espagne : on veut que sa mission principale soit de parler personnellement au Roi de la part de S. M. Catholique, & de lui faire sentir combien la Maison de Bourbon voit avec douleur déchoir en Europe cette prépondérance qu'elle avoit. On assure qu'il doit s'expliquer très pathétiquement & entrer dans des détails qui ne peuvent se faire par écrit. M. le Chancelier paroît très intrigué de cette nouvelle, d'autant que sa méintelligence avec le Duc d'Aiguillon lui fait craindre quelque dessous de carte.

On ne croit pas que cela puisse concerner les Jésuites : ce seroit donner une importance trop grande à cet Ordre , qui ne tire sa force que de l'opinion publique.

Les *Raisons invincibles* , &c. sans se vendre publiquement , sont autorisées par M. le Chancelier : ce qu'il n'oseroit faire aux approches de M. d'*Arenda* , si son arrivée avoit quelque rapport aux Jésuites. On fait aussi que tout récemment dans une Epître de l'Abbé de Launay au Duc Dom Jean de Bragançe , à l'occasion de l'entrée de Madame la Dauphine à Paris , M. de Sartines a fait rayer la Note 14 , où il étoit question de l'expulsion des Jésuites de Portugal ; réticence que l'auteur a énergiquement remplacée par le mot *Silence !* Toutes ces petites anecdotes raniment merveilleusement les partisans de la Société.

13 Juillet 1773.

Le public attend avec impatience le nouveau Mémoire de Me. Linguet pour le Sr. Menager. C'est un chirurgien impliqué dans l'affaire , comme ayant déposé avoir traité chez lui pour malade un des témoins , qui assuroit des faits qu'on a prétendu qu'il ne pouvoit avoir vus , un jour où l'Esculape jure que son Pensionnaire n'étoit point sorti & n'avoit pu sortir.

13 dudit.

M. le P. Président de la Chambre de Comptes , ayant représenté au Ministère que la Compagnie

n'attendoit que les dernières Lettres de jussion pour conformer l'Enregistrement qu'on desiroit, le Conseil a bien voulu lui donner cette satisfaction : les Lettres de jussion sont arrivées, & le samedi 10 tout a passé.

13 Juillet 1773.

Extrait d'une Lettre de Rouen du 10 Juillet 1773...
Voici la Protestation de M. *Paviot de la Villette* ; elle est en effet à distinguer de toutes les autres du même genre.

“ Nous, Hilaire - Nicolas Paviot, Chevalier, Seigneur de la Villette, Conseiller en la première Chambre des Enquêtes du Parlement de Normandie, considérant en premier lieu, qu'après des sollicitations, des insinuations, des observations multipliées de la part de plusieurs personnes, envers lesquelles l'attachement, le respect, le sang même nous obligent, nous aurions eu la facilité de confier les Provisions & autres titres de notre office au Sr. Hector-Nicolas Paviot de St. Aubin, notre frere aîné ; que même nous aurions consenti que l'on fit des démarches à l'effet d'obtenir pour nous un emploi d'officier dans le Corps des Carabiniers, parce qu'on nous avoit assuré que nous ne serions pas pour cela obligés de faire liquider la finance de notre Charge ; que dans la suite on nous a mandé qu'il étoit indispensable de présenter les titres de notre office au Bureau des liquidations ; que dès-lors nous nous sommes aperçus que l'on avoit abusé de notre bonne-foi ; qu'en effet on nous a écrit & fait insinuer que nous eussions à envoyer une procuration pour

liquidation dont on nous a fait parvenir le modele , & que l'on nous a annoncé comme le préliminaire indispensable à notre entrée au Service de S. M. : considérant en second lieu , que si nous obtempérons à cette invitation , & embrassons le parti des armes , ce seroit de notre part , à vrai dire , une abdication de l'office qui nous a déferé le caractère de Magistrat dont nous sommes revêtus ; qu'une telle démarche de notre part seroit une défection criminelle à la loi de notre serment , à la fidélité que nous avons jurée au Seigneur Roi , à notre conscience , à notre honneur.

„ Dans ces circonstances malheureuses , nous ne pouvons pas trop nous hâter de déclarer authentiquement que nous réclamons la remise de nos Provisions & des autres titres de notre office de Conseiller au parlement , & qu'à cette fin nous avons écrit très instamment au Sr. Paviot de St. Aubin , notre frere , actuellement à Fontainebleau , que , quoique l'objet de notre finance ne soit qu'accidentel à l'office dont nous sommes revêtus , nous n'avons jamais eu intention de consentir à la liquidation ; que nous persistons invariablement dans les sentimens de la Compagnie à laquelle nous avons l'honneur d'appartenir , consignés dans l'acte de Protestation que nous signâmes avec les autres Membres du Parlement de Normandie , nos confreres , le 25 Septembre 1771 , deux jours avant notre dispersion en exil. Nous protestons en outre contre toutes les démarches qu'on pourroit avoir déjà faites , ou qu'on pourroit faire par la suite , tendantes à faire liquider la finance de notre office ;

notre volonté libre étant de vivre & mourir dans le sein de la Magistrature. , Fait en notre Château de la Villette le 30 Novembre 1772.

14 Juillet 1773.

L'affaire du Sr Goezman se poursuit aux Chambres assemblées du nouveau Tribunal & fait un bruit étonnant: samedi dernier il a été prononcé plusieurs decrets. La Dame Goezman a été décrétée d'assigné pour être ouïe : le Sr. Caron de Beaumarchais, & le sr. Bertrand son décrétés d'ajournement personnel, & enfin le Libraire le Jay est décrété de prise de corps. La premiere est en couvent par Lettre de cachet que son mari a obtenue, prétendant que la femme de César ne doit point être soupçonnée. Le décret du Sr. de Beaumarchais est motivé sur ce qu'il a déclaré lui-même avoir cherché à séduire la femme de son juge & le juge conséquemment. Celui du Sr Bertrand, sur ce qu'il a été le porteur de parole de la part de celui ci vis-à vis du Sr. le Jay. Enfin ce dernier est décrété de prise de corps pour avoir varié dans ses dépositions: d'abord accusé par le Sr. Goezman d'avoir voulu suborner sa femme, il est convenu lui avoir offert une montre & cent Louis de la part du Sr. de Beaumarchais; mais qu'elle avoit rejeté l'offre avec indignation. Renvoyé depuis en état d'assigné simplement pour témoin au procès, il a dit que la Dame de Goezman avoit pris la montre & l'argent, en disant qu'elle les garderoit, si le Sieur de Beaumarchais gagnoit son procès, & que s'il le perdoit elle les rendroit.

14 *Juillet* 1773.

Me. Piolens ayant fort mal plaidé l'affaire de M. de Portelance , celui-ci s'en est plaint au Président de Châteaugiron & a demandé la liberté de repliquer lui-même , comme on le lui avoit promis. Le Président n'a pu se refuser à ses instances , en sorte qu'il plaidera son affaire le samedi 24 Juillet ; mais M. de Châteaugiron veut que ce soit avec tous les ménagemens possibles pour Me. Linguet , c'est-à-dire que l'Avocat adverse n'ait pas l'air de se retirer , & d'acquiescer au vœu de son Ordre , qui ne veut pas plaider contre Linguet tant que l'Arrêt par lequel il est entaché subsistera ; qu'il ne fasse point le malade , qu'il paroisse à l'audience le jour où Linguet repliquera , qu'il y paroisse encore le jour où M. de Portelance repliquera , qu'il parle même un instant , & après avoir fait une ou deux phrases , qu'il déclare que la partie demande à s'expliquer elle-même : ce qui mettra naturellement en scène M. de Portelance. Ces anecdotes font une grande sensation au Palais & dans le monde , où Me. Linguet occupe les conversations à cause du Comte de Morangiès. D'ailleurs , M. de Portelance étant connu dans la Littérature , toutes ces circonstances excitent la curiosité des amateurs , & la Tournelle doit être très-brillante ce samedi 24. L'affaire par elle-même est assez curieuse ; il y est question de subornation dévote , de filouteries religieuses , d'extorqueries saintes Biliard , Grizel , doivent y figurer , & sur tout un certain Lendormi , Théologal fameux dans le parti des fanatiques , & par une histoire plaisante qui lui est arrivée & l'a rendu célèbre.

15 Juillet 1773.

Un certain Abbé *Pourteiron* , Conseiller Clerc au nouveau Tribunal , se trouve aussi compliqué dans une mauvaise querelle ; on l'accuse d'avoir engagé son client à se désaisir d'une poursuite de Bénéfice dans une affaire dont il étoit rapporteur , en lui représentant le procès comme mauvais ; à le céder à un de ses parens , qui l'a gagné : ce qui engage la partie à revenir contre cette cession collusoire. Les ennemis de ces Messieurs se prévalent de toutes ces historiettes , pour crier *haro* sur le Tribunal d'iniquité , & prétendent qu'il faut absolument le détruire.

15 dudit.

On est fort content en Cour de la docilité de la Chambre des Comptes , qui après s'être fait un peu tirer l'oreille a enfin obéi aux volontés du Roi. Il n'y a que le Sr. Daubigny , ce Maître des Comptes , toujours recalcitrant , toujours fougueux , qui a péroré avec beaucoup d'éloquence pour prouver qu'on ne pouvoit enregistrer tous ces Edits destructeurs que par le dernier coup d'autorité , c'est à-dire un Lit de Justice. Mais ses confreres , las de tant de résistance , ont mieux aimé terminer tout de suite , dans l'espoir que cela pourroit leur ramener la faveur & qu'ils obtiendroient le surplus des dédommagemens qu'ils attendent.

16 Juillet 1773.

Le bruit se renouvelle que M. le Chancelier veut faire un replâtrage , voyant inévitable de régénérer la nouvelle Magistrature : on dit qu'en conséquence le Président d'Ormesson est mandé à Compiègne : d'autres veulent qu'on ait proposé à M. d'Aligre d'être , de nouveau, Premier Président du Parlement , en élaguant de celui-ci ce qu'il voudra , & conservant tout l'ancien , à l'exception de certains trop entêtés , que la Cour veut exclure absolument. Tous ces bruits ne sont fondés sur aucun fait positif.

16 *ididit*.

Le mariage de Mlle. de Tournon avec le Vicomte Adolphe se mûrit & doit se faire incessamment. Il paroît assez constant à la Cour aujourd'hui que c'est une nouvelle Maîtresse qu'on veut fournir au Roi dans cette beauté digne de lui , & que le Prince de Soubise & le Prince de Condé fondent de grandes espérances de gouverner d'après cet événement. D'un autre côté , il est question d'un grand souper qui a dû avoir lieu à Compiègne , où S. M. a fait admettre Madame la Comtesse du Barri avec toute la famille Royale : ce qu'on regarde comme un raccommodement , & n'annoncerait pas une disgrâce prochaine : au surplus , vraisemblablement le Monarque n'est pas encore instruit des vues des instigateurs de l'hymen en question.

Du 17 Juillet 1773.

On a dit qu'on travailloit à remettre en état l'Abbesse de Malnou ; mais le Gouvernement a varié pour la troisieme fois à cet égard , & le Grand Aumônier a mis opposition à ce rétablissement. Il paroît que la conduite légère de Madame de Saillant, l'Abbesse , a indisposé contr'elle le Corps Episcopal. Cette Dame, jeune & jolie , affecte de porter des pintoufles couleur de rose , de pomponner de rubans sa guimpe , ses coiffes & tout son attirail monacal d'ailleurs elle avoit un appartement à Bonsecours , très peu dans les Regles Canoniques , & propre à favoriser les intrigues galantes & l'introduction des amoureux. Le zele de M. l'Archêvêque de Paris s'est enflammé , il a exigé qu'elle se retirât dans l'intérieur du couvent ; & du reste , on l'a nommée à un autre Abbaye , en lui donnant l'option, de rester à Bonsecours , auquel Malnou est réuni , mais avec les simples droits honorifiques d'Abbesse , sans jurisdiction & sans fonction.

18 Juillet 1773.

On regarde encore comme renversées les nouvelles espérances de ceux qui attendoient le rétablissement des choses. Voici l'anecdote qu'en racontent les gens de Cour. Ils disent que le Duc d'Orléans avoit chargé le Sr. de Boynes de rédiger un Mémoire sur cette matiere ; qu'ensuite tous deux s'étoient rendus secrètement chez Madame la Comtesse du Barry , & lui avoient proposé de

s'entremettre auprès du Roi pour un projet qui rendroit tout le monde content : que cette Dame , en frappant sur la bedaine du Duc d'Orléans , lui avoit dit avec son terme d'amitié ordinaire : *Gros pere , je ne me mêle point des affaires d'Etat* : que le premier Prince du sang avoit insisté , en se mettant presque aux genoux de la favorite ; que le Ministre avoit appuyé , en lui représentant que le rôle qu'on lui proposoit étoit digne d'elle : qu'enfin elle avoit consenti à entendre la lecture du Mémoire : que le Sr. de Boynes étoit entré en matière , mais que la Comtesse voyant qu'il étoit question du Parlement s'étoit récriée de nouveau qu'elle n'entro t point dans cette affaire là : que le Roi étoit survenu dans ce moment ; sur quoi le Duc d'Orléans avoit arraché le papier des mains du Secrétaire d'Etat pour le mettre dans sa poche ; que S. M. remarquant de l'altération sur le visage de la favorite , avoit voulu en savoir la raison : qu'elle avoit été obligée de lui avouer ce qui venoit de se passer ; sur quoi le Monarque avoit exigé du Prince qu'il lui remit l'écrit , mais qu'ayant jeté les yeux dessus & vu qu'il s'agissoit du retour du Parlement , il l'avoit rendu au Duc d'Orléans , en lui disant : *mon Cousin , si vous voulez que nous restions bons amis , ne vous mêlez pas de ces affaires-là. — Et vous , M. de Boynes ,* (avoit il ajouté) *je suis surpris de vous trouver ici : ce n'est pas votre place ; sortez. — Pour vous , ma bonne amie ,* (avoit-il continué , en se retournant vers M^{me} du Barry) *je vous fais bon gré de votre résistance ; & je vois bien que vous ne trempez pour rien dans le complot.*

18 Juillet 1773.

Le Lieutenant-général du Bailliage , & le Procureur du Roi , sensibles aux injures multipliées que leur a dit le Sr. Linguet , & aux inculpations graves dont il les charge , se sont retirés par devers les Gens du Roi , pour se plaindre de cet Avocat , & les supplier de faire un Réquisitoire , où ils demanderoient justice de cette audace & même de cet attentat contre la Magistrature : mais le Parquet est si humilié du peu de succès de sa dernière démarche , qu'il n'ose se compromettre une seconde fois. On a exhorté ces juges inférieurs à la patience , & Me. Jacques Vergès sur-tout a déclaré qu'il ne feroit point de Réquisitoire. Cet événement a enhardi l'orateur , qui dans un nouveau Mémoire redouble d'outrages & devient plus impudent que jamais.

18 Juillet 1773.

Le nouveau Mémoire de Me. Linguet paroît , & est enlevé avec un empressement proportionné à la célébrité de l'orateur. Il a pour titre : *Précis pour le Sr. Ménager, de l'Académie Royale de Chirurgie.* Après un long détail des raisons qui obligent ce Ménager d'entrer en cause , une grande discussion des motifs qu'il a de mécontentement contre les Juges , de reproches graves qu'il articule à leur faire , enfin il établit deux propositions incontestables. L'une , que son Client n'a jamais été dans le cas d'essuyer un décret. L'autre , que ce n'est qu'en dénaturant la procédure par une manœuvre criminelle ,

qu'on est parvenu à se procurer une sorte de prétexte pour le décréter. De ces deux principes il tire la conséquence , que le Juge qui a décrété le Chirurgien , & le Procureur du Roi qui a provoqué le décret , ne peuvent se soustraire à la prise à partie. On conçoit qu'une pareille défense n'est gueres susceptible des grands mouvemens oratoires. Ce qu'il y a de plus plaisant , c'est une dissertation des diverses façons de traiter les maladies vénériennes par le Mercure. Du reste , un flux d'injures contre les Juges est ce qui caractérise plus particulièrement cet écrit vague , sans logique, sans méthode , & sans autorité ou citation de Loix.

Mais ce Mémoire est suivi d'un *Postscriptum* , où Me. Linguet ramenant le Public sur lui-même , se déchaîne avec une fureur nouvelle contre ses deux redoutables adversaires , *Falconnet & la Croix*. Il récrimine , & leur renvoie le reproche trop justement mérité par lui d'avancer avec impudence les faits les plus faux , & de démentir les plus vrais. Au surplus , il se console , étant , dit-il , encouragé par toute la partie honnête de la Nation.

20 Juillet 1773.

Extrait d'une Lettre de Rouen du 16 Juillet.... Voici les Lettres que vous demandez , & qui complètent la Protestation de M. Paviot de la Villette ; en l'envoyant à M. le Chancelier il lui écrivoit :

“ Monseigneur , j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint les déclarations auxquelles j'ai été excité par l'impulsion propre de ma conscience. Je vous prie

de considérer ma démarche comme une preuve de mon attachement & de mon respect infini pour la personne sacrée du Roi.

„ Je suis dans les sentimens du plus profond respect ,

Monseigneur,

Votre , &c. ,

Lettre du même à M. Bertin , Ministre & Secrétaire d'État de la Province de Normandie.

“ J'ai l'honneur de vous adresser , Monsieur , deux copies de la déclaration que j'ai cru indispensable de faire , aussitôt que j'ai vu que l'on avoit abusé de ma bonne foi & de mon âge de 22 ans. Je vous supplie de la mettre au plutôt sous les yeux du Roi , & de la lui présenter comme une preuve de mon amour & de mon respect pour sa personne sacrée. Je ne me suis porté à cette démarche uniquement que par l'impulsion propre de ma conscience.

„ Je suis avec un très profond respect , &c. ,

Autre Lettre de M. de la Villette à M. de Miromesnil , Premier Président du Parlement de Rouen.

“ Monsieur , c'est en vos mains , comme Chef du Parlement , que je dépose l'acte où j'ai cru indispensable de consigner les vrais sentimens de mon cœur. Je me suis porté à cette démarche uniquement par l'impulsion de ma propre conscience. Je vous prie d'en faire part à ceux de Mrs. nos

confreres que vous ferez à portée de voir. N'ayant pas trouvé de Notaire qui ait voulu en recevoir le dépôt , j'ai pris le parti d'en donner des copies signées à M. le Chancelier & à M. Bertin. Je vous prie de considérer cet acte comme une preuve de mon attachement pour les Loix , & pour la Compagnie à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir.

„ Je suis dans les sentimens de l'attachement le plus respectueux ,

Monsieur ,

Votre , &c. ,,

28 Juillet 1773.

On publie une Déclaration & trois Lettres patentes : la premiere , du 22 Juin 1772 , a été enregistrée au nouveau Tribunal , les Chambres assemblées , le 23 Juin 1773. Elle concerne les *faux sauniers* , c'est-à-dire les gens qui vendent du sel en contrebande ; & interprétant les articles 15 & 19 des Gabelles du mois de Mai 1680 , ordonne que dans le cas où les faux sauniers se seront évadés , ils puissent être arrêtés & constitués prisonniers sur une simple permission , que le juge *accordera* sur la requête de l'Adjudicataire des Fermes.

Ce mot , *accordera* , a choqué la délicatesse de M. M. & le nouveau Tribunal , dans son enregistrement , a mis : *sans néanmoins que l'on puisse induire du terme accordera , inséré dans la présente Déclaration , que le juge soit tenu d'accorder la permission y énoncée.*

Les premieres Lettres patentes , données à Versailles le 8 Avril dernier , concernant la Prévôté des Monnoies de France , & contiennent six articles.

Par le premier , la Compagnie du grand Prévôt des Monnoies de France est composée de 6 Lieutenans , dont 1 à gages & 5 sans gages ; 1 Lieutenant-Guidon sans gages ; 10 Exempts , dont 3 à gages ; 330 Archers , dont 41 à gages , & 289 sans gages , pourvus en titre d'offices ; & 70 Archers par Commission , continueront d'être traités suivant les Loix de la Gendarmerie & Maréchaussée de France , &c.

Par le 2d. les Offices de ladite Compagnie ne feront plus à la disposition du grand Prévôt , mais sujets aux dispositions de l'Edit de Février 1771 , c'est-à-dire sujets à l'évaluation , centieme denier & casualité , au profit du Roi , &c.

Par le 3eme , pour pourvoir à l'indemnité due au grand Prévôt pour le droit de disposer qu'il a eu jusqu'à présent sur les offices composant sa Compagnie , & dont il devient privé ; il est ordonné que les Officiers & Archers d'icelle seront tenus à chaque mutation , à quelque titre qu'elle soit , même à l'égard de ceux levés en nos parties casuelles , de prendre l'attache & présentation du grand Prévôt , moyennant un droit détaillé & proportionné à la valeur des offices.

Par le 4eme le Roi n'entend préjudicier au droit accordé au grand Prévôt des Monnoies de France , de commettre à l'exercice de toutes les charges , tant d'Officiers que d'Archers de sa Compagnie ,

vacantes par mort , abandonnement , forfaitures , infirmités , grand âge , désertion , défaut de service , &c. Quand aux 70 places d'Archers sans gages , auxquelles il avoit été autorisé de commettre par ladite Déclaration , ordonné qu'elles seront & demeureront commuées en titre d'Offices , &c.

Ces Lettres patentes ont été enregistrées au nouveau Tribunal , purement & simplement , le 3 Juillet.

Les 2^{des} Lettres patentes données à Versailles , le 15 Mai 1773 , & enregistrées au nouveau Tribunal le 12 Juillet , ordonnent que le prix de la finance des Offices municipaux de la ville de Dieppe , acquis par cette ville , à la charge de faire pourvoir un homme vivant & mourant sous le nom duquel seront payés les droits casuels auxquels ils peuvent être assujettis , moyennant une somme de 80,000 livres , sera destiné à être employé aux ouvrages du port , en déduction de la somme dont le Roi s'est chargé d'y contribuer , &c.

Les troisièmes & dernières , données à Versailles le 16 Mai dernier , & enregistrées au nouveau Tribunal le 12 de ce mois , sont peu intéressantes , & interprétatives seulement de l'article 14 des Lettres patentes du 2 Avril 1772 , concernant la régie des cuirs.

22 Juillet 1773.

Extrait d'une Lettre de Bordeaux du 15 Juillet 1773 :
Nous sommes actuellement dans la plus grande sécurité : mais il y a plusieurs des malheureux arrêtés , qui sont toujours en prison ; on dit qu'ils seront pendus , pour n'avoir pas eu la patience de mourir de

faim. Quelle alternative ! Que de remords pour ceux qui sont à la tête de cette ville , s'ils pouvoient prévenir ce désordre & ne l'ont pas fait ! Notre Intendant , nos Jurats & notre premier Président ont eu des frayeurs extrêmes ; chacun de ces messieurs se faisoit garder avec soin. On a fait monter la garde à tous les Bourgeois. Ces précautions n'ont pas paru suffisantes . on a fait venir le Régiment de Condé , Cavalerie ; il est toujours ici , quoiqu'il n'y soit plus utile. Le Prince a donné ordre à ses Officiers de se faire défrayer , ils demandent 50,000 Livres par mois. L'Intendant veut faire supporter cette charge par la ville ; les Jurats s'y refusent , & disent qu'ils étoient en état de se garder eux-mêmes , & s'appuient des privilèges de cette ville. Cependant le Régiment reste toujours , jusqu'à ce que la contestation soit finie , & les frais augmentent. Pendant la crise on sembloit humain , on avoit engagé le Commerce à faire venir des Bleds. Plusieurs négocians en avoient procuré une grande quantité , on leur en a ensuite refusé le débouché , parce que la Compagnie (qui est sous la direction de l'Abbé Terrai) a voulu se défaire de sa denrée la première. On s'est ensuite rendu aux représentations de ces négocians , qui ont déclaré n'avoir fait venir ces bleds qu'à la réquisition des chefs de la province.

22 Juillet 1773.

On prétend qu'il s'est élevé une querelle entre la Comtesse du Barry & le Comte Jean (le beau-frère ,) qu'elle a été si vive que ce dernier , dans
un

un de ces accès d'humeur violente dont on se repent toujours , a exhalé sa bile , & a fait une chanson , où il se permet de rappeler , de la façon la plus piquante , des choses qu'il auroit dû oublier. Peut être aussi un plaisant a-t-il été bien aise de trouver cette occasion de décharger la sienne , en imputant au Comte *Jean* une production licencieuse d'une plume très satyrique. Quelle qu'elle soit , voici cette chanson.

Sur un air de la Rosiere.

Drôlesse !
 Où prends-tu donc ta fierté ?
 Princesse !
 D'où te vient ta dignité ?
 Si jamais ton teint se fane ou se pele ,
 Au train
 De Catin
 Le cri public te rappelle.
 Drôlesse ! &c.

Lorsque tu vivois de la Messe
 Du Moine , ton pere *Gomard*
 Que la *Ramson* voloit la graisse ,
 Pour joindre à ton morceau de lard ,
 Tu n'étois pas si fiere ,
 Et n'en valois que mieux :
 Baïsse ta tête altiere ,
 Du moins devant mes yeux.

Ecoute-moi , rentre en toi-même
 Pour éviter de plus grands maux ,
 Permits à qui t'aime , qui t'aime ,
 De t'offrir encore des sabots.

Drôlesse ,
 Mon esprit est-il baïssé ?
 Princesse !

Te souvient-il du passé ?

Tome IV.

M

22 Juillet 1773.

Dans le tems de la tenue des Etats de la Province de Bretagne , il a été question d'un *Mémoire de la Noblesse au Roi* , qu'elle s'est trouvé obligée de faire seule , les Commissaires du Roi ayant eu le secret d'intimider par menaces , ou de séduire par promesses , les députés des deux autres Ordres , pour qu'ils s'abstinssent d'y prendre aucune part ; & c'est ce qui a servi ensuite de prétexte à la Cour pour ne pas vouloir recevoir ce Mémoire en question , dont on auroit voulu anéantir jusqu'à l'existence ; c'est ce qui en a retardé la publicité jusqu'à présent. Il est imprimé aujourd'hui ; il est d'une clarté , d'une précision , d'une force , qui le font lire avec la plus grande avidité : c'est d'ailleurs un tableau aussi fidele qu'effrayant des coups d'autorité multipliés par lesquels le Ministère sappe sans relâche la liberté de cette Province, à qui l'on envie jusqu'à l'ombre qui lui en reste. On admire l'éloquence avec laquelle l'Orateur , après avoir tracé du pinceau le plus mâle & le plus rapide, les ravages du Despotisme , les suites funestes , les maux sans nombre qu'il entraîne, ramasse toute l'onction du sentiment pour attendrir le cœur du Monarque , & émouvoir ses entrailles paternelles. Quelque bien fait que soit celui de la Noblesse de Normandie sur le même sujet, on trouve le Mémoire en question bien supérieur pour l'enchaînement , la marche & le style.

23 Juillet 1773.

Le fameux souper qui devoit se faire à Compiègne le jeudi 15, & où Madame la Comtesse du Barry devoit être admise à manger avec toute la famille Royale, n'a pas eu lieu. C'étoit Madame la Comtesse de Narbonne, Dame d'atour de Madame Adélaïde, qui, séduite par de magnifiques promesses, s'étoit fait fort de déterminer les Princesses à cette réunion. On assure qu'elle avoit réussi, & que Madame la Dauphine n'éne avoit été déterminée; mais que M. le Dauphin s'est montré inflexible, qu'il a même mis à son refus une humeur marquée, en ajoutant : *que Madame la Dauphine n'étoit pas faite pour manger avec une putain, & qu'il ne le souffriroit jamais.* Les partisans de cette Princesse la justifient sur son consentement, en le faisant regarder comme simplement politique; ils veulent qu'on lui ait conseillé de faire faire le refus par son auguste Epoux, comme n'ieux placé dans sa bouche. Il est certain que cette démarche, si elle eût été faite de bonne foi par la Princesse, auroit été bien contradictoire avec la hauteur de son caractère, & avec sa conduite soutenue jusqu'à présent vis-à-vis de la favorite.

23 dudit.

Mademoiselle Dufossé bataille encore pour son pere avec un courage héroïque. M. le Chancelier met, en apparence, beaucoup de conciliation dans les conférences; il dit que le parti de la douceur est celui pour lequel il a toujours incliné; qu'il n'est pas

possible , il est vrai , qu'après une évasion aussi criminelle de la part d'un Magistrat qui se soustrait aux ordres du Roi , M. Dufosié reparoisse en Normandie , & ne soit pas puni d'un exil ; mais qu'il se relâche sur l'isle de Noirmoutiers : qu'il lui laisse le choix d'aller dans une terre , à lui , ou à quelqu'un de sa famille ou de ses amis , la plus agréable , la plus commode , la plus salubre , pourvu que ce ne soit pas dans sa province ; mais qu'il faut se concilier avec M. Bertin , qui , en qualité de Secrétaire d'Etat ayant le département de la Normandie , ne veut pas mollir , & exige qu'avant tout le fugitif se rende à la Bastille. En effet , celui-ci devient le plus récalcitrant , & ne veut accorder aucune grace sans ce préalable : il promet bien que le prisonnier n'y sera que vingt-quatre heures , ou deux jours au plus : c'est le point de la difficulté. On a si peu de foi au Ministère actuel , que Mlle. Dufosié n'ose donner parole pour son pere , sans une promesse par écrit de M. Bertin aux gens de la plus haute considération qui s'entremettent de la négociation.

23 Juillet 1773.

C'est à la chapelle du Contrôle général que s'est fait la cérémonie du mariage du Vicomte *Dubarri* avec Mlle. de *Tournon* , avant-hier 21 , & de là l'on est parti sur le champ pour Compiègne , où se fera terminée la noce. Beaucoup de curieux se sont rendus à la Cour pour y voir la nouvelle mariée , & la sensation que produira cette belle créature sur le Monarque. Des gens bien intentionnés pour

la favorite , ont cherché adroitement à lui ouvrir les yeux , & à lui faire voir le danger de se donner une pareille concurrente , & d'être supplantée ; mais elle a pris la chose gaiement : hé bien ! (a-t-elle répondu) au moins la place ne sortiroit pas de la famille.

23 Juillet 1773.

Outre les 4 Volumes qu'on a annoncés sous le titre général des *Efforts du Patriotisme* , &c. on a imprimé , dans le même format , un *Recueil de Réclamations , Lettres , Arrêts , Arrêtés , Protestations des Parlemens , Cours des Aides , Chambres des Comptes , Bailliages , Présidiaux , Elections , au sujet de l'Edit de Décembre 1770 ; l'érection des Conseils supérieurs , la suppression des Parlemens , &c. avec un Abrégé historique des principaux faits relatifs à la suppression du Parlement de Paris , & de tous les Parlemens du Royaume*. Ces deux volumes , grand in-8°. , ont pour Epigraphe : *Majora legum quam hominum imperia* Ils sont imprimés aussi à Londres : ils sont précédés d'une Préface très bien écrite , & d'une éloquence digne de la matiere importante traitée dans le contenu de l'ouvrage. On ne connoît que peu d'exemplaires de ces ouvrages à Paris , où ils sont très chers.

24 dudit.

Lettre du Pere Caussin , Jésuite , Confesseur de Louis XIII , à Monseigneur le Cardinal de Richelieu.

M 3

On ne peut mieux faire connoître cet ouvrage que par l'avertissement , que voici.

“ Le manuscrit que nous présentons ici au public
 „ pour la première fois, échappe à la jalousie d’une
 „ bibliothèque privée. Beaucoup de traits qu’il
 „ renferme intéressent la curiosité du Lecteur dans
 „ les circonstances où on le publie ; mais écrit
 „ d’ailleurs d’un style peu imitable , & qui fait ca-
 „ ractère par sa faillie & ses images , il auroit inté-
 „ ressé dans tous les tems. On auroit pu y suppri-
 „ mer quelque préjugé personnel, comme une lon-
 „ gue déclamation sur les traités entre un Prince
 „ Chrétien & des Infidèles, quelque comparaison
 „ tirée de la Scholastique , &c. mais on a préféré à
 „ tout la plus exacte conformité avec le manuscrit.
 „ Quelques Lecteurs demanderont quelle vrai-
 „ semblance il y a que le Pere Caussin , exilé &
 „ sans appui de ses Supérieurs, ait osé prendre un
 „ ton si véhément avec le redoutable Cardinal ? On
 „ y trouve la réponse dans l’écrit même. Mais ce
 „ trait de chaleur & de zèle ne peut-il pas être
 „ porté jusques sous les yeux du Ministre ? (ce
 „ que le manuscrit ne décide pas) il ne demeure
 „ pas moins intéressant de placer parmi les monu-
 „ mens de l’histoire, ce qu’un homme d’esprit
 „ pensa dans le tems même d’une si illustre admi-
 „ nistration politique. „

Il est certain qu’il est peu à présumer qu’un simple Religieux & un Jésuite , ait osé écrire au Cardinal sur le ton sur lequel cette lettre est montée : en tout cas , le faussaire a merveilleusement bien contrefait le style figuré de ce tems là , & y a répandu l’éloquence du siècle, où il y a de très belles

choses. Mais il est à craindre que le but de l'ouvrage ne soit absolument manqué, & ne fasse un effet tout contraire, puisqu'il ne doit inspirer que plus de confiance au Chancelier, par l'exemple qu'il lui fournit d'une administration si blâmée, si injuriée par les contemporains, & si exaltée par les historiens postérieurs, si admirée aujourd'hui. Le parallele des tableaux effrayans qu'on y trace de l'état malheureux de la France, assimilé à ceux de nos Ecrivains actuels, prouveroit que tout ce qu'on en dit aujourd'hui n'est que pure déclamation, comme la lettre du Religieux.

24 Juillet 1773.

Me. La Croix, fortement injurié par Me. Linguet dans son dernier écrit, vient de riposter à celui-ci par des *Observations sur le Precis du sieur Menager, Chirurgien*. Le but de ces écrits paroît désormais avoir moins pour objet d'éclaircir la matiere & de travailler à la justification des parties, que de venger les querelles particulieres des Avocats, qui se déchirent sans pudeur & à belles dents.

25 dudit.

Il paroît que l'objet de la querelle du Comte Jean avec sa belle-sœur, étoit une difficulté que celle-ci avoit faite de lui faire donner par le Contrôleur Général une somme de *vingt mille louis*, dont il avoit besoin pour acquitter ses dettes récentes du jeu. On croit que tout cela est apaisé: cependant on répand sourdement le bruit que la nouvelle

mariée a fait une grande sensation sur le Roi ; & des Courtisans veulent qu'il l'ait déjà honorée de sa couche : ce qui est bien prématuré.

26 Juillet 1773.

Avant-hier on a arrêté un Quidam qui se noyoit à Seve, & qu'on a retiré de l'eau : on l'a fait revenir à lui , & il a déclaré que son intention étoit effectivement de se noyer. Il a paru peu sensible aux secours qu'on lui a administrés , & il a dit persister dans la même résolution. On a intercepté une lettre qu'il écrivoit à sa femme, où il lui annonçoit d'une façon équivoque son funeste projet, en y ajoutant les choses les plus tendres pour elle & pour ses enfans. Il motivoit son suicide sur les vexations qu'il éprouvoit de la Police , & s'expliquoit en termes très forts & très injurieux pour le Magistrat qui la gouverne, auquel il imputoit des injustices qu'il ignore vraisemblablement, & qui ne sont que du fait des suppôts qu'il emploie , & qu'on ne peut trouver que dans l'ordre le plus vil des citoyens.

26 dudit.

Le Sr. d'Hemeri, Inspecteur de police pour la Librairie, s'est sur-tout signalé dans ces derniers tems, à l'occasion des persécutions suscitées aux auteurs, colporteurs & distributeurs des brochures clandestines. M. de Sartines, M. le Duc de la Vrilliere & M. le Chancelier se sont entremis pour le faire récompenser. Le suppôt de la Police a eu

l'impudence de faire solliciter une Croix de Saint Louis auprès de M. le Marquis de Monteynard. Le Ministre de la Guerre a rejeté avec hauteur une telle demande : mais on l'a si bien retourné, qu'il a été forcé de lui accorder une place d'Aide Major des Invalides : ce qui le conduira sous peu à la faveur qu'il requiert. Les Officiers de l'Hôtel ont été furieux d'une telle aggrégation, & pour les empêcher de crier, on lui a donné un district absolument séparé, & qui regarde les Invalides pensionnés, & non domiciliés à l'Hôtel, où, par ce moyen, il ne doit pas paroître. Il n'en est pas moins indécent d'attribuer à un service de délation & d'espionnage, un honneur militaire, qui ne doit être que le fruit de la valeur & du sang versé pour la patrie.

27 Juillet 1773.

On publie une Délibération du bureau de l'Hôpital-Général, du 27 Juin dernier, homologuée au nouveau Tribunal le 14 dudit, qui contient des dispositions fort sages concernant les enfans trouvés. Il y est question de veiller plus particulièrement à leur conservation & à leur sûreté, & de faire faire à cet effet des tournées pour visiter les enfans nourrissons & pensionnaires; vérifier si les nourrices, & autres personnes chargées d'enfans trouvés en ont eu les soins convenables, & pour s'assurer de la fidélité des meneurs à remplir les devoirs de leur commission. Ce sont les Inspecteurs préposés pour la visite des nourrissons, enfans des Bourgeois de Paris, qui auront la même commission, &c.

On publie aussi d'autres Lettres patentes données à Versailles le 26 Mai , & enregistrées au nouveau Tribunal , les Chambres assemblées , le 16 Juillet , portant établissement dans la Principauté d'Henrichemont & de Boisbelle du droit établi sur les cuirs & peaux , par l'Edit du mois d'Août 1759. La raison en est que cette exemption porte le préjudice le plus sensible aux manufactures voisines , en détruisant l'égalité nécessaire & la concurrence indispensable à maintenir entre les fabricans des différentes Provinces du Royaume ; que d'ailleurs les habitans de ladite Principauté , par la réunion qui en a été faite au Domaine de la Couronne , jouissant des mêmes avantages que les autres sujets , doivent contribuer aux mêmes charges , &c.

28 *Juillet* 1773.

Les partisans de M. de Morangiès répandent le bruit qu'il y a une souscription ouverte , mais entre les gens de qualité seulement , pour payer les dettes du Comte de Morangiès , & le mettre ainsi en état de sortir de prison. Ils disent en outre que le Roi a dit qu'il parieroit mille contre un que M. de Morangiès n'a pas touché les cent mille écus ; & ils regardent cette assertion de S. M. comme très concluante. Le sieur Gondin , le rapporteur , doit être de retour vers le huit du mois prochain , & en état de commencer le rapport important du procès.

29 Juillet 1773.

Me. Linguet a fait imprimer un Mémoire dans la cause où M. de Portelance a plaidé pour lui-même : il défend un nommé *Tranel*, que ce dernier accuse d'avoir enlevé par séduction, captation, obsession, hypocrisie, la succession de son beau-frere. L'orateur paroît avoir moins eu en vue de composer un Mémoire dans cette affaire. que d'y mentir impudemment à la face de tout le Palais, en assurant, dans une Note, que Me. Caillard ne s'est abstenu de plaider contre lui, que parce qu'il étoit malade, & que l'Ordre n'a pu ni dû prendre une délibération qui tendoit à l'exclure de la fraternité.

30 dudit.

M. Chopin, jeune Conseiller au Parlement, fatigué d'un trop long exil, a pris le parti de remettre ses provisions à M. le Chancelier, sans parler de liquidation, & sans demander d'argent. Le Chef de la Magistrature les a recues, & a bien voulu adoucir l'exil, en lui faisant administrer une nouvelle Lettre de cachet, qui le rapproche de Paris : & lui ordonne de se tenir à Belleville, espee de fauxbourg de cette ville : il a ajouté qu'il pourroit venir dans la Capitale, & qu'on fermeroit les yeux sur ses apparitions. M. Hocquart, le Président, un des grands antagonistes des Maupeou, est revenu aussi de son exil très éloigné, & rapproché de Paris. M. le Chancelier, enchanté d'avoir une lettre de remerciement de ce Magistrat dur &

récalcitrant , semble en faire trophée , & la montre à tout le monde.

Du reste, bien loin que le Président d'Ormesson ait été à Compiègne & y ait été mandé, comme on l'avoit dit, il a déclaré que rien n'étoit plus faux, qu'il avoit eu des espérances jusqu'à ce moment-ci, mais qu'il les perdoit absolument.

31 *Juillet* 1773.

Extrait d'une lettre de Pau, du 15 *Juillet* 1773... La Déclaration du Roi, donnée à Versailles le 18 *Avril* dernier, concernant le remboursement des Quitances de finances provenant de la liquidation des offices du Parlement de Navarre, a été enfin envoyée ici. Voici l'enregistrement.

Le 18 *Mai* 1773, M. le Procureur général du Roi a porté sur le Bureau de la Grand'Chambre, une Déclaration du Roi, du 18 *Avril* dernier, avec les états y annexés, concernant le remboursement des quittances de finances, &c. avec ses conclusions & la lettre de cachet adressée à la Compagnie. Lui retiré, ladite Déclaration a été distribuée à M. de la Caze, Conseiller; ensuite les Chambres ayant été assemblées par ordre de M. de la Caze, Premier Président, il a été fait lecture de ladite Déclaration & états y annexés, des conclusions du Procureur général du Roi, & de la lettre de cachet adressée à la Compagnie. Sur quoi la Cour a ordonné & ordonne que ladite Déclaration, ensemble les états y annexés, seront registrés es Registres de la Cour

& que ladite Déclaration sera lue & publiée à la première Audience Royale , pour le tout être exécuté suivant sa forme & teneur , conformément à la volonté du Roi : qu'au surplus la Lettre de cachet sera transcrite sur le Registre.

Par le résultat de cette Liquidation , la totalité du prix de tous les offices dont les membres faisoient le service de ladite Cour , s'est trouvé monter à la somme de 1,006,120 livres 13 sous , 8 den. Pour le remboursement de laquelle , ainsi que des intérêts , S. M. a destiné une somme de 120,000 liv. par an qui sera employé d'abord à payer les intérêts , à compter du 1er Janvier 1773 , & subsidiairement les Principaux. Mais comme l'état des finances du Roi ne lui permet pas de fournir le tout , il n'y veut contribuer annuellement que pour 70,000 liv. , dont l'emploi est ordonné sur la Recette générale des finances de Béarn & de Navarre ; & il a chargé les Corps d'Etat de Béarn , Navarre & Soule , de fournir par an les 50,000 livres de plus , jusqu'à ce que ladite somme soit acquittée ; & ensuite celle à laquelle se trouveront monter , tant les quittances de finance qui ont été données en paiement des dettes consommées de ce Parlement , que celles provenant de la Liquidation des offices de ladite Cour supprimés & déclarés vacans par l'Edit de Juin 1765. S. M. ne doute pas que tous les citoyens de la Province , &c. ne s'empressent à contribuer à cette charge , d'autant qu'ils recueillent déjà les fruits d'une justice gratuite , &c.

Suivant l'état y annexé les premiers remboursemens doivent s'effectuer dans le terme de 12 an.

nées : & à commencer du 1^{er}. Janvier 1784 commenceront les autres annoncés pour la suite, dont les intérêts ne courent que dudit terme.

I *Août* 1773.

Le 24 du mois dernier le nouveau Tribunal a enregistré des Lettres patentes données à Versailles le 1^{er} Septembre 1772, pour l'administration des revenus du Roi dans les Duchés de Lorraine & de Bar.

Le 24 toutes les Chambres assemblées, il a enregistré un Edit du Roi qui supprime deux offices d'Huissiers des Seconde & Troisième Chambres des Enquêtes du Parlement; réduit le nombre des 23 offices d'Huissiers servans en la Grand'Chambre à 19: en conséquence supprime les 4 premiers offices qui viendront à vaquer, & maintient les Huissiers servans en la Grand'Chambre, dans le droit de faire les fonctions & le service du premier Huissier de la Cour, &c.

I *dudit*.

Le Sr. le Brun, attaché à M. le Chancelier, son Secrétaire intime, & celui qu'on lui fait appeller *mon Cœur* dans la *Correspondance* & autres ouvrages de cette espece, vient d'être destitué de sa place d'Inspecteur des Domaines, supprimée par Arrêt du Conseil. Il paroît que c'est sur la plainte de M. de Nicolaï, Président à mortier, qui a envoyé au Contrôleur général une lettre impertinente qu'il en avoit reçue, où ce Secrétaire le traite avec le plus grand

mépris , & lui fait des reproches injurieux. Ce Ministre a pris les ordres du Roi , avant que M. le Chancelier , à qui l'offensé avoit ainsi écrit , pût défendre son ame damnée.

1er. dudit.

M. de Portelance ayant plaidé le samedi 24 avec des applaudissemens universels , au point d'étonner le Sr. Linguet même , qu'il a d'abord comblé des plus grands éloges , dont il a relevé successivement les bévues , l'étourderie , bien plus , l'ignorance de choses dont il auroit dû s'instrire avant de mettre au jour son Plaidoyer , la foule est revenue à la Tournelle le samedi 31 avec la même affluence , pour entendre l'Avocat général Martin de Vaucreffon , qui devoit porter la parole : mais celui-ci continuant à ne pas vouloir communiquer avec Me. Linguet , a demandé un Délibéré ; ce qui a été décidé suivant l'arrangement pris avant entre MM. Me. Linguet est sorti furieux , escorté de la cabale ordinaire , composée de quantité de chevaliers d'industrie , escrocs & autres gens perdus de dettes , qui le soutiennent comme leur défenseur au besoin.

2 Août 1773.

Le Libraire le Jay est toujours en prison , pour avoir donné dans l'affaire du Sr. Goezman une déclaration , démentie par le rapport des témoins qui déposent de ses discours.

3 *dudit.*

La disgrâce du Sr. le Brun fait un bruit du diable , & le croc en jambe donné par l'Abbé Terrai à ce Secrétaire intime du Chancelier est une preuve certaine que ces deux personnages en appointé contraire , depuis long-temps , ne sont point raccommodés : il est aussi certain que M. le Duc d'Aiguillon est venu à la traversé & a secondé le Contrôleur général. Cet événement relève les espérances des ennemis du Chef de la Magistrature. D'ailleurs la hauteur insultante avec laquelle ce le Brun a écrit à un Président à Mortier du nouveau Tribunal , jette sur lui un avilissement qui réjaillit sur tout le Corps.

4 *Août 1773.*

L'affaire de M. de Morangiès donne lieu sans cesse à de nouveaux Mémoires , elle devient une des plus volumineuses qui se soit encore vue au Palais. Un nommé Dupuy , ancien Inspecteur de Police , comme atteint & convaincu d'abus d'autorité , &c. condamné par la sentence du Bailliage du Palais à être admonesté , condamné en 10 livres d'aumônes , &c. a paru sur la scène , & répand un Mémoire pour sa justification . rédigé par Me. le Roi , Avocat. Il cherche à y détruire les imputations qui lui ont été faites , & à se défendre sur-tout contre les armes qu'il pourroit avoir fournies lui-même à ses adversaires dans les longs & pénibles interrogatoires qui ont fatigué sa tête , épuisé sa mémoire & lassé

sa patience. Cet écrit est foible , sans éloquence & sans aucun raisonnement concluant.

4 *dudit.*

M. Gondin , le Rapporteur de l'affaire du Comte de Morangiès , ayant demandé au premier Président jour pour commencer son rapport , il a été décidé qu'il auroit lieu demain.

5 *dudit.*

M. le Chancelier , lorsqu'on sollicite la liberté ou le rapprochement de quelqu'exilé , paroît prendre la plus grande part à leur sort malheureux ; il dit que son avis seroit de leur rendre aujourd'hui la faculté d'aller & venir comme ils voudroient , & même de les rembourser : il s'en prend à M. l'Abbé Terrai , qui prétend faire bénéficier d'autant les Finances , & au Duc d'Aiguillon , qui *voudroit tout tuer* : ce sont les termes du Chef de la magistrature , qui sous ce ton hypocrite ne déguise pourtant pas sa division avec ces deux ministres. Du reste il montre ses fleurs & sa bibliothèque à ceux qui le sollicitent , & il prétend qu'il vit en philosophe , & n'a plus que cela à faire.

6 *Août* 1773.

On parle plus que jamais de rétablir un Parlement dans la ville de Rouen ; la difficulté de recruter le Conseil supérieur de cette ville , dont quelques membres morts n'ont point été rempla-

cés , exige un prompt remede. D'ailleurs M. de Crofne , l'Intendant , tracassé par le Sr. Perchel , Procureur général , avec lequel il est toujours en contradiction , semble se retourner du côté des habitans & provoquer lui-même la recreation.

7 dudit.

On veut que la démission donnée par M. le Président de Châteaugiron de sa place de Surintendant des finances de madame la Dauphine , en faveur du Sr. Giac , maître des Requêtes , ait été motivée sur des insinuations qu'il en auroit reçues de la part de la Princesse , à laquelle il n'étoit pas agréable : cependant le bon parti qu'il en a tiré pourroit faire qu'il a plutôt cédé à des motifs d'intérêt.

7 dudit.

On a parlé du différent de madame de Mergeret , Abbessé de St. Paul-lès-Soissons , avec l'Evêque de cette ville , & de la Lettre de cachet sous laquelle elle gémissoit à l'Abbaye de Pont-aux-Dames. Il paroît qu'elle ne s'est point rallentie des efforts qu'elle faisoit pour avoir justice des persécutions du Prélat , & qu'elle a intéressé dans sa cause divers Seigneurs , entr'autres M. de Puysegur , qui a une terre dans le même canton , & qui s'étant vivement interposé à Compiègne en faveur de l'exilée , a eu une dispute vive avec l'Evêque ; ce qui a fait dire que ce Seigneur en étoit venu à des paroles dures , à des gestes , & même à des voies de fait. Il y a

apparence que l'anecdote des coups de pied au cul ; répandue avec affectation par les partisans de l'Abbesse & plus encore par les libertins & les impies , est absolument fausse. Au reste , comme on convient assez généralement que madame l'Abbesse est très galante , qu'elle a eu une intrigue avec M. de Puysegur , on n'est pas surpris de l'extrême chaleur qu'il y a mise vis-à-vis du Prélat. Quoi qu'il en soit , cette histoire , vraie ou fausse , fait rire aujourd'hui la cour & la ville.

Ce M. de Puysegur est un homme très instruit , de beaucoup d'esprit , & auteur d'un livre qui a paru il y a quelques années , où il prétend que le Clergé ne doit pas faire un Ordre dans l'Etat. Cette assertion révoltante pour le Corps Episcopal , a laissé un venin qui fermente encore , & le rend très odieux à Nosseigneurs les Prélats.

8 Août 1773.

M. Gondin a commencé son rapport dans l'affaire de M. de Morangiès , ce qui mettroit les Juges en état de prononcer à la fin de la semaine ; mais on parle d'un nouvel incident que veut former le prisonnier , en présentant demain Requête aux Chambres pour demander une addition d'Informations & sa liberté provisoire. Cela feroit traîner nécessairement le Procès , parce qu'il faudroit faire droit sur la Requête : les vacances arriveroient & il n'y auroit rien de fini. Cette tournure pour alonger , si elle est vraie , ne fera que confirmer l'opinion que tout le but de Me. Linguet , le défenseur du

Comte est d'embrouiller la matiere , à force de faire perdre le fond de vue , & de rendre le procès interminable à force de longueurs.

8 *Août* 1773.

On prétend que M. le Duc d'Orléans a fait une nouvelle tentative auprès de madame la Comtesse Dubarri , pour la déterminer à parler au Roi en faveur du Parlement & à lui présenter un mémoire contenant un plan de réconciliation ; mais que cette Dame ne lui avoit accordé l'entrevue qu'après en avoir prévenu le Roi , qui s'est tenu dans un endroit pendant la conversation d'où il pouvoit tout entendre : que S. M. avoit ensuite paru , avoit témoigné son mécontentement au Duc d'Orléans , & l'avoit menacé de sa disgrâce , s'il persistoit à vouloir agiter ces matieres. Sur quoi le Prince piqué avoit répondu que cette disgrâce seroit sûrement un très grand malheur , mais qu'il subiroit avec confiance pour le bien public qu'il ne pouvoit abandonner.

9 *Août.*

On prétend que M. Caron de Beaumarchais , impliqué dans l'affaire du Sr. Goëzman , & décrété d'ajournement personnel , qui , comme on fait , est suspensif & entaché , a demandé à être renvoyé en état d'assigné pour être oui & à plaider lui-même sa cause : ce qui lui a été refusé. Les différentes affaires de cet auteur impliqué depuis près d'un an dans de fâcheuses aventures, l'ont empêché

de donner le *Barbier de Seville* , cette comédie nouvelle de sa façon qu'on avoit annoncée , qui étoit à la veille d'être jouée & qui est perdue de vue absolument.

9 *dudit.*

Les Lettres de Compiègne parlent d'une grande fermentation à la Cour & de diverses cabales qui s'y croisent. On veut d'abord que l'objet de l'abbé Terrai soit d'avoir les Sceaux , & que pour y parvenir il se soit adroitement fait donner l'Intendance des bâtimens , qui lui servira d'échange , & qu'il remettra à quelque *Dubarrî* , lorsqu'il aura été promu à la dignité à laquelle il aspire. Mais un parti plus puissant , plus étendu , s'élève & forme un plan de Gouvernement bien supérieur ; c'est un *Triumvirat* , composé du Prince de Condé , du Comte de la Marche , & du Prince de Soubise , qui se partagent entr'eux la confiance du Roi vieillissant & nécessité à la donner plus entièrement. Le premier voudroit être Généralissime des Armées , le second Surintendant des finances , & le troisieme chef des Conseils ou premier ministre. On abandonneroit aux *Dubarris* les détails de la maison du Roi , des bâtimens , tous les départemens de l'intérieur.

9 *Août* 1773.

M. de Voltaire annonce à ses amis de Paris un nouvel écrit qui doit bientôt paroître dans l'affaire du Comte de Morangis , & qu'on présume assez

raisonnablement venir de lui , on l'attend avec impatience , comme tout ce qui sort de cette plume.

II *dudit.*

Le Libraire le Jay , impliqué dans l'affaire de Goëzman , a obtenu son élargissement provisoire : il est sorti de prison. Le Sr. Caron de Beaumarchais , le moteur de cette affaire , est toujours sous la charge d'un décret d'ajournement personnel , & n'a pu obtenir d'être renvoyé en état d'assigné pour être oui.

II *dudit.*

Me. Vermeil , qui depuis les Plaidoiries dans l'affaire de Dujonquay , avoit gardé un silence profond , répand aujourd'hui un mémoire volumineux , mais ferré de faits & de preuves , qui portent la conviction chez tous ceux qui en sont susceptibles : cet Avocat s'est interdit toute déclamation , il n'y a pas un mot qui n'ait trait à l'affaire ; & cet écrit est certainement un modele de tous ceux qu'on devroit publier au Palais.

13 *Août 1773.*

Me. Linguet devoit faire paroître un nouveau mémoire dans l'affaire du Comte de Morangies , mais ayant su que celui de Vermeil se publioit , il a différé , dans l'intention de parler toujours le dernier.

13 *dudit.*

On étoit fort attentif sur la conduite du Chancelier envers le Brun, son Secrétaire intime, on vouloit voir s'il l'abandonneroit aux persécutions qu'on lui fuscite; mais il est certain qu'il le conserve auprès de sa personne & l'honore toujours de sa confiance.

Il est constant aujourd'hui que le motif de la Lettre vive que ce le Brun a écrite au Président de Nicolai, étoit fondée sur un avis ouvert par ce dernier dans l'assemblée des Chambres concernant l'affaire de Goëzman, de décréter le Sr. le Brun d'assigné pour être oui, comme pouvant donner de grands éclaircissemens, à raison de sa liaison avec les accusés: ce qui a irrité ce Secrétaire.

14 *dudit.*

M. Nouveau de Chenevieres, Conseiller au Parlement exilé très loin, malgré sa mauvaise santé, ses réclamations & celles de sa famille, vient d'y mourir de la petite vérole. C'est encore une bonne épine hors du pied de M. le Chancelier. Celui-ci en vouloit spécialement au magistrat, comme ayant ouvert des avis violens contre lui dans différentes assemblées de Chambre, & sur-tout celui de le faire décréter.

14 dudit.

Le Sr. de Petigny , Secrétaire du Sceau , apportant l'autre jour à M. le Chancelier une multitude d'Arrêts du Conseil à viser , le chef de la magistrature en parut effrayé , & s'écria sur la quantité. *Monseigneur* , lui dit - il , *c'est que plus on en rend , plus il en faut rendre.* Réponse hardie , qui caractérise à merveille les suites funestes de l'arbitraire , variant à chaque instant & presque toujours en contradiction avec lui - même.

14 Août 1773.

M. l'Evêque de Rennes , dont on se rappelle le procès contre son prédécesseur , Evêque de Verdun , renvoyé par devant le Parlement de Bordeaux , vient d'y gagner un incident.

14 dudit.

Preuves résultantes du Procès , pour la Dame Romain & le Sr. Dujonquay son fils ; contre le Comte de Morangiès , Maréchal de Camp ; le Sr. Dupuy , Inspecteur de Police ; le Sr. Desbruguières , son adjoint ; & encore contre M. le Procureur général.

Tel est le titre du nouveau mémoire de Me. Vermeil , en deux parties.

1°. La décharge de l'accusation qui avoit été poursuivie contr'eux sur une plainte en escroquerie de 227,000 livres de billets.

2°. Les

2°. Les Condamnations civiles prononcées à leur profit.

Au soutien de la première partie l'Avocat administrateur trois sortes de preuves : Preuves Littérales , Preuves Testimoniales & Judiciaires , Preuves Morales.

Les *Preuves Littérales* consistent dans les Billets qui subsistent dans toute leur force , puisque les déclarations contraires sont nulles : 1°. comme étant l'ouvrage des manœuvres & de la violence pratiquées par Desbruguières : 1°. comme portant avec elles-mêmes la preuve de leur fausseté.

Des *Preuves Testimoniales & Judiciaires* il consiste 1°. que la Dame Romain a toujours joui d'une aisance honnête ; 2°. que la Dame Veron avoit beaucoup d'or en sa possession avant le prêt ; 3°. qu'on en a beaucoup compté dans le cabinet de Dujonquay le 21 Septembre 1771 ; 4°. que Dujonquay a fait dans la matinée du 23 plusieurs voyages chargé de sacs , en montant au fauxbourg St. Jacques , où demouroit alors le Comte de Morangiès ; 5°. que Dujonquay a porté son or chez lui , & qu'il recevoit à chaque voyage une reconnoissance de la somme qu'il lui remettoit.

Enfin les *Preuves Morales* sont établies par la conduite du Comte lors de ses billets , postérieurement à ses Billets , & dans tout le cours de cette affaire.

L'orateur ne se dissimule par les objections de son adversaire , & les réfute avec la même force.

Dans la seconde Partie il discute cinq dispositions de la Sentence relativement aux Condamnations Ci-

viles envers Dujonquay & la Dame Romain ; il en fait voir la justice, ou plutôt combien elles sont modiques relativement aux vexations longues , multipliées & inouïes que ces malheureux ont éprouvées.

Il est impossible de procéder avec plus de logique , d'ordre , de méthode , que le fait Me. Vermeil : sa péroraison est un chef-d'œuvre d'éloquence , par l'adresse avec laquelle il ramène dans son parti même les partisans les plus zélés du Comte de Moran-giès , en faisant voir qu'il est de leur intérêt qu'il succombe avec éclat , & portant la peine due à son crime il rassure tous les Ordres de citoyens alarmés.

16 Août 1773.

C'est le 7 que M. de Beaumarchais a présenté Requête aux Chambres assemblées , pour que son Décret d'ajournement personnel fût changé en un assigné pour être oui. Mais comme dans sa demande il a joint celle de récuser trois membres , savoir Mrs. le Président de Nicolai , Nau de St. Marc , & Gin , comme ne pouvant être ses Juges , à cause de la partialité trop marquée par les divers propos qu'ils avoient tenus dans les assemblées ; aucun Procureur n'a voulu signer sa Requête , malgré les ordres réitérés de M. de Sauvigny , qui a cru devoir en nommer un d'office ; mais comme il étoit tard , on a remis à y statuer une autre fois.

17 Août 1773.

Le nouveau pamphlet de Me. Linguet a pour titre : *Examen abrégé d'un nouvel écrit publié contre le Comte de Morangiès , intitulé : Preuves résultantes , &c.* Il se plaint de l'abondance de ses adversaires , qui après une *Dénonciation , enrichie de Notes , sept Mémoires , trois Réponses , un Précis ,* sans compter les *Libelles clandestins , composés en forme de brochures littéraires ,* répandent encore une autre production. Du reste , cette réfutation prétendue n'est qu'une rapsodie indigeste de dits & de contredits , de faits avancés & désavoués , dont les juges seuls peuvent connoître la vérité. On voit seulement que l'orateur s'est pressé de faire cet examen , où il n'y a ni ordre , ni clarté , ni raisonnement : il finit par dire qu'il ne se laissera plus distraire de son plan ; qu'il continuera d'exécuter celui qu'il s'est proposé pour la défense définitive du Comte qu'il va publier , dans laquelle il s'occupera de la procédure , & discutera bien moins ce qui y est , que ce qui n'y est pas , & devrait y être.

18 Août 1773.

Voici un fait qui est une nouvelle preuve des progrès du Despotisme & de la facilité à multiplier les Lettres de cachet , les exils , les emprisonnemens , sans attaque en justice réglée.

La Dame Mallard , nourrice de Mgr. le Dauphin , a été arrêtée le 10 Novembre 1772 , par ordre du Roi , & conduite à Argenteuil , au couvent des Da-

mes Ursulines , dans un carrosse à six chevaux. Elle a été transférée depuis aux *Dames Bernardines du précieux sang* , à Paris. Cet enlèvement occasionna dans le tems beaucoup de propos ; & l'on ne peut gueres douter aujourd'hui du vrai motif de cette captivité , dont elle expose l'origine & les détails dans un Mémoire à consulter qu'elle a enfin obtenu la permission de publier. Suivant cet écrit , elle est la suite d'un complot formé contr'elle , par le Sr. d'Albouï , soi-disant Comte de Monestrol , son gendre , avec son mari , sa fille , & presque tous ses parens ; sous prétexte d'inculpations faussées , attaquant ses mœurs & sa conduite. Le vrai motif étoit de s'emparer de sa fortune , & sans attendre le cours de la nature d'en jouir prématurément.

En conséquence elle demande : 1°. si elle peut implorer le secours des Loix contre son gendre qui l'opprime , & contre ses complices ? Si elles vengeront l'insulte faite à son honneur , & puniront l'attentat commis contre sa liberté ?

2°. Si elle peut requérir la séparation de corps d'avec un mari qui par des sévices de tout genre l'a rendue malheureuse , & dédaignant la plainte en justice , la seule qui convienne à un mari outragé , s'avilit jusqu'à accréditer des bruits froids , des délations ténébreuses ? &c.

Dans deux Consultations , des 4 Juin & 17 Juillet , Me. Bergerac , avocat , est pour l'affirmative , & ne doute pas qu'on ne puisse attaquer en justice réglée les oppresseurs ; qui surprennent des Lettres de Cachet & en imposent à la Religion des Ministres. Il cite plusieurs Arrêts en preuve de ce qu'il avance.

Ce Mémoire est curieux par diverses anecdotes qu'il contient , relatives à l'Auguste Nourrifson de la Dame Mallard , dont elle rapporte des traits & des propos qui annoncent quelle étoit la bonté de son cœur dès le berceau. Du reste , l'historique des vexations qu'elle a éprouvées, est touchant & révoltant contre leur instigateur. Le Sr. Albouï est fortement intéressé à se justifier contre cet écrit, où il est peint comme un monstre.

18 Août 1773.

L'Avocat Didier a fait paroître un second écrit pour *Jean-François de Bruguieres*, &c. appellant. . . Il faut se rappeler que la sentence le déclare atteint & convaincu d'avoir commis envers la femme Romain & Dujonquay les excès , violences & mauvais traitemens mentionnés au procès; qu'elle annulle les déclarations de la Dame Romain & de son fils , comme étant la suite de ces excès , &c. & qu'elle condamne de Bruguieres au biâme , en 10 livres d'amende, & 1,500 livres de réparations civiles. Sur quoi son défenseur prétend , 1°. que la sentence le déclare fausement atteint & convaincu. 2°. Qu'elle lui impute illusoirement d'avoir concouru aux déclarations. 3°. Qu'elle le soumet injustement à toutes ces peines accumulées sur sa tête. Mauvais Mémoire : ni éloquence, ni raisonnement.

18 Août 1773.

La Lettre de M. de Voltaire à Madame la Comtesse Dubarri , fait une sensation prodigieuse parmi les courtisannes de cette Capitale. Il n'en est aucune d'une certaine espece qui n'en ait une copie sur sa toilette. Les Patriotes en sont indignés , & surtout de l'assimilation qu'il fait de cette divinité avec la Nymphé *Egérie* : nom allégorique qu'il lui donne , comme si à l'exemple de celle-ci , qui inspira Numa lors de la formation des Loix pour le Peuple Romain , il exaltoit la part que la Favorite a eue dans la révolution de la Magistrature & de la Constitution de l'Etat. On voit au surplus que le Philosophe de Ferney voudroit bien , à la faveur de tant d'adulation , faire donner son Opéra de *Pandore* pour les fêtes du mariage du Comte d'Artois.

19 Août 1773.

Suivant le rapport de ceux qui arrivent de Compiègne , la jeune Vicomtesse Dubarri est vue de mauvais œil par la Famille Royale. Elle a été on ne peut plus mal accueillie , lors de sa présentation chez M. le Dauphin & Madame la Dauphine , & journellement ils lui donnent des mortifications , au point que le Roi , touché de cette affectation , a dit qu'il voyoit bien que ses enfans ne l'aimoient pas , n'avoient aucune complaisance pour lui.

20 Août 1773.

Le fils de M. Dagueffeau , Avocat du Roi , avoit été proposé au Président de Lamoignon pour devenir son gendre. Celui-ci l'avoit accepté , mais à condition que préalablement il quitteroit le Châtelet , juridiction bâtarde aujourd'hui , tant par elle-même que par le Tribunal supérieur sous le joug duquel elle est. Il étoit question de le faire Maître des Requêtes , & S. M. avoit donné son agrément ; mais le Chancelier s'y est opposé , prétendant qu'il falloit avoir fait cinq ans de service dans une Cour souveraine : il lui a offert de le faire passer au nouveau Tribunal ; ce qui a été rejeté. Il est allé trouver le Roi , & lui a représenté combien il étoit essentiel de ne point se relâcher de cette regle , pour mettre en vigueur son Parlement , qui n'acqueroit jamais aucun lustre. S. M. s'est rendue à ces raisons , & le mariage est rompu.

21 Août 1773.

Me. Linguet n'a pas tardé à faire paroître son nouveau Mémoire très volumineux ; il a pour titre : *Résumé général pour le Comte de Morangiès*. Il est divisé en 3 Parties. La première traite des *Déclarations*. L'Avocat prétend : 1°. Que la Police a pu & a dû dans le premier instant se mêler de cette affaire : 2°. Que les *Déclarations* du 30 Septembre ont été volontaires : 3°. Il n'est ni extraordinaire ni rare que l'on confie à des Courtiers des Billets , sans reconnoissance , pour les négocier , & qu'ils prétendent se les approprier : 4°. Que les billets du 24

Septembre sont usuraires & portent un énoncé faux : 5°. On prouve que la valeur des billets n'a pas été fournie par les Verons , par le récit qu'eux-mêmes font de la manière dont leur est parvenue cette valeur : 6°. Par la négociation avec le Comte de Morangiès d'après les défenses des Verons : 7°. Par la manière dont les Verons prétendent que l'or a été porté & livré : 8°. Par la conduite des Verons , postérieurement au 24 Décembre 1771 , & par les Lettres de la Charmette & de Dujonquay : 9°. Par la plainte de la veuve Veron , rendue le 29 Septembre 1771 : 10°. On répond aux objections tirées par les Verons de l'inaction supposée du Comte après le 24 Septembre , & d'un bordereau signé de sa main le même jour , &c.

La troisième Partie traite de la procédure & de la prise à partie : 1°. Pour former la demande, afin d'obtenir la permission de prendre un Juge à partie , on peut & l'on doit présenter les moyens qui la justifient : 2°. Le Lieutenant général du Bailliage n'a pas instruit à charge & à décharge : 3°. Il a voulu surprendre, il a intimidé, il a maltraité les témoins favorables au Comte de Morangiès : 4°. il a multiplié les Décrets sans motif , ou du moins sans autre motif que de favoriser les Verons : 5°. La procédure a été altérée par le Lieutenant-général du Bailliage dans l'instruction , & communiquée aux Verons. Ce Mémoire a moins d'éloquence que les autres de Me. Linguet , mais c'est celui qui contient des raisonnemens plus spécieux.

21 Août 1773.

Les bruits se renouvellent du mariage de M. le Duc d'Orléans avec Mde. de Montesfon ; ils sont plus forts , plus accrédités que jamais. On veut qu'il soit fait , & que le voyage de M. le Duc de Chartres n'ait été entrepris que pour éviter de voir s'accomplir sous ses yeux cet hymen qui lui donne beaucoup d'humeur. On ajoute que M. le Duc d'Orléans fait un fort de 500,000 livres de rentes à la nouvelle mariée , dont 250,000 livres en viager , & l'autre moitié en terres ou rentes perpétuelles.

21 Août 1773.

L'affaire du Sr. Gozman continue à s'instruire , elle est réglée à l'extraordinaire , & devient de plus en plus sérieuse.

22 Août 1773.

Les Mémoires ne tarissent pas dans l'affaire du Comte de Morangiès. Il en paroît un nouveau pour le Sr. Gilbert ; il a pour titre : *Précis contre le Comte de Morangiès*. Il s'y disculpe des faits graves à lui imputés par Me. Linguet , & il établit pour preuves qu'il a connoissance parfaite que Dujonquay a porté 100,000 écus en or chez le Comte de Morangiès. C'est Me. Courtin qui est l'Avocat de ce client , & le défend sans autre éloquence que la simplicité du style & la force des raisonnemens.

23 Août 1773.

Les Lettres-patentes pour l'érection de la Salle de la Comédie à l'Hôtel de Condé, ont été enregistrées ces jours derniers au nouveau Tribunal. Le préambule contient un grand éloge de ce spectacle.

23 Août 1773.

Me. Courtin, chargé d'une Cause pour un Ecclésiastique, pourvu d'un Bénéfice en Cour de Rome, auquel l'Evêque Diocésain a refusé le *visa* parce qu'il n'a pas voulu signer le formulaire, ayant plaidé pour son client a été débouté de sa demande en Appel comme d'abus, & injonction à l'Avocat de ne rien publier dans cette affaire, propre à réveiller des querelles que le Roi veut assoupir.

23 Août 1773.

Il paroît un *Mémoire sur l'usage qu'il conviendrait de faire du revenu des Abbayes qui sont en commende*. Le projet de l'Auteur mérite qu'on en rende un compte particulier.

24 Août 1773.

Par des Lettres-patentes de Monseigneur le Comte de Provence, données à Versailles le 26 Juin dernier, ce Prince, pour satisfaire à l'article 5e. des conventions de son mariage, par lequel il s'étoit engagé d'assurer & d'hypothéquer sur son Apanage la dot de 420,000 livres, monnoie de Piémont, ap-

portée par sa très chere & très amée épouse ; ayant pris les ordres du Roi , attendu qu'il s'agit d'un engagement qui doit s'effectuer en cas d'extinction de sa descendance , & de reversion de son Apanage à la Couronne , l'a assignée & hypothéquée sur tous & un chacun de ses biens présens & à venir , & notamment sur le Duché d'Anjou , Comté de Sénonches , Comté du Maine & du Perche , qui composent son Apanage , &c. Le Roi , par un Edit donné au mois de Juillet , a ratifié cet engagement , enregistré au nouveau Tribunal le 30 Juillet.

Le 11 Août , il a enregistré des Lettres-patentes données à Versailles le 6 Juin , par lesquelles S. M. ayant reconnu que l'administration du Collège de Beauvais , antérieure à l'Edit de Février 1763 pour le même objet général dans le Royaume , étoit suffisante pour remplir les vues qu'Elle s'étoit proposées , & même plus conforme aux intentions particulières des fondateurs dudit Collège ; la rétablit par provision , & jusqu'à ce qu'Elle ait fait connoître définitivement ses intentions à ce sujet .

Le 14 Août , il a rendu un Arrêt important , dont voici le motif. Les Prieure & Religieuses de l'Hôtel-Dieu ayant exposé dans une Requête adressée au Roi quelques réflexions sur le projet de reconstruction de l'Hôtel-Dieu , elles ont été imprimées sous le titre de *Mémoire à consulter & Consultation*. Les Prieure & Sous-Prieure se sont empressées de la dénoncer aux Administrateurs : la Prieure a déclaré en même tems qu'elle n'avoit aucune part à l'impression ; qu'elle n'avoit jamais chargé Me. *Truchon* , ni aucun autre Avocat , de faire aucune Consultation.

Cependant on ne s'est pas borné à faire simplement imprimer la Requête , on y a ajouté des Notes , où l'on n'a pas plus respecté la vérité que les Administrateurs : on y trouve les termes de *surprise* , de *luxe meurtrier* ; on essaye même de tourner en dérision des projets qui n'existent pas.

D'après cette dénonciation , faite au Bureau des Administrateurs le 9 Août , & la remise d'un exemplaire de ce Mémoire , contenant 12 pages d'impression , au Sr. le Roi de Liza , Doyen , & l'attestation de la Prieure qu'elle n'avoit jamais pensé à faire opposition à l'enregistrement des Lettres patentes qu'il a plu au Roi de donner pour la reconstruction de l'Hôtel Dieu , & d'après la lecture dudit Mémoire , M. Le Roi de Liza a dit que les Notes de ladite Consultation sont fausses , injurieuses aux Administrateurs , & capables d'en donner au Public des idées défavantageuses , & qu'il étoit d'avis de recourir à l'autorité de la Cour , pour réprimer une entreprise aussi téméraire Sur quoi arrêté que Me. Moussier remettra à M. le Procureur général ledit imprimé , & le suppliera au nom du Bureau d'en demander la suppression , & de faire à ce sujet tout ce que sa sagesse & sa prudence lui suggéreront.

En effet le Procureur général a requis ce que dessus , & le nouveau Tribunal a ordonné que ledit Mémoire seroit supprimé , comme contenant des faits faux , &c. Défenses à l'imprimeur Cailleau , & à tous autres , d'imprimer ou faire imprimer , colporter ou distribuer ledit Mémoire , à peine d'être poursuivis extraordinairement , & punis suivant la rigueur des Ordonnances.

24 Août 1773.

Ceux qui sont intéressés à peindre en beau l'administration de M. l'Abbé Terrai, prétendent qu'il va profiter de la réunion des Bâtimens au Contrôle général pour examiner les friponneries de cette manutention, y mettre ordre, & l'améliorer en outre par une réforme judicieuse & une économie mieux entendue. On veut que sous un prétexte aussi spécieux, il sollicite également la réunion des Menus, dont on supprimeroit les trois charges d'Intendant. Il n'est pas douteux qu'il n'y eût encore des abus énormes & des prévarications odieuses à arrêter dans ce Département.

24 dudit.

Dernièrement, à l'audience de la Grand'Chambre, sur l'appel de la sentence d'interdiction d'une veuve Balmont, l'Avocat général, Me. Jacques de Vergès, portant la parole, après avoir décomposé la sentence rendue par le Lieutenant Civil, Jean-François Dufour de Villeneuve, a dit qu'il étoit étonnant qu'après la multitude d'Arrêts par lesquels la Cour a proscrit les sentences dudit Lieutenant Civil, il continue de s'écarter des Principes; que ce seroit le cas, pour l'y ramener, de requérir qu'il lui fût enjoint de se conformer à l'avenir aux Ordonnances, Arrêts & Réglemens de la Cour, même de faire imprimer, publier & enregistrer l'Arrêt sur le Registre des Bannieres du Châtelet.

On a remarqué que les spectateurs ont applaudi à tout rompre à cette partie du discours de l'Avocat général : ce qui prouve combien le Lieutenant Civil, ci-devant aimé & estimé du public, a perdu dans son opinion, depuis sa lâche défection. On l'a vu avec plaisir mulâté par ce même Tribunal sous le joug duquel il a honteusement courbé la tête.

24 Août 1773.

Extrait d'une Lettre de Bordeaux du 15 Août 1773.... M. le Contrôleur général, pour mettre en honneur la Compagnie du commerce des Bleds, qu'on regarde comme une association de monopoleurs qui veulent s'enrichir en affamant la France, a voulu la venger des propos injurieux tenus contre elle : il a en conséquence écrit une Lettre à l'Intendant de cette ville, où il lui enjoint d'assembler la Chambre du commerce, & d'exiger d'elle un certificat, dans lequel ils déclareroient que sans les secours de ladite Compagnie cette Capitale eût été à la veille de périr de misère. Ces Messieurs, au nombre de 12, ont eu la lâcheté de souscrire une pareille assertion, sous prétexte que ce n'étoit qu'un certificat illusoire, & qu'on savoit trop bien le contraire.

24 dudit.

M. de Voltaire n'est pas resté muet parmi tant de Mémoires répandus dans l'affaire du Comte de Morangiès ; il a repris la plume & a écrit : *Précis du Procès de M. le Comte de Morangiès contre la fa-*

mille Véron. Il ne fait que reflater ce que Me. Linguet a dit & répété, & ce qu'il a déjà dit lui-même dans ses diverses *Probabilités*. Mais quelque peu raisonné que soit ce Pamphlet, il est très dangereux pour le gros des lecteurs, aisé à séduire par le charme du style, & ce persiflage amer que le Philosophe de Ferney entend si bien.

Non content de cet écrit anonyme, il en répand un autre qu'il avoue plus authentiquement; il est intitulé: *Lettre de M. de Voltaire à Mrs. de la Noblesse du Gévaudan, qui ont écrit en faveur de M. le Comte de Morangiès*. Elle est datée de Geneve le 10 Auguste 1773; elle roule sur la Déclaration dont on a parlé, insérée dans un Mémoire de Me. Linguet, & souscrite par quelques Gentilshommes prétendus voisins du Comte de Morangiès. Ce qui rend ce nouvel ouvrage de M. de Voltaire extrêmement insidieux, c'est l'adresse infernale qu'il a eue d'y insérer le propos soi-disant du Roi: *Il y a mille Probabilités contre une que M. de Morangiès n'a pas reçu les cent mille Ecus*: propos qu'il fait sonner bien haut, comme du plus grand sens & du jugement le plus droit, & par lequel il semble vouloir forcer les suffrages non seulement des spectateurs, mais encore des juges intimidés par cet oracle sorti de la bouche du Législateur même.

Dujonquay étoit allé à Compiègne avec une quantité de ses Mémoires pour les y distribuer, il a reçu ordre de sortir sur le champ de la ville & de remporter ses *Fadums*.

24 Août 1773.

On fait que Madame la Comtesse Dubarri a un petit Negre qui se nomme *Zamore*, qu'elle aime beaucoup & avec qui elle joue. Tous les Seigneurs qui lui font la cour fêtent ce Negre pour plaire à la favorite, & le Roi s'en amuse aussi infiniment. Dernièrement, S. M. dans un accès de cette aimable familiarité où Elle dépose la majesté du trône, après avoir folâtré avec ce Negrillon, en satisfaction du plaisir qu'il avoit donné au Roi, lui a fait expédier un brevet de Gouverneur du Château & Pavillon de Lucienne, aux appointemens de 600 livres. Cela s'est fait dans toutes les regles, & l'on ne doute pas que M. le Chancelier n'y ait apposé le sceau.

24 *du dit.*

C'est le 19 Août que le nouveau Tribunal a enregistré les Lettres-patentes données à Compiègne le 30 Juillet, pour la construction des bâtimens devant servir à la Comédie Française sur les terrains de l'ancien hôtel de Condé. Le préambule est curieux, par les éloges donnés aux Comédiens, & les égards que le Roi leur témoigne.

“ L'Hôtel dans lequel nos Comédiens François donnent leurs Représentations, étoit devenu dans un tel état de caducité qu'il n'étoit pas possible de les y continuer : pour ne point laisser interrompre un spectacle, devenu célèbre par les acteurs, encore plus par les Drames qu'ils représentent, & dont le but est de contribuer autant à la correction

des mœurs & à la conservation des lettres, qu'à l'amusement de nos sujets, nous avons bien voulu permettre à nos Comédiens François l'usage du Théâtre de notre Palais des Tuilleries, mais nous reconnûmes dès lors l'impossibilité d'y laisser subsister un spectacle public, s'il nous plaisoit de séjourner dans la Capitale de notre Royaume; d'ailleurs l'étendue & la disposition primitive de ce Théâtre pour un autre genre de spectacle, ont fait connoître qu'il étoit *incommode aux acteurs* de la Comédie, par la nécessité de forcer continuellement leurs voix pour se faire entendre; inconvénient qui, en rendant la déclamation pénible & défavantageuse, préjudicie également à la *santé des acteurs*, & à la satisfaction des spectateurs. Ces considérations, que nous avons envisagées, & que les Comédiens François nous ont fait exposer, nous avoient déterminés à leur permettre de reconstruire leur salle sur le même emplacement que l'ancienne; nous avons même pris des mesures pour les aider; & notre bonne Ville de Paris leur avoit déjà avancé la somme nécessaire pour acquérir quelques maisons contiguës à cette ancienne Salle, afin d'en rendre les dispositions plus commodes & les issues moins difficiles. Mais sur ce qui nous a été observé par les officiers de police, que les abords en étoient incommodes & ne suffisoient pas à l'affluence des Spectateurs & au nombre des carrosses, en sorte qu'il en résulroit souvent des accidens & toujours des embarras qui empêchoient le passage des voitures nécessaires au service & au commerce de notre bonne ville de Paris, il nous a paru que pour l'utilité & la commodité publique, il convenoit de

choisir un autre emplacement. Parmi les divers plans & projets qui nous ont été proposés , nous n'en avons point trouvé de plus propre à remplir en même tems les différens objets d'agrément & de commodité , auxquels il convenoit de pourvoir , que celui d'une nouvelle construction sur une partie des emplacemens de l'ancien Hôtel de Condé , en suivant en cela les dispositions par nous primitivement indiquées , puisqu'en acquérant ledit Hôtel & un très petit nombre de maisons qui y sont contiguës , ladite Salle de Comédie se trouvera isolée au milieu d'un vaste emplacement , & que sur le surplus du terrain on pourra construire avec avantage nombre d'hôtels & de maisons , qui contribueront à embellir de plus en plus un quartier déjà orné par notre Palais du Luxembourg & principalement fréquenté par les Etrangers , &c. ”

C'est le Sr. Moreau , Architecte du Roi & Maître Général des bâtimens de la Ville , qui est chargé de la construction & du plan de la Salle.

Le Roi achete l'hôtel de Condé & environs , & donne à la ville dans cet emplacement le terrain nécessaire pour la Comédie , qu'elle fera construire à ses frais , & pour y subvenir elle l'autorise à emprunter 1 , 500 , 000 livres.

23 Août 1773.

Il paroît enfin dans l'affaire de l'Artillerie un Mémoire imprimé, qui y jette un nouveau jour & commence à en bien éclaircir l'objet : il est du Sr. de Monthieu, Entrepreneur de la Manufacture Royale des Armes à St. Etienne, & porte le titre de *Mémoire à Consulter* ; il s'y plaint d'une dénonciation faite au Ministre de quatre faits principaux contre lui directement ou indirectement.

1°. On reproche au Sr. de Belegarde d'avoir réformé des Armes qui n'étoient pas dans le cas de l'être.

2°. On lui reproche d'avoir accordé au Sr. Monthieu, les fusils réformés à un prix au dessous de la soumission.

3°. On accuse le Sr. de Monthieu d'avoir compris frauduleusement des armes réformées dans les fournitures d'armes neuves.

4°. Enfin on prétend que la partie des Cuivres a été adjugée à ce dernier à vil prix.

Après s'être justifié sur ces points ou chefs d'accusation, il demande s'il n'est pas en droit d'attaquer ceux qui l'ont calomnié, & de les poursuivre suivant la rigueur des Loix ?

Suit une Consultation du 12 Août, signée Gerrier, Cellier, Lambon, Laget, Bardelin, par laquelle les Avocats sont d'avis que le Sr. de Monthieu s'adresse au Prince, lui demande la permission de se justifier, & qu'il lui soit donné des juges devant lesquels il puisse poursuivre ses calomniateurs.

On remarquera à cette occasion la foiblesse de ces Jurisconsultes, qui dérogeant aux principes du Parlement, après être convenus dans le commencement de cette Consultation que la voie naturelle en pareil cas est de se pourvoir devant les juges ordinaires, de rendre plainte de la diffamation, & d'obtenir la permission d'informer, l'invitent à demander lui-même une Commission, toujours réprouvée par les Loix & par les maximes constantes de la Magistrature.

25 Août 1773.

On écrit de Compiègne que M. le Marquis de Monteynard y a eu une prise très vive avec l'Abbé Terrai : que le premier ayant demandé des fonds au second, celui-ci lui avoit répondu qu'il n'y en avoit pas ; que le Ministre de la Guerre avoit témoigné son mécontentement en termes durs, en disant qu'il étoit bien surpris qu'il n'y eût pas d'argent pour le Service du Roi, tandis qu'on en prodiguoit tant pour des Putains & des Maqueriaux : que ces paroles ayant blessé les oreilles de M. l'Abbé, il avoit dit à M. de Monteynard qu'il s'oubloit, qu'il devoit se souvenir qu'il parloit à un Ministre du Roi : à quoi l'autre avoit répliqué encore plus vertement, en finissant par ajouter que s'il croyoit que ce refus vint de la part de S. M. il le recevroit avec respect, mais que sa démission feroit au bout, &c. Le Ministre des finances piqué de ces apostrophes est allé s'en plaindre au Roi, qui a dit *mais, c'est un honnête homme, qui donne*

roit sa démission, comme il le dit ; je suis bien aise de le conserver : il faut lui trouver de l'argent.

26 Août 1773.

On a fait dernièrement au Fauxbourg St. Laurent une grande visite à St. Lazare & aux environs : on prétend qu'il y avoit une presse secrète où l'on étoit à la veille de pénétrer, mais que les imprimeurs avertis à tems se sont soustraits avec beaucoup d'adresse à la perlécution, de maniere qu'aucun d'eux n'a été arrêté. Ils sont, dit-on, actuellement occupés à se remonter dans un autre quartier : c'est ce qui retarde les brochures qu'on attendoit, sur-tout le N^o. 14. Cependant comme il est constant qu'il y a de nouveaux pour-parlers d'accommodement, peut-être tardera-on encore pour ne rien gâter.

26 Août 1773.

Un *Eloge de Colbert*, lu hier à l'assemblée publique que tient suivant son usage l'Académie Francoise pour la Distribution du Prix, a causé une grande fermentation, à cause des circonstances actuelles.

D'abord, avant qu'on en fît la lecture, le Directeur a déclaré que la Compagnie n'ignoroit pas que les principes de l'Administration moderne étoient très différens de ceux de Colbert ; que c'étoit sans prendre aucun parti en ce genre qu'elle avoit proposé & adopté son *Eloge*, la partie politique étant absolument étrangère à l'Académie, qui ne considé-

soit que la fabrique de l'ouvrage, l'éloquence & le style de l'auteur.

Cette précaution indiquoit que cet Eloge frondoit au moins indirectement, le nouveau Système ; elle : rendu les auditeurs plus attentifs aux morceaux qu pouvoient y avoir trait : on a remarqué que l'Ecrivain avoit étranglé son discours en cette partie : qu'il n'avoit qu'effleuré ce qui concernoit la destruction de la Compagnie des Indes, & l'exportation des Bleds ; qu'il n'avoit osé décider la double question qui partage aujourd'hui le Ministère & la Nation, qu'il avoit craint de se compromettre & de blâmer trop ouvertement une administration mesquine, fourbe, usuraire, prodigue, dure & personnelle. Il a imaginé sans doute qu'un Panégyrique vrai de la première, seroit déjà une critique assez forte de la seconde, & assez sensible, quoique détournée, sans entrer dans un examen qui auroit nécessairement été regardé comme une satire & qui, en rendant son ouvrage meilleur, l'auroit fait en même tems proscrire. Il a laissé au Public le soin de le faire par les applaudissemens affectés qu'il accordoit aux endroits dont le contraste étoit frappant, tels que ceux de la sensibilité de Colbert, de sa bonne foi, du soin scrupuleux avec lequel il maintenoit le Crédit public, de son Economie & de la distribution sage & noble des bienfaits du souverain. Ce Ministre pleurant sur le sort des malheureux qu'il faisoit, ou plutôt qu'il laissoit tels malgré lui, a paru un de ces tableaux antiques & sublimes, trouvé dans d'anciennes ruines, & comme on n'en voit plus.

L'Assemblée étoit fort empressée d'apprendre le nom du Candidat couronné ; mais le Directeur a déclaré que l'auteur de l'*Eloge* ne s'étoit point fait connoître. Personne n'ignoroit pourtant qu'il étoit attribué à M. Necker. On a jugé que ce Banquier se trouvant immédiatement sous la coupe de M. le Contrôleur général, avoit cru prudent de garder l'incognito, malgré son attention à ne pas le blesser directement.

26 Août 1773.

M. Michau de Montblin est enfin arrivé à la terre de son beau-pere, M. de Cote, à Ravalle, où il a obtenu la permission de revenir. C'est M. le Marquis de Montesquiou, premier Ecuyer de M. le Comte de Provence, qui a forcé le Chancelier à se prêter à ce retour, en lui faisant constamment refuser la porte du Prince pour le punir du refus qu'il avoit fait effuyer au dit Sieur de Montesquiou, qui avoit en vain sollicité jusques là le retour de l'exilé en question auprès du Chef suprême de la Justice.

M. le Marquis de Marigny a également obtenu que l'Abbé Pommier, Conseiller de Grand'Chambre, son ami, fût transféré à son château de Marigny : il a sollicité cette permission du Roi même, qui en le remerciant du plaisir qu'il lui avoit fait par sa démission, sembloit surpris qu'il ne lui demandât point de grace. Il a profité de cette plaisanterie gracieuse de S. M. pour lui exposer l'intérêt vif qu'il prenoit à ce Magistrat : à quoi le Roi a répon-

du qu'il étoit très juste qu'il prît sa revanche , & qu'il lui accordoit le changement désiré.

27 Août 1773.

On parle beaucoup d'un certain Abbé *Semillard*, qui a prêché à St. Roch le Panégyrique de St. Louis, & à l'occasion de la réforme que ce Monarque avoit faite de la Justice, a fait un grand éloge de M. le Chancelier & de ses opérations : cet enthousiaste s'est porté à un fanatisme d'adulation qui a révolté beaucoup de monde.

28 dudit.

De fréquens couriers qu'on a vu aller de Malesherbes à Baille, de Baille à Champ-Beaudouin, &c. chefs-lieux de plusieurs exilés, donnent lieu à beaucoup de conjectures, & l'on ne doute pas qu'il n'y ait sur le tapis quelque Négociation pour le rétablissement des choses : on assure même que Madame la Comtesse Dubari ne refuse pas de s'y prêter, si les Princes veulent concourir à la faire faire Duchesse.

28 dudit.

Le rapport de l'affaire de M. le Comte de Morangis se fait, sans avoir égard à l'addition d'informations qu'il a demandée : on en est aujourd'hui à la II Séance. De nouveaux Mémoires se répandent dans cet intervalle & occupent le Public ; Me. la Croix a donné un *Examen du Résumé général de*
Lin.

Linguet & l'a réfuté complètement en peu de mots. Ce petit ouvrage, extrêmement fort de choses & de raisonnemens, est écrit d'ailleurs avec une sorte d'aménité, malgré les sarcasmes dont l'Avocat accable son adversaire.

Un ancien Procureur au Parlement supprimé, nommé *Grouffel*, intervient & se met en cause; il répand un Mémoire à l'occasion d'une citation faite de lui dans le 2e. Mémoire de Falconnet,

Enfin il paroît une seconde Lettre de M. de Voltaire à Mrs. de la Noblesse du Gévaudan sur le procès de M. le Comte de Morangiès, datée de Genève le 16 Août 1773. Il y résume de nouveau les improbabilités prétendues de l'accusation des Verons, qu'il réduit à 22, & qu'il dit se monter à plus de cent. Le fond de l'ouvrage n'est qu'une répétition de ce qu'il a déjà dit : mais on voit que l'objet principal de cette Epître est de faire valoir le propos du Roi, comme mettant à couvert l'honneur de M. de Morangiès dans le cas où il succomberoit, & d'atténuer l'effet qu'auroit produit l'excellent Mémoire de Me. Vermeil, en cherchant à y trouver des contradictions, & en insinuant qu'il ne se mêle de cette cause abominable, que parce qu'il y est engagé.

28 Août 1773.

On regarde comme certain aujourd'hui que la Bulle de sécularisation de l'Ordre des Jésuites est arrivée en France, & que M. le Duc d'Aiguillon la possède. Cette nouvelle, annoncée depuis long-

tems , cause la plus grande joie aux Jansénistes ; qui ne sentent pas qu'ils vont être ensevelis dans le même tombeau.

28 dudit.

La Faculté de Théologie gémit toujours sous le joug des Lettres de cachet , & le Syndic Riballier affecte une grande douleur de ne pouvoir se soutenir qu'avec leur secours. Cependant ce Corps a député au Roi , pour demander qu'il lui fût permis d'examiner la these en question.

29 Août 1773.

Le nouveau Mémoire dont on a parlé , a pour titre , *Mémoire relatif à l'affaire du Comte de Morangiès avec les héritiers Verons , par le Sieur Groustel , ancien Procureur au Parlement , retiré volontairement de son état en Septembre 1762 ; contre Me. Falconnet , Avocat , ses adhérens & complices.* Il est signé GROUSTEL , *Autor & Añor.* Et cette chute burlesque annonce déjà une tête échauffée & un peu folle. Le contenu du Mémoire ne dément point cette idée : c'est un bavardage fort long , auquel on ne voit d'autre but que celui de faire diversion dans l'affaire de M. de Morangiès , & de dire de grosses sottises à Me. Falconnet , qui l'a prétendu *expulsé de ladite Communauté des Procureurs , connu & méprisé de tout Paris.* Il fait en conséquence l'histoire de sa vie , divisée en trois parties : 1°. depuis sa naissance jusqu'au traité de son office de Procureur

au Parlement : 2°. depuis sa réception dans cet office jusqu'à l'instant qu'il s'en est défait : 3°. depuis qu'il a vendu sa charge jusqu'à ce jour. Ce qu'on y voit de plus clair , c'est qu'il est auteur d'une brochure intitulée: *Essai sur la Profession de Procureur* , & de beaucoup d'autres ouvrages en ce genre , ainsi que de divers projets restés en suspens , & le tout pour l'instruction , l'honneur & la gloire de sa Communauté. On ne peut disconvenir qu'à travers la singularité du Mémoire & de son style , on ne reconnoisse un homme d'esprit , mais dont il faudroit qu'une tête plus mûre arrêtât les écarts. Quoi qu'il en soit , cet ouvrage ne pouvoit rien faire au fond du procès.

29 *dudit.*

On écrit d'Auxerre que quelques particuliers y ayant mal parlé du nouveau Tribunal , sur la dénonciation qui en a été faite au Président de cette ville , les auteurs des propos atteints & convaincus de les avoir tenus , ont été condamnés à des peines afflictives , & que la connoissance de l'affaire doit venir par appel ici.

30 *Août* 1773.

Le Sr. Groustel , indépendamment de son Mémoire a présenté Requête à Nosseigneurs de Parlement , toute la Grand'Chambre assemblée , pour se joindre à celle du Comte de Morangies du 21 de ce mois , & demander justice des injures à lui adressées dans le second Mémoire de Falconnet , & qu'il lui soit donné acte qu'il articule & met en fait :

1^o. qu'il n'a jamais rien fait qui ait pu lui mériter aucune sorte de peine corporelle ni infamante , ni même de discipline , pendant les 25 ans qu'il a été Procureur en la Cour ; ce qu'il démontrera dans un Mémoire détaillé qu'il montrera pour sa plus ample justification : 2^o. qu'il n'a jamais donné lieu à des plaintes contre lui , soit à M. le Procureur général , soit aux Procureurs de sa Communauté , mais encore à tous les Procureurs du Royaume : 3^o. que bien loin d'être méprisé de tout Paris , il a des témoignages contraires , par ses ouvrages , par le brevet de Conseiller intime que lui a conféré un Souverain , & par des Lettres d'un Prince & autres grands notables personnages , qui ont bien voulu l'honorer de leur estime ; ce qu'ils n'eussent certainement pas fait , si sa réputation avoit reçu quelque atteinte : 4^o. qu'il est faux qu'il ait jamais reçu la moindre chose du Comte de Morangis , soit en prison , soit ailleurs , &c.

Le 27 Août cette Requête a été signifiée à M. le Procureur général.

30 dudit.

On ne paroît plus révoquer en doute le mariage de M. le Duc d'Orléans avec Madame de Montesfon : les familiarités publiques qu'il prend avec elle le confirment. On assure que le Roi a donné son consentement par écrit. Quoique M. le Duc de Chartres ait d'abord témoigné beaucoup d'humeur , on veut qu'il se soit mis à la raison , sur tout par l'espoir que son pere se retirera incessamment dans

le Palais qu'il se fait bâtir dans la nouvelle rue qu'on forme sur le boulevard, & dont le derriere communique avec l'Hôtel de son épouse secrete.

30 Août 1773.

Le Mémoire qu'on a annoncé sur l'usage qu'il conviendrait de faire du revenu des Abbayes qui sont en commende, c'est, dit on, dans un avertissement, le résultat d'une conférence que l'auteur eut avec un célèbre Magistrat, il y a une douzaine d'années. La conversation étant tombée sur les Bénéfices, l'auteur exposa ses idées sur les Abbayes en commende; le Magistrat en fut frappé: elles lui parurent très solides, il crut que l'auteur les avoit puisées dans un projet de Lettres patentes dressé par le célèbre *Domat*, qui étoit entre les mains de M. le Chancelier d'Aguesseau, mais dont l'auteur n'a jamais eu aucune connoissance. Il le pressa de les mettre par écrit: ce qu'il ne fit point alors, & ce qu'il a fait depuis. L'Editeur a regardé ce projet comme si utile à l'Eglise & à l'Etat, qu'il s'est empressé de le publier. Puisse-t-il faire cesser le scandale que causent dans l'Eglise tant de gros Bénéficiers, dont la vie fait gémir les gens de bien, & fournit une ample matière aux censures & aux dérisions des mondains! On jugera par le développement du projet quels biens infinis il peut produire pour le temporel & pour le spirituel, & comment l'exécution en pourroit avoir lieu.

Le propos du Roi qu'on a cité sur l'affaire de M. le Comte de Morangiès, quoique contradictoire à celui qu'il avoit tenu dans le commencement du procès sur cette même matière, est vrai; il avoit dit d'abord qu'il failloit que M. de Morangiès fût un frippon ou un sot. Il a dit depuis en effet qu'il y avoit à parier mille contre un que M. de Morangiès n'avoit pas reçu les cent mille Ecus: mais il a ajouté, qu'il y avoit à parier cependant qu'il perdrait; & M. de Voltaire, en le rapportant, a jugé à propos de le mutiler & de s'en tenir à la première partie.

I Septembre 1773.

L'Auteur du Mémoire sur l'usage qu'il conviendrait de faire du Revenu des Abbayes qui sont en commende, explique d'abord ce que c'étoit que ces Abbayes dans les premiers tems de l'Eglise; il fait voir que les Commendes actuelles ne ressemblerent rien aux Commendes d'alors; il en démontre le vice & l'abus, dans la manière dont on les confère aujourd'hui. Un Abbé Commendataire est un Ecclésiastique séculier, à qui le Roi donne, sans consulter les Religieux, la moitié du Revenu d'une Abbaye, qu'on appelle *mensse abbatiale*, pour en jouir & en faire ce qu'il lui plaira; & ce n'est pas sans doute-là ce que devroit être un Abbé de religieux. D'ailleurs, ces Commendes sont injustes: 1°. parce qu'elles dépouillent sans aucune forme de procès les propriétaires d'un bien qui leur appartient légitimement.

mement : 1°. parce qu'elles anéantissent les dispositions des fondateurs : 3°. parce qu'elles donnent les biens des monasteres à des gens qui n'ont aucun titre , ni de l'Eglise , ni de l'Etat , pour les posséder.

En vain ces prétendus Abbés invoqueroient en leur faveur le Concordat , le Roi s'oblige à ne nommer que des Réguliers aux Bénéfices Réguliers , & des Réguliers du même Ordre. D'ailleurs le Concordat par lequel François Premier accorda au Pape le droit de prendre à chaque présentation le revenu d'une année de chaque Abbaye , à condition que le St. Pere lui accorderoit le droit de présenter à toutes les Abbayes de son Royaume , n'est pas regardé comme une convention bien légitime : mais on est assez d'accord sur le vice & les abus des Abbayes en Commende. On demande comment y remédier ?

D'abord , comme le Roi même ne peut ôter à personne sa propriété , il faut rendre aux Monasteres un bien qui leur revient légitimement : en second lieu , par une conséquence du même principe , il faut entrer dans les vues des fondateurs , il faut remplir les charges & les conditions qu'ils ont apposées à leurs dons , qui sont :

1°. Qu'il y eût dans les Monasteres le plus grand nombre de Religieux possible , relativement à leurs revenus , pour qu'il y eût un plus grand nombre de personnes uniquement occupées à prier Dieu , pour l'Eglise , pour l'Etat & pour les fondateurs eux-mêmes.

2°. Que le service Divin se fît toujours dans le Monastere avec la plus grande décence.

3°. Qu'en se dépouillant d'une partie de leurs biens en faveur des Religieux , ceux-ci satisfissent

mieux pour eux à l'obligation que Dieu impose aux riches de soulager la misère des pauvres.

En conséquence l'Ecrivain propose d'abolir les Abbés Commendataires, d'en réunir les revenus à la masse totale de ceux des Abbayes, & de charger les Religieux d'en distribuer une partie annuellement aux personnes auxquelles le Roi assigneroit des pensions sur le Monastere.

Ceux auxquels on accorderoit de ces pensions, seroient ou de pauvres Ecclésiastiques capables de servir l'Eglise, mais n'ayant pas un bien de famille suffisant pour subsister, ou de pauvres Militaires qui ont bien servi l'Etat, ou des Hôpitaux qui n'ont point assez de revenus pour fournir aux besoins des malades & des pauvres que la misère force de s'y retirer, ou des Colleges qui n'ont pas suffisamment de quoi stipendier les Maîtres qui élèvent la Jeunesse, ou enfin des Séminaires dont on voudroit que les pensions des Ecclésiastiques fussent modiques, & même gratuites en certaine quantité.

A la fin de l'ouvrage se trouve un modele d'Edit tout digéré, extrêmement sage, au bas duquel le Souverain n'auroit plus que son nom à mettre; mais qu'il ne mettra pas. Toute la tête du Clergé revêtue de pareilles Abbayes, est trop intéressée à les conserver, bien loin de les remettre aussi gratuitement.

Du reste, le Mémoire est très sagement écrit, sans fiel, sans amertume: l'auteur s'est même abstenu de ces portraits satyriques, propres à faire la fortune d'une écrit de ce genre, & qui seuls peuvent

attirer les regards des gens du monde sur de pareils ouvrages.

2 *Septembre* 1773.

On regarde comme certain que le Comte de Morangiès sera jugé demain. En conséquence le Premier Président a déclaré qu'on ne s'occuperait ce jour-là d'aucune autre affaire. On a commencé les interrogatoires, qui sont au nombre de 18, mais ne s'écrivent plus. Les Avocats profitent de ces derniers instants pour donner l'essor à leur plume : on parle d'un 3^e. Mémoire de Me. Falconnet, & de plusieurs de Me. Linguet, dont la fécondité commence à devenir fastidieuse.

2 *dudit*.

Il est certain que tout étoit disposé à Compiègne pour faire agréer à S. M. un plan d'accommodement : les Princes étoient à l'affût, mais on n'a pas trouvé le moment d'entamer le Maître, en sorte qu'on renvoie aujourd'hui l'affaire au voyage de Fontainebleau.

3 *dudit*.

Malgré la joie extrême des Jansénistes, qui ont annoncé aux quatre coins de Paris l'arrivée de la Bulle de sécularisation des Jésuites, quelques gens moins crédules doutent encore de son existence : cependant on la détaille, & l'on va jusqu'à énoncer les motifs de suppression, qui sont au nombre de trois : 1^o. l'incompatibilité de cette Société depuis son

jusques à nos jours , avec tous les autres Ordres Religieux : 2°. l'indécence avec laquelle elle s'est livrée au Commerce , genre de vie qui ne convenoit nullement à l'esprit de Religieux qui ont renoncé au monde & à la vanité : 3°. enfin sa morale , ou plutôt sa doctrine , dont il résulte qu'elle a favorisé un culte erroné , une véritable idolâtrie chez les différens Peuples où elle devoit porter la foi , & notamment en Chine.

3 Septembre 1773.

Les Ministres sont en guerre ouverte de plus en plus , sur-tout M. le Duc d'Aiguillon & le Chancelier : celui-ci ne s'en cache pas , & parle très mal du premier dans ses conversations particulières.

Le 4 dudit.

Les trois nouveaux Ecrits qui ont paru dans l'affaire du Comte de Morangiès en même tems , au moment du jugement , sont :

1°. *Replique aux derniers Ecrits du Comte de Morangiès & de ses adhérens.* Celui-ci est le Troisième Mémoire de Falconnet , il est encore plus accablant que le dernier de Me. la Croix ; il porte la conviction jusques chez les plus incrédules. D'ailleurs , comme oratoire , c'est aussi une excellente pièce ; on y trouve plus de nerf que dans les deux premiers , & le sarcasme y est employé plus adroitement.

2°. *Addition au Résumé général, &c.* C'est le dernier effort de Me. Linguet, où sa rage redouble contre tous ceux qui osent écrire ou dire quelque chose en faveur des Verons. Le Notaire l'Héritier y est sur-tout très maltraité. C'est ce Notaire qui a reçu le testament de la Grand'Mère. Il annonce dans un Postscriptum qu'il attend justice de la Cour contre les écrivains adverses, qui l'ont trop bien réfuté, & il veut les attaquer personnellement sur les injures qu'ils lui ont dites, comme s'il avoit le privilege exclusif d'en dire seul.

3°. *La vérité géométriquement démontrée & juridiquement prouvée dans l'affaire des cent mille Ecus. Lettres d'un Colonel étranger à un membre du Parlement d'Angleterre, sur l'affaire du Comte de Morangiès, dans lesquelles on rapporte tout ce qui a été plaidé & imprimé pour & contre les deux parties.* Ce Pamphlet n'est qu'une répétition fastidieuse de tout ce qui a été écrit dans les divers Mémoires de Me. Linguet, & dénué de ces morceaux d'éloquence chaude, qui pourroient attacher le lecteur qui n'y cherchoit que les grands mouvemens de l'orateur.

4 Septembre 1773.

Hier matin toute la Grand'Chambre s'est trouvée en place à 6 heures, & déjà beaucoup de curieux s'étoient rendus au Palais. La veuve Romain, ses deux filles & Dujonquay étoient dès cinq heures au Parquet. On fut bientôt que les conclusions des gens du Roi étoient extrêmement molles, pour ne

point se compromettre ; elles portoient , *je n'empêche pour le Roi qu'il ne soit fait droit aux Parties.*

Dans le courant de la matinée Me. Linguet parut dans la Grand'Salle, en épée, en red'ingotte, le chapeau sur la tête, se promenant avec insolence & faisant le joli cœur avec divers talons rouges. On fut étonné que cet Avocat qui avoit paru prendre avec tant de chaleur les intérêts de son client, montrât tant de sécurité dans cet instant de crise si terrible pour le Comte de Morangiès. Les gens plus fins en tremblèrent pour l'innocence ; ils présument avec assez de vraisemblance que cet Avocat faisoit d'avance le jugement. Quoi qu'il en soit, la foule l'entourant & le suivant avec la plus grande affectation, il se retira.

Vers le midi les Conseillers Clercs sortirent : on en conclut que dans le cours des opinions il y avoit eu quelques voix pour une peine afflictive, & comme elle ne sembloit pouvoir être décernée contre des gens qui n'étoient chargés d'aucun décret, qui en ce moment même jouissoient de la plus grande liberté, cet événement ranima la confiance des partisans de Dujonquay.

Enfin à six heures du soir les portes s'ouvrant, les Présidens de Châteaugiron & de Nicolai sortirent les premiers avec affectation, & crièrent bien haut que M. de Morangiès avoit gagné son procès en plein.

En effet, l'instant d'après ce Maréchal de Camp est descendu par le grand escalier, escorté de tous les chevaliers d'industrie & mauvais sujets de la cour, qui avoient inondé le Palais.

On fut dès cet instant en bref que l'Arrêt déchargeoit le Comte de Morangiès de l'accusation de subornation de témoins & de celle d'escroquerie, avec dépens ; qu'il lui adjugeoit 1000 livres de dommages & intérêts, que les Billets étoient déclarés nuls ; que Dujonquay étoit condamné à 3 ans de bannissement ; la veuve Romain sa mere à être admonestée & aumônée ; qu'il ordonnoit un plus amplement informé contre Gilbert, pendant lequel il garderoit six mois la prison ; que Desbruguières feroit averti d'être plus circonspect à l'avenir ; que les Mémoires de Dujonquay, &c. étoient supprimés.

6 Septembre 1773.

Tous les gens de bon sens ont été & sont encore dans l'étonnement le plus grand de l'Arrêt de vendredi ; les partisans même de M. de Morangiès comptoient qu'il devoit pour la sûreté publique & le maintien de la confiance de l'Etranger être condamné à payer les billets avoués & souscrits librement. Ils s'attendoient simplement à lui voir conserver l'honneur intact : & cet honneur même aujourd'hui ils ne le trouvent pas trop bien réparé, vu la peine légère infligée aux parties adverses, qui par l'annihilation des billets devant être réputés coupables eux-mêmes d'escroquerie, d'avoir vexé aussi indignement & aussi long tems un innocent, homme de qualité, Maréchal de Camp, gémissant sous des Décrets multipliés, & prisonnier depuis plusieurs mois, auroient dû subir les châtimens infligés pour pareils délits. On ne peut pas dire assurément que ce soit par mé-

agement pour ces malheureux écrasés. Leur Escroquerie n'est donc pas bien prouvée : le titre devoit donc subsister dans toute sa force, les billets devoient donc être payés. Mais les détails de l'intérieur de l'assemblée donnent lieu à bien d'autres réflexions. On sait que M. Gondin le Rapporteur avoit opiné contre le Comte de Morangiès, qu'il y a eu 9 voix pour le dégrader de Noblesse & le condamner au carcan ; que le Rapporteur même encore ne veut pas signer l'arrêt, tant il le trouve inique & contraire aux lumières de sa conscience. Ce qui fait qu'on ne peut avoir de copies exactes & détaillées du prononcé. Et de quel poids doit être un Rapporteur dans une pareille affaire, qui gît en faits & en dépositions, qu'il a vues, lues, & pesées mieux que personne & pendant long temps !

6 Septembre 1773.

M. l'Abbé Terrai paroît vouloir signaler son entrée à l'Intendance générale des bâtimens par de grandes & utiles réformes en cette partie. Il est question de supprimer toutes les maisons royales où le Roi ne va point, de les démolir, d'en vendre les matériaux, & d'économiser ainsi les frais de réparation & les appointemens des Gouverneurs, Concierges, &c.

6 dudit.

On prétend que pendant le voyage de Compiègne il y a eu 16 Arrêts du nouveau Tribunal de cassés.

6 Septembre 1773.

Les Jésuites de ce pays & leurs partisans font les derniers efforts pour se débattre en ce moment. On parle de 40 Evêques du Clergé de France qui se refusent à publier la Bulle de suppression.

7 Septembre 1773.

Les dispositions plus particulieres de l'Arrêt du 3 Septembre en faveur du Comte de Morangiès, sont ainsi :

Le Comte de Morangiès déchargé , les billets annullés.

Dujonquay condamné à 3 ans de bannissement.

La Dame Romain admonestée.

Tous deux condamnés en 1000 livres de dommages & intérêts, applicables aux pauvres prisonniers de la Conciergerie.

Un plus amplement Informé contre Gilbert de fix mois , pendant lequel tems tenu de garder prison.

Desbruguières déchargé avec injonction d'être plus circonspect.

Dupuy déchargé.

La fille Hérissé condamnée à 9 ans d'hôpital.

La mere Hérissé , hors de Cour.

Le pere Herissé hors de Cour , sur la Requête présentée contre lui par le Comte de Morangiès.

Le Chirurgien Menager déchargé , déclaré non-recevable quant à la prise à partie.

Les termes injurieux contre le Bailli contenus au Mémoire signé Menager , supprimés.

Ceux de la Croix & de Falconnet supprimés. Permis d'imprimer, publier & afficher l'Arrêt, au nombre de 300 Exemplaires, aux frais & dépens de la Dame Romain & de Dujonquay.

8 *dudit.*

Le pere du Comte de Morangiès a conduit dimanche son fils à Versailles, où il a été fort accueilli. On prétend que le Sr. Linguet va être fait Chevalier de St. Michel ; récompense qu'on lui accorde en faveur du zele qu'il a mis dans la défense de cette cause, & de l'intérêt vif que la Noblesse y a pris.

M. de Voltaire a écrit une 3e. *Lettre à Mrs. de la Noblesse du Gevaudan, en date du 26 Auguste 1773*, où il confirme le bruit de la Souscription dont on a parlé : c'est un fonds fait par plusieurs officiers pénétrés de l'innocence du Comte de Morangiès en connoissance de cause, en présence du Marquis de Monteynard. Il demande en conséquence au nom de M. de Florian, son neveu, permission à la Noblesse du Gevaudan de souscrire avec elle, si elle prend le même parti. Tout cela est une tournure pour rendre la chose plus touchante, pour entrer en matiere & bavarder de nouveau. Il imite ici le Sr. Linguet & maltraite fort le Bailli du Palais, ainsi que les divers particuliers impliqués dans la Cause. Rien de nouveau qu'une plus grande impudence.

8 Septembre 1773.

M. Caron de Beaumarchais fait paroître un *Mémoire à consulter & Consultation* dans son affaire contre le Sr. Gozman, Conseiller du nouveau Tribunal : affaire dont on a déjà rendu compte. Il y entre dans le plus grand détail de toutes ses démarches pour avoir audience de son Rapporteur, & des difficultés qu'il a essuyées, ou plutôt de l'impossibilité absolue où il s'est trouvé de parvenir à lui avant de faire fournir à la femme les cent Louis en question pour la première fois ; après avoir aussi traité l'article de la montre qui lui a été rendue & des 15 Louis demandés pour le Secrétaire, & que celui-ci n'a pas reçus, quoiqu'ils fussent exigés à cet effet, il se justifie du projet de corruption qu'on lui suppose : & le Sr. Malbête, Avocat Consultant, est absolument d'avis qu'on ne peut l'inculper à cet égard.

Ce Mémoire qu'on fait être rédigé & composé en entier par M. de Beaumarchais, est supérieure-ment fait : quoiqu'il ne roule que sur une narration, minutieuse en apparence, d'une multitude de petites circonstances peu intéressantes, il y a mis tant d'art, tant de précision, un sarcasme si fin & si bien ménagé, qu'on le lit avec la plus grande avidité.

Par un concours assez singulier de circonstances quatre hommes de Lettres, célèbres ou non, se trouvent impliqués audit procès.

1^o. Le Consultant connu pour tel, célèbre au Théâtre, & qui se proposoit d'amuser le public le Carnaval dernier d'une façon plus agréable par son *Bar-*

Bier de Seville , que la premiere affaire avec le Duc de Chaulnes a retardé.

2°. Le Sr. Goezman , atteint & convaincu par ce Mémoire d'avoir composé de petites brochures clandestines pour le Duc d'Aiguillon , pour le Chancelier & pour favoriser la Révolution de la Magistrature , lesquelles s'imprimoient chez le Sr. Le Jay : ce qui avoit établi un commerce entre ce dernier & ce Conseiller , & sur-tout entre les deux femmes.

3°. Le Sr. Bacculard d'Arnaud , qui se trouvant lié avec Le Jay à raison aussi de ses petits Romans que celui-ci imprimoit , s'est immiscé comme un sot dans le procès , en donnant mal à propos de mauvais conseils à son Libraire.

4°. Enfin le Sr. Marin , auteur de la Gazette de France , qui lié avec le Sr. Goezman a eu aussi la mal-adresse de vouloir faire un accommodement , & s'est conduit d'une façon très reprehensive dans ses négociations.

Ces deux derniers auteurs , & sur-tout le Sr. Marin , sont tellement inculpés par le récit du Sr. de Beaumarchais , qu'ils se trouvent nécessairement obligés de se justifier par d'autres Mémoires.

9 Septembre 1773.

M. le Comte de Morangiès a été effectivement très accueilli des courtisans à Versailles , mais d'abord : s'étant ensuite présenté au passage du Roi comme S. M. alloit à la messe. Elle ne lui a rien dit & ne l'a point regardé , ce qui a un peu écarté la foule d'autour de lui : au retour il a cru être plus

heureux ; inutilement : l'après-midi il est revenu se montrer aux regards du Monarque religieux , comme il se rendoit au Salut ; nul autre signe de reconnaissance.

Au surplus , on ne tarit point sur son Arrêt , dont on apprend de jour en jour de nouveaux détails plus iniques : 1°. il est constaté que le Président de Châteaugiron , pendant les interrogatoires , a fait tout ce qu'il a pu pour intimider Dujonquay , le faire tergiverser , tomber en contradiction , par des apostrophes dures , par des menaces injurieuses & déplacées : 2°. que l'avis du Rapporteur , l'homme qui devoit mieux connoître l'affaire , étoit d'infirmer la sentence du Bailliage en ce qui concernoit la décharge du Comte de Morangiès en subornation de témoins , de faire ordonner un plus amplement Informé contre lui , pendant lequel il seroit tenu de garder prison , & d'ordonner l'exécution de ladite sentence pour le surplus , comme la restitution des cent mille Ecus , &c. 3°. que le Président de Châteaugiron , pour écarter les Conseillers Clercs qu'il savoit n'être pas favorables à sa cabale , a opiné à une peine afflictive contre Gilbert , quoiqu'il n'y eût rien qui pût y tendre : 4°. que ceux-ci partis , la Cabale s'est montrée dans toute sa fureur , & qu'il y a eu de très-gros mots dits dans l'assemblée : 5°. enfin que malgré tous ses efforts 17 voix contre 12 seulement ont été pour le Comte de Morangiès , que ces dernières sont celles des anciens membres du Grand'Conseil & autres Cours Souveraines , présumés les mieux instruits de la procédure & des matieres criminelles.

Il est certain aussi que le Rapporteur a constaté son improbation de l'Arrêt par un refus de le signer.

persévérant durant plusieurs jours : que les Clercs fulminent contre la tournure inique du Président de Châteaugiron , & que les Conseillers dissidents publient hautement leur opinion , & leur conviction intime que le Comte de Morangiès avoit reçu les cent mille Ecus.

10 Septembre 1773.

Voilà le tems où le Comte d'Aranda doit venir en France : on écrit de Bordeaux qu'il y étoit attendu incessamment. Les politiques ont les yeux ouverts sur sa prochaine arrivée , & sur les événemens qui en résulteront.

10 dudit.

Quoique les Récoltes aient été abondantes depuis plusieurs années , on ne sait pourquoi l'administration toujours embarrassée dans cette Capitale a recours aux moyens qu'on ne doit employer que dans les grands besoins. Les Communautés Religieuses sont sans cesse tourmentées par le Lieutenant général de police d'envoyer leur approvisionnement au marché ; ce qui alarmeroit fort si ces injonctions ne se faisoient avec tout le mystère possible : & par un Règlement que ces Communautés trouvent fort injuste , quoique leurs Bleds soient de la qualité la meilleure & la plus choisie , on les oblige de les vendre un écu de moins que le marchand d'à côté , qui en a d'ordonnance , c'est-à-dire de la plus mauvaise espece.

12 dudit.

Toute la Finance à l'œil ouvert sur le Bail futur des Fermes , dont on ne peut plus gueres différer la conclusion , & qu'on assure devoir être un chef-d'œuvre du génie fiscal. Il paroît décidé qu'il sera au moins de 160 millions , au lieu de 132 dont il étoit. M. l'Abbé Terrai s'occupe sans relâche de cet important ouvrage.

13 Septembre 1773.

On plaïsante sur tout dans ce pays-ci , & le procès de M. de Morangiès terminé en sa faveur a donné lieu à un quolibet : comme les Clercs n'ont point assisté à son jugement , on dit qu'il a gagné, mais qu'il n'est pas absous.

Le dimanche suivant où ce Comte avoit été jugé , on donnoit à la Comédie Françoisse *la Réconciliation Normande*. On trouve dans la piece un vers dont le sens avoit rapport aux circonstances de ce jugement ; le Parterre a saisi l'à propos avec une prestesse inconcevable ; il est parti des applaudissemens sans fin , dont les partisans du Comte ont parfaitement senti l'épigramme , au point qu'ils ont voulu chercher noise aux Comédiens , s'imaginant qu'ils avoient inséré le vers ; il a fallu qu'ils se justifiasse & montrasse la piece.

13 *dudit.*

M. de Voltaire dans la 3^{eme} Lettre aux *Gentils-hommes du Gevaudan*, en s'élevant contre les Arrêts injustes, cite dans le dénombrement celui rendu par le Parlement de Paris contre M. de Lally, qu'il appelle le *brave Lally*; cela confirme le bruit que le Philosophe de Ferney travailloit à l'apologie de ce criminel supplicié : en effet depuis quelques jours il court dans Paris un *Factum* en faveur de cet illustre scélérat, & l'on ne doute pas que ce ne soit le premier effort de ce grand réparateur de torts.

Le 14 *dudit.*

M. le Comte d'Aranda est arrivé en cette ville ; avec le caractère d'Ambassadeur Extraordinaire du Roi d'Espagne ; il a eu dimanche une audience particulière du Roi, qui a duré 18 minutes : de là de nouvelles conjectures de la part des courtisans. Ce Seigneur, qui a très bonne mine, contre la coutume des Espagnols, extrêmement fastueux, étoit vêtu très simplement.

14 *dudit.*

M. de Voltaire n'a pas manqué de faire éclater sa joie à la réception de l'Arrêt du Comte de Morangis : il a écrit une 4^{eme} Lettre à la Noblesse du *Gevaudan*, elle est datée du 8 Septembre ; elle contient un pompeux éloge du nouveau Tribunal, qui s'est abstenu, dit-il, de manger depuis cinq heures

du matin jusqu'à six heures du soir. Il s'écrie qu'il voit dans cet Arrêt qu'on a été plus occupé à justifier la vertu opprimée , qu'à punir le crime ; & il ajoute que M. de Morangiès lui a mandé que ses sentimens s'accordoient avec l'Arrêt.

15 Septembre 1773.

L'énorme Arrêt du Comte de Morangiès , que le public attendoit avec impatience , est imprimé ; on n'y voit rien de nouveau. Me. Linguet vouloit que ce Seigneur se pourvût par Requête civile pour demander la prise à partie ; mais M. de Morangiès , tout bénin , ne veut pas se prêter à l'éloquence bouillante de son Avocat. Cependant il n'est point lavé auprès des honnêtes gens : il est constant que le Roi ne l'a point regardé à Versailles , & que le Maréchal Duc de Biron , chez lequel il alloit beaucoup , a déclaré qu'il ne le recevrait point qu'il ne fût mieux justifié.

Le Sr. Dujonquay est dans la plus grande pénurie ; ainsi que sa famille , & l'on a fait de petites quêtes particulières pour eux. Il y a eu diverses assemblées d'Avocats pour aviser aux moyens de revenir contre cet Arrêt , manifestement injuste & plein de nullités. Le Sr. Boutoux , Avocat au Conseil , l'homme du Chancelier , s'étoit d'abord porté à défendre ces malheureux : ce qui faisoit présumer que le Chef suprême de la Justice n'étoit pas éloigné de les prendre sous sa protection ; mais il a tourné casaque absolument. Peut être est-ce une ruse pour mieux manœuvrer contre le Duc d'Aiguillon , Ministre inf.

rigateur de l'Arrêt, décidément opposé au Chancelier, & contre lequel celui-ci ne prêtera le collet qu'autant qu'il se croira le plus fort.

15 Septembre 1773.

On a donné aujourd'hui une seconde Représentation de la *Réconciliation Normande*, où le public s'est rendu en affluence. Les Princes y ont assisté ; on a voulu voir si les Comédiens supprimeroient le vers qui a occasionné tant de brouhahas la première fois ; ils l'ont dit dans son entier. Le voici tel qu'il est :

Un Juge bien payé verra plus clair que moi.

Les applaudissemens ont recommencé avec plus de transport que jamais , & les Princes ont beaucoup ri.

25 dudit.

Les différens particuliers détenus à la Bastille pour l'affaire de la *Correspondance*, sont presque tous sortis : on a pris pour certains la tournure de leur faire présenter Requête, par laquelle ils ont demandé leur élargissement provisoire, qui leur a été accordé, à la charge de se représenter toutes les fois que la justice pourroit le requérir.

16 dudit.

Le *Mémoire de M. de Beaumarchais* fait un bruit du diable, & il est recherché avec tant d'empressement, qu'il a été obligé d'en faire faire une seconde édition,

édition , enlevée avec autant de rapidité que la première. On ne peut concevoir qu'un écrit aussi difamant contre le Sr. Goezman ne soit pas arrêté. On prétend que ce Magistrat ne reparoitra plus au nouveau Tribunal , & que son protecteur , le Duc d'Aiguillon , le nomme Consul dans les Echelles du Levant. Ce Seigneur est aussi indirectement impliqué dans l'affaire ; l'auteur du Mémoire dit que la Dame (Goezman) outrée de colère l'avoit menacé (le Libraire le Jav) de le perdre , ainsi que moi (le Sr. de Beaumarchais) . en employant le crédit de M. le Duc d'..... (Aiguillon.)

17 *dudit.*

M. le Comte de Nicolaï , second fils de M. de Nicolaï , Premier Président de la Chambre des Comptes , doit être bientôt reçu dans la charge de son père : ce qui ne peut que mortifier infiniment le Président à Mortier. Celui-ci comptoit que sa complaisance pour la Cour lui feroit avoir cette dignité , au préjudice de son cadet qui , comme Conseiller au Parlement , étoit sous l'anathème.

17 *Septembre 1773.*

M. l'Archevêque de Paris a été vivement frappé du coup mortel porté à la Société : le Prélat ayant été épancher sa douleur au sein de Madame Louise , en est revenu atteint d'une attaque de gravelle , & sa santé en est depuis sensiblement altérée. Il y a eu chez lui des assemblées de Prélats , & les Evêques se sont rendus en foule à Paris depuis ce fatal évé-

nement. Ils critiquent beaucoup la forme de l'ouvrage du Pape , qu'ils disent n'être ni Bref , ni Bulle , ni Rescrit , ni Décret , &c. ils prétendent en outre qu'il attaque absolument les Libertés de l'Eglise Gallicane , & qu'on ne peut recevoir ce prétendu Bref sans leur porter une atteinte fâcheuse. Cependant il a été imprimé à l'Imprimerie Royale , mais on dit qu'on vient d'en arrêter le débit.

17 *dudit.*

Le nouveau Pamphlet de M. de Voltaire en faveur de M. de Lally n'est encore qu'un enfant perdu & non avoué , qu'il lance dans le public pour essayer comment il y prendra ; il a pour titre *Fragmens sur l'Inde , sur le Général Lally & sur le Comte de Morangès* ; car il met du *Morangès* par-tout. Quant à ce dernier article , ce n'est qu'une répétition de ce qu'il a dit ailleurs , mais qu'il reproduit ici , pour que la curiosité qui fera acheter l'un , fasse le pourvoir de l'autre nécessairement , & répandre ainsi davantage la justification prétendue de ce client.

17 *dudit.*

Les Vers suivans faits à la louange de Me. Linguet prouvent à quel point de délire peut monter une imagination exaltée par l'esprit de parti : au surplus ils sont pleins de verve , d'harmonie & d'images ; ils ne leur manque que d'être mieux appliqués.

Tes triomphes , **LINGUET** ! laisse frémir l'envie ;
 Donne-lui le tribut que lui doit le génie.
 Ce monstre par ses cris , dès tes plus jeunes ans ,
 Aux vils persécuteurs dénonça tes talens :
 Il leur dit , armez-vous : je vois naître un grand homme .
 Punis-les par ta gloire , & souviens-toi qu'à Rome
 Couronnés de lauriers , les Scipions vainqueurs
 Montoient au Capitole au bruit de leurs clameurs :
 Ministres dévoués à sa rage intrépide
 Et souillés des poisons de sa bouche livide ,
 Tes ignobles rivaux , tes ennemis rampans ,
 Autour de ton trophée enlacent les serpens.
 Mais l'hydre est abattue , & ses têtes impures
 S'épuisent du venin qui sort par ses blessures.
 Ce peuple audacieux contre toi déchaîné
 S'agite dans la fange à ton char entraîné.
 Et les chefs insolens , écrasés sous la roue ,
 Mêlent en vain l'outrage à la voix qui te loue.
 Tu t'avilirois trop à répondre à leurs cris :
 Un généreux Athlète abandonne au mépris
 D'obscurs gladiateurs descendus dans l'arene.
 Eschyle pouvoit seul défier Démosthène ,
 Et dans les jeux brillans d'un peuple de héros.
 Alexandre vouloit des Rois pour ses rivaux.
 Respecte tes talens , sois fidele à la gloire :
 Eh ! qui pourroit ternir l'éclat de ta victoire ?
 Sur toi du haut du trône entouré des beaux arts
 J'ai vu , j'ai vu **LOUIS** attacher ses regards.
 En spectacle à la Cour autour de toi rangée
 Tu conduisois vers lui l'innocence vengée :
 Et j'ai vu les François idolâtrant leur Roi
 L'oublier un moment pour n'admirer que toi !

Il faut , pour comprendre cette fin , savoir que Me. Linguet est allé à Versailles avec le Comte de Morangies , mais il n'y pas été plus regardé du Roi que son Client. Cette Epître est d'un M. Ruffe , officier.

18 Septembre 1773.

Il paroît un Arrêt du Conseil du 18 Août 1773 , où il est dit que S. M. s'étant fait représenter l'état des Gratifications ordinaires qui sont payées en exécution de ses ordres , à ceux qui composent la Société des Jésuites dans son Royaume ; ensemble l'état des fonds destinés à l'acquit de cette dépense ; Elle auroit reconnu que la plus grande partie des Bénéfices unis aux établissemens ci-devant desservis par les Jésuites ayant été rendus aux Colleges & Séminaires , que S. M. a jugé à propos de confirmer ; & les revenus de ceux qui sont restés sous la main de l'Econome sequestre , nommé par Lettres-patentes du 2 Février 1763 , étant suffisans pour acquitter lesdites Gratifications , Elle auroit fait verser annuellement à titre de Supplément des fonds de son Trésor-Royal dans la Caisse dudit Econome sequestre : que cependant S. M. étant informée que les Gratifications qu'Elle a bien voulu accorder aux membres de ladite Société , ne pouvoient suffire à ceux dont l'âge ou les infirmités multiplioient les besoins , Elle auroit résolu de venir à leur secours , en augmentant lesdites Gratifications dans la proportion de leur âge : en conséquence sur le rapport du très compatissant Contrôleur général , M. l'Abbé Terrai , Elle a ordonné que par l'Econome sequestre établi par Lettres patentes du 2 Février 1763 , il fera , à

compter du 1^{er}. Juillet 1763 , payé aux Prêtres & aux Freres âgés de 60 ans , 50 Livres d'augmentation de Gratification ; à ceux qui auront 70 ans , 100 Livres ; & à ceux qui auront atteint l'âge de 80 ans , 200 Livres : le tout par augmentation aux Gratifications de 400 Livres & au dessous , pour lesquelles ils sont déjà employés sur les états arrêtés par S. M. Le Roi se réservant en outre , de pourvoir aux besoins de ceux dont les infirmités habituelles exigeroient des secours particuliers : & lesdites sommes seront versées , à titre de Supplément , par le Garde du Trésor Royal en exercice , dans la Caisse dudit Econome sequestre , &c.

19 Septembre 1773.

M. de Voltaire , dans ses *Fragmens sur l'Inde* , publiés depuis peu , prétend que la condamnation de M. de Lally est un de ces meurtres commis avec le glaive de la justice ; & pour soutenir son assertion il fait un abrégé historique des événemens & intrigues qui ont conduit ce brave Général sur l'échafaud , dans l'esprit propre à justifier son sentiment particulier. Il est incroyable comment ce célèbre auteur peut se permettre du sein de sa retraite de juger ainsi le Parlement , & insulter à ses Magistrats dispersés , qu'il accuse d'une partialité atroce : partialité qu'il décoile lui-même dans sa manière d'exposer les faits avec une impudence lâche. L'éloge qu'il fait dans ce Pamphlet de M. l'Abbé Morellet & de son Mémoire sur la Compagnie des Indes , prouve avec quelle légèreté il prononce sur les matieres qu'il entend le moins.

20 *Septembre* 1773.

M. le Chancelier compte s'occuper ces Vacances à éteindre dans le nouveau Tribunal les cabales qui l'agitent, & sur tout à se préserver des intrigues d'un parti puissant qui s'y élève, soutenu par M. de Boysnes, & dont les membres, enfans infideles, voudroient porter des mains parricides contre leur pere. En effet, le Président de Châteaugiron & de Nicolaï sont ouvertement contre ce Chef de la Magistrature; le premier voudroit faire sauter M. de Sauvigni, & devenir Premier Président; & l'autre s'approcher d'autant d'une place à laquelle son extrême jeunesse le feroit parvenir tôt ou tard. Quant à M. de Boysnes, on parle toujours de son projet d'être Garde des Sceaux.

21 *Septembre* 1773.

On a rendu depuis peu publique ici la Déclaration du Roi, donnée à Versailles le 22 Mai de cette année, concernant le remboursement des Quitances de finance, provenant de la Liquidation des Offices du Parlement de Bordeaux, & de la Jurisdiction de la Table de marbre établie par ledit Parlement, supprimés par Edits des Mois d'Août & Octobre 1771.

Par l'événement de ces Liquidations (où tous les Officiers ne sont pas compris) la totalité du prix des Offices liquidés se monte à la somme de

3,109,356 livres 6 sous 5 drs. Le Roi affecte une somme de 300,000 livres , qui sera employée d'abord à payer les intérêts , à compter du 1er. Janvier 1774 , & subsidiairement à rembourser les Principaux ; de laquelle somme Sa Majesté ne fournit que 200,000 livres , à prendre sur la recette générale des finances de Bordeaux ; & les 100,000 livres restantes seront prélevées sur tous les habitans de la Province indistinctement , même les Ecclésiastiques , comme jouissant tous des bénéfices de la Justice gratuite.

Suit l'Etat annexé de tous ces Offices liquidés , ainsi que l'ordre des remboursemens , qui ne doivent finir qu'au 1er. Juillet 1788.

Le Parlement de Bordeaux n'a enrégistré cette Déclaration que le 2 Août , avec un Arrêt qui n'a point plu à la Cour. Voici cet enregistrement curieux.

„ La Cour, ouï & ce requérant le Procureur général du Roi , ordonne que sur le repli des Lettres-patentes , dont lecture vient d'être faite par le Greffier de la Cour , seront mis ces mots : *Lus , publiés & enrégistrés , pour être exécutés selon leur forme & teneur , conformément à la volonté de S. M... à la charge que l'imposition de 100,000 livres , par année , portée par l'article 3 , ne pourra être prorogée , sous quelque prétexte que ce soit , au-delà du terme fixé par ladite Déclaration. Et néanmoins ladite Cour a délibéré qu'il sera fait audit Seigneur Roi , de très*

humbles & de très respectueuses Remontrances, à l'effet de lui représenter que l'intérêt dont il a paru animé pour le bien de ses sujets, & le desir qu'il a témoigné de leur procurer une justice gratuite, ont été éludés de la manière la plus onéreuse pour eux, en ce que dans le moment que cette gratuité a été annoncée & que les Magistrats ont cessé de percevoir les émolumens accoutumés, les droits de greffe, de contrôle, & autres, qui se perçoivent sur les actes judiciaires, ont été si prodigieusement augmentés, notamment par les huit sous pour livre, que les frais de justice excèdent de beaucoup ce qu'il en coûtoit auparavant, & avant la suppression des épices & vacations. En conséquence, sera supplié ledit Seigneur Roi, de mettre la dernière main à une œuvre si digne de sa haute sagesse, & de sa bonté pour ses sujets; en supprimant ces droits, dont l'excès ferme l'accès des Tribunaux au plus grand nombre, & qui les empêche de réclamer une justice à laquelle leurs besoins même semblent donner un droit plus particulier, &c. &c."

21 Septembre 1773.

Il y a une Souscription ouverte chez Me. Vermeil, Avocat des Dujonquay, où les honnêtes gens, touchés du sort de ces malheureux, s'empres- sent de porter des secours; secours destinés uniquement à la subsistance de ces victimes de l'injustice du nouveau Tribunal, car les Avocats ont déclaré vouloir employer leur travail gratuitement pour venger l'innocence opprimée.

23 Septembre 1773.

Extrait d'une Lettre d'Arras du 18 Septembre. Il y a long-tems que la Déclaration du Roi, concernant le remboursement des Quittances de finances provenant de la liquidation des Offices du Conseil provincial de cette Province, donnée à Versailles le 24 Février dernier, a été enregistrée ici. L'Enregistrement est du 22 Mars.

La totalité de la Liquidation monte à 547,292 livres 13 sous 4 drs, & S. M. fait annuellement un fonds de 60,000 livres, pour le payement, tant des intérêts que des principaux, dont la dernière époque est au 1er. Janvier 1785.

Extrait d'une Lettre de Colmar du 12 Septembre 1773. C'est depuis le 13 Juin 1772 que notre Conseil Souverain a enregistré, les Chambres assemblées, la Déclaration du Roi, donnée à Versailles le 29 Mai précédent, concernant le remboursement des Quittances de finances, provenant de la Liquidation des Offices du Conseil Souverain d'Alsace supprimé, dont la totalité monte à 865,000 livres.

Par cette Déclaration, le Roi destine annuellement une somme de 90,000 livres, applicable d'abord à payer les intérêts, & subsidiairement à rembourser les Capitaux; à laquelle somme il ne veut

contribuer annuellement que pour 30,000 livres ; & vu les avantages de la Justice gratuite , tous les habitans de la Province , sans aucune exception , sont tenus de fournir 60,000 livres de surplus annuellement aussi. Ce qui n'a souffert aucune réclamation de la Compagnie , même pour en limiter la durée , à l'époque du 1^{er}. Octobre 1785 , terme du dernier remboursement.

24 Septembre 1773.

On répand ici une anecdote qu'on dit venir de Rome , & rapportée dans des Lettres particulières. On prétend que les Jésuites avoient trouvé le secret de faire faire une boîte de tabac , exactement semblable à celle du St. Pere , laquelle lui avoit été rapportée comme s'il l'eût oubliée ; que le pape , accoutumé à prendre beaucoup de tabac , étonné de cet oubli , avoit fouillé dans ses poches , & avoit trouvé la vraie boîte : mais que les spectateurs alarmés du *qui pro quo* qui pouvoit en résulter , avoient supplié le Souverain Pontife de n'user de l'une ni de l'autre , de se pourvoir d'une troisième , & de faire l'essai des deux tabacs ; qu'en effet , on en avoit administré à deux criminels , condamnés au supplice : que l'un des deux , frappé d'un poison très subtil , étoit mort , & que l'autre n'avoit rien éprouvé d'extraordinaire.

Les Jansénistes publient avec grande joie cette

historiette , & ne doutent pas que les Jésuites n'aient voulu empoisonner le Pape.

25 Septembre 1773.

Extrait d'une Lettre de Besançon du 19 Septembre 1773. La Déclaration du Roi concernant le remboursement des Quittances de finance , provenant de la Liquidation des offices du Parlement de cette ville , supprimés par Edit du mois de Juillet 1771 , & de ceux de la Chambre des Comptes de Dôle supprimée par Edit du mois d'Octobre suivant , a été donnée à versailles le 23 Avril dernier , & enregistrée en notre Parlement le 17 Mai , toutes les Chambres assemblées , sans aucune restriction que celle-ci : “ sans que les erreurs qui peuvent être intervenues dans les noms de baptême de quelques-uns des Officiers , inférés dans lesdits Etats , en ce qu'ils ne se trouveroient pas conformes à ceux portés dans leurs Quittances de finance , puissent leur être d'aucun préjudice , ni former obstacle ou retardement à leur remboursement , aux époques fixées par ladite Déclaration , &c. ”

Les Liquidations des Offices des deux Cours se montent en totalité à la somme de 3,151,211 liv. 15 sous 8 den. : pour le remboursement desquelles, les intérêts prélevés , le Roi affecte une somme de 300,000 livres , dont il ordonnera l'emploi dans l'Etat de la recette générale des finances de Franche Comté, il y ajoutera en outre une somme de

70,000 livres, aussi annuelle, dont il ordonnera le prélèvement sur le produit du droit d'octroi d'un sou par pain de sel rosier, ou d'extraordinaire, qui se perçoit dans la Province, & la province sera chargée de fournir chaque année les 35,000 livres de surplus, pendant le tems seulement, & jusqu'à ce que ladite somme de 3,151,211 livres 15 sols 8 den. soit entièrement payée & acquittée, tant en principal qu'intérêts. On ajoute dans le préambule : " Nous sommes persuadés que tous les habitans de ladite Province, exempts & non exempts, privilégiés & non privilégiés, s'empresseront d'autant plus volontiers à suivre & seconder nos intentions par une contribution aussi légère, qu'ils ont *témoigné plus de satisfaction de voir reprendre à notre dit Parlement son ancienne Constitution* ; & qu'outre les avantages résultans de l'administration gratuite de la Justice que nous avons établie par notre Edit du mois de Juillet 1771, ils jouissent encore d'un nouveau soulagement, en vertu dudit Edit, par la suppression du Privilege de la portion colonique, &c. "

La durée du remboursement doit aller jusqu'au 1^{er}. Juillet 1787.

25 Septembre 1773.

On se doutoit bien que Me. Linguet essuyeroit quelque brocard à l'occasion du rôle qu'il a joué dans l'affaire du Comte de Morangies : on répand

sur son compte l'épigramme suivante à l'occasion
du Cordon de S. Michel qu'il demande, dit-on :

Ce pâle & débile Squelette,
Détracteur de Titus, défenseur de Molette, (1)
Du cordon noir veut être décoré.
Pour rendre son nom plus célèbre
Il faut à ce Cordon funebre,
Joindre la Croix de St. André.

26 Septembre 1773.

Extrait d'une Lettre de Lyon du 20 Septembre
1773..... Le Conseil Supérieur de cette ville a
enregistré, le 1er Juillet dernier, la Déclaration du
Roi, donnée à Versailles le 22 Mai précédent,
concernant le remboursement des Quittances de fi-
nance, provenant de la Liquidation des Offices de
la Cour des Monnoies de Lyon & du Parlement de
Dombes supprimés. Le total pour les deux Cours
se monte à 1,661,694 livres 12 sous 7 deniers :
pour les Intérêts de laquelle somme & rembourse-
ment d'icelle le Roi destine annuellement une som-
me de 160,000 Livres, dont 100,000 livres, seu-
lement, à prendre pour le compte de S. M. sur la
Recette générale des finances de ladite ville, & les
60,000 livres de surplus à fournir, comme im-
position extraordinaire, par tous les habitans de la-
dite Province, sans aucune distinction quel-

(1) Nom de famille du Comte de Morangis.

conque , &c. & le remboursement ne doit s'éteindre qu'au 1^{er}. Juillet 1788.

26 Septembre 1773.

Encore un homme indiscret qui veut convaincre le public de sa turpitude ; & sa femme , pour s'en laver , ne craint pas de présenter son mari comme un drôle qui a surpris sa foi sous des noms & des titres supposés , & lui enlève le peu de fortune qu'elle avoit. Voilà ce que des Mémoires respectifs mettent dans le plus grand jour , au scandale véritable des honnêtes gens. Il s'agit cependant d'une fille de condition , élevée à St. Cyr ; ce qui assure son état : & son mari jaloux est un ancien Garde du Corps , qui après vingt ans de service a été renvoyé , si l'on en croit les Mémoires , sans aucun titre d'honneur.

27 dudit.

Les bruits d'une refonte dans le nouveau Tribunal se renouvellent plus fort que jamais , & quelques-uns des membres prétendent qu'elle est inévitable. Le Sr. de Chazal , chargé d'une instruction concernant l'affaire de la Dame Gozman , l'ayant finie & mise en état d'être rapportée après les Vacances , dit assez publiquement que c'étoit une vilaine affaire , deshonorante pour son confrere.

M. l'Abbé le Noir , M. le Président Pinon , & autres membres du Parlement , ont diné à Con-

ans , chez l'Archevêque ; ce qui confirme le bruit que ce Prélat sentant l'impossibilité que le nouveau Tribunal se soutienne , cherche à pratiquer des Magistrats plus flexibles de la Cour des Pairs , pour les disposer à seconder les projets de M. le Chancelier.

28 Septembre 1773.

Extrait d'une Lettre d'Aix du 20 Septembre 1773. Il n'y a encore aucune liste publique des remboursemens des Charges de l'ancien Parlement & du nouveau. Il y a seulement un Edit du Roi , donné à Versailles au mois de Mai dernier , & enregistré ici , toutes les Chambres assemblées , portant création de rentes à quatre & à cinq pour cent sur les impositions du pays de Provence , dont les principaux sont destinés au remboursement des Quittances de finance , provenant de la Liquidation des Offices de la Cour des Comptes de Provence.

Cet Emprunt est ouvert ici. Il consiste en une Constitution de rentes perpétuelles de 3,400,000 livres de Principal , dont 700,000 livres sur le pied de quatre pour cent , & 2,700,000 à cinq pour cent , sujets à la retenue d'un dixieme.

Ces fonds sont destinés au remboursement annoncé ci-dessus , & à celui des finances communes desdits Offices , qui doivent servir au remboursement des rentes qu'ils doivent en noms collectifs aux créanciers de leurs Corps.

Il est destiné annuellement un fonds de 300 000 livres, pour pourvoir auxdits remboursements, dont il doit être contribué par les Etats de la Province, pour une somme de 120,000 livres ; ce qui, suivant la formule ordinaire, leur doit être demandé lors de leur assemblée, & ce qu'ils ne refuseront pas aussi certainement.

28 Septembre 1773.

M. le Comte de Broglio, d'une famille Piémontoise, nommé Ambassadeur extraordinaire pour aller recevoir Madame la future Comtesse d'Artois, avoit demandé à pousser jusqu'à Turin, au lieu de s'arrêter au Pont de Beauvoisin, terme où la Princesse se sépare des officiers de sa Cour, & prend à son service ceux que lui envoie la Cour de France. Il avoit prétexté d'aller voir ses parens. M. le Duc d'Aiguillon lui avoit répliqué que cela ne se pouvoit, puisque son caractère n'avoit lieu que jusqu'à l'endroit désigné ; que plus loin il redevenoit simple particulier, ce qui compromettoit sa nouvelle dignité. Instances réitérées de la part de ce Seigneur, qui prie le Ministre d'en parler au Roi. Le Duc d'Aiguillon présente à S. M. le Mémoire de l'Ambassadeur, & fait voir les inconvéniens de sa demande. Refus du Monarque. -- En conséquence, Lettre très vive du Comte au Duc, où il lui fait des reproches amers sur la manière dont il s'est conduit dans cette négociation, lui déclare qu'il regarde l'affaire comme personnelle à lui & à toute la famille des *Broglio* ; enfin, Lettre ambiguë qui peut se prendre pour une espece de Cartel envoyé au Ministre. Celui-ci, très piqué, en a rendu comp-

te au Roi , dans un Conseil tenu à Choisy ; & l'Abbé Terrai y a fortement représenté combien il seroit malheureux pour un Ministre qu'on le rendit responsable de tous les ordres dont il seroit chargé. Sur quoi S. M. a dit qu'elle feroit Elle-même la réponse, dont la substance est : " Ce n'est ni à Turin , ni au Pont de Beauvoisin , que je vous envoie , mais à votre terre de Ruffec , jusqu'à nouvel ordre , qui vous sera intimé par mes Ministres. " Cette Lettre écrite de la propre main de S. M. a été portée samedi matin 25 au Comte de Broghio , par M. le Duc de la Vrillière. On prétend qu'il y avoit une grande intrigue cachée là-dessous & que le Duc d'Aiguillon a éventé la mine.

30 Septembre 1773.

On regarde ici comme un coup de politique très sensée & très profonde la conduite du Roi de Prusse envers les Jésuites : 1°. il annonce par-là combien il est au dessus des terreurs puériles qu'on a voulu inspirer aux autres Potentats, ces Religieux ne pouvant être forts que de la foiblesse de ceux qui les craignent : 2°. il venge l'autorité souveraine de l'audace du Pape , de s'immiscer dans les affaires de la Royauté , & de changer , sans en être requis , l'état de citoyens dont il attaque & enlève les propriétés : 3°. il fait refluer chez lui les richesses que les Jésuites auront pu conserver de leur naufrage général , & qui ne se trouvant en sûreté nulle part se réfugieront dans ses Etats : 4°. il acquiert une quantité de citoyens , précieux par leur esprit , leur savoir , leur adresse ; qualités qu'il saura tourner à l'avantage de ses sujets , en empêchant

qu'elles ne leur deviennent nuisibles : 5°. & dans les Ex Jésuites même , qui , déguisés sous toutes les formes , resteront dans leur patrie respective , il se ménage des espions affidés , qui feront intérieurement des vœux pour sa prospérité , contribueront de tout leur pouvoir à favoriser un Monarque , le protecteur de la Société.

Fin du quatrieme Volume.

ADDITIONS

Au premier Volume de ce Journal.

Pag. 105, lig. 3,] ajoutez après le mot *genre*.
M. *Joli de Fleury* a dit une autre raison dans une maison honnête : " *c'est, que quand on est J.... F...., il faut l'être tout de bon !* " Quelle franchise ! Le *Sieur Membre*, Secrétaire de M. *Joli de Fleury*, a mieux aimé le quitter, que de continuer à lui faire des extraits.

Pag. 163, après la lig. 23.] du 10 Avril 1771.
Nouvelle Epitaphe de M. le Chancelier :

Cy gît *Maupeou* l'abominable ,
Cy gît avec lui son esprit :
Passant , ne crains point son semblable :
Jamais monstre ne reproduit.

Pag. 278, après la lig. 13.] du 27 Avril 1771.
Les plaifans continuent à rire & à faire des épigrammes. En voici une qu'on a débitée sur le foi disant Parlement :

Quand je vois ce tas de vermine
Que l'on érige en Parlement,
Je les pendrois tous sur la mine ,
Disoit le Bourreau gravement ;
Mais en vertu d'une sentence
De ce Conseil irrégulier ,
Je ne pourrois , en conscience ,
Pendre même le Chancelier.

Page 310, après la lig. 8.] Du 11 Mai 1771. M. Duval d'Epremesnil, ce jeune Avocat du Roi si distingué par son éloquence & dont il a été tant question à la Compagnie des Indes, n'a point vu avec indifférence la subversion de sa Compagnie, & dès le lendemain 8 Mai il a donné son adhésion à la Déclaration du 7 ; elle est conçue en ces termes :

Nous Conseiller du Roi, son Avocat au Châtelet & Siege Présidial de Paris, après avoir pris communication du Procès Verbal signé le mardi 7 Mai 1771, par 38 de nos Messieurs, & déposé au Greffe de cette Cour, auquel Procès-Verbal un de Mrs. a depuis adhéré.

Pénétré des motifs de la Déclaration insérée par Mrs. audit Procès-Verbal, considérant que notre Ministère & celui de MM. ne diffèrent en rien quant aux devoirs.

Que nous sommes ainsi qu'eux le Conseiller du Roi ; que nous avons ainsi qu'eux juré d'obéir aux Ordonnances, veiller à leur maintien, &c.

Que le même titre, les mêmes sermens imposent les mêmes devoirs ; que le titre d'Avocat, joint par nos provisions à celui de Conseiller, circonscrit ces devoirs, sans les dénaturer.

Que nous tâchons de les remplir par nos opinions & MM. par leurs suffrages ; que nous requérons, empêchons ou consentons, avant que MM. jugent ; que voilà ce qui distingue nos offices des leurs : qu'en tout le reste ils sont semblables, & que nos Requistaires, empêchemens, consentemens,

ont essentiellement pour regle, les mêmes Loix qui déterminent leurs jugemens.

Comment se pourroit-il que membre du même Corps, honoré du même titre, investi des mêmes provisions, lié par le même serment aux mêmes Loix, les suffrages de MM. fussent libres, & nos opinions contraintes ?

Organes autant qu'il est en nous des Loix dans les causes privées, nous croyons devoir l'être dans les choses publiques, ou cesser d'être. Nous ne pouvons pas adopter non plus, l'expédient de réclamer les Loix dans nos discours & de les abandonner dans nos conclusions.

La Loi, la vérité n'a qu'un langage : nous ne saurions nous jouer de notre serment, parler d'une manière, agir de l'autre, & ce tempérament n'en imposeroit pas à notre conscience.

Au surplus, nous suivons des exemples, & nous n'en donnons pas. On a vu en plusieurs occasions le Ministère public réclamer contre les ordres surpris au Souverain, & refuser son acquiescement à ce qu'il ne croit pas juste. C'est ce que fit en 1590, au sujet des Domaines, M. le Procureur général la Guesle, cité par le Parlement de Besançon, dans les Remontrances du mois de Mars dernier. Il présentait au Parlement des Lettres d'aliénation, suivies de Lettres de jussion, adressées à lui-même : en *présentant ces Lettres*, (disoit ce Magistrat au Parlement) *ma personne obéit, mon ministère agit en réclamant contr'elles. J'empêche pour le Roi qu'elles soient enregistrées.*

C'est ce que vient de faire M. Seguier, au dernier Lit de Justice, en y suppliant le Roi de retirer son Edit : c'est enfin ce qu'attestent plusieurs actes du même genre, depuis le siècle qui vit former le Ministère public, jusques au nôtre.

Il est vrai que le Ministère public arrêté au Châtelet par des ordres supérieurs, ne peut former aucun vœu commun ; mais c'est de-là que nous semble venir pour chacun de ses membres la triste nécessité d'exprimer par son vœu personnel ce qu'il estime-roit digne du Ministère public, si le Ministère pou-voit s'expliquer.

Foudé sur ces principes & rassuré par ces exemples, plein d'un profond respect pour les ordres du Roi, mais placé par cet ordre dans l'impuissance de remplir notre serment ; voyant comme MM. l'Inamovibilité des offices de Magistrature atteinte, la liberté de notre Ministère suspendue, les intérêts légitimes du Siege blessés ; lié comme eux envers Dieu, le Roi, l'Etat, à l'exécution des Ordonnances auxquelles il n'a point été dérogé, notamment de l'Ordonnance de 1467, dont la garde inviolable est spécialement commise au Prévôt de Paris ; tenu enfin de concourir à ce qui n'est pas contraire aux intérêts du Roi, des peuples, de la justice, si toutefois la contrariété en est possible ; tenu personnellement & solidairement de concourir à la conservation des droits & de l'honneur du Siege, inséparable de notre honneur & de nos devoirs.

Nous, soussigné, sans avoir pris, ni pu prendre, ni

proposer au Parquet aucune Délibération, & prenant de ce dernier fait en témoignage MM. *Souchet* & *Foulon*, mais excité uniquement par l'impulsion propre de notre conscience, adhérons à la Déclaration faite par MM. à la fin de leur Procès Verbal. A Paris le 8 Mais 1771.

Les présentes ont été depuis déposées au Greffe, par nous souffigné. DUVAL D'ÉPREMESNIL.

Pag. 327, après la lig. 11.] du 22 Mai 1771. On écrit de Melun que l'Edit du 13 Avril concernant la Création du nouveau Tribunal sous le nom de Parlement, a été enregistré au Châtelet de cette ville, non sans beaucoup de difficultés & même avec irrégularité, puisque les voix de parens aux degrés prohibés n'ont pas été déclarées caduques comme elles devoient l'être. On ajoute que MM. *Guibert*, pere & fils, membres de ce Châtelet, deux opposans très vigoureux à l'enregistrement, ont donné leurs démissions, & se sont enfuis pour se soustraire au courroux de M. le Chancelier.

Pag. 329, après la lig. 17.] 25 Mai 1771. Extrait d'une Lettre de Chaumont en Vexin M. *Borel*, Lieutenant général, & M. *Bucquet*, Procureur du Roi de Beauvais, ont déserté; c'est-à-dire, le premier s'est retiré à Paris; le dernier est resté dans la ville, mais a donné sa démission. Les *Is* de ce Bailliage débarrassés de ces deux Magistrats, dont l'un ne vouloit requérir, & l'autre ordonner l'enregistrement du fatal Edit, ont procédé sans ces chefs importans, & ont enregistré tel-

lement quellement. On prétend que les Tribunaux de Chaumont & de Gisors, qui pour se déterminer attendoient l'événement de Beauvais, n'osèrent se refuser à cet exemple. Voilà l'inconvénient des désertions.

Pag. 344, après la lig. 16.] Du 3 Juin 1771. Il est reconnu que le nouvel Edit portant règlement pour la procédure, n'est autre chose que le Règlement du Conseil, formé par M. le Chancelier d'Aguesseau, revu par M. l'ancien Procureur général Joli de Fleury, & introduit au Conseil en 1738 : ainsi l'invention n'en revient en rien à M. de Maupeou. On fait seulement qu'il avoit été proposé plusieurs fois au Parlement, & toujours refusé ; que M. le Chancelier sur-tout, n'étant que Premier Président, n'avoit pas voulu en entendre parler.

La premiere partie n'a qu'un titre unique : de la procédure particulière pour l'introduction des Causes à l'Audience. La seconde partie roule sur l'instruction des affaires qui seront de nature à être jugées par écrit.

Le titre premier traite de la maniere de régler les affaires qui sont de nature à être jugées par écrit ; des requêtes, des productions, & de la nomination du rapporteur. Le second, des forclusions. Le troisième, de la communication des productions, des instances au Procès. Le quatrième, des incidens. Le cinquieme, des interventions. Le sixieme, appels des ordonnances des rapporteurs. Le septieme, de la maniere de procéder aux jugemens & de leur exécution. Le

huit-

huitieme, de la remise des productions au Greffe. Le neuvieme, des voyages, séjours & retours. Le dixieme, de la liquidation & de la taxe des dépens. Le onzieme, de la maniere de se pourvoir contre la taxe des dépens. Le douzieme des discussions des biens, ventes & adjudication, ordre & distribution des deniers. Le treizieme, de la taxe des frais de voyages, séjours & retours, des droits de Greffe & autres.

C'est le Sr. Sorhouet, ci devant Conseiller au Grand Conseil, l'ame damnée de M. le Chancelier, & appelé par ses confreres le grand raccoleur, qui étoit rapporteur de cet ouvrage. Comme M. de Maupeou avoit extrêmement à cœur de faire passer cet Edit, on l'a vu aller plusieurs fois solliciter le Magistrat en lui disant qu'il devoit être étonné de voir un Chancelier chez lui, naturellement dispensé de faire des visites, mais que c'étoit toujours à la partie à aller voir son juge.

Page 344, à la fin.] 3 Juin. Le mot Royalement :

Le mot *Royalement* jadis étoit louange :

Tout ce qu'on faisoit bien, étoit fait comme un Roi ;

On disoit comme un Dieu, comme un Roi, comme un Ange. Mais aujourd'hui ce mot est d'un tout autre aloi.

Juger Royalement, c'est dire n'y voir goutte,

Et n'écouter jamais qu'un g... de Chancelier.

Payer Royalement, c'est faire banqueroute.

Vivre Royalement, c'est être Put.....

Page 353, après la ligne 3.] du 5 Juin 1771. L'Edit du Roi concernant l'évaluation des offices, donné à Versailles au mois de Février 1771. & enregistré es Registres de l'audience de France le 23 Mai der-

nier , fait une grande sensation dans le public : outre l'impôt énorme du Centieme Denier sur toutes les Charges , sauf celles des Cours de Judicature supérieures & de la Chancellerie, comme Secrétaires du Roi, &c. elle attaque les propriétés dans leur essence la plus intime , en forçant le possesseur à ne vendre qu'au sujet désigné par le Roi & aux conditions prescrites par S. M., & en retirant des mains des Echangeistes , Engagistes, ce droit aliéné, sauf l'indemnité telle qu'il plaira à S. M. l'accorder.

Page 353 , après la ligne 8.] du 7 Juin 1771. Il paroît un nouvel ouvrage clandestin, ayant pour titre *le Maire du Palais*. Cette brochure, recherchée sur cette étiquette , ne tient pas ce qu'elle promet. On y trouve une répétition fastidieuse des citations rassemblées mille fois dans les Remontrances des Parlemens & dans divers Ecrivains qui ont traité du gouvernement: & l'on y cherche en vain des faits & des anecdotes qui pourroient rendre le Pamphlet piquant. On sent aisément que le Chancelier est désigné sous cette qualité, mais il n'est nullement peint.

Page 354 après la ligne 3.] du 8 Juin 1771. Le Nouveau Tribunal a enregistré le 17 Mai une Déclaration du Roi , donnée à Versailles le 15 dudit , concernant le Conseil supérieur d'Arras.

Le même Tribunal a enregistré le 31 Mai un Edit du Roi du mois de Mai portant suppression de la Cour des Aides de Clermont-Ferrand.

Autre Déclaration du Roi , donnée à Versailles le 9 Mai 1771 , qui fixe les droits à percevoir par les Greffiers des Conseils supérieurs, a été enregistré audit Tribunal le 28 Mai 1771.

Enfin le 7 dudit mois il a encore enregistré des Lettres patentes du Roi, données à Versailles le 21 Mai, qui nomment les Srs. de *Sorhouet* & l'abbé *Mignot*, Conseillers Laique & Clerc de Grand'Chambre, Commissaires de la Caisse des Amortissemens, au lieu & place des Srs. de *Bretignieres* & de *Glatigny*, Conseillers dépouillés & exilés.

Page 355 ligne 21,] ajoutez après le mot *seulement* : Savoir, les Sieurs *Pillet*, *Gateau de la Chatiere* & *Maussion* à sa droite; & les Sieurs *Bachois de Villefort* & le Roy de *Barincourt* à sa gauche.

Il est à observer que ce *Maussion* est un parjure, qui n'étoit point compris dans les 13 dénommés à l'Edit de suppression, qu'il avoit signé les procès verbaux; mais que M. le Chancelier comptant sur son infidélité n'avoit point décerné de Lettre de Cachet contre lui: il est en outre parent des deux *Maussion*, l'un Conseiller au Parlement, l'autre Conseiller au Grand Conseil démis, & il n'a pas craint de déshonorer ce nom glorieux.

Page 359, après la ligne 18.] du 11 Juin 1771. M. le Chancelier trouvant que la destruction du Parlement, de la Cour des Aides de Paris, du Grand Conseil, du Châtelet, de la Cour des Aides de Clermont-Ferrand, &c. ne lui fournissoit pas encore assez de sujets pour son nouveau Tribunal & pour ses Conseils Supérieurs, continue ses suppressions; & le 8 de ce mois le soi-disant Parlement a enregistré un Edit donné à Versailles au mois de Juin, portant celle de la *Table de Marbre de Paris*, toujours en vue du bien public, suivant le Préambule, & pour garnir d'autant les divers Ressorts de ce dit Parlement & des Conseils Supérieurs qui connoîtront

respectivement chacun de la portion d'affaires qui leur en reviendra suivant la nature de leur arrondissement. Quant au remboursement des charges, il s'effectuera aux mêmes termes que les autres: mêmes faveurs, mêmes amorces, pour les membres du Tribunal supprimé, qui voudront passer dans les Tribunaux nouvellement créés.

Page 360, tout à la fin.] du 12 Juin 1771. Malgré l'inquisition établie contre les ouvrages qui pourroient paroître en faveur du parti des Parlemens, appelé aujourd'hui en France le *Parti de l'Opposition*, & les persécutions exercées contre leurs auteurs, il en perce de tems en tems quelques-uns dans le public: telle est la Brochure intitulée, *Principes de la Législation Françoisse, prouvés par les monumens de l'histoire de cette nation relatifs aux affaires du tems*.

L'autorité souveraine & législative réside - t - elle dans un seul, ou dans le corps entier de la Nation Françoisse? A-t-elle eu le droit de se gouverner originairement par des Loix émanées de sa volonté seule & dictées par son pouvoir? Voilà les deux problèmes que l'Ecrivain cherche à résoudre, moins par le raisonnement que par les faits. *Mezeray* & le comte de *Boulainvilliers* sont les deux auteurs principaux dont il s'appuie.

Il en résulte que les François, originairement peuples libres, se choisissoient des chefs à qui ils donnoient le nom de Roi, ou pour faire exécuter les Loix qu'eux-mêmes avoient établies, ou pour les conduire à la guerre. Il ne reste aucune Ordonnance des premiers tems de la Monarchie, qui ne soit caractérisée du consentement des assemblées générales du Champ de Mars ou de Mai, où elles avoient été dressées.

Que les assemblées, connues aujourd'hui sous le nom d'Etats, commencerent avec la Monarchie, & subsisterent pendant près de trois siècles : durée de la premiere Race de nos rois.

Que *Charles Martel*, de la seconde Race, les ayant abolis pendant les 22 années de sa domination, ses enfans furent obligés de les rétablir ; que *Charlemagne* sur-tout rendit aux assemblées de la Nation tout le pouvoir légitime qui leur appartenoit.

Que pendant son regne & depuis, ces assemblées communes ont 1°. jugé souverainement des causes majeures, infractions de foi, révoltes, féonies, attentat, conjuration & trouble de l'Etat ; & qu'elles en ont jugé par rapport à toutes les conditions, sans en excepter même la Royale ni l'Impériale, suivant le principe fondamental, que tous les François étant justiciables & égaux de leurs pareils, les dignités accidentelles ne changeroient point le caractère intime, formé par la Nation Françoise.

20. Que ces Assemblées ont réglé & déterminé le gouvernement intérieur de la Monarchie, soit à l'égard des impôts, de leur qualité, répartition, nature & maniere d'en faire le recouvrement, soit à l'égard de la distribution des emplois, tant civils que militaires.

3°. Que ces assemblées furent admises à toutes les délibérations de guerre, pour en régler les entreprises, les distributions, & la marche des troupes, l'exécution des loix militaires, & l'observation de la discipline.

4°. Que le pouvoir de faire des traités d'alliance, de se donner des secours mutuels, & de prendre des sûretés, des garanties, fut remis aux Etats du Parle-

ment , avec celui de juger de la suffisance des satisfactions exigibles par les peuples , auxquels , on auroit déclaré la guerre, c'est-à-dire le droit de faire la paix & de régler les conditions.

5°. Que *Charlemagne* voulut que selon l'ancien usage, les assemblées communes jugeassent souverainement de tous les différens qui pourroient survenir entre les Seigneurs laïques & les Seigneurs ecclésiastiques , suivant la Loi primitive.

6°. Qu'il voulut encore que les Assemblées communes nationales , où états , fussent le Tribunal public, où chaque sujet lésé, opprimé & maltraité par un plus puissant que lui , pût s'adresser pour faire réparer ses griefs.

L'auteur prouve ensuite par les faits , que même sous la 3eme Race , les Etats Généraux jouirent , en tout ou en partie , de ces mêmes fonctions , jusqu'en 1358, sous la régence du Dauphin , pendant la captivité du Roi *Jean*, où les Princes profitant des troubles , empiéterent successivement sur ces fonctions , & qu'enfin la tenue des derniers Etats sous *Louis XIII*, en 1614, a porté les coups les plus violens à la Liberté Française ; mais que les droits de la Nation n'en sont pas moins imprescriptibles.

Que ces droits ont été reconnus tout récemment encore , ainsi que le fait se trouve prouvé par une multitude de passages, extraits du Recueil des piéces concernant l'affaire des Princes Légitimes contre les Princes Légitimés , sous la Minorité du Roi régnant.

Page 362 , après la ligne 3.] du 14 Juin 1771. La place de Secrétaire d'Etat au Departement des Affaires Etrangés, faisant essentiellement Ministre celui qui en est pourvu, M. le Duc d'Aiguillon est en-

tré au Conseil en conséquence ; honneur auquel il aspireroit depuis long tems.

Page 365, après la ligne 15.] du 17 Juin 1771. M. le Chancelier , qui dans les débris des anciens bâtimens qu'il renverse , ne croit point avoir fait une mauvaise besogne lorsqu'il en peut tirer quelques matériaux pour ses nouveaux édifices , a profité de la destruction de la Table de marbre , pour former deux membres de son Tribunal : le Sr. *le Roy de Lisa*, & *Cheylus*, Lieutenant particulier, déjà d'intelligence avec le Chef de la Magistrature , y ont passé , & se sont vus avec plaisir décorés de la robe rouge.

Page 369, après la ligne 28.] du 20 Juin 1771. Extrait d'une Lettre de Dreux, du 8 Juin 1771. Notre Bailliage a fait un Arrêté le lundi 27 Mai , très bien libellé ; où d'après les considérations préalables il ordonne qu'il sera surfis à la lecture , publication & enregistrement des deux Edits , l'un portant suppression & création d'offices dans le Parlement de Paris , l'autre portant suppression du Grand Conseil & nomination des membres d'icelui pour être Conseillers en ladite Cour de Parlement , jusqu'à ce qu'ils aient été duement vérifiés en la Cour de Parlement.

On s'y réserve en outre judicieusement de supplier alors la Cour de vouloir bien remontrer au Roi les inconvéniens qu'il y auroit à ne pas étendre les mêmes dispositions concernant la justice gratuite aux Tribunaux inférieurs , puisque la classe la plus pauvre des sujets , pour qui le bienfait de S. M. est spécialement destiné , n'en profiteroit pas , & qu'une telle distinction seroit d'ailleurs injurieuse aux offi-

ciers des Bailliages , qui ne sont pas animés d'un zèle moins désintéressé que ceux des Cours supérieures.

Page 373 , après la ligne 2.] du 21 Juin 1771.
 Quoiqu'une des conditions tacites entre les Procureurs au Châtelet & M. le Chancelier , soit que les Avocats au Conseil ne s'introduiroient pas dans la Jurisdiction , il paroît difficile que cet arrangement tienne. Cependant M. *Dufour de Villeneuve* , le Lieutenant Civil , met en œuvre toute l'énergie de ses efforts pour faire aller son Tribunal , & exciter l'activité de ses suppôts : il traite durement les Procureurs qui, mettant encore une sorte de délicatesse à se livrer totalement à son impulsion , ont de la peine à se mouvoir ; en un mot , il ne tient pas à ce Magistrat que M. le Chancelier ne soit parfaitement content du Châtelet ; & après avoir intimidé les Subalternes , il emploie les caresses & la séduction pour se procurer des acolytes : mais la vénalité de ces charges conservée écarte les aspirans.

Page 375 , après la ligne 2.] du 24 Juin 1771.
 M. le Chancelier ne néglige aucun moyen d'avancer le grand œuvre de son Parlement & tout ce qui peut consolider cet établissement. Pour y mieux concourir, il a fait écrire par l'Abbé *Terrai* au Comité principal des Fermes , qu'on eût à casser le Conseil de la Compagnie, composé d'Avocats & de Procureurs de l'ancien Parlement , S. M. desirant que les Fermiers généraux donnassent leur confiance aux nouveaux Avocats-Procureurs, institués par le dernier Edit.

du 24 Juin 1771.

Quelque médiocre que soit, ainsi qu'on l'a observé, la nouvelle satire intitulée *le Maire du Palais*, il paroît que M. le Chancelier est extrêmement sensible aux injures qu'on lui dit dans ce pamphlet, & que celui-ci l'intéresse plus directement. On assure qu'on en punit jusqu'à la lecture, & qu'un particulier que des espions avoient observé tenant le livre en question dans ses mains dans une promenade publique, a été gardé à vue, suivi, arrêté & conduit à la Bastille; qu'il a subi l'interrogatoire le plus pressant pour savoir d'où il tenoit ce livre, & que n'ayant pu ou voulu le déclarer il a été étroitement resserré.

Page 382, après la troisième ligne.] du 77 Juin 1771. Extrait d'une Lettre de Troyes du 21 Juin 1771..... Malgré l'Arrêt rendu le 15 du mois dernier par le Conseil Supérieur de Châlons, portant injonction sous les peines y portées au Bailliage de cette ville & autres, de le reconnoître & d'enregistrer l'Edit de sa création, celui-ci s'y est toujours refusé. Mais le Sr. Cazin, Lieutenant général, & le Sr. Heroult de la Cloture, Avocat du Roi, gagnés par les émissaires de M. le Chancelier, ont résolu de procéder à cet enregistrement, malgré le reste du Bailliage. En effet mardi dernier 18 de ce mois, jour d'audience, le second a fait son Requisitoire à cet effet, en vertu d'ordres particuliers qu'il avoit reçus, a-t-il dit. Le premier a ordonné l'enregistrement de cet Edit & de plusieurs autres, sans avoir pris les avis de la Compagnie, malgré sa réclamation, &

sur le même dire d'ordres particuliers, qu'il n'a point voulu exhiber.

La Compagnie a unanimement dressé Procès verbal de ces faits, & a protesté sur le champ contre tout ce qui s'est passé, & notamment de nullité de la Sentence d'enregistrement, se réservant de se pourvoir, dès que les circonstances le permettront, contre ledit Lieutenant Général, &c.

Page 384, à la fin.] du 30 Juin 1771. On ne sauroit trop admirer l'adresse avec laquelle M. le Chancelier détruit tous les Corps qui font quelque résistance à son projet, & les recrée ensuite en les composant de membres dévoués à ses volontés, en sorte que son Parlement se trouve bientôt reconnu subséquemment dans les mêmes Tribunaux où l'on avoit refusé son enregistrement. C'est ce qui vient de se passer à l'égard du Bureau des finances & de la Chambre de Domaine de Paris & Trésor. On a parlé de la bonne conduite de ce Tribunal lorsque l'Edit du 13 Avril lui a été présenté: mais, quoiqu'ayant la pluralité, l'Arrêt n'a pas été unanime. On a profité de cette scission pour faire rendre au Roi à Marly, au mois de Juin 1771, un Edit, par lequel on réunit la Chambre du Domaine de Paris au Bureau des finances, pour ne former qu'un seul Sieg & Corps de juridiction; on éteint & supprime tous les offices de Présidens, Trésoriers de France, Avocats & Procureurs du Roi & Greffiers, &c. & sur le champ on crée & institue en titres d'office un Premier Président, deux Présidens Trésoriers de France, douze Conseillers Trésoriers de France, un Avocat, un Procureur du Roi & un Greffier, &c.

Les votans pour l'enregistrement sont réintégrés

dans leurs fonctions , en vertu de leur zele & affection pour le service du Roi, & sont nommés, savoir: les Sieurs *Merault & Masson*, Présidens Trésoriers de France; les Sieurs *Poirier, Lambert, Martialot de Fontenoy, le Roy de Valmont, Musnier de Darvaul, Malas du Mitry, Giffey, Mignot de Montigny, Clugiers de Berney, Hebert de Hauteclair & Martin*, Conseillers Trésoriers; & Maître *Issly*, Greffier.

Le nouveau Tribunal a enregistré cet Edit le 26, Grand'Chambre & Tournelle assemblées, le tout sans approbation du titre de *Premier Président*, accordé par l'article 3e. du présent Edit.

Le même jour 26 Juin, ce Tribunal a enregistré une Déclaration du Roi, portant que les sommes déposées au Parlement pour les épices des procès à juger, seront rendues aux parties, & date de Versailles le 23 Juin 1771.

Pour entendre ceci, il faut savoir que l'on ne rendoit point d'Arrêts en la Grand'Chambre & aux trois Chambres des Enquêtes sur les instances & procès y pendans, qu'il ne fût consigné préalablement par les parties es mains des Buvetiers les sommes exigées pour épices, &c.

du 30 Juin 1771.

En conséquence de la Lettre de M. le Contrôleur Général aux Fermiers généraux dont on a parlé, à l'égard des anciens officiers composant le Conseil de la Ferme, portant injonction de les rayer de leurs Etats de dépenses pour les appointemens auxquels ils y sont portés; il a été arrêté que ne pouvant se refuser aux ordres du Ministre, ces officiers seroient supprimés, à commencer du premier Juillet prochain.

du 30 Juin 1771.

Il passe pour constant que M. le Baron de Breteuil, nommé par le Duc du Choiseul pour l'Ambassade de Vienne, & dont on a suspendu le départ depuis la disgrâce de ce Ministre, pour les raisons énoncées dans le tems, n'est pas dans une disgrâce complete, & qu'il partira pour Londres, où il relevera M. le Comte de Guignes. On nomme dans le public M. le Prince Louis de Rohan pour succéder au premier.

du 30 Juin 1771.

De la Liste imprimée à la fin de l'Edit du mois de Mai, portant suppression des Procureurs au Parlement, & création de cent Avocats, il faut rayer les Sieurs Remy de Meri, Collet le jeune, Dorival, Heuvrard, qui se sont démis, & Godefroy le jeune.

(Les ADDITIONS aux Volumes II & III sont placées à la fin du Tome V de cet Ouvrage.)









a39003



009547638b

